

---

# LA PAPAUTÉ

## LE SOCIALISME ET LA DÉMOCRATIE

---

### I.

L'ÉVOLUTION DU SAINT-SIÈGE ET L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE LÉON XIII.

---

« De quoi donc aujourd'hui vient se mêler l'Église ? et par où la question sociale regarde-t-elle le pape et les curés ? » Ainsi s'exprimait un vieillard, et, en tenant ce langage, il était bien dans la tradition de ce siècle expirant, dans la tradition française, du moins. Le XIX<sup>e</sup> siècle, — nous en pouvons déjà parler au passé, — s'était flatté d'exclure l'Église des affaires de ce monde. Il lui semblait que la religion, faite pour les choses du ciel, n'avait rien à prétendre aux choses de la terre. Le libéralisme, en faisant profession de respecter la liberté religieuse, avait pris soin d'enfermer le clergé dans ses églises, dans ses séminaires et ses couvens. Le siècle avait fait comme ces maires ou ces sous-préfets qui, de par la loi, font défense au Christ de se montrer dans la rue. La croix ne devait plus se laisser voir que dans la solitude des cimetières, sur la tombe des morts, ou, loin des regards des vivans, sur la flèche des tours perdues, là-haut, dans les airs. A beaucoup il semblait même, par là, servir la religion : c'était la compromettre que de la laisser sortir de son double domaine, la nef de ses églises et

le sanctuaire de la conscience. L'y confiner, en fermant sur elle les portes du temple, c'était la ramener à sa mission.

Eh bien ! non, ce n'était là qu'une illusion. Nous avons eu beau séparer le temporel du spirituel, on ne peut ainsi en faire deux compartimens isolés par une cloison étanche. L'Église ne saurait longtemps se désintéresser de tout ce qui vit et s'agite autour d'elle. Ses prêtres ne pouvaient toujours se borner à psalmodier dans l'immobilité de leurs stalles des oraisons latines, à entonner le *De profundis* devant le catafalque des morts, à faire réciter le catéchisme à des enfans distraits, et à écouter dans le silencieux demi-jour du confessionnal les monotones aveux des dévotés de tout âge. L'Église, il est vrai, tout en protestant contre cette réclusion, semblait peu à peu en prendre l'habitude. On eût dit que le pape, interné au Vatican, allait devenir le symbole vivant de la situation faite à la religion et au Christ. A l'imitation du suprême pontife, les évêques n'apparaissaient guère sous le portail de leurs cathédrales que pour jeter un anathème aux nouveautés du jour. Par ses malédictions chagrines, l'Église semblait elle-même se reléguer à l'écart de ce monde qui se retirait d'elle. Prétendait-elle encore s'adresser à eux, les peuples ne la comprenaient plus. Nombre même de ses enfans ne lui prêtaient qu'une oreille inattentive. C'est qu'elle les fatiguait de ses doléances sur les malheurs des temps, ne cessant de vanter le passé à des générations qui n'avaient d'yeux que pour l'avenir. — Et voilà que cette vieille mère, traitée de radoteuse par l'irrévérence de tant de ses fils, s'est mise à parler aux hommes de ce qui les passionne et les divise le plus. Tout comme aux temps des Grégoire VII et des Sixte-Quint, le pape veut dire son mot sur les affaires humaines ; et le monde ne s'en irrite point, et le siècle ne s'en montre pas trop surpris. C'est encore là un signe des temps qui viennent. Il semble bien que nous assistions à la rentrée en scène d'un des grands acteurs de l'histoire ; — et, sur le vieux théâtre d'où on l'avait crue à jamais bannie, la papauté aperçoit un personnage nouveau, bien différent de ceux auxquels, pendant mille ans, elle a donné la réplique. A la place des dynasties sacrées par ses mains, elle a en face d'elle la démocratie ; émouvante rencontre, en vérité, et d'où dépend beaucoup le dénouement du drame des temps prochains. La papauté en a le sentiment, et, sans s'attarder à des discours inutiles, elle va droit à la démocratie, et de quoi lui parle-t-elle ? De ce qui tient le plus au cœur du peuple, de la question sociale.



## I.

Cette intervention de l'Église dans la plus brûlante des questions contemporaines, le saint-siège y avait été, dès longtemps, sollicité par deux des voix les plus retentissantes du siècle, toutes deux françaises, l'une partie du sanctuaire et l'autre du monde; mais aucune des deux, pour des raisons diverses, n'avait trouvé d'écho à Rome. Voici déjà trois ou quatre générations qui s'éprennent tour à tour du rêve de renouveler les sociétés humaines; entre tous les esprits qu'a hantés ce beau songe, quelques-uns, plus libres ou moins inatués, sentant que, pour une pareille entreprise, ce n'était pas trop de toutes les forces sociales, avaient osé inviter la vieille Église, à prendre elle-même en main l'initiative de la réforme. C'est ainsi que Paris fit appel à Rome, et que la question sociale, encore novice et déjà hardie, frappa bruyamment, presque impérieusement, deux fois en quelques années, à la porte du Vatican. La première fois, c'était par la main de Saint-Simon, la seconde, par celle de La Mennais, deux prophètes des temps nouveaux presque également téméraires et également superbes, qui, à travers toutes leurs chimères, ont tous deux, à certaines heures, été des voyans. Saint-Simon, La Mennais, voilà les deux grands ancêtres de cet enfant, né d'hier, qu'on appelle le socialisme chrétien.

Alors que tout le siècle semblait se complaire à repousser l'Église loin du monde pour la confiner dans l'ombre mystérieuse de ses cathédrales, c'est de l'école la plus impatiente de nouveautés qu'est parti le plus ancien et peut-être le plus pressant appel à la coopération sociale de la papauté. Qui s'en souvient aujourd'hui parmi les adhérens de M. de Mun ou de M. Decurtins? Le premier à réclamer pour les classes ouvrières le secours du pontife romain a été Saint-Simon. En cela, l'utopiste était plus clairvoyant que les politiques. Il pressentait que les convulsions des sociétés modernes devaient offrir à la papauté l'occasion d'un rôle nouveau; seulement, il n'était pas assez catholique pour en apercevoir les conditions. Il avait le tort de croire qu'il fallait, pour cela, renouveler tout le christianisme. La révolution qu'il projetait d'accomplir dans le monde, le gentilhomme socialiste eût voulu la pouvoir placer sous le patronage de la papauté. Dès 1825, dans son *Nouveau christianisme*, Saint-Simon, s'adressant au pontife suprême, lui disait, en ses pesantes formules: « Vos devanciers ont suffisamment perfectionné la théorie du christianisme, ils l'ont suffisamment propagée. C'est de l'application de la doctrine qu'il faut vous occuper. Le véritable christianisme doit rendre les hommes heureux non-seulement dans le ciel, mais sur la terre.

Votre tâche consiste à organiser l'espèce humaine d'après le principe fondamental de la morale divine. Il ne faut pas vous borner à prêcher aux fidèles que les pauvres sont les enfans chéris de Dieu, il faut que vous usiez franchement et énergiquement de tous les pouvoirs et de tous les moyens de l'Église militante pour améliorer promptement l'état moral et physique de la classe la plus nombreuse (1). » Saint-Simon démontrait à l'Église que, pour garder, ou pour reconquérir son empire sur les peuples, il lui eût fallu s'emparer de la direction de la grande réforme sociale qui se préparait dans le monde (2).

Pareille sommation ne pouvait être entendue de la Rome de 1825. Puis, l'auteur du *Nouveau christianisme* mêlait à ses vues humanitaires des thèses philosophiques malsonnantes pour un pape. Le vicaire du Christ ne pouvait se faire le prosélyte de Saint-Simon, ou devenir le collègue du père Enfantin, le pape laïque de Ménilmontant. Mais, cinquante ans plus tard, lors de l'avènement du pape Léon XIII, en 1878, le même vœu, sous une forme plus respectueuse et plus acceptable, était adressé, de Paris, au nouveau pontife, par un survivant de l'église saint-simonienne. Cette fois, les temps étaient accomplis; ce cri de la société nouvelle ne devait pas frapper l'oreille d'un sourd. En relisant l'appel du vieux saint-simonien, on croirait lire, treize ans d'avance, le sommaire, la matière de l'encyclique *Rerum novarum*. Et pour que cette invocation à l'Église fût plus caractéristique, comme pour mieux montrer à ce siècle orgueilleux l'inanité puérile de ses préventions, il se trouva que le vieux saint-simonien qui suppliait le pape de résoudre « le redoutable problème du paupérisme et du travail » n'était ni catholique, ni même chrétien; c'était un juif, tant aux esprits émancipés des préjugés de la foule l'intervention de l'Eglise apparaissait légitime et désirable.

« Comment, disait ce juif au pape, l'Église a-t-elle pu ne pas comprendre que la transformation profonde qui s'opérait dans le monde, loin d'être une œuvre impie, destructive du christianisme, était un fait providentiel, une application de l'idée chrétienne dans

(1) Voyez le *Nouveau christianisme*, p. 138-149 (*Œuvres de Saint-Simon*, publiées par Olinde Rodrigues en 1832). Par un bizarre anachronisme, Saint-Simon imaginait de placer tout ce long discours dans la bouche de Luther, indiquant par là quel langage devait tenir à la papauté un véritable réformateur.

(2) La même idée se rencontre, beaucoup plus tard, dans un rare et volumineux ouvrage écrit, à Rome même, par une femme, la princesse Wittgenstein, sous ce titre bizarre : *des Causes intérieures de la faiblesse extérieure de l'Église* (voyez particulièrement t. XII, p. 297). On retrouve dans cet ouvrage anonyme, dont il ne subsiste que quelques exemplaires (un ou deux en France), toutes les grandes lignes de ce qu'on a depuis appelé « le socialisme catholique. »

ce qu'elle a de plus juste et de plus sublime (1)? » Et si la papauté ne l'avait pas senti plus tôt, l'ancien saint-simonien en rejetait la faute sur l'État, sur la Révolution, sur la guerre inepte faite par de faux libéraux et d'aveugles démocrates à l'Église et à l'idée religieuse. « Jamais, continuait le banquier israélite, œuvre plus digne d'elle, plus conforme à l'enseignement de son divin maître, ne s'est offerte à la sollicitude de l'Église. N'est elle pas, par son principe même, la mère de tous les petits, la protectrice de tous les opprimés? Elle n'a qu'à se rappeler son histoire et sa tradition. Après avoir détruit l'esclavage antique et le servage féodal, l'Église doit encore améliorer le sort de l'ouvrier moderne. Elle accomplira ainsi l'œuvre de rédemption universelle que son divin fondateur a définie par ces deux maximes : « Laissez venir à moi les petits ; — Aimez-vous les uns les autres. »

Tel était le programme que, à la veille de quitter ce monde, dont sa jeunesse avait rêvé la transfiguration, le saint-simonien vieillissant osait tracer au nouveau pontife. Il sentait que, pour une pareille œuvre, il fallait autre chose que la propagande de philanthropes enrichis, ou l'agitation de sociétés humanitaires. Par sa bouche, la petite église saint-simonienne, revenue de l'orgueilleuse ambition de fonder un nouveau pouvoir spirituel, abdiquait devant ce pontificat romain, dont le siècle avait cru le rôle à jamais fini. Ce n'était pas seulement, comme le reconnaissait Isaac Pereire, que « le catholicisme est la seule église organisée assez fortement pour exercer une grande action sociale ; » c'est, affirmait-il, qu'elle seule était capable de ce noble apostolat (2). Et en suppliant le pape Léon XIII de faire prêcher la moderne croisade contre la misère, le vieux juif lui montrait la papauté « replacée au sommet de la pyramide humaine, reprenant son antique prestige et faisant triompher, contre l'individualisme protestant, le principe vraiment chrétien de la solidarité universelle. »

Ce que sentaient si vivement des étrangers au Christ, il était malaisé que des catholiques n'en eussent pas le sentiment. Aussi bien, sous l'immobilité apparente de la surface, y avait-il, depuis longtemps, au fond de l'Église, un courant démocratique. Ici en-

(1) Isaac Pereire, *la Question religieuse*; Paris, Motteroz, 1878, *passim*.

(2) « Pour accomplir cette œuvre de paix et d'harmonie, à côté ou plutôt au-dessus des législateurs, des savans, des industriels, il faut des apôtres, des missionnaires prêts à se dévouer pour le salut de l'humanité, des prédicateurs du droit et de la justice, assez indépendans pour dire à tous la vérité, et où en trouver en dehors de l'Église? — Il faut que l'Église reprenne, dans des conditions nouvelles, le grand enseignement moral par lequel, il y a quinze siècles, elle a transformé le paganisme romain et civilisé les barbares. » Isaac PEREIRE, *ibidem*. — Je retrouve, quinze ans plus tôt, des idées analogues chez un autre ancien saint-simonien, également d'origine israélite, M. Gustave d'Eichthal : *les Évangiles*, Hachette, 1863; préface, p. xxxvi-xl.

core, l'initiative semble être partie de la France. Le « catholicisme social, » tout comme le « catholicisme libéral, » a eu ses premiers représentans chez nous ; mais, dans notre France, il est longtemps resté à l'état d'aspiration vague. C'est à l'étranger, en Allemagne surtout, qu'il a pris corps, et c'est de l'étranger qu'il nous est revenu. La Mennais, l'homme du siècle, peut-être, dont l'action dans l'Église a été la plus profonde, n'avait pas attendu sa rupture avec Rome, pour s'éprendre de la question sociale. Le fougueux Breton entrevoyait le parti qu'en pourrait tirer l'Église pour le triomphe du nouvel ultramontanisme, rêvé par lui sous les ombrages de La Chesnaie. A ses yeux, déjà, la question sociale était, à la fois, le but et le moyen. Pour mettre la papauté à la tête du mouvement démocratique, il lui demandait, suivant les conseils de Saint-Simon, de se faire, devant le monde, le porte-voix des revendications ouvrières. C'était là un des points du hardi et confus programme de *l'Avenir*, un des articles de foi du nouveau *credo* que l'auteur de *l'Essai sur l'indifférence* eût voulu greffer sur l'ancien. Pour le vertigineux agitateur, la réforme sociale devait accompagner les libres institutions démocratiques que la papauté émancipatrice allait apporter au monde. Il annonçait hautement, dans *l'Avenir*, que, « à moins d'un changement total dans le système industriel, un soulèvement général des pauvres contre les riches deviendrait inévitable. » Il voyait déjà « la société bouleversée de fond en comble périr dans d'effroyables convulsions (1). » Pour lui, il n'était pas douteux que l'Église ne dût se tourner du côté des faibles et des petits, et se faire l'avocat des multitudes souffrantes. Et, lorsque la papauté, sommée de se déclarer, refusait de le suivre, le fougueux abbé dénonçait, dans son langage apocalyptique, le pape et les prêtres comme traîtres à l'Évangile et apostats de la loi de charité, pour s'être ligués avec les tyrans et les despotes contre les faibles et les opprimés, les pauvres et les petits que Jésus était venu sauver. Cette idée, chez La Mennais, était déjà entrée si avant que, une fois le prêtre disparu, il ne resta, du nouveau père de l'église, qu'un démocrate socialiste. On sentait, dès longtemps, ce dernier couvrir sous l'apologisme ; il fit éruption dans les *Paroles d'un croyant*.

Un tel parrain devait porter malheur à ses filleuls. L'intéressante éloquence de La Mennais était faite pour compromettre toutes les causes qu'elle plaidait. La trace de ses tendances sociales et démocratiques resta, cependant, toujours visible chez son grand disciple, Lacordaire. Et l'on en distingue, ça et là, des vestiges chez bien d'autres, dans les deux groupes rivaux entre lesquels se

(1) *L'Avenir*, 30 juin 1831.

partagèrent, vers le milieu du siècle, les catholiques militants. La révolution de 1848 réveilla, un moment, dans l'Église de nuageuses aspirations sociales. A Rome, le langage et les actes du futur pape du *Syllabus* semblaient autoriser toutes les espérances et toutes les alliances. « Passons aux barbares et suivons Pie IX, » s'écriait Ozanam, à la veille du 24 février. *L'Univers* prêchait que la démocratie n'était qu'une application du christianisme. Vuillot voyait dans la révolution de 1848, et « dans les principes sociaux qui allaient se formuler en institutions », l'avènement de la pensée chrétienne dans le gouvernement des sociétés (1). Lacordaire fondait, avec Ozanam et l'abbé Maret, le journal *l'Ère nouvelle* qui semblait reprendre le programme de *l'Avenir*. Les plus conservateurs des catholiques se déclaraient, par la bouche de Montalembert, « prêts à descendre dans l'arène, avec tous leurs concitoyens, pour revendiquer toutes les libertés politiques et sociales (2). » Durant quelques semaines, on put croire à l'alliance de la démocratie et de l'Église sur cette terre vague des réformes sociales. Les journées de juin en France, la république romaine au centre de la catholicité vinrent bientôt décourager les catholiques les plus optimistes. Pour eux, comme pour le pape, les tendances socialistes se confondirent avec les passions révolutionnaires. Pie IX, revenu de ses illusions généreuses, leur gardait les rancunes d'un esprit déçu et d'un cœur blessé. Le Pie IX de 1848 était mort de ses mécomptes ; il ne les devait jamais pardonner à la démocratie. Politiques ou sociales, toutes les nouveautés redevinrent suspectes à Rome. La curie, systématiquement fermée aux voix de ce monde, inclinait à condamner toutes les aspirations du siècle, sous le nom maudit de révolution. C'est ainsi que, après avoir paru un moment à la veille de s'achever, l'évolution sociale de la papauté se trouvait indéfiniment ajournée. Pour qu'elle pût être tentée de nouveau, il fallait un nouveau pape, une nouvelle Rome, une nouvelle Europe.

Durant tout le long pontificat de Pie IX, pour ne pas dire durant tout notre XIX<sup>e</sup> siècle, la conduite de la papauté et la politique de l'Église ont été dominées par un souci qui, de loin, peut sembler mesquin, celui du maintien de la royauté temporelle des papes (3). Comment s'en scandaliser, quand il semblait que l'indépendance spirituelle du saint-siège fût liée à sa souveraineté territoriale ?

(1) *Univers*, 27 février 1848, article de L. Vuillot, cité par Daniel Stern dans son *Histoire de la Révolution de 1848* ; cf. M. Vuillot et les *Evêques de France*, par l'abbé Ansault, p. 72 et 74.

(2) Manifeste publié par *l'Univers*, le 28 février 1848.

(3) Voyez les *Catholiques libéraux, l'Église et le Libéralisme de 1830 à nos jours*, chap. XII ; Plon, 1885.



Tout, à Rome, était subordonné à la défense de la chétive monarchie pontificale. C'était la faute des temps plus que celle des hommes, si le Vatican mesurait toutes choses à cette courte mesure. La démocratie semblait une ennemie de la papauté parce qu'elle était une menace pour sa royauté temporelle. La démocratie se personifiait, pour l'ancien exilé de Gaète, dans Mazzini et dans Garibaldi, dans les hommes qui s'étaient insurgés contre le trône sacré du souverain pontife, de même que le libéralisme lui apparaissait sous les traits de Cavour, de Ricasoli, de Minghetti, des politiques qui ne craignaient pas de porter une main sacrilège sur l'héritage de saint Pierre. Entre la démocratie et le saint-siège romain, la question romaine semblait creuser un fossé infranchissable. Or, ce fossé a été, en partie, comblé par la ruine même de l'antique monarchie pontificale. De toutes les conséquences de la chute du pouvoir temporel des papes, c'est peut-être la plus considérable et la moins prévue.

Il ne fallait rien moins que cette révolution dans sa capitale pour que le saint-siège pût, de nouveau, accueillir le rêve d'une alliance entre l'Église et la démocratie. La papauté, dépouillée par un roi, avec le concours des parlemens et la connivence des chancelleries, devait être amenée à chercher les peuples par-dessous les trônes et les gouvernemens. Le 20 septembre 1870 a coupé le lien séculaire qui semblait enchaîner les successeurs du pêcheur galiléen aux rois, aux princes, aux riches, aux grands de ce monde. La brèche de la Porta Pia a ouvert au saint-siège des perspectives nouvelles. Les bornes du *non possumus* ont été déplacées. Si le siècle voulait garder une prise sur la tiare, il ne fallait pas la laisser alléger de sa couronne temporelle. La papauté évincée de ses domaines terrestres nous réserve plus d'une surprise. Elle ne saurait voir le monde et les affaires du monde des mêmes yeux que ses prédécesseurs, les papes rois, la dynastie pontificale reléguée, avec les dieux de marbre, au fond d'un palais malsain, n'ayant le choix qu'entre l'internement ou l'exil, condamnée à demeurer captive ou à se faire errante, et déjà redevenue mendicante. Que de fois le siècle n'avait-il pas répété que, en se laissant enrôler parmi les souverains terrestres, en attachant les clefs mystiques à un sceptre et en faisant porter devant elle les deux épées nues, symbole des deux pouvoirs, la papauté avait perdu l'esprit de l'évangile! Le jugement était dur, et contre lui protestent bien des actes de l'Église romaine. N'importe, en cessant d'être puissance temporelle, la papauté est, en quelque façon, redevenue toute spirituelle. La matière a moins de prise sur elle; elle ne tient pour ainsi dire plus à la terre; ayant cessé de compter parmi les princes de ce monde, il lui est plus aisé de se



montrer évangélique. Par sa dépossession même, par sa captivité, par sa pauvreté, par sa faiblesse apparente, elle se trouve plus près du peuple, plus près des pauvres et des petits, qu'elle ne l'avait été depuis mille ans.

Nous le voyons déjà. L'horizon du Vatican a reculé; il s'est élargi, tout en s'assombrissant, depuis 1870 et la mort de Pie IX. Pour Pie IX et pour Grégoire XVI, — comme pour M. Clémenceau et les pontifes du radicalisme, — la révolution formait un bloc; Rome en repoussait tout *in globo*. Entre les idées modernes que La Mennais avait, en vain, voulu lui faire bénir et qui paraissaient également réprouvées par le *Syllabus*, la curie romaine devait apprendre à faire des distinctions. Elle s'est mise à les trier, elle les a secouées dans le van de ses docteurs, elle les a passées au crible subtil de ses théologiens, et plus d'une a trouvé grâce devant elle. Rome a déclaré que la démocratie, la république, les réformes sociales n'avaient rien pour l'effrayer. Elle ne craint plus de sourire à la société moderne; au lieu de lui barrer le chemin avec des anathèmes, elle offre de lui aplanir la route. C'est aux petites gens, aux ouvriers, à ceux qui supportent le poids de la chaleur du jour, que semble s'adresser, de préférence, le pape détrôné; et il leur parle de ce que ces pauvres gens, absorbés par les soucis de la vie, ont le plus à cœur, de leur travail, de leur salaire, de leur pain quotidien. Le Vatican, qu'on s'était habitué à regarder comme la borne de l'immobilité, est, à son tour, dans le mouvement. La papauté, elle aussi, « va au peuple, » la papauté « se fait peuple. »

C'est que les revendications ouvrières offrent au saint-siège un moyen de s'associer aux aspirations du siècle sans rompre avec les doctrines traditionnelles. N'allons pas croire que la tradition ait perdu toute autorité à Rome, que le pape octogénaire se soucie peu d'être d'accord avec ses deux cent cinquante prédécesseurs. Nullement; la solidarité pontificale n'est pas en cause; il serait malséant de crier à la contradiction. Pour la papauté, la question ouvrière a, précisément, cet avantage, qu'elle lui permet de donner la main au peuple tout en tournant le dos à la révolution. C'est là un point à retenir. La chaîne sacrée des enseignemens pontificaux est demeurée intacte; parce qu'elle a été pliée et comme coudee dans une direction nouvelle, il n'y a pas de rupture entre ses anneaux. Ne cherchons pas à mettre les encycliques du pape Léon XIII en opposition avec le bullaire de ses prédécesseurs. Nous n'y réussirions point. A tout prendre, il n'y a pas ici de palinodie. L'importance croissante donnée aux questions sociales n'est pas un démenti à l'Église; ce serait plutôt un démenti à la révolution, ou à ce que l'Église considère comme un dangereux succédané de la révolution, au libéralisme. Le peuple, longtemps

nourri de la viande creuse des théories politiques et enivré de l'eau-de-vie capiteuse des principes abstraits, le peuple réclame des alimens plus substantiels. Cela seul, dit-on à Rome, n'est-il pas la justification de l'Église? et n'avait-elle pas raison quand elle accusait la révolution d'offrir aux peuples des pierres au lieu de pain et du poison sous forme de miel? N'est-ce pas là une défaite pour les arrogantes prétentions du libéralisme parlementaire et des doctrinaires bourgeois qui s'imaginaient suffire à tous les besoins des sociétés avec leur table des droits de l'homme? Pour apaiser la faim du monstre imprudemment déchaîné et follement investi de la souveraineté, il faut autre chose que des bulletins d'électeurs ou de vagues formules de liberté et d'égalité. — Et, demande l'Église, qu'ont d'autre à lui jeter en pâture le libéralisme bourgeois ou le radicalisme révolutionnaire? Leurs mains sont vides; qu'ils les ouvrent: rien dedans.

Ayons la loyauté de le reconnaître: nous avons trop présumé de la liberté. Elle n'a pas tenu toutes les promesses que nous avons faites en son nom, et elle devient, maintenant, victime de l'excès des espérances mises sur elle. Pourquoi ne pas l'avouer? Le seul fait que, cent ans à peine après la révolution qui devait renouveler la face du monde, les sociétés nouvelles appellent de nouvelles transformations et de nouvelles révolutions est un dur désaveu pour l'orgueil du siècle et pour l'ordre social nouveau. Je ne sais s'il est dans l'histoire spectacle plus attristant. — Mais qu'importe à l'Église? Pourquoi s'affligerait-elle des déconvenues du siècle? Que lui fait l'ébranlement de cet édifice à peine achevé d'hier, et qu'il nous semble déjà entendre craquer sur nos têtes? elle n'en redoute pas la chute; elle en triompherait plutôt. N'avait-il pas été construit sans elle et parfois contre elle? La révolution avait prétendu rebâtir la société sans la croix et sans Dieu; qu'a d'inattendu, ou de lamentable, pour l'Église, l'échec des présomptueux qui avaient obstinément refusé ses bénédictions? Elle n'a jamais cru à la solidité de leur œuvre; elle n'a cessé de leur en prédire le renversement. — Puis, en quoi l'Église avait-elle tant à se féliciter de l'ordre social, issu de 1789, qu'elle en dût redouter la précoce décadence? Que notre orgueilleuse société moderne vienne à s'écrouler, ce ne sera pour la papauté qu'une nouvelle application de l'éternel *Nisi Dominus*. Voilà bien des années que, sans crainte d'être accusée de radoter, elle nous répète, chaque jour, que si nous voulons raffermir la société, il nous faut la replacer sur la pierre angulaire, sur Dieu et son Christ.

Quand les sociétés nouvelles menaceraient ruine, la papauté, peut-on dire, sait bien que les forces qui en minent les fondemens ne travaillent pas pour l'Église. Ce n'est point pour rétablir

la royauté du Christ et de son vicaire que la démocratie ouvrière s'efforce de renverser le règne de la bourgeoisie et du « capitalisme. » Cela est vrai, et Rome a des raisons de ne pas l'ignorer; mais Rome, malgré tout, se défie peut-être moins de la démocratie et du populaire que des classes moyennes et de la bourgeoisie. L'Église a, de tout temps, témoigné peu de confiance aux légistes et aux parlementaires, en qui s'est incarné l'esprit bourgeois. Elle a trouvé en eux ses adversaires les plus dangereux, sinon les plus ardents : elle craint moins la grossièreté, les coups de tête et les coups de main des masses ignorantes que l'astuce perfide et les hypocrites respects des hommes de loi. N'est-ce pas ces derniers qui, sous le couvert d'un libéralisme souvent plus soucieux de domination que de liberté, l'ont frustrée de son autorité, dépouillée de ses biens, et, ce qui lui est plus sensible, l'ont bannie successivement de toutes les sphères de la vie sociale? La démocratie, avec ses violences, ses appétits, ses emportemens, le peuple avec sa brutalité et sa férocité, c'est le barbare, le sauvage, si l'on veut; mais des sauvages et des barbares, l'Église en a tant rencontré dans sa longue existence, elle en a tant baptisé qu'elle se flatte d'avoir aussi raison de celui-là. La brute ne lui fait pas peur; elle croit avoir de quoi la mater. Libre au monde de taxer sa confiance de témérité; elle lui répond en répétant les promesses de son divin fondateur. L'Église a cette chose unique qui s'appelle la foi; elle l'a autant, elle l'a plus peut-être qu'à aucune époque des quatre ou cinq derniers siècles. Comme autrefois, dans l'arène du Colisée, sous les regards des Césars et des vestales, elle trouverait des hommes pour descendre, les mains jointes, au milieu des léopards. Apprivoiser les lions, rogner les griffes des tigres lui a toujours paru de sa mission; elle a, de sa jeunesse, gardé le goût du métier de dompteur.

Un rôle, au contraire, qui, à Rome et partout, commence à lui peser, c'est celui que notre égoïsme s'imaginait fait pour elle, celui de chien de garde à la chaîne, — ou, comme disait Veillot, celui de gendarme en soutane, le seul que consentissent à lui laisser les maîtres de la société bourgeoise (1). Une sorte de police spirituelle, complément et auxiliaire de l'autre, c'est bien en effet ce que Thiers comme Napoléon, ce que le patron de la loi Falloux de même que l'auteur du Concordat eussent voulu faire du clergé (2).

(1) Lettre de L. Veillot à M. Rendu, évêque d'Annecy, 2 mars 1849 : « M. Thiers voudrait aujourd'hui fortifier le parti des révolutionnaires contens et repus, dont il est le chef, d'un corps de gendarmes en soutane, à cause de l'insuffisance manifeste des autres. »

(2) Rappelez-vous le langage du cardinal Maury à M. Pasquier, préfet de police de

Daignait-il reconnaître au christianisme un office social, c'est bien ainsi que ce siècle de peu de foi a généralement compris la fonction de l'Église : une succursale de la gendarmerie. Besogne ingrate, en vérité, et méchant rôle pour les successeurs des Grégoire VII et des Innocent III, des Ambroise et des Augustin, des Becket et des Bossuet! Y a-t-il quelque part, en Prusse ou en Russie, des clergés qui s'en peuvent contenter, ce n'est point celui du pontife romain; s'il a parfois semblé s'y résigner, ce ne pouvait être pour longtemps. Comme, naguère, les ministres des monarchies semblaient croire l'Église instituée pour faire la sentinelle autour des trônes ou former aux rois des sujets dociles, les bourgeois enrichis se figuraient qu'elle était faite pour veiller sur leur coffre-fort et sur leur garde-manger, pour permettre à leurs femmes ou à leurs filles de passer en sécurité les nuits à danser, et à leurs fils de souper en joyeuse compagnie dans les cabarets à la mode. Voilà à quoi se réduisait, pour la plupart des hommes du XIX<sup>e</sup> siècle, l'utilité de la religion. Interrogez M. Prudhomme, c'est pour cela qu'il consentait à voter le budget des cultes. Ce n'est pourtant point pour cela que le Verbe s'est fait chair; que Pierre de Galilée et Paul de Tarse ont apporté l'Évangile aux nations; que les Urbain et les Sixte, les Hildebrand et les Alexandre ont lutté dix siècles contre les anciens et les nouveaux Césars. — Et pourquoi ne pas le dire? nous-mêmes qui prétendions la défendre contre l'inepte fanatisme de bornés libres penseurs, nous nous faisons de l'Église et de la religion une assez piètre idée. Ce que l'humanité a connu de plus divinement sublime, la croix du Calvaire, nous le ravalions au terre-à-terre d'un utilitarisme grossier. Jamais peut-être on n'avait plus ingénument matérialisé la religion. Alors que, par nos égards et par l'affectation de nos respects, pour ne pas dire de nos politesses, envers l'Église et ses ministres, nous nous vantions d'avoir rompu avec l'impiété à courte vue du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous demeurions, à notre insu, dans la tradition du voltairianisme, mais d'un voltairianisme dénié par les révolutions. A l'imitation du Béarnais, la reine d'hier, la parvenue du jour, la bourgeoisie avait dit : « Régner vaut bien une messe! » Elle sentait le besoin d'avoir entre le peuple et elle, entre les convoitises d'en bas et les jouissances d'en haut, quelqu'un qui prêchât aux masses la patience et la résignation; une voix qui, durant ses fêtes ou ses plaisirs, criât aux misérables : « Tenez-vous tranquilles, regardez jouir les autres; vous aurez votre récompense

*l'Empire : « Avec une bonne police et un bon clergé... » Voyez M. Taine: la Reconstruction de la France en 1800, l'Église. (Revue du 1<sup>er</sup> mai.)*

ailleurs. » Nous croyions, bonnement, que c'était pour cela surtout que la religion méritait de vivre, — et nous nous en cachions si peu que le peuple a appris de nous à s'en méfier, si bien que, pour lui, aussi, la religion a perdu presque toute son efficacité. Après avoir enlevé à l'Église ses biens et ses fondations, après l'avoir dépossédée de ses droits et privilèges, après avoir souvent fermé ses écoles, ses monastères, ses noviciats, et tout en prenant soin de la tenir à l'écart des affaires de ce monde, nous l'appelions volontiers à notre aide pour retréner les passions et brider les appétits du populaire. Le calcul de notre part était sage ; c'était de bonne politique, et d'hommes avisés. L'erreur, la naïve erreur était de croire que l'Église dût toujours se prêter à ce jeu.

Si nous lisions encore la Bible, notre manière de procéder avec l'Église, vis-à-vis des masses ouvrières, nous rappellerait une des lointaines histoires du *Pentateuque*, celle du prophète Balaam que le roi de Moab va chercher pour maudire le camp d'Israël et arrêter par ses imprécations l'invasion des douze tribus. Nous, aussi, nous avions, en quelque sorte, été chercher la vieille Église pour exorciser les foules et arrêter, au seuil de nos demeures, l'irruption des hordes inquiétantes qui campent à nos portes. Nous nous promettions de l'entendre maudire les revendications téméraires qui menacent notre repos et l'héritage de nos enfans. Et comme Balaam, en présence des tabernacles d'Israël, la vieille Église, amenée devant les foules démocratiques, s'est mise à parler un langage qui nous a surpris et qui n'était pas celui que nous attendions d'elle. Elle, aussi, a refusé de maudire ; au lieu d'anathèmes, elle a répandu sur les tribus des travailleurs ses bénédictions. « J'ai reçu commission de bénir, » nous répond-elle, à son tour, comme Balaam à Balac, roi de Moab. Aux foules démocratiques, rangées devant elle en bataille pour la conquête du monde, elle a dit que leurs souffrances étaient imméritées et que leur cause était juste. — Voulez-vous sortir des arides régions du désert où vous peinez, depuis des générations, suivez-moi, leur a-t-elle dit, et je vous conduirai dans la terre de Chanaan où vos enfans trouveront l'abondance. Tel est, en substance, avec des précautions de langage, le discours tenu par la papauté à la démocratie. Encore une fois, ce n'est pas tout à fait celui que le monde attendait d'elle. Quelques-uns en ont pris scandale. Ils ont tort. Comme Balac, roi de Moab, ils ont oublié qu'on ne fait pas la leçon aux prophètes ; que lorsque l'Église ouvre la bouche, c'est pour répéter les paroles que Dieu lui met sur les lèvres. Or, le Dieu de l'Évangile est avec les petits, et ses faveurs sont pour les pauvres. Ils sont les bénis du Père céleste.



## 11.

Ce n'était pas, il est vrai, sur les classes ouvrières que semblaient, de préférence, tomber les bénédictions que, de la *loggia* de Saint-Pierre, le pape, les bras étendus, jetait solennellement *urbi et orbi*. Aujourd'hui, les ouvriers sont les pèlerins les mieux accueillis du père commun. Ils sont devenus les fils chéris de l'Église; le pape fait pour eux ce qu'il n'accorde point aux princes; il les reçoit dans son palais et tient à les avoir pour ses hôtes; il descend vers eux dans la grande basilique et déploie, à leur intention, le fastueux cérémonial dont le pontificat en deuil semblait avoir oublié les pompes.

Pour être une nouveauté dans l'histoire du siècle, ces démonstrations de tendresse paternelle n'en sont pas moins dans la tradition de l'Église. La papauté devait, un jour, se pencher vers le peuple; elle y était prédestinée. Ce qui doit étonner, c'est qu'elle ne l'ait pas fait plus tôt, qu'elle ait attendu si longtemps pour entendre les revendications des masses ouvrières : le pourquoi, nous en avons dit quelques raisons, nous dirons les autres tout à l'heure. Par son principe, par l'esprit de ses enseignemens, le siège romain est naturellement porté à prendre le parti des faibles et des misérables. En principe, dans la théorie chrétienne, sinon toujours dans la pratique, la pauvreté n'a jamais cessé d'être, aux yeux de l'Église, un titre de faveur, un privilège, une dignité. N'est-ce pas aux pauvres que le Christ a été d'abord envoyé : *Evangelizare pauperibus misit me*. Bossuet, en plein *xvii<sup>e</sup>* siècle, osait dire que « l'Église est proprement la ville des pauvres, que dans son premier plan elle n'a été bâtie que pour les pauvres, et qu'ils sont les véritables citoyens de cette bienheureuse cité que l'Écriture a nommée la cité de Dieu. » Les riches, ne craint pas d'ajouter l'évêque de Meaux, les riches étant de la suite du monde, n'y sont soufferts que par tolérance. A-t-elle quelquefois paru l'oublier devant les grands de la terre, l'Église devait, tôt ou tard, se rappeler pour qui elle avait été spécialement construite. Si, dans ses mains, la symbolique balance de la justice, toujours malaisée à tenir en équilibre, devait pencher d'un côté, ce ne pouvait être longtemps du côté des privilégiés de ce monde. L'Église a-t-elle quelque prédilection, c'est, comme toute mère, envers les plus petits, ou les plus débiles de ses enfans. Pour que nous ayons pu nous y tromper, il faut que, sur ce point, nos idées aient été singulièrement faussées, ou que nous ayons cru l'Église, dégénérée et mondanisée, à jamais incapable de revenir à sa mission pre-



mière. Le « malheur à vous, riches, qui avez reçu votre récompense en ce monde! » n'avait pourtant pas été rayé de l'Évangile, et le terrible mot d'Abraham : *Fili recordare quia recepisti bona in vita tua*, est toujours demeuré sur les lèvres de l'Église, lors même qu'elles s'efforçaient de sourire aux heureux de la terre. Une fois placée, par notre siècle industriel, en face des revendications de la multitude courbée sur les métiers de nos manufactures ou rampant au fond des mines, la papauté devait répéter, sur la foule des ouvriers, le *misereor super turbam* du Sauveur, devant les milliers d'hommes affamés dans le désert.

Le monde va, depuis quelques années, parlant, comme d'une nouveauté, de la religion de la souffrance humaine. Cette religion-là n'est pas nouvelle ; ce n'est ni Dostoïevski, ni Tolstoï, — ni leur maître, le *moujik*, près duquel tous deux se vantent de l'avoir apprise, — qui l'ont inventée. Cette religion, elle est aussi vieille que le Calvaire. C'est tout bonnement l'Évangile, le christianisme, et, en particulier, le catholicisme, celle de toutes les Églises chrétiennes qui a le plus aimé les misérables, parce qu'elle a le plus ressenti la folie de la croix, et que jamais elle ne s'est lassée de baiser les pieds saignans du Crucifié. Pendant longtemps, elle a cru pouvoir soigner tous les maux des membres souffrans du Christ avec l'aumône et la charité, avec la main virginale de ses sœurs et de ses frères, des frères de Saint-Jean-de-Dieu ou des filles de Saint-Vincent-de-Paul, également propres à panser les plaies du corps et les ulcères de l'âme. L'Église avait en ce genre, depuis un ou deux siècles surtout, un choix de spécialités unique au monde ; elle s'était ingéniée à ne laisser sans secours aucune des innombrables infirmités humaines. Nulle part cette charité multiforme n'avait été pratiquée avec plus d'amour et plus de variété que dans la Rome papale, devenue, déjà, presque aussi ancienne pour nous que la Rome impériale. Les papes semblaient avoir mis leur orgueil à faire de leur capitale la ville de la charité et la cité des pauvres. Ils y avaient même trop bien réussi. Dans leur zèle de père et de prince, ils avaient péché par l'excès de leur bienfaisance, décourageant involontairement l'esprit d'initiative et de travail, à force de parer à toutes les suites de l'imprévoyance ou de la fainéantise. Rome, avec ses palais des pauvres, avec ses orphelinats, ses hospices, ses hôpitaux, ses refuges, ses asiles de toute sorte, Rome elle-même donnait la démonstration de l'impuissance de la charité, publique ou privée, à guérir tous les maux de l'humanité.

Le monde, aujourd'hui, dit que l'aumône ne suffit point, en quoi il a raison. Le monde se révolte contre le vieux mot de charité, *caritas*, en quoi il a tort, car il n'en comprend plus le sens. Riches

et pauvres l'ignorent presque également. La foule des déshérités se réclame de la justice. Cela n'est pas fait pour effrayer l'Église. Ce n'est point là un vocable qu'elle n'entende point. La justice, elle en a faim et soif. Bienheureux ! va-t-elle répétant, depuis le Sermon sur la montagne, ceux qui sont altérés de justice. Il y a des siècles qu'elle la prêche aux grands, comme aux petits, sans l'isoler de la charité, car, pour sa sagesse, plus profonde que celle de nos modernes réformateurs, justice et charité sont inséparables, toutes deux n'étant que les deux faces d'une même vertu. Justice, solidarité, fraternité, autant d'idées ou de sentimens d'origine chrétienne. C'est le christianisme qui les a apportés à notre monde méditerranéen, et il les avait trouvés dans l'héritage de ses ancêtres de Judée. La justice, au sens social aussi, est un mot de son vocabulaire ; il a passé du psalmiste et des prophètes aux apôtres et à l'Église. C'est de là qu'il est venu à ceux qui l'emploient en dehors d'elle, et parfois contre elle ; ils le lui ont dérobé, et, en le lui enlevant, ils en ont souvent faussé le sens. Ce n'est pas une raison pour que l'Église ne le reprenne point. Au contraire, dès qu'il se pose dans le monde une question de justice, l'Église ne peut se taire. Il faut que la papauté parle, car elle seule a qualité pour cela. Le pape est, de droit divin, le gardien de la justice. La chaire romaine a été fondée pour l'enseigner aux hommes, et nous aurons beau chercher entre toutes les puissances de ce monde, nulle n'a pareille autorité pour en faire entendre la voix aux peuples ou aux classes en lutte. Le jour où ceux qui paient l'ouvrage et ceux qui exécutent l'ouvrage se disputent sur les limites de la justice, se demandant où elle commence, où elle finit, il était impossible que la papauté n'intervint pas. S'enfermer dans le silence eût été abdiquer.

Et dès que Rome parlait, quel langage pouvait-elle faire entendre ? Faut-il nous demander ce qu'eussent dit les douze pêcheurs de Galilée devant les revendications de ces artisans, de ce menu peuple des villes, par lequel l'Évangile a conquis Rome et vaincu les Césars ? Et le restaurateur du christianisme évangélique au moyen âge, le doux François d'Assise, si peu tendre à la féodalité guerrière, croyons-nous qu'il eût hésité à se prononcer ? ou que, dans cet âpre débat entre ceux qui ont la puissance de l'argent et ceux qui n'ont d'autre richesse que leurs bras, « le Christ de l'Ombrie » se fût toujours mis du côté de l'argent, avec les riches et les patrons ? S'il se fût gardé d'inciter les foules à la révolte, saint François, escorté de ses « mineurs, » n'eût pas manqué de se faire, devant les princes de la finance ou les barons de l'industrie, le champion des droits du « pauvre peuple. » — Les défenseurs du pauvre peuple, les saints l'ont été, de tout temps ;

de Chrysostome à Vincent de Paul, tel a été leur rôle de prédilection. En se retournant vers la plèbe, l'Église, loin de s'écarter de sa tradition, y est rentrée. Elle revenait à son principe; et, comme le dit Léon XIII, pour les institutions religieuses, de même que pour les États, revenir à son principe, c'est souvent se retremper dans sa jeunesse.

Faut-il le dire? Entre l'Église et le monde, il y avait un malentendu séculaire. Cela datait de la révolution, ou, plus exactement, cela datait de la fin du moyen âge, du xv<sup>e</sup>, du xiv<sup>e</sup> siècle, des temps de Rome ou d'Avignon, où la papauté était devenue riche et quasi-mondaine; où l'Église, secouée par le schisme et par l'hérésie, avait pris l'habitude de s'appuyer sur les monarques et sur les monarchies. Cela, depuis Luther et depuis Voltaire, semblait convenir à la débilité de ses vieux jours. C'est ainsi que nous nous étions accoutumés à voir dans l'Église du Christ l'auxiliaire naturelle des princes, des grands, des riches. Mais ce que notre myopie ou notre irréflexion prenait comme une condition normale de son existence n'était, dans l'histoire de l'Église, qu'une phase passagère. Le temps devait venir où, lasse d'alliances qui tendent parfois à se changer en servitudes, l'Église, se ressouvenant de sa jeunesse, chercherait à se dégager de solidarités souvent plus gênantes que profitables.

Les temps sont venus, en effet, et plus vite qu'on ne l'eût supposé au Vatican. Ceux d'entre nous qui se plaisent à chercher dans la couleur du ciel et dans la direction des vents les signes des changemens de saisons ne s'y sont pas trompés. Ils n'ont pas attendu que le pape parlât pour annoncer que, du fond de sa prison volontaire, la papauté, dépossédée par un roi, s'allait tourner vers la démocratie. Un homme dont les yeux aiment à percer par-delà l'horizon, M. E.-M. de Vogüé, en faisait part aux lecteurs de la *Revue*, dès son retour de Rome, au printemps de 1887 (1). A beaucoup de bons esprits les prévisions de l'audacieux écrivain paraissaient quelque peu chimériques; il a suffi de quatre ans pour qu'elles fussent, en grande partie, justifiées. Ce qui semblait paradoxe sera bientôt lieu-commun. La question sociale s'est officiellement imposée à la sollicitude de la curie romaine. Nous-même, s'il nous est permis de le rappeler, nous avions, quelques années plus tôt, indiqué, à cette place, les surprises que pouvait ménager à notre inattention l'attitude de l'Église vis-à-vis de la démocratie. Par-dessus les combinaisons de la savante diplomatie du pape Léon XIII,

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> mai 1887 et *Spectacles contemporains* (A. Collin, 1891), 1<sup>re</sup> partie : Affaires de Rome.

nous entrevoyions, dans le lointain, la possibilité d'une double évolution de la papauté, et sur le terrain social et sur le terrain politique.

« Au risque de la scandaliser, écrivions-nous alors, on pourrait presque prédire à la papauté une évolution républicaine. De même que, au moyen âge, elle s'est faite souvent l'alliée des libres communes contre les empereurs du Nord ou les rois du Midi, elle pourrait, un jour, selon les conseils qu'elle a jadis repoussés de la bouche de La Mennais, « abandonner les rois pour les peuples, » passer, avec les pauvres et les humbles du Christ, à la politique démocratique. Ce ne sont pas les textes évangéliques qui feraient défaut pour autoriser une telle conversion. Bien plus, ajoutions-nous, rien n'interdirait au saint-siège d'emprunter la tactique essayée déjà par les catholiques dans plusieurs États, de chercher, lui aussi, à tirer parti des revendications sociales, de faire valoir, à son profit, les intérêts des classes déshéritées, de prêcher au monde, avec la fraternité chrétienne, la rénovation économique de nos vieilles sociétés (1). »

Ce que nous osions à peine annoncer, en 1883, la papauté l'accomplit, sous nos yeux, presque simultanément, dans les deux directions indiquées par nous. Le pape sourit, en même temps, à la démocratie sociale et à la république. Il dit, ou il fait dire aux conservateurs français : Acceptez le régime populaire et la royauté du suffrage universel ; ne vous faites pas scrupule de jouer la *Marseillaise* ou de marquer vos maisons du R. F. ; au lieu de vous effrayer de la démocratie et de ses applications politiques, apprenez à les faire tourner au profit de l'Église. Il dit aux riches et aux classes dirigeantes : Écoutez les voix qui montent d'en bas, et efforcez-vous de satisfaire les vœux des multitudes qui crient vers vous, car la situation du peuple est dure et ses réclamations sont justes.

Ce langage nouveau sur les lèvres pontificales, nous l'attendions moins, il est vrai, du pape Léon XIII que de ses successeurs ; mais les années courent vite de nos jours, et, à Rome aussi, dans la somnolente cité naguère immobile, le temps précipite sa marche. Rien, au début de son pontificat, ne faisait présager encore, en Léon XIII, le pape de la démocratie. Il n'avait pas renoncé au vieux jeu de la curie ; il paraissait plus préoccupé des gouvernemens que des peuples. S'il rompait avec les errements des dernières années de Pie IX, c'était pour renouer des négociations avec les cours catholiques ou hétérodoxes. Il s'adressait de préférence aux chanceliers et aux empereurs-rois ; il semblait chercher, jusque parmi

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> janvier 1884, l'étude intitulée : *le Vatican et le Quirinal*, p. 145.

les fils de Luther, l'épée d'un nouveau Charlemagne qui relevât le trône et l'ascendant de la papauté. L'ancien nonce de Bruxelles s'annonçait surtout comme un pape diplomate; mais c'était en même temps un pape politique, et, n'ayant pas trouvé chez les empereurs ce qu'il avait espéré d'eux, il s'est retourné vers les peuples.

Rien ne ressemble moins à un coup de tête que le coup de barre vers la démocratie donné par le vénérable pilote à la barque de saint Pierre. A l'inverse de son ardent prédécesseur, Léon XIII n'est pas l'homme des impulsions soudaines. Tout, chez lui, est pesé, calculé. Des sept vertus dont ses yeux rencontrent partout l'image sur les murs de son palais, la prudence est sa préférée. Il en a donné la preuve jusque dans son apparente témérité. Le mouvement qui entraîne l'Église vers la démocratie et les questions ouvrières n'est pas, en effet, parti de Rome. Le pape, en réalité, l'a plutôt ralenti ou modéré qu'il ne l'a accéléré. L'initiative n'est pas venue de Léon XIII. En lui faisant prendre position sur le terrain social, le saint-père n'a pas fait exécuter à l'Église et aux milices ecclésiastiques, comme à une armée docile au commandement, un demi-tour soudain. Tout au contraire, le saint-siège a suivi le clergé et les catholiques dans la voie où laïques, prêtres et moines s'étaient déjà engagés d'eux-mêmes. Presque partout, depuis quelques années, les influences religieuses tendaient à s'immiscer dans les questions sociales. Les hommes que leurs adversaires se plaisent à désigner du nom équivoque de cléricaux s'efforçaient de s'emparer de la direction du mouvement ouvrier pour ramener les foules au giron de l'Église. L'impulsion ici ne pouvait guère venir du Vatican. La cour de Saint-Damas, isolée à une extrémité de la vieille Rome, est peut-être un des endroits du monde où retentissent le moins les revendications ouvrières. Pour s'y faire entendre, il a fallu qu'elles y fussent apportées par des voix lointaines dans toutes les langues du monde catholique.

### III.

On se représente souvent l'Église romaine, avec son chef omnipotent, comme une machine dont toutes les parties sont mues du centre par un moteur unique. Rien de plus erroné : en dépit de la concentration graduelle de tous ses pouvoirs dans une seule main, l'Église, aujourd'hui comme au moyen âge, demeure un corps vivant, composé de membres et d'organes vivans qui, d'une extrémité à l'autre de ce corps gigantesque, conservent cette grande chose, la spontanéité de la vie. Cette spontanéité, la tension même de l'autorité n'a pu l'étouffer. L'Église la plus centralisée du monde



est peut-être encore celle où l'initiative individuelle, — partout le grand ressort du progrès, — garde le champ le plus large. On ne lui demande guère que de ne pas franchir les limites du dogme. L'individu, sous le nom de saint ou de bienheureux, a toujours dans l'Église joué les grands rôles, sans même avoir besoin pour cela de titres ni de dignités. Nulle part peut-être le plus humble des hommes ne peut exercer une action aussi lointaine et aussi profonde. Le *xix<sup>e</sup>* siècle en a fourni plus d'un exemple, et, phénomène presque nouveau dans l'histoire ecclésiastique, ceux qui donnent le branle à l'Église, ceux qui jettent l'idée ou lancent la parole répercutée par tous les échos du monde catholique, ce n'est pas seulement les clercs, les oints, les évêques, les moines, mais, bien aussi, les laïques, les simples fidèles, sans place ni fonctions dans le sanctuaire. Cela est si vrai que, à certains momens, en telle contrée, les pasteurs ont eu l'air d'être conduits par les brebis. Le siècle a ici réagi sur l'Église, et la cité terrestre sur la cité de Dieu. La presse et la tribune ont introduit dans la vie, sinon dans le gouvernement, de la société chrétienne un facteur nouveau. Les hommes habitués, par la politique, à se jeter dans toutes les luttes qui passionnent les peuples ont pris, eux aussi, leur part des combats livrés autour de la religion. Et l'Église a été heureuse d'avoir ses journalistes et ses tribuns. C'est ainsi que jamais, à aucune époque, les laïques n'ont eu plus d'influence dans l'Église; et, naturellement, avec les laïques, devaient pénétrer dans le sanctuaire les préoccupations du dehors. L'attention et les efforts de la hiérarchie ont dû se tourner vers des questions, en elles-mêmes, plus intéressantes pour la masse des fidèles que pour le corps des pasteurs. Cela seul eût introduit la question sociale dans l'Église.

Autre remarque et autre fait connexe. Dans la société religieuse comme dans la société civile, et dans l'Église, de même que dans l'État, les grandes initiatives partent rarement du gouvernement, de l'autorité suprême. Cela, pour l'Église, a été particulièrement vrai du *xix<sup>e</sup>* siècle. Si nous laissons de côté le dogme, l'impulsion est venue plus fréquemment des membres que de la tête, de la circonférence que du centre; elle est venue, généralement, d'au-delà des monts ou d'au-delà des mers, si bien que la papauté l'a plus souvent reçue de l'Église qu'elle ne la lui a donnée. Rome n'est pas le moteur dont tout part; c'est le centre où tout aboutit et qui coordonne tous les mouvemens. Rome, toujours fidèle au vieux génie romain, ne fait souvent que codifier, que réduire en lois et en corps de doctrine ce qui a été pensé, rêvé, prêché, ce qui a été tenté ou élaboré par ses enfans des quatre parties du monde. Ainsi a procédé le siège romain pour la question sociale. Léon XIII, cédant aux pieuses instances de ses fils, a rédigé en



latin pour l'universalité de l'Église, afin de donner plus d'unité à l'action catholique, une solennelle consultation sur des problèmes remués, depuis des années, loin des académies romaines, par des évêques tels que Ketteler, Manning ou Gibbons, par des curés, tels que Winterer, par des laïques, fils d'anciennes familles ou fils du peuple, tels que de Mun ou Decurtins.

Allemands, Belges, Suisses, Autrichiens, Américains, Français même, les catholiques, pour s'attaquer à la question sociale, n'avaient pas attendu le mot d'ordre de Rome. Ils avaient, dès longtemps, pris les devans. En Allemagne, le mouvement était déjà ancien, il était contemporain du pontificat de Pie IX. Le principal instigateur en a été un noble prélat, le baron von Ketteler, évêque de Mayence. Il y a partout beaucoup d'aristocrates de naissance parmi les fauteurs des revendications ouvrières ; on sent parfois, chez ces nobles patrons du « quatrième état, » comme une pointe de rancune féodale contre le règne usurpateur du bourgeois. L'évêque baron de Ketteler a été plus qu'un précurseur. Il ne se contentait pas, comme La Mennais, d'un vague socialisme de rhéteur. Au rebours de ce que nous attendions naguère de l'Allemagne, l'idée sociale catholique sortait, avec Ketteler, des brouillards de la spéculation pour entrer dans l'étude pratique des questions ouvrières. L'action de Ketteler a été considérable, surtout dans les pays de langue allemande, de la Schlucht au Wienerwald. Catholiques, protestans, juifs, libres penseurs étaient du reste, en Allemagne, tous entraînés dans la même direction. C'était, entre les différens groupes politiques et religieux, comme une course où chacun cherchait à dépasser ses rivaux. La question sociale était inscrite en vedette sur les drapeaux de tous les partis. Il y avait le socialisme conservateur inauguré, dès avant 1848, par Rodbertus Jagetzow, — le socialisme chrétien ou évangélique de l'ex-pasteur de la cour, Stöcker, — le socialisme de la chaire des professeurs d'université, jaloux de donner à l'Allemagne une « économie nationale » différente de celle de la France ou de l'Angleterre, — le socialisme d'État de M. de Bismarck et des bureaucrates, heureux d'étendre encore l'action de l'état prussien. Il fallait bien qu'il y eût, aussi, un socialisme catholique ou un catholicisme social. C'était l'époque du *Kulturkampf* ; les catholiques, obligés de se défendre contre l'administration prussienne et toutes les forces du nouvel empire, n'avaient pas le choix ; pour faire front à la coalition des *junkers* piétistes et des pseudo-libéraux, il leur fallait se retrancher au fond des couches populaires et, pour ainsi dire, dans le cœur même du peuple. Ce n'est qu'en faisant cause commune avec l'ouvrier de Westphalie et de Silésie, en prenant en main les mieux fondées de ses revendications, en multipliant les associations

ouvrières et les *Bauernvereine*, que Windthorst et le « centre ultramontain » ont fini par battre le grand tacticien de Friedrichsruhe. C'est avec la pioche du mineur et le ringard du puddleur que le vieux guelfe a remporté la plus grande bataille qu'ait gagnée l'Église depuis Lépante, et conduit le très victorieux empereur Guillaume et son très orgueilleux chancelier jusqu'aux portes de Canossa.

Quel exemple pour les catholiques voisins! Puisque l'Église militante semblait, plus que jamais, vouée aux combats et aux assauts, n'y avait-il pas là, pour ses défenseurs, une tactique nouvelle à opposer aux nouvelles machines de guerre de l'éternel ennemi? Il ne suffisait plus à l'Église de recruter ses soldats dans les classes dirigeantes, parmi les gentilshommes épris des souvenirs du passé ou les fils de la bourgeoisie satisfaits des jours présents; il lui fallait chercher des recrues là où sont le nombre et la force, dans les classes inférieures, parmi les masses ouvrières mécontentes de l'ordre social actuel. Grand changement pour les habitudes et pour les goûts des *leaders* catholiques! C'était une révolution analogue à celle qui a déjà, deux ou trois fois, transformé les conditions de la guerre, quelque chose comme la substitution des roturières armées de fantassins à l'ancienne chevalerie bardée de fer. « Pour le peuple et par le peuple! » tel était le mot d'ordre jeté par les novateurs au camp catholique. La nouvelle tactique trouvait d'ardents et nombreux partisans dans presque toute l'Europe continentale, germanique ou latine. L'Irlande avait, dès longtemps, donné l'exemple. Aux États-Unis, en Angleterre même, comment les évêques et le clergé eussent-ils hésité? La clientèle catholique étant, en grande majorité, composée d'ouvriers et d'artisans, il leur fallait prendre leur point d'appui sur les masses, ou se résoudre à l'effacement et au dépérissement. Pareille résignation ne va guère au caractère anglo-saxon. Les Américains se sont lancés dans la mêlée avec l'énergie de leur tempérament. Quand le pape Léon XIII, qui n'était pas encore le pape des ouvriers, s'appêtait à condamner les « chevaliers du travail, » le cardinal Gibbons accourait au Vatican arrêter les foudres pontificales. On sait avec quelle vaillance l'octogénaire cardinal Manning s'est constitué l'avocat des *dockers* de la Tamise; après cela, il ne craignait guère d'entendre les rues de Londres lui crier : *no popery*. Tout le poids du monde anglo-saxon et des espérances mises par Rome sur cette race dont l'ubiquité est rivale de la sienne était jeté dans la balance; l'Europe et l'Amérique la faisaient pencher du même côté.

Rome a cédé; c'est ainsi que, après avoir failli mettre en interdit les *knights of labour*, le pape Léon XIII est, à quatre-vingts ans, devenu le pape des prolétaires. Évêques, prêtres, moines, laïques, tout ce qu'il y avait de hardi et d'entreprenant dans l'Église la pous-

sait dans le même sens, se félicitant d'avoir enfin donné à la vieille mère, si longtemps négligée, une prise sur ses filles ingrates, les nations modernes. « Allez au peuple ! répétaient au pape des voix d'Orient et des voix d'Occident, des voix du Septentrion et des voix du Midi, et, par le peuple, vous rétablirez l'ascendant du Christ et vous préparerez le triomphe de son Église. » Léon XIII, après de longues réflexions, s'est rendu à ces conseils ; sa réponse a été l'encyclique *Novarum rerum*, la bien nommée ; car, si elle parle de choses en réalité aussi vieilles que le monde, du travail, de la souffrance, du pain gagné à la sueur du front, elle le fait avec des accens nouveaux dans l'Église, en des termes inconnus du latin ecclésiastique. Ce n'était plus pour réprouver les aspirations du siècle que le saint-père s'adressait aux peuples, c'était pour leur montrer qu'elles ne pouvaient être satisfaites que par la religion et par le Christ.

Et ce n'était pas là, de la part du pontife romain, pure habileté politique. Certes, l'ascendant qu'elle a trop souvent perdu sur les classes populaires, il est permis à l'Église de chercher par quels moyens elle peut le rétablir. Mais il y a autre chose ici. Pour emprunter le langage du maître de la politique réaliste, la question sociale n'est pas seulement une carte dans le jeu du Vaïcan, un atout tenu en réserve, que, en joueur habile, le pape jette sur table, au moment venu, pour gagner une manche de l'interminable partie engagée entre l'Église et l'État moderne. Non ; — qu'il en soit ainsi, en certains pays, de différentes écoles sociales, plus ou moins chrétiennes, nous n'y contredirons point. Avec le régime électif, tout, pour les partis, devient tactique électorale ; et, le sort des élections dépendant des masses démocratiques, chacun s'ingénie à s'affubler en démocrate. C'est ainsi que, presque partout, les halles publiques, où se fait la crie des votes du peuple, retentissent de surenchères démoralisantes. Gauche ou droite, républicains ou monarchistes, — le socialisme est la fausse monnaie dont les joueurs de la politique paient les voix du peuple. La papauté a trop de foi dans sa mission pour se résigner à de pareils marchés. Je ne sais rien, — de nos jours du moins, — à lui comparer pour la sincérité. Que de fois n'a-t-elle pas montré qu'elle craignait peu de froisser les sentimens du siècle ! La politique et les considérations humaines ont-elles eu leur part dans la conduite de Léon XIII, c'est dans un sens plus élevé qu'on ne le croit d'ordinaire. Si lente que Rome ait été à s'y décider, cette évolution démocratique rentre dans le plan général qu'avait longuement médité, à Pérouse, le grand pontife qui a succédé à Pie IX.

Quel est le but que paraît s'être donné le cardinal Pecci en acceptant l'anneau du pêcheur ? Un double but, semble-t-il ; il

visait deux choses simultanément, et l'une par l'autre. Il voulait réconcilier l'Église et la société moderne, et il voulait, par cette réconciliation, relever l'ascendant du saint-siège et restaurer son indépendance. La paix de l'Église et de la société moderne, entre lesquelles le *Syllabus* de Pie IX semblait creuser un fossé, tel était le premier article du programme pontifical, apporté de l'Ombrie. Relisez les deux lettres pastorales de « l'archevêque-évêque » de Pérouse sur l'Église et la civilisation (1). S'il était permis de se servir ici de comparaison profane, nous dirions, à l'américaine, que ces lettres pastorales ont été la plate-forme de l'élection de Léon XIII. Elles contenaient, dans ses grandes lignes, tout un programme de gouvernement spirituel (2). Les quatorze années du pontificat de Léon XIII n'en ont guère été qu'une application. Si le pape a parfois semblé hésitant, tâtonnant, vacillant, c'est sur les voies et les moyens, non sur le but. Pie IX avait laissé l'autorité du saint-siège fortifiée dans l'Église et affaiblie au dehors; il laissait la papauté, dépouillée de sa couronne temporelle et nimbée de l'auréole de l'infailibilité, en guerre avec presque tous les États et toutes les puissances de ce monde. Léon XIII a voulu réconcilier le saint-siège avec les puissances, en même temps qu'avec la société moderne; — et parmi ces puissances, il a rencontré la souveraine des temps nouveaux, la démocratie, et derrière la démocratie, la question sociale.

Léon XIII était, ainsi, par la logique de ses propres idées, silencieusement conduit là où le poussait bruyamment la pression du dehors. Comment donc un pape, si peu avare de ses enseignemens, a-t-il attendu d'être octogénaire pour se prononcer sur la plus pressante des questions et nous donner l'encyclique *de Conditione operarii*? C'est que, si bien des considérations inclinaient l'Église vers la démocratie, d'autres la retenaient sur cette pente. L'évolution que d'aucuns veulent attribuer uniquement à la politique, la politique l'a retardée longtemps. Des liens multiples et anciens liaient le siège romain à la politique conservatrice. Le long pontificat de Pie IX l'y avait attaché par des nœuds qu'aucuns doigts ne semblaient pouvoir dénouer. La guerre, ouverte ou sournoise, menée en tant de pays contre l'Église, au nom de la démocratie, avait, plus que jamais, rejeté la papauté vers les idées d'autorité et les « principes conservateurs. » Alors que le saint-siège, traqué jusque dans les murs de la ville sainte, ne trouvait guère de dévouement que parmi les classes intéressées au maintien

(1) *Lettres pastorales* pour le carême de 1877 et pour celui de 1878.

(2) On y trouve déjà la préoccupation du sort des ouvriers, et spécialement du sort des enfans et des femmes assujettis, trop tôt ou trop longtemps, au travail industriel.

de l'ordre social actuel, il était malaisé à la papauté d'avoir l'air de désertier le camp de ses défenseurs pour se ranger du côté de ses ennemis. Le Vatican ne pouvait guère encourager les revendications ouvrières que le jour où, par calcul ou par entraînement, l'élite des classes conservatrices se déciderait elle-même à leur prêter l'oreille. Or, ce jour est venu. La mode est aux questions sociales. L'homme du monde, le *clubman* n'en a plus peur, et les politiciens de toute origine leur font bon visage. Elles ont, pour elles, ce qu'il y a de plus généreux et ce qu'il y a de plus intéressé dans le cœur des hommes, avec ce qui subsiste de sérieux dans les cervelles frivoles. Les uns, en quête d'idéal, rêvent d'achever nos vieilles sociétés vers un vaporeux Eldorado ; les autres, en quête des moyens de parvenir, s'ingénient à capter les faveurs du nouveau souverain. Les espérances que les générations précédentes avaient placées sur la liberté politique, les générations nouvelles, désabusées de la politique, tendent à les reporter sur les réformes sociales. La foi dont ont besoin les peuples et la jeunesse a changé d'objet. Ce siècle, à son déclin, qui se croyait revenu de tout, se reprend, lui aussi, à croire. On l'a dit ici même : il y a, dans la vieille et sceptique Europe, un état d'esprit socialiste (1). Les cercles et les salons nous font assister à un spectacle qui n'est pas sans analogie avec celui de 1789. Il nous semble, par momens, revoir les bergeries idylliques de Berquin et de Gessner. Les idées vagues, les formules creuses d'un humanitarisme naïvement optimiste foisonnent autour de nous. Les gentilshommes libéraux de 1789 ont des descendants qui font complaisamment risette aux revendications du quatrième État, comme jadis leurs ancêtres de la révolution, à celles du tiers ; — puissent les fils être mieux récompensés que les pères !

Une autre considération retenait naguère encore la papauté. Le saint-siège, depuis trois ou quatre siècles, depuis la révolution surtout, s'était habitué, nous l'avons dit, à faire cause commune avec les souverains et les princes. Le pape, le pontife-roi se regardait comme solidaire des rois ; l'autel s'adossait au trône. Rome mettait volontiers son espoir dans les monarchies. C'est là, faut-il le répéter, une confiance bien ébranlée aujourd'hui. Ici encore, se manifestent au Vatican des signes d'une évolution peut-être plus importante pour les destinées de l'Europe. On commence à se poser dans les antichambres pontificales des questions dont l'entourage de Pie IX se fût scandalisé, que Léon XIII, lui-même, au début de son pontificat, eût peut-être regardées comme singulièrement déplacées. On se demande à demi-voix, au Vatican, si la ré-

(1) M. le comte d'Haussonville, *Socialisme d'État et Socialisme chrétien*.



volution qui a renversé la vénérable royauté pontificale est arrivée, en Italie et en Europe, à son dernier terme. Lui aussi, le frère et vaillant vicillard, sur qui est tombée la succession de Pie IX, il s'était promis l'aide des monarchies et des gouvernements. A tous, à l'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Autriche-Hongrie, à l'Espagne, à la Russie, à la France même, il ne se lassait point d'offrir l'alliance du saint-siège; sa plume infatigable leur prouvait doctement que les intérêts des princes et des États et les intérêts de l'Église étaient connexes. Il ne désespérait point de trouver, au-delà des Alpes, un appui vis-à-vis de l'usurpateur subalpin. Peu de papes ont autant compté sur la politique et sur la diplomatie; elles lui ont valu, en Allemagne surtout, quelques succès mêlés à plus d'une déception. Le vengeur de l'Église, vainement attendu, ne s'est pas encore levé, et rien n'annonce son approche. Aujourd'hui, l'on se demande, sous les loges vaticanes, si les cours et les monarchies ne seraient pas de précaires soutiens à qui oserait s'appuyer sur elles. On se demande si Rome ne va pas, une fois encore, être témoin des révolutions des États, et si le flot qui a emporté la royauté terrestre des papes doit longtemps s'arrêter au pied des trônes laïques, de droit héréditaire ou de droit populaire. On se dit que l'Église, qui a les promesses de la pérennité, ne doit pas s'enchaîner aux choses qui passent : ni aux institutions vieilles, ni aux dynasties vieillissantes; qu'elle seule n'est point caduque, et que, autour d'elle, les formes politiques et sociales peuvent se modifier, sans que son antique jeunesse en soit atteinte. Après avoir vu le vieux monde passer de la cité romaine à la commune du moyen âge, et de l'anarchie féodale aux grandes unités monarchiques, pourquoi la papauté s'effrayerait-elle d'assister à une nouvelle évolution des sociétés qui lui ont été données en héritage? A-t-elle toujours eu tant à se louer des monarchies modernes, absolues ou constitutionnelles, que sa dignité ou sa liberté en doivent redouter l'ébranlement? — Mais, s'il n'est pas du rôle de l'Église de faire obstacle aux transformations sociales ou politiques, il ne lui convient pas davantage de hâter l'écroulement des institutions édifiées par les siècles. Ce n'est pas à elle d'anticiper sur les solutions de l'avenir; et, sans s'épouvanter des révolutions de demain et des ruines prochaines, elle n'a pas pour mission de les précipiter. A ses mains sacrées a toujours répugné la pioche des démolisseurs.

Certains voyans, lui montrant les signes entrevus à Sainte-Hélène par Napoléon, ont beau lui crier que, avant cent ans, l'Europe, comme l'Amérique, ne connaîtra plus que de libres républiques; — certains Anglo-Saxons, lui représentant le déplacement graduel du centre de gravité de notre monde civilisé, ont beau



lui conseiller de traverser les mers (1), — la papauté réside encore dans sa vieille Rome, en Europe; et dans cette Europe arriérée, empereurs et rois font toujours quelque figure. Kaisers et tsars, monarques et chanceliers ne sont pas encore quantité négligeable. Si la papauté ne sent plus le besoin de lier son sort au leur, elle ne se sent pas le droit de les heurter sans y être contrainte. Tant que les ennemis des trônes ont été seuls à lever le drapeau de la réforme sociale, le Vatican devait hésiter à faire campagne, avec les novateurs, contre les vieilles dynasties, ses anciennes et incommodes alliées. Mais quel scrupule peut avoir le saint-siège à remuer, à son tour, les questions ouvrières, quand il a vu des chanceliers les soulever bruyamment pour emporter un vote parlementaire, et des souverains s'efforcer de s'en emparer pour rehausser le lustre pâlissant de leurs couronnes? Ce qu'a tenté un empereur novice, désireux de donner au principe monarchique une force nouvelle, en faisant du souverain l'arbitre des luttes de classes, pourquoi un pape n'en aurait-il pas l'audace? S'il peut y avoir un empereur des ouvriers, pourquoi n'y aurait-il pas un pape des prolétaires? Et si, de ces deux hommes que le moyen âge appelait les deux luminaires du monde, et le poète, les deux moitiés de Dieu; si du vieux pape et du jeune César, il en est un qui mérite d'être taxé de témérité, et qui, en prétendant raffermir la société, risque de la bouleverser, — assurément, ce n'est pas celui qui n'a que des âmes à conduire, qui n'est pas responsable de la paix de l'usine et de l'atelier, qui ne peut donner aux peuples que des conseils et non des lois, qui en prêchant la réforme des sociétés n'est pas chargé de l'exécuter; celui surtout qui, alors même qu'il encourage les revendications populaires, garde toujours un frein contre le déchaînement des convoitises; celui qui dans ses doctrines, dans sa foi, dans les mœurs chrétiennes, peut présenter au monde une solution toute prête. Car tel est l'avantage du pape et de l'Église sur tous les souverains et les ministres, sur les réformateurs d'en haut ou les révolutionnaires d'en bas. Seul, en s'adressant aux foules, en les conviant à prendre une place plus large au maigre banquet de cette vie terrestre, il a, de par l'Évangile, de quoi mater leurs appétits et discipliner leur grossièreté native. Seul, il sait ce qu'il promet et ne peut être accusé de chimère ou de charlatanisme, parce qu'il possède les clés du paradis rêvé, et que, si les peuples consentaient à le suivre, il saurait les conduire aux terres nouvelles où règnent la paix et la justice.

(1) M. W. Stead, par exemple : *The Pope and the new era*, 1890.

## IV.

Rome a parlé : l'Église a désormais une doctrine sociale. Dans l'ardeur de leur foi, j'entends des catholiques nous assurer que la question est à jamais tranchée par le magistère du juge infaillible. A leurs yeux, plus de problème social; il n'y a qu'un enseignement à mettre en pratique. Pour les plus confians, l'application ne saurait se faire attendre longtemps. Deux cents millions de catholiques, réunis en immense et docile équipe, vont opérer de concert, au signal pontifical, et, d'un même coup d'épaule, pousser en mesure la société vers le but marqué.

Ce sont là de vastes espérances. A part leur hardiesse, je ne sais si c'est bien comprendre la portée de l'acte pontifical et le langage de Léon XIII. Est-il interdit de se demander si les questions économiques sont de celles qui peuvent être résolues par le *Roma locuta est*? C'est à quoi il vaut la peine de réfléchir quelques instans. A parler franc, nous ne soupçonnions point que les problèmes sociaux fissent partie du mystique dépôt de vérités dont le successeur de Pierre a la garde. Peut-être, étions-nous dans l'erreur; mais l'erreur naguère était commune. Le large champ des questions économiques nous semblait une terre ouverte où, clercs ou laïques, les plus scrupuleux des catholiques se pouvaient mouvoir en liberté. Il y a vingt-cinq ans, un vieil ami disait à mon frère qui commençait ses études économiques : « Jeune homme, vous faites de l'économie politique, c'est très bien; mais il faut faire de l'économie politique chrétienne. » Le mot, à cette époque reculée, nous fit l'effet d'un non-sens. De l'économie politique chrétienne, — quoique certains écrivains, tels que Villeneuve-Bargemont ou Perrin de Louvain, en eussent déjà posé les principes, — cela ne nous semblait guère moins bizarre que de la physique ou de la chimie chrétienne. Les temps ont changé, et il en va autrement de nos jours. Mais, même après l'encyclique *De conditione opificum*, y a-t-il bien une économie politique catholique, avec un formulaire arrêté *ne varietur*, dont aucun croyant ne puisse s'écarter sans péril d'hérésie? Nous connaissons, en Europe et en Amérique, de nombreux catholiques qui prétendent faire de l'économie sociale chrétienne, c'est-à-dire, si nous comprenons bien, s'inspirer, dans les questions économiques, de l'esprit de l'Évangile. Hier, encore, ils étaient partagés, sur des points essentiels, en écoles diverses. L'an dernier, ces divergences s'étaient bruyamment manifestées au « congrès de Liège » convoqué pour les faire cesser. A Liège, en 1890, comme cet automne

à Malines, on était entre économistes catholiques : l'unité de foi religieuse n'empêchait pas la diversité des tendances sociales. Les uns se déclaraient partisans de la liberté individuelle, les autres en faisaient bon marché. Ceux-là redoutaient l'intervention de l'État, ceux-ci la réclamaient. De ces deux sortes d'économistes chrétiens, les uns sont-ils devenus hétérodoxes, et va-t-il y avoir, pour les catholiques, une orthodoxie économique comme il y a une orthodoxie théologique ?

Si singulier que cela nous semble, c'est bien ainsi, paraît-il, que l'entendent certains des patriarches, primats, archevêques, évêques auxquels Léon XIII s'est adressé dans son encyclique. Le souverain pontife s'est prononcé, nous affirme-t-on ; il a parlé *ex cathedra* ; les catholiques n'ont qu'à s'incliner. Autrement, écrivait naguère à son clergé le primat d'Afrique, « un schisme, une hérésie seraient bientôt à craindre (1). » Faire ici des distinctions entre les enseignemens du vicaire de Jésus-Christ, prétendre que « dans l'ordre des faits qui intéressent pratiquement la religion et l'Église, » ses conseils ou ses préceptes n'ont pas un droit absolu à la soumission des catholiques, « c'est là, maintient l'archevêque d'Alger, une erreur grave, condamnée par le concile du Vatican, avec les autres erreurs de l'ancien gallicanisme. » — « Rien ne peut être plus funeste que les conséquences d'une telle distinction dans les temps troublés où nous vivons. » Et le cardinal conclut par cet avertissement : Sur les points décidés par Léon XIII, la libre discussion était permise jusqu'ici ; elle ne l'est plus après l'encyclique.

Il ne nous appartient pas de discuter ici l'opinion de l'ardent cardinal ; il nous suffit de la signaler. Les conséquences en mèneraient loin. Elles n'iraient à rien moins qu'à faire de l'économie politique, comme autrefois de la philosophie, la servante, « l'ancelle, » de la théologie. Nous doutons que cela soit de l'intérêt de l'Église. Ses adversaires ont coutume de dire que, chez elle, il ne reste plus de place pour la science, parce qu'il ne reste plus de place pour la liberté. N'y a-t-il pas inconvénient à rétrécir sans cesse, jusque dans les sciences profanes, le domaine abandonné aux libres discussions des hommes ? Si l'autorité pontificale devait, à chaque génération, rendre ainsi plus étroit le terrain où se meut la science humaine, le savant catholique ressemblerait bientôt à un homme attardé sur une plage de l'Océan, en face de la marée montante, et obligé de reculer, pas à pas, pour n'être point gagné par le flot. Les artistes du moyen âge représentent le pape Grégoire le Grand

(1) Lettre pastorale du cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger (août 1891).

avec une colombe lui parlant à l'oreille. La symbolique colombe va-t-elle souffler aux successeurs de Grégoire le Grand les vérités économiques avec les vérités théologiques? et les héritiers d'Adam Smith et de J.-B. Say devront-ils se borner au commentaire des paroles pontificales? Dans ce cas, il faudrait ajouter au catéchisme un chapitre sur les vérités et les erreurs économiques. Cela, paraît-il, est déjà fait; certains ecclésiastiques ont, du moins, réduit les leçons de Léon XIII en formules à apprendre par cœur (1).

Il nous semble, quant à nous, que, au point de vue théologique même, il y aurait, dans les encycliques de Léon XIII, une distinction à faire entre la partie morale et la partie économique des enseignemens du souverain pontife. Pour la morale, aucun doute: d'après la tradition et les conciles, elle rentre assurément dans les attributions de l'Église et du saint-siège. Qu'il s'agisse de morale sociale ou de morale privée, les préceptes du siège apostolique ont, pour le croyant, la même valeur; ils ont force de loi, ils sont sans appel. En est-il de même des doctrines économiques? Cela, je l'avoue, me paraîtrait une nouveauté: ce serait étendre la sphère de l'infaillibilité pontificale à des matières que, d'habitude, les théologiens n'y faisaient pas rentrer. Rassurons-nous, du reste, l'encyclique *Rerum novarum* est bien moins une leçon d'économie politique qu'une instruction morale. Le saint-père s'y tient, de préférence, sur le terrain où l'incrédule même aurait mauvaise grâce à nier sa compétence. Dans ces irritantes questions sociales, obscurcies par l'égoïsme d'en haut et par l'égoïsme d'en bas, le père commun s'attache surtout aux principes de morale, au point de droit. Son encyclique est, avant tout, un code de morale sociale. Le pape, du haut de la chaire de vérité, énonce les principes de justice que, dans les rapports sociaux, les chrétiens doivent toujours avoir dans leur cœur; — et, en même temps que ces principes, il indique, sans prétendre l'imposer, la méthode qui lui paraît la plus apte à en assurer l'application. S'il vient à toucher les questions proprement économiques, questions d'ordre pratique surtout, avec quel tact, avec quelle mesure il le fait! et cela, en s'appuyant sur la raison et les vérités d'ordre naturel, plutôt que sur les vérités révélées. Lui, le docteur par excellence, il semble alors éviter de dogmatiser; il se défend, au besoin, de nous apporter des solutions toutes faites; il nous renvoie aux leçons de l'expérience et à l'étude des faits. Ce n'est pas ainsi, nous paraît-il, que se libellent les dogmes. Sur les points les plus contestés, on cher-

(1) Un prélat français, M<sup>re</sup> Lecot, a ainsi tiré de l'encyclique *Rerum novarum* un catéchisme qui, assure-t-on, ne contient pas moins de cent trente-six questions.

cherait vainement les formules nettes, catégoriques, décisives, habituelles au siège romain, quand il tranche des questions dogmatiques. Je ne retrouve pas ici, comme dans les suprêmes arrêts rendus sur les querelles théologiques, l'intention formelle de mettre fin à toute controverse, en proclamant la vérité des uns et l'erreur des autres. L'encyclique sur la condition des ouvriers est quelque chose de plus et de mieux qu'un programme économique; c'est un baiser du Christ à ses pauvres, et l'embrassement du peuple par l'Église. C'est un acte, — l'acte d'un père qui se jette entre ses enfans, mis aux prises par la jalousie, pour les rappeler à leurs devoirs mutuels d'amour et de condescendance. Le pape a vu la société moderne coupée en deux armées ennemies, et il est descendu au milieu des combattans rangés en bataille, et entre les deux camps, il a planté la croix.

Après cela, peu importe la valeur dogmatique de cet enseignement social. La question en elle-même n'a aucune importance pratique. La réponse qu'y peuvent faire les docteurs n'a d'intérêt qu'autant qu'elle montre comment on entend dans l'Église les décrets du concile du Vatican : quel orbite reconnaît la théologie à l'infailibilité du souverain pontife. Or, nous le voyons ici : pour la plupart des catholiques, pour le clergé notamment, l'infailibilité fait au pape comme une auréole éblouissante dont l'éclat rayonne en tout sens, au delà même de la sphère dogmatique. Laissons aux théologiens le soin de décider jusqu'à quel point les enseignemens de l'encyclique *Rerum novarum*, et des encycliques en général, sont obligatoires pour tous les fils de l'Église. La thèse soutenue, à cet égard, par certains prélats ou certaines feuilles religieuses ne fait que confirmer nos prévisions sur les conséquences de la définition de l'infailibilité pontificale (1). Les catholiques ne se demandent plus si le pape est infailible; ils se demandent si, en telle matière, le pape a parlé comme docteur infailible. Le différend entre « ultramontains et gallicans, » déjà, en 1870, plus théorique que pratique, a seulement été déplacé et reporté plus loin. Si l'esprit d'amour et d'union n'avait banni de l'Église l'esprit de dispute, il y aurait toujours, pour ce dernier, matière à chicanes; la dent des ergoteurs aurait encore de quoi mordre aux encycliques ou aux bulles pontificales. En proclamant le souverain pontife infailible, le concile du Vatican n'a pas rigoureusement précisé les conditions dans lesquelles s'exerce cette infailibilité (2). Le pape est infailible en matière de doctrine sur la foi et

(1) Voyez les *Catholiques libéraux*, l'Église et le Libéralisme de 1830 à nos jours, ch. xiii; Plon, 1885.

(2) *Constitutio dogmatica prima : De Ecclesia Christi*, cap. iii; *De vi et ratione prim. rom. pontificis*.



sur les mœurs ; mais où finit la morale et où commence la politique ou l'économique ? Le pape est infallible quand il parle *ex cathedra*, comme pasteur et docteur suprême de l'Église ; mais quels sont les signes certains de l'*ex cathedra* ? Les théologiens ne semblent pas tous l'entendre de la même manière ; à en croire plusieurs, et non des moindres, l'*ex cathedra* n'est hors de doute, et l'infaillibilité doctrinale ne s'impose à la foi des fidèles que lorsque les enseignemens pontificaux sont corroborés par un anathème contre les rebelles qui ont l'audace de les repousser (1).

Parmi les catholiques également agenouillés devant les clefs pontificales, persistent encore, tacitement, les deux tendances qui les divisaient avant 1870. Les uns, de tout temps jaloux de faire intervenir le *Roma locuta est*, sont portés à étendre, en tout sens, sur les sciences humaines, l'ombre ou la lumière de l'infaillibilité pontificale. Les autres, désireux de ne point voir rétrécir le champ des « opinions libres, » restent enclins à ne pas agrandir la sphère de l'autorité doctrinale. Et de même que, avec le *Syllabus* et l'encyclique *Quanta cura*, on avait voulu fermer la bouche aux catholiques suspects de libéralisme politique, certains docteurs de la chaire ou du journal voudraient, aujourd'hui, avec l'encyclique *De conditione opificum*, clore les lèvres des catholiques suspects de libéralisme économique. A entendre tel apôtre du catholicisme social, tout catholique est tenu d'être « interventionniste, » sous peine de cesser d'être orthodoxe (2). En revanche, tel adversaire de l'intervention de l'État conclut déjà, de la même encyclique, que les apologistes de l'ingérence de l'État doivent, sous la même peine, renoncer à leur système. Le document pontifical est ainsi tiré en sens opposé par les écoles rivales. Comment s'en étonner, dès lors qu'on prétend trancher de telles questions par voie d'autorité ? Il reste, en effet, aux plus soumis des fils de l'Église un droit dont ni pape, ni concile ne les a privés, le droit de commenter les actes pontificaux. C'est le seul dont la plupart osent user, mais prêtres ou laïques, les plus scrupuleux en usent à l'occasion. Au lieu de disputer sur la valeur dogmatique des encycliques pontificales, on en discute le sens. Les théologiens les plus larges, ceux qui étendent le moins le domaine de l'infaillibilité, professent, en effet,

(1) Cette délicate question a été élucidée, avec autant de clarté que de science, par M. Ém. Ollivier, d'après les principaux théologiens romains (voyez *l'Église et l'État au concile du Vatican*, t. 1<sup>er</sup>, p. 186, 199 ; t. II, p. 359, 371. Cf. du même auteur : *Commentaire de l'encyclique de Léon XIII sur la constitution chrétienne des États (Immortale Dei)* ; les mêmes réflexions peuvent s'appliquer à l'encyclique *Rerum novarum*. (Voyez également M<sup>re</sup> Bougaud, *le Christianisme et les temps présents*, t. IV, 1<sup>re</sup> partie, chap. v, 3 ; et Fessler, *de la Vraie et de la fausse infallibilité*.)

(2) Voyez, entre autres, le P. de Pascal, *l'Église et la question sociale*.

que, alors même que le pape ne parle point *ex cathedra*, en pontife infallible, il y a témérité, orgueil, partant péché, à ne pas se courber devant les enseignemens du chef de l'Église. L'obéissance est devenue la première vertu du catholique; mais, le plus souvent, par la faculté d'interprétation, la liberté d'opinion trouve moyen de se concilier avec l'obéissance. A cet égard, il en sera des encycliques de Léon XIII comme du *Syllabus* et des encycliques de Pie IX. Elles, aussi, échapperont malaisément à la diversité des interprétations, quoique, aujourd'hui, dans l'Église, on semble se faire un devoir de jeter, sur toutes les divergences, le voile du silence. Si bien disciplinés que soient les catholiques, il restera, parmi eux, dans les questions sociales, comme dans les questions politiques, deux tendances : ni ici, ni là, l'unité absolue n'est de ce monde. Est-il quelqu'un pour s'en plaindre, ce ne sera point nous. Qu'il s'agisse de M. Freppel ou de M. de Mun, des disciples de Le Play ou des imitateurs de Ketteler, il nous déplairait de voir mettre des cadenas à des bouches éloquentes, fût-ce celles de nos contradicteurs.

## IV.

Si, en matière sociale, les enseignemens du souverain pontife ont quelque autorité, il est désormais interdit à un catholique de se dire socialiste. On s'en est aperçu, cet automne, au « congrès » de Malines. Un avocat de Bruxelles, M. Dumonceau, avait engagé les catholiques à ne pas se montrer hostiles au socialisme, à ne point avoir peur d'un mot. Ce langage a soulevé les protestations de l'assemblée et provoqué de véhémentes répliques de la part de M. le chanoine Winterer, comme de M<sup>r</sup> d'Hulst. Le débat a été résumé aux applaudissemens du « congrès » par M. Helleputte, professeur à l'université catholique de Louvain. « Un socialisme chrétien, a-t-il dit, serait celui qui admettrait les principes que tous les socialistes rejettent. Il faudrait alors changer le sens du mot. Mais il est trop tard : Karl Marx, Bebel, Liebknecht l'ont fixé. On peut regretter que ce nom leur soit échu en partage, comme je regrette, pour ma part, que le nom de libéralisme soit échu aux libéraux; mais ce sont là des regrets stériles. — Le mot de démocratie, au contraire, ajoutait le professeur de l'université catholique, n'est pas encore confisqué, et comme il exprime une idée très conforme à l'Évangile, nous le prenons, de peur qu'on nous le prenne; — et nous saurons le justifier. » L'explication est

à retenir, car, sur ce point il est difficile aux catholiques de ne pas raisonner partout comme l'orateur de Malines.

Aucun doute, en effet; le socialisme a été formellement et nominativement réprouvé par le pape Léon XIII. En cela, du reste, Léon XIII n'a fait que renouveler les condamnations portées par ses prédécesseurs, par le pape Pie IX notamment. Le socialisme était une des « pestes » anathématisées par le *Syllabus*. Pour Léon XIII, comme pour Pie IX, socialisme est demeuré synonyme de communisme ou de collectivisme. Le siège apostolique ne s'est pas prêté à l'équivoque de tant de bonnes gens qui, voyant dans ce mot une amorce pour la pêche des suffrages ou un miroir à alouettes pour la chasse aux électeurs, se déclarent bravement socialistes, sauf à ajouter une épithète émolliente ou un adjectif adoucissant, comme « sagement socialistes, prudemment socialistes. » Pareille ambiguïté eût été peu digne de la chaire romaine. Le vicaire du Christ ne peut parler aux peuples comme un candidat, du balcon d'un hôtel de ville, ou de l'estrade des réunions publiques. Pour lui, le socialisme est demeuré ce qu'il était pour ses prédécesseurs, une erreur antisociale condamnée par l'Église. En ce temps de confusion, où le scepticisme des ambitieux jongle impudemment avec les mots et les formules, cela seul est une leçon de moralité que la papauté nous donne à tous, d'autant que, en réprouvant ce mot de socialiste, elle s'enlève, sciemment, une prise sur les masses qu'elle prétend reconquérir. Il est bon que les mots gardent le sens que leur avait donné l'usage, — non-seulement, afin qu'en parlant l'on se puisse entendre, mais aussi, parce qu'il est mauvais que les défenseurs et les adversaires de la famille et de la propriété se donnent le même nom et se rangent, même en apparence, sous la même bannière; — mais, parce qu'on ne désarme point les passions révolutionnaires et les convoitises anarchiques en leur empruntant leur vocabulaire, et que, tout au contraire, en prenant le mot, on risque d'être obligé de subir la chose.

Quand il identifie le socialisme et le collectivisme, le pape, dira-t-on peut-être, fait lui-même une confusion, car à ce vague nom de socialisme, en train de perdre toute signification précise, il donne un sens plus étroit, plus défini, que ne le font beaucoup de ceux qui, en France ou ailleurs, s'intitulent socialistes. Alors même que l'objection aurait quelque fondement, — quand il serait vrai que, en sacrifiant les droits individuels à l'intérêt présumé de la collectivité, tout socialisme n'aboutit pas forcément au collectivisme, — les catholiques les plus pressés de faire intervenir Rome dans les débats économiques ou politiques seraient les der-

niers à pouvoir se plaindre de cette soi-disant confusion. Est-ce la seule de ce genre qu'un œil attentif puisse découvrir dans les encycliques pontificales? Si le suprême pasteur semble à quelques-uns n'avoir pas donné du mot socialisme une définition exacte; s'il leur paraît en avoir étendu ou aggravé la signification en l'entendant partout dans le sens le plus outré, ne pourrions-nous pas rappeler qu'il en a été de même, *a fortiori*, du libéralisme condamné par les encycliques de Grégoire XIII, de Pie IX, de Léon XIII lui-même? Les libéraux, ou tels d'entre eux, n'auraient-ils pas le droit de dire qu'ils n'entendent pas toujours le libéralisme de la même manière que le *Syllabus* et l'encyclique *Quanta cura*? que, lorsqu'ils défendent la liberté de la presse ou la liberté des cultes, ils ne prétendent point, comme on le suppose à Rome, que l'erreur et la vérité, le mal et le bien aient théoriquement les mêmes droits. Cela n'empêche point que le libéralisme n'ait été condamné, aux applaudissemens de la majorité des catholiques militants; cela n'empêche pas que, aujourd'hui encore, dans la plupart des séminaires, le libéralisme est taxé d'erreur et d'hérésie, et que, à l'heure même où l'Église n'a de chance de liberté que dans les libertés communes, certaines feuilles religieuses font toujours défense à ses fils de se dire libéraux. Heureusement pour eux, et heureusement pour l'Église, la distinction, quelque peu scolastique, de la *thèse* et de l'*hypothèse* est venue donner aux catholiques, amis des libertés publiques, le moyen de mettre d'accord leurs convictions libérales et leur foi religieuse. Un des services que Léon XIII a rendus à l'Église, c'est assurément d'avoir, par l'encyclique *Immortale Dei* (1), donné à ce compromis la sanction pontificale. Pareil compromis se fera-t-il jamais pour le socialisme, et tout en le repoussant en théorie, les catholiques pourront-ils, en fait, se déclarer socialistes, ou agir comme tels? Oseront-ils, là aussi, user de distinction entre le mot et la chose, entre la thèse et l'hypothèse? Il m'étonnerait peu que d'aucuns le tentassent un jour; que, laissant à d'autres le nom repoussé par l'Église, certains, s'abusant eux-mêmes, fissent du socialisme, en le démarquant. De cela, le saint-siège ne saurait être responsable, car, en réprouvant le socialisme, la papauté a réprouvé le nom et la chose.

— Si le pape condamne le socialisme, c'est que l'Église a oublié l'Évangile. Qui parle ainsi? Est-ce uniquement le prolétaire et les tenans de la révolution sociale? Non. J'ai entendu mainte fois

(1) L'encyclique sur la Constitution chrétienne des États (voyez particulièrement le commentaire de M. Ém. Ollivier).

des réflexions analogues, jusque dans le camp adverse. Combien, parmi les gens du monde, sont persuadés que l'Évangile est imprégné de socialisme ! Pour un peu, l'on ferait de Proudhon, l'athée, ou de Marx, le juif, d'inconsciens disciples de Jésus. Il y a là une équivoque. Ce qu'on appelle le socialisme de l'Évangile, loin de ressembler au socialisme que nous connaissons, en est l'opposé. Il est né du renoncement et non de la cupidité ; il a pour principe le dédain et non le désir des richesses. Le prétendu socialisme évangélique, c'est celui des couvens, dont le premier article est le vœu de pauvreté. Voilà le seul socialisme qui se puisse réaliser et qui puisse durer ; mais ce n'est pas celui dont se berce notre siècle. Avec le vœu de pauvreté, le communisme cesse d'être une utopie. Il devient aisé de faire vivre en paix de petites sociétés où tout est mis en commun, quand chaque membre se dépouille joyeusement de tout ce qu'il possède. La cité monastique, fondée sur ce communisme évangélique, est aux antipodes de la chimérique cité égalitaire, rêvée par le socialisme moderne. L'une a été bâtie par l'esprit de sacrifice et a eu pour ouvrières la charité et la libre obéissance ; l'autre ne peut être édiflée que par la convoitise et l'envie, et elle ne saurait avoir d'autre architecte que la contrainte.

Bien plus, loin d'être la réalisation de l'idéal chrétien, le socialisme serait le renversement de toute l'économie sociale chrétienne. Car le christianisme a, dès longtemps, son économie sociale, enseignée par les Pères et transmise traditionnellement dans l'Église, de siècle en siècle. Nous la trouvons résumée dans le hautain sermon de Bossuet sur « l'éminente dignité des pauvres dans l'Église. » Le principe en est simple : riches et pauvres font également partie du plan providentiel. Dieu, pour leur sanctification mutuelle, a besoin des uns et des autres. Les riches sont les intendans des pauvres, voilà la doctrine. Le superflu des uns doit, par le canal de la charité, servir au nécessaire des autres ; telle est, à proprement parler, l'économie sociale catholique, celle qui appartient en propre au christianisme ; jamais l'Église ne l'a répudiée. On en retrouve la marque jusque dans l'encyclique de Léon XIII. Les inégalités sociales sont une loi de la Providence, et, si j'ose m'exprimer ainsi, une loi de la grâce, en même temps qu'une loi de la nature. Par là seul, le socialisme serait en contradiction avec le christianisme. Il ruine le plan divin ; et cela, de deux façons : en prétendant niveler toutes les inégalités sociales, et en prétendant, partout, substituer l'obligation légale à la libre charité, la contrainte à l'amour. L'égalité qu'il rêve n'est qu'une lourde parodie de l'égalité évangélique, et sa solidarité, une grossière et diabolique contrefaçon de la frater-



nité chrétienne. On y reconnaît sans peine la main de Satan qui se plat à imiter, en les défigurant, les œuvres du Seigneur.

Pour l'Église, le problème de la distribution des richesses est, avant tout, un problème moral. La solution est dans la charité, et bien que la charité soit un devoir strict, un devoir de justice auquel le riche n'a pas le droit de se soustraire, la charité, pour être méritoire et demeurer une vertu, doit rester volontaire. Par là, qu'on le remarque bien, l'Église, dans la question sociale, aboutit à la liberté. Elle ne saurait, sous peine de renier son principe, se rallier au socialisme autoritaire qui prétend remplacer l'initiative privée par l'action de l'État, et la charité vivante par le mécanisme administratif. En ce sens, pourrions-nous dire, l'Église est forcément libérale ; elle sera toujours avec les adversaires de l'absorption de l'individu par la collectivité.

Cela est si vrai, — il n'est pas inutile de le constater, — que s'il est sorti de l'Évangile des sectes socialistes, communistes, c'est toujours en dehors de l'Église, — que dis-je, en dehors des grandes églises chrétiennes. Prenez l'antiquité, prenez le moyen âge ; regardez l'Occident, regardez l'Orient, il n'y a de socialistes que parmi les hérétiques. Des gnostiques et des manichéens aux anabaptistes, il s'est trouvé, à presque toutes les époques, de religieux prédicateurs du socialisme, mais jamais dans le giron de l'Église. Aujourd'hui même, il en surgit encore, çà et là, dans la confusion des sectes anglo-saxonnes ; et, à l'autre extrémité du monde chrétien, j'ai rencontré de ces apôtres du communisme chez les moujiks de la Grande-Russie (1). L'Église n'a jamais été plus favorable à ceux qui ont voulu abolir la propriété qu'à ceux qui ont voulu abolir le mariage. Loin d'être une pousse naturelle du christianisme, le socialisme n'a pu être greffé sur l'arbre de la croix.

Pour ne pas condamner le socialisme, Léon XIII eût dû rompre avec toute la tradition catholique. Non content de le réprouver, le pape s'est fait un devoir de le réfuter. Dans l'encyclique où il présentait au monde les revendications des ouvriers, il a voulu prendre la défense de la société menacée par les meneurs des classes ouvrières. Il s'est appliqué à consolider l'édifice que, aux yeux des plus timorés, sa main tremblante semblait devoir ébranler. C'est pour qu'on ne pût se méprendre sur ses intentions qu'il nous a donné cette longue réfutation du socialisme. Il l'a fait d'une manière toute rationnelle, joignant aux argumens des anciens scolastiques ceux des modernes économistes. Léon XIII, il faut se le rappeler

(1) Voyez *l'Empire des tsars et les Russes*, t. III ; *la Religion* (Hachette, 1889), liv. III, ch. VI et IX.

n'est pas absolument novice en ces questions. L'archevêque-évêque de Pérouse s'en était inquiété avant le successeur de Pie IX. On en trouve la trace dans ses lettres pastorales de 1877-1878. Il avait étudié les auteurs, il ne dédaignait pas de citer Bastiat à côté de saint Thomas. Léon XIII n'a jamais été de ces dévots qui font fi de la science. Aussi ne sommes-nous pas étonné de retrouver, dans l'ample et ferme latin pontifical, les démonstrations classiques des économistes et des philosophes. Le souverain pontife est ici l'interprète de la loi naturelle, en même temps que de la loi révélée. La propriété n'a jamais eu de champion plus vigoureux. C'est sur la pierre inébranlable du droit naturel qu'il prétend l'asseoir. A ses yeux, la propriété n'est pas simplement une création de la loi pour l'utilité commune; de même que la famille, elle émane de la nature, elle repose sur un droit antérieur aux lois et aux conventions sociales. Par suite, le socialisme n'est pas seulement une utopie, il est une injustice, une violation du droit. Pour le pape, comme pour la plupart de nos économistes, la propriété est le complément naturel de la personnalité humaine; elle a pour base le travail et l'épargne. Sa légitimité est fondée sur le droit de l'individu et sur le droit de la famille; elle est confirmée par l'intérêt général. Et cela, selon le pape, est vrai de l'appropriation du sol, aussi bien que de l'appropriation des capitaux, de façon qu'il combat le socialisme, sous sa double forme, le socialisme agraire de H. George ou de Tchernychevsky, non moins que le socialisme ouvrier de Marx et de Lassalle. Pour Léon XIII, comme pour nos économistes, la substitution de la propriété collective à la propriété personnelle appauvrirait les sociétés. Pour lui, comme pour nos juristes, le droit de propriété a pour corollaire le droit de transmettre la propriété, l'un et l'autre étant de droit naturel. Et cette propriété et cet héritage, « l'autorité publique viole la justice, quand sous le nom d'impôts, elle les grève de charges exagérées, » car ils appartiennent aux particuliers et non au public. A l'État, comme aux fables, aux rapines masquées du fisc, comme aux convoitises brutales des masses, le souverain pontife oppose les règles éternelles de la justice, contre laquelle ne sauraient prévaloir ni décrets souverains ni lois populaires. Cela n'est pas permis! *Non licet!* leur crie-t-il. Les spoliateurs d'en haut, ou d'en bas, ont beau se couvrir de l'intérêt public, le pape leur barre la route avec le vieux commandement du Décalogue : « Tu ne prendras pas le bien d'autrui. »

A toute cette démonstration, la science laïque n'a qu'un mot à dire : *Amen*. Économistes, philosophes, juristes doivent se féliciter d'entendre, dans les deux hémisphères, les déductions de la science

répétées par la chaire chrétienne, comme des oracles d'en haut. Le savant le plus engoué de ce qu'on appelle un peu prétentieusement « l'orthodoxie économique » n'aurait qu'à s'incliner devant le langage de Léon XIII. Le premier de nos journaux spéciaux le déclarait, il y a peu de semaines : si le saint-père n'était au-dessus de toutes les distinctions mondaines, l'Académie des Sciences morales et politiques pourrait, à l'unanimité, l'élire comme un de ses membres (1).

Est-ce à dire que le pape, le suprême pasteur des âmes, parle toujours en savant et en économiste ? Nullement ; car tout autre est son point de vue, comme tout autre est son rôle. Un pape, faut-il le répéter ? n'est pas un professeur d'économie politique, et l'on ne saurait attendre de la chaire vaticane la même rigueur de termes que d'une chaire du Collège de France. Un pape parle, avant tout, en interprète de la morale éternelle, chargé de rappeler, à ceux qui les transgressent, les lois de l'équité morale, supérieure à l'équité des lois positives. Il parle en apôtre qui veut refréner la passion des richesses et émouvoir les privilégiés de la fortune en faveur de ceux qui souffrent. Comment s'étonner de rencontrer, sous sa plume ou sur ses lèvres, une critique sévère de l'apreté de la spéculation et de cet amour du lucre qui semble avoir gagné toutes les classes ? Le pape cherche à toucher les âmes autant qu'à éclairer les intelligences. Il secoue, pour l'éveiller, la torpeur des satisfaits insensibles aux maux de leurs frères. Il découvre, il étale, devant nous, les plaies de la société. C'est le procédé habituel de la chaire chrétienne. Ainsi ont, de tout temps, parlé les pères de l'église et les sermonnaires. Nous ne saurions exiger d'un pasteur de l'humanité souffrante la minutieuse et froide précision du savant qui analyse patiemment les phénomènes sociaux, avec les balances de la statistique ou le microscope de la monographie. Les accusations véhémentes contre les abus de notre régime industriel, le contraste fortement marqué de l'opulence des uns et de la misère des autres, tout ce qui, dans les discours ou les encycliques de Léon XIII, semble à quelques-uns encourager les déclamations révolutionnaires est dans le langage traditionnel de l'Église. Ce sont là les lieux-communs de l'éloquence ecclésiastique. Chrysostome et Bourdaloue en ont dit bien d'autres aux mondains de Byzance ou aux courtisans de Versailles.

Le pape nous représente les « prolétaires dévorés par l'usure vorace, » en proie à une misère imméritée ; il nous montre les richesses « affluant dans les mains du petit nombre, tandis que

(1) *L'Économiste français*, 3 octobre 1891.

la multitude gémit dans l'indigence. » Ce ne sont pas là des nouveautés dans la chaire chrétienne ; nous y reconnaissons des traits habituels aux auteurs sacrés de toutes les époques. Est-ce plus vrai de la nôtre que des précédentes ? — Non, assurément. Jamais la propriété, sous toutes ses formes, titres de rente ou morceaux de terre, n'a été répartie en autant de mains ; jamais le bien-être matériel n'a été accessible à un aussi grand nombre. Ce sont là des faits d'une évidence trop manifeste pour qu'il soit nécessaire de les confirmer par des chiffres. De même, quand le saint-père nous montre la « multitude des prolétaires soumise à un joug presque servile, » nous ne saurions prendre ces expressions à la lettre, au moins pour notre France ou pour l'Angleterre, pour les pays où la vie industrielle est le plus développée. Loin d'avoir vu leur condition empirer avec les progrès de l'industrie, l'ouvrier et le paysan sont les deux classes de la société qui ont le plus gagné au développement de la richesse. Des trois facteurs de la production, des trois co-partageans habituels dans la répartition des produits, le travail est celui dont la part tend à croître le plus rapidement. Tandis que l'intérêt du capital et même les profits de l'entrepreneur vont diminuant avec le progrès de la richesse, le salaire de l'ouvrier, la rémunération du travail va sans cesse en augmentant. L'accumulation des capitaux tend à réduire le rendement du capital. C'est là un fait qui crève les yeux de qui ne veut pas les fermer. L'indolent égoïsme du rentier ne se lamente pas à tort : il lui devient de jour en jour plus difficile de vivre de ses revenus. Aux riches mêmes la baisse du taux de l'intérêt rendra bientôt l'oisiveté malaisée. Ce n'est rien moins qu'une révolution économique qui va s'accomplissant sous nos yeux, — une révolution au détriment du capital, à l'avantage des bras du prolétaire (1).

S'ils regardaient, derrière eux, le chemin parcouru depuis un siècle, les travailleurs, loin de jeter l'anathème à la société contemporaine, la béniraient. Mais ce qui les irrite contre elle, c'est bien moins leurs souffrances d'aujourd'hui que leurs progrès d'hier. Ne soyons pas dupes des apparences : si notre société est plus agitée, plus travaillée de convulsions intérieures, ce n'est point que la situation des classes populaires soit pire qu'aux époques précédentes, c'est plutôt qu'elle est sensiblement meilleure ; c'est que les améliorations obtenues récemment rendent les masses ouvrières plus rebelles aux maux du jour et plus ambitieuses de conquêtes nouvelles. Je dirai de l'ouvrier et du « quatrième état » ce que

(1) Voyez l'ouvrage de mon frère, Paul Leroy-Beaulieu sur la *Répartition des richesses* (Paris, Guillaumin).

Tocqueville a dit du tiers-état et de la bourgeoisie à la veille de la Révolution : c'est de ses progrès mêmes que proviennent ses impatiences et ses exigences. La misère, en se faisant plus rare, choque davantage. L'ouvrier, redevenu un homme et un citoyen, supporte avec colère des maux qu'autrefois il endurait sans révolte. Le fardeau, depuis qu'il est moins lourd, lui semble plus pesant; c'est quand il n'en est plus écrasé, qu'il cherche à le secouer. Ses besoins ou ses appétits ont crû avec son bien-être, avec son instruction, avec ses libertés. Non content d'être quelque chose, lui aussi, à son tour, il veut être tout. Le pape Léon XIII en a le sentiment : « l'opinion plus grande qu'ont d'eux-mêmes les ouvriers, » l'instinct de leur force et de la puissance du nombre, le relèvement intellectuel et matériel des masses, joints, comme dit le saint-père, à la corruption des mœurs et à l'altération des rapports entre les ouvriers et les patrons, voilà, bien plus que la misère, les fauteurs du socialisme contemporain. Les causes en sont plus morales que matérielles, et c'est pourquoi l'intervention du pape et de l'Église n'a rien que de légitime. Le peuple, l'ouvrier en possession de la liberté politique et du droit de suffrage, tend à s'en faire une arme pour monter à l'assaut de l'aisance et de la richesse. Contrairement aux flatteuses prévisions de notre optimisme, l'égalité civile et l'émancipation politique des masses menacent d'aboutir à la guerre sociale. Serait-ce là le terme fatal de l'évolution démocratique? Avec la démocratie, les questions politiques doivent reculer au second plan et laisser le peuple face à face avec la grande, l'unique question pour les foules : celle de la vie, du ménage, du pot-au-feu.

## V.

Devant ce péril, que faire? *Chto délat?* comme se demandent anxieusement, là-bas aussi, de Tchernychevsky à Tolstoï, nos amis les Russes. A ces maux des modernes sociétés, où donc est le remède, et quel sera le médecin? *Remedium unde petendum?* interroge le pape. Celui qui proposent les novateurs, le socialisme, est pire que le mal; « à la place de l'égalité rêvée, il apporterait l'égalité dans la misère et le dénûment. » — Le remède, répond le pape, l'Église le possède; le médecin, le seul qui vous puisse guérir, c'est le Christ; il sait l'huile qui adoucit les plaies, le baume qui cicatrise les blessures. Allez à lui et vous serez guéris. Le Christ seul est capable de vous rendre la paix et de faire régner parmi vous la justice, car seul il en connaît les lois. Ces questions sociales qui vous tourmentent, riches et pauvres, effrayant les uns, irritant les au-



tres, vous ne sauriez leur trouver de solution en dehors de Dieu et de la religion. Sans Dieu, tous les efforts des hommes seront vains, *inania conata hominum*.

Le pape a raison. Si suranné, si démodé que semble le remède qu'il nous propose, c'est encore le plus sérieux qu'on nous puisse offrir. Veut-on un spécifique, je n'en sais pas d'autre; tous ceux qu'on nous vante d'ailleurs sont plus dangereux qu'efficaces. Dieu seul pourrait nous rendre la paix sociale; à son Christ seul appartient de nous dire le *Pax vobiscum*. Tout l'art, toute la science des hommes, y échoueront. Il n'y faut rien moins que l'intervention divine, — et c'est pour cela que l'état de nos sociétés est si grave. Un philosophe a dit que Dieu avait fait son temps et que l'heure était venue de le reconduire à la porte de nos cités, car le monde moderne n'avait plus de services à recevoir de lui. L'insensé! jamais la société n'a eu plus besoin de Dieu et de l'Évangile. L'humaine solidarité dont rêve cette société industrielle, l'Évangile seul la lui peut apporter; il lui peut seul enseigner la vraie fraternité, qui, au ciel, a nom charité. L'Évangile a pour cela d'autres ressources que la vaporeuse religion de la souffrance humaine, ou le culte vide de l'Humanité, — une assez vilaine déesse, après tout. — Il y a dans le christianisme une mystérieuse vertu sociale. La religion, un pape a le droit de s'en glorifier, a ce qui fait défaut à la loi ou à la science; seule elle a, pour entrer dans les âmes, pour y planter la justice et l'amour « des instrumens qui pénètrent jusqu'au fond du cœur. »

La vertu sociale du christianisme, est-il besoin d'encyclique pour la démontrer? Irons-nous contredire le pape quand il nous affirme que c'est, de toute manière, par ses enseignemens, par l'éducation chrétienne, par la prédication, par l'exemple, par ses œuvres, que l'Église contribue à l'apaisement des conflits dans la société? Qu'avons-nous à objecter quand Léon XIII nous rappelle que le christianisme a ennobli la pauvreté et réhabilité le travail? Le travail manuel que le monde antique ne concevait que sous la forme d'un esclave, le christianisme l'a mis sur ses autels sous la forme d'un Dieu. Car, dit le pape aux ouvriers, le dieu-homme que nous adorons a été lui-même ouvrier; c'était un des vôtres, il a voulu passer pour le fils d'un artisan; il a vécu, la plus grande partie de sa vie, du travail manuel, *opere fabili*. Ainsi envisagé, le christianisme, en effet, est une sorte d'apothéose du travail et du travailleur (1). Je ne sais plus le nom de ce moine du moyen âge qui

(1) La dévotion moderne a rendu cela encore plus sensible par le culte spécial rendu aujourd'hui à saint Joseph, le traditionnel charpentier de Nazareth.

baisait avec respect la main calleuse du paysan. Aux yeux de l'Église, les privilégiés n'ont jamais été les riches, les grands de ce monde, mais bien les petits et les pauvres; n'est-ce pas à eux que vont, de préférence, les béatitudes du Sermon de la montagne? Pour entrer dans le royaume des cieux, il faut que les riches eux-mêmes se fassent pauvres en esprit. Être pauvre en esprit! combien, — parmi les riches, ou parmi les pauvres, — savent l'être aujourd'hui?

Une erreur commune autour de nous, c'est de s'imaginer que le christianisme ne contribue à la paix des sociétés qu'en apprenant aux masses la patience et la résignation. S'il en était ainsi, vraiment, si la religion n'était, pour le peuple, qu'un agent de compression ou de subordination, les défiances du peuple pour la religion seraient justifiées. Mais c'est là un préjugé de notre égoïsme d'hommes du monde. Nous nous trompons quand nous nous figurons que l'action sociale du christianisme se borne à éteindre la flamme des colères populaires, à étouffer les plaintes d'en bas, à contenir la révolte des appétits ou l'explosion des rancunes de la foule. C'est dénaturer, en le tronquant, le rôle social de la religion. Elle n'est pas seulement un frein pour les masses, pour les pauvres, au profit des riches, mais un frein pour tous, un frein pour les riches et les puissans, au profit des pauvres et des petits. L'Évangile est le grand maître de ce que nous appelons, aujourd'hui, le devoir social. C'est le Christ et ses apôtres qui l'ont révélé au monde, sur les collines de Galilée, ou, plutôt, c'est, avant eux, sur les brunes montagnes de Judée, leurs lointains précurseurs, les prophètes d'Israël. Voilà des siècles et des siècles que, par tous ceux qui ont parlé en son nom, la voix de Dieu a enseigné aux maîtres, aux propriétaires, aux patrons, qu'ils avaient des devoirs envers leurs serviteurs et leurs ouvriers; qu'ils étaient tenus de respecter, en eux, la dignité humaine; qu'il leur était défendu d'abuser des forces de leurs subordonnés; qu'il leur était enjoint d'attribuer, à chacun, un salaire conforme à la justice et suffisant à ses besoins : *justa unicuique*.

Si l'Évangile devait apporter la paix au monde, c'était à la condition qu'il agit, à la fois, en haut et en bas des sociétés, sur le pauvre et sur le riche, sur le patron et sur l'ouvrier. Or, il faut bien le confesser, ce n'est pas seulement au fond des sociétés modernes, c'est souvent aussi à leur sommet, parmi les classes supérieures et les classes moyennes, que le christianisme a perdu la meilleure partie de son efficacité sociale. En dépit des apparences, malgré leur mince vernis religieux, je ne sais si nos hautes classes ont beaucoup plus de christianisme que le peuple; en

tout cas, elles ne sont guère moins étrangères à l'esprit évangélique. Nous voyons la paille dans l'œil du prolétaire et nous ne voyons pas la poutre qui est dans notre œil. Le riche, en tant que riche, n'est guère plus chrétien que le pauvre, en tant que pauvre; ils ont, l'un et l'autre, même opinion de la richesse et même opinion de la pauvreté, tous deux chérissant l'une et abhorrant l'autre, tous deux ne voyant dans la fortune qu'un instrument de jouissance. Ils ont même façon de comprendre la vie : pour tous deux, Mammon est plus que jamais le prince de ce monde. Et jamais Mammon n'a montré une superbe aussi insolente. Je ne sais si, à aucune époque, l'opulence a eu, pour la foule, des spectacles plus démoralisateurs. Les riches, les hautes classes, sont inconsciemment les grands fauteurs du socialisme. Leur vie est une prédication contre la société. Combien se préoccupent de la mission sociale de la richesse? La légitimité de la fortune est sans cesse mise en question par la façon dont le monde en use et en mésuse. Les plus mauvais sentimens d'en bas découlent en quelque sorte d'en haut. L'oubli de la loi biblique du travail, la frivolité impertinente de la jeunesse de nos salons, l'oisiveté ridiculement affairée de nos *sportmen* et de nos *clubmen*, le faste provocateur de nos fêtes mondaines, l'étalage outrageant de la débauche élégante et du vice renté, quelles leçons pour le peuple de la rue! et comme, en vérité, tout ce qu'il voit de notre vie est propre à lui inculquer le respect de la société! Cette société, pour ne point soulever contre elle les rancœurs et les colères des foules, il faudrait qu'elle apprit à se purifier et qu'elle eût la force de se régénérer; et comment, avec qui, si ce n'est par l'Évangile et par le christianisme. — Mais est-il seulement permis de l'espérer?

— Soyez chrétiens, répète le pape, au riche comme au pauvre au patron aussi bien qu'à l'ouvrier; soyez chrétiens, et la société sera sauvée, car la question sociale deviendra facile à résoudre. Il n'y aura plus de lutte de classes; à tout le moins, la religion en tempérera l'âpreté. Le pape, encore une fois, a raison : cela est si clair et si connu que cela en est banal. A beaucoup, en effet, le pape semble, par sa mission, contraint de nous servir de fastidieuses banalités. Le malheur est que la vérité est dans ces redites, et que, pour être banale, la vérité n'en est pas moins vraie; car c'est ici le nœud de la question. Ils sont aveugles, ceux qui n'y voient qu'un théorème économique. Elle dépasse toute la science des économistes, et les sages, parmi eux, sont ceux qui en font l'aveu. Le problème social, — il vaut la peine de nous le persuader, — est avant tout un problème religieux, un problème moral. Ce n'est pas seulement, comme l'imagine trop souvent le

matérialisme contemporain, une question de gros sous, ou, comme on dit au cabaret du coin, une question de *beefsteak*, une question d'estomac, c'est tout autant, et plus peut-être, une question spirituelle, une question d'âme. La réforme sociale ne peut s'accomplir que par la réforme morale. En ce sens, Tolstoï et les mystiques disent vrai; pour relever la vie du peuple, il faut d'abord relever son âme. C'est par le dedans, plutôt que par le dehors, que doivent commencer les réformateurs. Pour réformer la société, il faut réformer l'homme, — réformer le pauvre et réformer le riche, réformer l'ouvrier et réformer le patron, leur rendre, à l'un et à l'autre, ce qui leur manque presque également, l'esprit chrétien. Sans cela, toutes les mesures législatives, tous les progrès matériels risquent fort de demeurer stériles, car les appétits croîtront avec les moyens de se satisfaire, et les convoitises n'en deviendront que plus exigeantes et plus impérieuses. Bien plus, sans la réforme intérieure, sans le relèvement moral de l'ouvrier, l'accroissement des salaires et la diminution des heures de travail, ces deux *desiderata* de tout ce qui vit du labeur de ses mains, menacent de tourner, simplement, au profit du cabaret et du comptoir de zinc, au profit des apéritifs et du petit verre, au détriment de la santé de l'ouvrier, au détriment de sa femme et de ses enfans. Si l'Église souhaite l'augmentation des salaires et la diminution des heures de travail, c'est, nous dit Léon XIII, pour que l'âme et le corps de l'ouvrier puissent se développer librement, c'est pour qu'il y ait plus de dignité et de décence à son foyer, pour que, en un mot, l'ouvrier puisse être un homme, et l'ouvrière une femme. Or, que voyons-nous dans nos ateliers? Ne pourrions-nous pas citer des métiers dans lesquels les hauts salaires et la courte durée des journées deviennent fréquemment la perte des ménages? Tous ceux qui connaissent l'ouvrier le sentent; le grand obstacle à ses progrès, ce qui ruine sa santé et flétrit sa famille, ce sont ses vices. Les maîtres qui exploitent sa jeunesse et usent son âge mûr, ce sont les sept péchés capitaux. Le joug dont il a besoin d'être affranchi, c'est bien moins celui de l'usure que celui de la débauche, elle aussi « omnivore, » et, pour l'en délivrer, la loi ne suffit point. « La force légale, disait excellemment le juif Isaac Pereire, ne saurait suppléer la force morale. La loi punit le mal, elle ne crée pas le bien. La loi, la science, l'industrie, sont impuissantes; il faut que la religion dénoue le drame social, qui, sans elle, ne se dénouera que par la force. »

Ne laissons pas notre orgueil d'hommes modernes se bercer d'illusion. Cela est aussi vrai de nos vieilles sociétés, et de l'humanité, soi-disant adulte, que des peuples enfans. Une société ne

saurait se passer d'autorité morale, de principe moral; et, pour nos nations européennes, il n'en est guère en dehors du christianisme. La première pierre de la réforme sociale, comme le répétait jusqu'à satiété Le Play, c'est le Décalogue. En dehors de ce fondement, rien de solide. Il faut aux sociétés une base morale, et c'est précisément ce qui manque à la nôtre. Elle est pour ainsi dire en l'air, elle ne porte sur rien qui la soutienne. Elle reposait sur l'Évangile, qu'on lui a enlevé, et que rien ne remplace. A toute société, il faut un lien social qui en rattache et en rapproche les membres. Or, nos sociétés contemporaines tendent à n'avoir d'autre lien que les intérêts matériels, et les intérêts matériels séparent plus qu'ils n'unissent. Certes, pour le savant, pour le penseur, les intérêts sont le plus souvent connexes. Ils sont solidaires; mais les masses ne le voient pas, et l'individu ne le sent point. Nos sociétés se montrent divisées contre elles-mêmes; et, l'Écriture l'a dit: toute maison divisée contre elle-même croulera. Voilà ce qui trouble nos yeux et nos cœurs, quand nous essayons de scruter l'avenir de notre présomptueuse société moderne. Le principe de son mal est plus moral que matériel, et elle se refuse à le voir. Le flot grossissant des convoitises monte autour de nous, il menace de nous submerger. — « Seigneur, sauvez-nous, nous périssons! » sommes-nous tentés de nous écrier, comme les disciples sur la barque couverte par la vague. Le Christ seul peut faire tomber le vent et calmer la mer; et le monde ne le sent point; et le siècle ne veut pas le croire; et, loin de le comprendre, les gouvernemens qui s'intitulent progressistes s'efforcent d'arracher le Christ aux masses. Il n'y a que le sentiment religieux qui puisse soutenir la société; qui, non content d'enseigner la fraternité, sache l'inspirer; qui puisse nous souffler ce qu'il y a de plus difficile aux hommes, partagés, par classes, en camps ennemis: la charité sociale, l'amour des classes les unes pour les autres; il n'y a que lui, en un mot, qui puisse nous rendre la paix sociale; et nous voyons des conducteurs de peuples, aveugles qui conduisent des aveugles, s'ingénier à déraciner, chez les couches populaires, la foi en Dieu et l'espérance au ciel. C'est là ce que j'oserai appeler le péché contre le peuple; c'est le crime social. — Il n'y a qu'un remède à nos maux, et ce remède, les médecins, assis au chevet du malade, le rejettent dédaigneusement; ils repoussent le seul traitement efficace pour lui appliquer un régime tout contraire.

La paix sociale! le christianisme seul peut nous l'apporter; en dehors de lui, il n'y a que la guerre de classes; et la guerre de classes, nous y marchons; la guerre de classes, nous l'avons déjà!



La papauté est là, entre les armées près d'en venir aux mains, qui nous montre dans l'Évangile les conditions de la paix, d'une paix qui dure; — mais, faut-il le dire? à son attitude, on sent que l'Église se fait peu d'illusion sur le succès de sa mission pacificatrice. Du train dont va le monde, les apôtres eux-mêmes, ceux qui, depuis des siècles, lui parlent de paix et d'amour, n'osent plus guère espérer le voir se ranger à leurs enseignemens. Ils ressemblent aux pères qui font, à leurs fils prodigues, la leçon de l'affection et de la sagesse, sans grande confiance d'être écoutés. Ainsi paraît-il en être de l'Église et du pape; ils nous exposent la vertu sociale du christianisme, et, après nous avoir montré que l'Évangile seul peut nous sauver, ils se prennent, eux aussi, à regarder autour d'eux pour voir s'il n'y aurait point quelque autre moyen de salut; car ils sentent, tout les premiers, l'insuffisance pratique du divin spécifique préconisé par eux; — non qu'ils aient cessé de le croire efficace, mais parce qu'ils savent que nous aurons à peine le courage d'en approcher nos lèvres, et que, pour ne point lui faire détourner la tête, il faut présenter à notre démocratie une potion qui répugne moins à ses sens. Et ainsi, après nous avoir prouvé qu'il n'y a d'espérance, pour nous, que dans un traitement spirituel, dans la religion et dans le Christ, le pape vient à chercher ce qu'on peut bien attendre des remèdes humains. Puisque les sociétés ne lui prêtent qu'une sourde oreille, l'Église, ici aussi, examine jusqu'à quel point il est loisible de faire appel au bras séculier. La force morale, par la perversité de l'homme, se montrant insuffisante, il faut bien essayer de la force matérielle. C'est ainsi que l'Église, se reconnaissant impuissante toute seule, se retourne vers son ancien allié et son vieux rival, l'État, lui demandant ce qu'il peut bien faire pour parer à l'égoïsme des hommes. Le monde ne voulant pas se soumettre volontairement à la justice, l'autorité publique l'y peut-elle contraindre? C'est là, en somme, le grand problème de notre temps, le problème capital des démocraties modernes. La papauté, aussi, se l'est posé; il nous reste à voir comment elle l'a résolu.

---

LES

# DUPOURQUET

---

MŒURS DE PROVINCE.

---

PREMIÈRE PARTIE.

---

I.

M. Dupourquet sortit de sa chambre et s'avança sur le perron, rasé de frais, vêtu de noir, coiffé d'un très vieux chapeau de soie à larges bords en forme évasée de bolivar, qu'il portait depuis nombre d'années pour s'habiller le dimanche, faire de rares visites, suivre les processions et les enterremens, et assister aux réunions mensuelles du syndicat agricole les jours de foire.

La pelure en était hérissée, avec des tons fauves, marbrée de cassures qui cliquetaient sous la main, et le fond s'affaissait, se creusait de toutes les averses séchées sur place à la longue, par l'action du grand air et le seul coup de fer du soleil.

Après avoir épousseté les pans de sa redingote, frotté du coude quelques taches rebelles, consulté le soleil et regardé sa montre, Dupourquet appela :

— Maximi! eh! Maximi...

Un grand gaillard, en manches de chemise, pieds nus, qui pailait en un coin du parterre une corbeille de tulipes, se redressa lentement.

— *Plait' y, moussu?*

— Voilà trois heures, il faut atteler, mon brave.

Maximi étendit une dernière brassée de paille humide au pied des fleurs, égalisa le tout d'un coup de fourche et répondit, en français cette fois :

— Oui, m'sieu.

Puis, après avoir rassemblé ses outils qu'il jeta comme un faisceau d'armes sur une épaule, et tandis qu'il se dirigeait vers l'écurie avec cette allure nonchalante du paysan que l'on dérange, il demanda :

— Quelle voiture qu'y faut prendre?

Dupourquet sourit d'un air de pitié, et déclara non sans emphase :

— L'américaine, parbleu! Surtout, n'oublie pas de visser la planchette derrière le capotage pour placer la malle de mademoiselle.

— Il y est.

— Parfait! Ah! une dernière recommandation; brosse un peu la Grise, elle a encore aux jambes, depuis huit jours, toute la boue qu'elle prit à Mauroux; puis, tu lui donneras une poignée d'avoine.

Et il ajouta avec l'importante gravité d'un homme qui commet sciemment des folies :

— Tu peux lui mettre le harnais neuf.

— Oui, m'sieu.

— Et toi, il faudra prendre ta casquette.

Maximi eut un geste insoucieux qui semblait dire : mon Dieu! je me trouve aussi bien nu-tête... enfin, si vous y tenez...

Et tandis que, de la porte, il apostrophait rudement la Grise couchée de tout son long sur la litière, Dupourquet se remit à éplucher soigneusement sa redingote des dimanches, grattant de l'ongle une tache de bougie qui semblait une larme blanche ineffaçable sur la soie côtelée de la bordure.

Quelques instans plus tard, la voiture venait se ranger près du perron, au pas lentement cadencé d'une jument oreillard et ventrue dont il eût été difficile de constater l'âge et de préciser la race.

Le véhicule, lui, très bas sur roues, massif et long, avait un vague dessin de phaéton et une importance de calèche. L'ar-

rière-train était pourvu d'une capote, dont le cuir gaufré s'affaissait en vallonemens sur son armature de fer, et de petits rideaux en cachemire noir, maintenus sur les côtés par des embrasses de même étoffe, pouvaient en cas de mauvais temps s'allonger sur deux tringles et plonger les coussins du fond dans une obscurité chaude de niche.

Maximi, accroupi sur son siège, le fouet entre les jambes, les rênes flottantes, assujettissait d'un geste fréquent sa casquette de livrée beaucoup trop petite, que ses cheveux drus et pointés en lances de porc-épic soulevaient sans cesse. Les jours de vent, il l'immobilisait en l'enserrant de son mouchoir à carreaux disposé en mentonnière.

— Hue donc!

La voiture s'ébranla dans un bruit de ferraille, et aussitôt entre le maître et le valet commença un de ces bavardages familiers tels qu'en autorisent la communauté d'existence, la similitude d'idées et de goûts qui créent pour tous les degrés de l'échelle sociale à la campagne comme une solidarité d'origines.

Ils roulaient et cahotaient affreusement dans un chemin étroit qui de la maison du Vignal aboutissait à la route et qu'on appelait pompeusement l'avenue.

De chaque côté s'alignaient des vignes plantées en joualles, encadrant des chaumes rasés de près à la faux, du maïs, des patates, et des choux fourragers; et le soleil ardent de trois heures semblait concentrer toute la flamme de ses rayons sur les pampres roussis avant d'être mûrs, et dont les feuilles tachées de rouille se bosselaient, se racornissaient en une attitude frileuse et vieillotte comme lorsque les gelées d'automne ont passé par là.

Maximi déclara :

— Nous n'en avons pas fini avec la brume; elle brûlera tout si ça continue!

Puis, après un silence, et pour faire diversion aux idées tristes, il demanda :

— Pour lors, mademoiselle Thérèse a été reçue *estitutrice*?

Dupourquet eut un haut-le-corps. Cette question naïve le froissait comme si elle eût renfermé une intention irrespectueuse.

— Les demoiselles de sa condition ne passent pas leurs examens, répliqua-t-il sèchement. Ma fille institutrice! et à quoi lui servirait son brevet, je te le demande; tu ne veux pas qu'elle fasse concurrence aux sœurs?..

Maximi montra toutes ses dents en un sourire :

— En effet, elle n'a pas besoin de ça pour vivre, Dieu merci!

Puis, écrasant d'un coup de poing sur son occiput l'indocile casquette :

— C'est égal, s'écria-t-il, d'ici quelque temps, vous ne serez pas sans rien à faire!

Le visage de Dupourquet s'éclaira d'une malicieuse béatitude, et subitement radouci :

— Pourquoi cela, mon garçon?

— Faut pas être bien sorcier pour le deviner!

— Mais encore?

— Pour lors, quand vous avez une jolie paire de bœufs bien avenans en foire, qu'arrive-t-il? Tout le monde se précipite, les entoure, et chacun les voudrait pour soi. Eh bien, sans comparaison, il en est de même pour les fameux partis comme voilà M<sup>lle</sup> Thérèse;.. il y a toujours des amateurs, voyez-vous,.. les héritières, ça se sent de loin comme le pain au four, et vous ne saurez bientôt à qui répondre...

Cette fois Dupourquet ne songea pas à s'ofluser de cette hardiesse de langage, il rayonnait :

— Mon Dieu! oui, confessa-t-il avec une timide bonhomie, ma fille sera à son aise plus tard...

Puis, dans une explosion d'orgueil :

— Tu sais, Maximi, je lui compterai cent mille francs en espèces le jour du contrat!

Pour exprimer son enthousiasme, Maximi enveloppa la Grise d'un coup de fouet et dit gravement :

— Un joli sou, tout de même! C'est pas l'horloger du Cingle qui en fera autant à sa boîteuse.

Sur cette jolie route en ligne droite qui coupe en deux la plaine de Vire et dessert la rive gauche du Lot de Puy-l'Évêque à Touzac, ils rencontraient à chaque instant des fillettes noiraudes gardant des moutons ou des oies, des bouviers qui revenaient au labour le grand coup de la chaleur passé, des sulfateurs, leur pompe de cuivre rouge sanglée aux épaules, et tous s'inclinaient respectueux au passage de la voiture.

Dupourquet saluait à son tour, avec une bonne grâce engageante où il entraînait le souci constant de plaire à tout le monde, d'être *considéré*, proclamé partout l'homme le plus affable et le plus populaire :

— Bonjour, mes amis, bonjour!

Et derrière lui, sur la route, parmi les paysans arrêtés montait un concert de louanges.

A la gare de Puy-l'Évêque, en attendant l'arrivée du train, et tandis que Maximi, descendu de son siège, chassait avec une branche feuillue les mouches de la Grise, monsieur Dupourquet prodiguait ses poignées de mains et ses sourires, frappait sur l'épaule de l'homme d'équipe, avait un mot aimable pour le fac-



teur enregistrant, et finalement envahissait le bureau du chef de gare qui le reçut plié en deux avec les égards dus au plus important des actionnaires de la compagnie, dans la contrée.

Ils se demandèrent tous deux en même temps des nouvelles de leur famille, et se répondirent à la fois en bredouillant les formules; puis, rappelé soudain à l'exercice de ses fonctions, pressé par l'heure, l'employé questionna doucement :

— Une troisième, aller et retour, pour Cahors, n'est-ce pas, monsieur Dupourquet?

— Merci, cher monsieur, pas aujourd'hui, je viens au-devant de ma fille, que M<sup>me</sup> Dupourquet est allée chercher aux Feuillans de Bordeaux.

— Ah! très bien.

— Oui, elle a fini son éducation.

Sa joie, son orgueil de père, éclataient dans cette phrase; puis, avec un malin sourire :

— Ces dames auraient bien voulu la garder là-bas; vous savez, elles cherchent toujours un peu à accaparer, ces dames. Heureusement, sa mère et moi...

— Comprends ça, quand on n'a qu'une enfant!..

A ce moment, un coup de sifflet déchira l'air avec la ténuité vibrante d'un cri lointain.

— Voilà le train! annonça l'homme d'équipe en se précipitant pour renverser le disque.

Et tandis que les voyageurs passaient sur la seconde voie, Dupourquet, les mains en visière, parcourait des yeux la ligne noire des wagons d'où émergeaient des têtes.

Il ne reconnaissait personne encore, la distance étant trop grande; mais, à tout hasard, dans son impatience, il se haussa sur la pointe des pieds et agita frénétiquement son chapeau, dont les bords se disloquaient d'une inquiétante façon.

Tout aussitôt, des flancs du convoi, deux mouchoirs s'envolèrent flottant, bondissant l'un près de l'autre en de capricieux zigzags, comme deux colombes qui se poursuivent; et tandis que le train s'avavançait avec une majestueuse lenteur, Dupourquet, les joues sabrées jusqu'aux oreilles par un rire silencieux, songeait à part lui :

— Elles ont eu tort de prendre des troisièmes; moi, ça se comprend, je dois parler à tout le monde; mais, de ma femme et de ma fille, les gens vont trouver ça petit... J'avais pourtant bien recommandé à Zulma de voyager en secondes!

Puis, au moment où le wagon de ces dames passait devant lui, malgré les discrètes remontrances du chef de gare, il sauta lestement sur le marchepied, ouvrit la portière toute grande; et, sous

une avalanche de paquets de toute sorte qui rebondissaient en tombant, ce fut pendant quelques minutes une de ces étreintes brutales où l'on se meurtrit de tendresse, et que l'on prendrait aisément pour une lutte implacable, n'étaient les exclamations joyeuses dont on s'assourdit et le bruit rythmique des baisers que, dans la précipitation, on se plante un peu au hasard sur le nez et sur les oreilles.

## II.

Dupourquet avouait la soixantaine, qu'il portait gaillardement, du reste, avec ses joues pleines, luisantes de santé et fibrillées de rouge aux pommettes, sa taille épaisse mais droite, ses membres robustes conservant, grâce à la vie au plein air, comme une agilité de jeunesse.

La vulgarité de ses traits racontait son origine.

Il avait les cheveux ras, plantés bas sur un front têtu, de petits yeux gris voilant à demi leurs lueurs vives sous la broussaille des sourcils, un grand nez, de rapace cambrure, où des physiologistes eussent démêlé tout à la fois l'avidité mesquine du paysan et l'instinct jouisseur du bourgeois; et, dans le débordement des bajoues, un menton qui se gardait large et ferme, sans grâce, comme sans faiblesse, mettant bien le sceau de la volonté dans ce masque de bonhomie.

Dupourquet était issu, en effet, d'une famille de terriens dont l'aisance datait de loin, s'était accrue peu à peu à la façon des tirelires qu'on alimente sou par sou, et dont trois générations laborieuses et patientes avaient fait une fortune.

Dans la vallée du Lot, de Luzech à Fumel, le père a survécu à lui-même et laissé comme une gloire impérissable le prestige d'un sobriquet.

Ses contemporains l'appelaient *le Terrible*, et cette épithète qui, dans les gosiers gascons, roule avec un bruit de pierres, résumait tout ce que l'on avait reconnu en lui de courage, de force, de résistance et de raison.

Il avait à lui seul, pendant longtemps, satisfait aux exigences de sa terre, accompli journellement, au dire des vieux, la besogne de quatre hommes d'aujourd'hui, mangeant peu, dormant à peine, et continuant aux étoiles, par les nuits claires, son interminable tâche.

Longtemps on l'avait pris pour un de ces loups-garous que les imaginations naïves de la campagne se représentent galopant par monts et par vaux leur destinée, sans se reposer jamais; mais, à plusieurs reprises, des gens attardés au retour des foires et blottis

dans les buissons de quelque chemin creux, avaient pu constater qu'il ne portait sur ses épaules aucune peau de bête, et, qu'au lieu de danser aux endroits que blêmit la lune, il labourait simplement son maïs, fauchait ses luzernes, mettait son blé en gerbes ou binait ses vignes.

Dès lors, on l'entoura d'une respectueuse estime, d'une admiration qui reculait sans cesse ses bornes au fur et à mesure que sa réputation grandissait, passait le seuil des fermes, s'asseyait aux foyers côte à côte avec les légendes pendant les longues soirées d'hiver.

Il était grand et large, sans un pouce de chair inutile sur les os ; très maigre, au contraire, n'ayant que de la charpente et des muscles, et l'on racontait de lui d'athlétiques prouesses.

Dans les foires, où les rixes, en ce temps-là, étaient fréquentes, où deux paysans, en désaccord de vingt sous, se ruant l'un sur l'autre, provoquaient aussitôt une mêlée furieuse, le Terrible était, pour le camp dans lequel il s'engageait, le secours triomphant, le gage assuré de la victoire. Il s'armait indifféremment d'un essieu de charrette ou d'un joug de six pieds ; et avec un beau calme, sans colère, au seul effet de dépenser ses forces, il fauchait les hommes autour de lui d'un moulinet infatigable qui avait la régularité puissante d'un engin de guerre.

De son mariage avec une fille unique, qui n'avait de son sexe que les jupes, et pouvait hardiment suppléer son homme à la charrue et à la bêche, il était résulté un garçon que, par l'inexplicable caprice d'un frère du Terrible, curé à Cassagnes, on affubla du nom étrange de Génulphe.

Alors il arriva ce qui toujours arrive. Ces deux rustres à l'esprit obtus, qui avaient toujours parlé patois, vécu le plus sobrement du monde ; ces deux ignorans, qui n'avaient jamais su aligner au bas d'un acte les dix lettres de leur nom, rêvèrent pour leur fils le bien-être, et cette supériorité inestimable que donne à la campagne un semblant d'instruction.

Il ne leur vint même pas à l'idée qu'il pût être un paysan comme eux, marcher nu-pieds et haleter toute une vie.

Bien au contraire, ils voulaient faire de lui un « monsieur, » c'est-à-dire quelqu'un qui eût à la fois plus de fond que l'instituteur, autant de morgue que le *gabelou*, et infiniment plus d'influence que le notaire.

Pourquoi pas, après tout ? N'avaient-ils pas derrière eux une fortune composée non-seulement de champs, bien placés au soleil, mais encore d'argent improductif, d'écus à toutes les effigies dormant depuis une éternité dans des pots de grès au fin fond de la cave...

Génulphe avait donc été élevé à Prayssac chez des prêtres, et plus tard au collège de Cahors où il était allé péniblement jusqu'en troisième, faisant toujours partie de ce groupe de trainards qui flâne à l'arrière-garde de chaque classe, et qu'un professeur en veine de barbarismes avait un jour baptisé au milieu de l'hilarité générale : la *gens cancrina*.

A l'époque de la conscription on cassa un pot de grès pour lui acheter un remplaçant, et plus tard, quand vint pour lui l'âge de *s'établir*, après avoir soulevé comme Asmodée le voile des intimités familiales, flairé les intentions et soupesé les dots, le Terrible lui assigna la fille d'un riche marchand de bœufs, M<sup>lle</sup> Zulma Bissol, autour de laquelle une nuée de bourgeoisillons anxieux montaient la garde.

Il l'épousa, et alors la fortune des Dupourquet prit véritablement son essor, les cruches se vidèrent, et leur contenu s'éparpilla sur le pays en une pluie d'or qui se fécondait elle-même. — Le personnel d'exploitation fut triplé, la maison, une bâtisse trapue et noire où l'on entrait de plain-pied et qui ne contenait que quatre pièces, reçut des modifications importantes et s'appela *le Château du Vignal*, et, à la naissance de Thérèse, un horticulteur de Cahors vint dessiner un parc longé de charmilles et planté d'arbres verts que l'on appela le « jardin anglais. »

A cette occasion, dans un bel élan d'aïeul satisfait, le Terrible abdiqua entre les mains de son fils. Il était engourdi par les rhumatismes du reste, ne se sentait plus la force d'être le chef, puis la mort de sa femme, emportée quelques années auparavant par un chaud et froid, l'avait frappé, rendu craintif et prudent pour lui-même : il se contenta désormais de se promener tout le jour en donnant des conseils, et de dormir le soir dans la cuisine au coin du feu, après avoir conté aux valets ensommeillés ses hauts faits de jadis.

De par cette tendance des générations modernes à s'affiner, à s'aristocratiser selon la loi du bien-être devenu un besoin social, Thérèse fut élevée en demoiselle, avec l'obsession jalouse chez le père et la mère, de faire de leur fille une personne exceptionnelle, qui eût un ton de duchesse, des talents variés, une modestie de sœur converse, et grasseyât un peu en pinçant les lèvres, ce qui dans le midi, où l'on vibre à pleine gorge, est le signe d'une éducation parfaite.

A cet effet, les Dupourquet, imbus de cette idée que plus loin on va et plus on doit s'instruire, l'avaient tenue cinq ans aux Feuillans de Bordeaux, la « maison » par excellence, où à côté de principes religieux inébranlables on donne le langage, le ton et les usages du monde.

Ses professeurs avaient trouvé en elle une de ces intelligences rebelles qui, de même que certaines particularités physiques, se transmettent de génération en génération, et sont comme la marque distinctive de tous les membres d'une famille.

Elle s'était montrée pourtant d'une docilité sans égale, d'un bon vouloir évident ; mais derrière ce front étroit et bas qu'elle tenait de son père, le cerveau n'avait pu que recevoir et garder de superficielles empreintes, des points de repère retenus machinalement, par un effort de mémoire, et qui laissaient tout le reste dans l'ombre, comme si, dans un précis quelconque de littérature ou d'histoire, elle eût appris seulement l'en-tête des chapitres.

Après de nombreux et stériles efforts, sans s'occuper du fond davantage, on soigna l'enveloppe ; et la tâche sembla aux religieuses des Feuillans moins difficile et moins ingrate.

Grâce à cette merveilleuse faculté d'assimilation que possèdent les femmes, Thérèse sut cacher sous des dehors aimables et une tenue irréprochable de modestie, sa nullité intellectuelle, se frotter du vernis trompe-l'œil de quelques talens secondaires ; et lorsque, son éducation finie, elle reprit en compagnie de sa mère le chemin du Vignal, elle pouvait passer à juste titre, aux yeux des plus difficiles, pour une de ces jeunes filles dont on dit couramment qu'elles sont *tout à fait comme il faut*, avec un caractère d'ange.

### III.

Dans la voiture qui les ramenait au château, ils s'étaient casés tant bien que mal, ces dames sur les coussins du fond, Dupourquet en équilibre sur une étroite banquette servant de strapontin et leur faisant face.

Il avait voulu se charger de tous les paquets, qui, de ses genoux s'étagaient jusqu'à son menton, et supportaient ses deux bras étendus dans un écartèlement de crucifié, — malgré cela, il cherchait à se dévouer encore, ne savait à quelle crampe s'offrir pour laisser à sa fille qu'il considérait dans un sourire d'extase le plus de place possible.

— Voyons, Minette, prends tes aises, étends tes jambes, que diable ! Là... parfait ! tu ne me gênes pas le moins du monde.

— Merci, petit père, je ne suis pas fatiguée ; c'est toi qui es mal !..

Elle dit cela avec une douceur si touchante, une telle pureté d'accent que Dupourquet en resta confondu d'admiration :

— Moi ? par exemple ! mais je suis très bien au contraire.

Puis, clignant vers sa femme un œil voilé d'attendrissement :



— Hein! quel ton on leur donne aux Feuillans, et comme elle parle bien! on dirait qu'elle a été élevée à Tours, ma parole!..

La modestie de Thérèse ne broncha pas. Elle dissimulait sa joie du retour sous des apparences guindées, tout entière à la fierté d'éblouir son père avec cette distinction qu'elle pouvait prendre et laisser tour à tour ainsi qu'une pose avantageuse chez le photographe.

M<sup>me</sup> Dupourquet, elle, rayonnante, expansive comme au retour d'un lointain voyage, racontait son arrivée à Bordeaux, sa descente à l'hôtel *des Quatre saisons* où il ne venait que des prêtres; puis son entrée aux Feuillans, la longue conversation qu'elle avait eue avec la supérieure, une charmeuse qui parlait comme une reine et souriait comme une sainte; et l'affectueux empressement de toutes ces dames, leurs regrets de voir partir Thérèse, leurs instances pour la garder quelque temps encore.

— C'est ça! pardi, s'exclama Génulphe, elles sont impayables!.. eh bien! et nous alors?

— Père, il ne faut pas leur en vouloir, répliqua la jeune fille, de sa voix précieuse, elles s'étaient attachées à moi, comme je m'étais attachée à elles; si tu savais, elles sont si parfaitement bonnes!

— Sans doute; je ne dis pas; mais pourtant... alors, ça t'a fait de la peine de les quitter?

— Oh! oui, beaucoup de peine.

— Et tu serais volontiers restée avec elles?

Thérèse courba la tête sans répondre; alors, le père s'agita péniblement sous ses paquets; sa figure était devenue sérieuse avec un pli de jalousie au front.

— Eh bien! qu'est-ce que je disais, murmura-t-il, des accapareuses, pas autre chose; on n'a qu'une fille, c'est pour qu'elles vous la prennent...

M<sup>me</sup> Dupourquet crut devoir intervenir :

— Voyons, Zénuffe (elle n'avait jamais pu prononcer autrement le nom de son mari), tu ne vas pas te faire de bile là-dessus; c'est si naturel que la petite regrette ces dames; songe donc, elle leur doit tant!

— Tout ce qu'on voudra, riposta Dupourquet froissé du silence de sa fille; en tout cas, qu'elle ne me parle jamais de retourner là-bas,.. je m'y opposerais formellement, entendez-vous! Je n'admetts pas les vocations quand on est destiné à avoir de la fortune.

Après cet ultimatum, il rentra dignement dans sa carapace de cartons et de caisses, se félicitant à part lui d'avoir « coupé le mal dans sa racine; » et pendant quelques instans, on n'entendit plus,

rythmés par le trot de la Grise, que des claquemens de ressorts et des sifflemens de charnières.

Génulphe boudait, le chapeau sur les yeux. M<sup>me</sup> Dupourquet cherchait dans son sac de voyage une mandarine qu'elle rapportait de Bordeaux. Thérèse, oubliant son rôle, les yeux ravis, contemplait le paysage.

Devant elle, la plaine que les rayons obliques du couchant baignaient d'une lueur éblouissante. A sa gauche, défrichés à leur base, boisés à leur cime, les coteaux qui vont en cercle de Lafaurie jusqu'à la combe de Filhol. A sa droite, le Lot coulant invisible entre deux berges hautes plantées de peupliers de distance en distance, et plus loin, assis au pied de sombres collines abruptes couronnées de masses granitiques, le village de Duravel de glorieuse mémoire où, sous le règne de Charles V, la garnison de Cahors, qui s'y était réfugiée, repoussa les assauts multiples des forces anglaises.

Elle regardait tout cela, et sa froideur de petite pensionnaire poseuse se fondait au charme infini de ce coucher de soleil, si lumineux et si calme, où flottait dans l'air, s'épandait sur la terre, comme une poussière d'or.

A chaque détour de la route, elle retrouvait un souvenir, mettait un nom sur tous ces visages hâlés qui la saluaient d'un bon sourire, reconnaissait avec une sorte d'attendrissement jusqu'aux bêtes que l'on rencontrait, les chevaux du meunier de Lacroze qui paissaient entravés dans un champ de luzerne, les deux *labrits* du *moutonnel* qui sautaient d'un air féroce aux naseaux de la Grise et aboyaient après les roues.

Un peu de tous côtés dans la plaine, aux limites des *pièces* nouvellement travaillées, des colonnes de fumée montaient épaisses, verticales; puis, à une certaine hauteur, comme empêchées par l'air trop dense, elles se ployaient, s'élargissaient en un panache de vapeurs diaphanes qui planaient comme un brouillard.

Thérèse se disait : « On est en train de faire les labours d'été; ce sont des feux de chiendent. »

Et elle aspirait à pleines narines frémissantes cette odeur âcre des herbes brûlées. Elle se rappelait qu'étant petite, malgré la défense de son père, elle suivait les journaliers, les aidait à porter le chiendent, à rassembler la pile que l'on allumait avec une poignée de pailles arrachées au chaume voisin; puis, quand la flamme pointait en jets brusques, impuissans, au travers de la terre encore fraîche, elle dansait autour du feu, le stimulait à grands coups de ses petits pieds comme une bête paresseuse.

Elle était revenue souvent au Vignal depuis son départ pour

Bordeaux, mais jamais elle n'avait éprouvé cela comme aujourd'hui. Ces chers souvenirs de sa prime jeunesse, elle les revivait délicieusement à cette minute. Une sensation de bien-être l'amollissait, la renversait au fond de la voiture, le cœur gonflé, les yeux humides, incapable de reprendre son attitude raide de nonnette.

Les Feuillans, ses regrets d'en partir, son désir d'y retourner. Ah! bien oui, tout cela était loin!..

D'un joli geste irréféchi, comme elle lui eût sauté au cou, elle saisit les mains de Dupourquet, les porta à ses lèvres, et très naturellement cette fois :

— Tu sais, papa, je suis bien heureuse d'être revenue, ne sois pas fâché... Là-bas, j'aurais sans doute été contente; ici je suis heureuse, entends-tu, heureuse!

Comme le soleil émergeant d'un voile épais de nuages, le visage de Dupourquet resplendit.

— A la bonne heure! Je me disais aussi, il faut qu'on lui ait tourné la tête, pas possible!..

La distribution en trois portions égales de la mandarine enfin retrouvée acheva de dissiper tout malentendu; la conversation reprit plus intime. Thérèse demanda :

— Et grand-père, comment va-t-il?

Elle venait seulement de songer à lui et questionnait plutôt par politesse, n'ayant jamais eu qu'une tendresse modérée, et depuis qu'elle était grande, une pitié un peu hautaine, pour cet aïeul à la rude écorce qui s'habillait de cotonnade, ne s'exprimait qu'en patois, et puait l'ail éternellement.

— Il va comme un vieux, le pauvre! Bon estomac quand même, mais pas de jambes; obligé maintenant de marcher avec deux cannes.

— Et Julien?

Elle prononça ce nom avec une hésitation craintive en détournant les yeux, tandis qu'un peu de rose montait à ses joues.

— Oh! celui-là, solide au poste toujours, et brave, et vaillant! un vrai trésor pour une exploitation comme la nôtre, où il faut non-seulement exercer une surveillance active, mais encore prêcher d'exemple et payer parfois de sa personne.

— En effet, approuva M<sup>me</sup> Dupourquet en jetant au loin ses pépins de mandarine; il est bien aux intérêts de la maison et nous vaut à coup sûr un bon maître valet.

#### IV.

La voiture entrait dans l'avenue au bout de laquelle se dressait le Vignal, une maison basse toute en façade, écrasée par un

monumental perron et flanquée de deux tours que Dupourquet avait fait bâtir sans nécessité aucune, pour le coup d'œil seulement et aussi afin de pouvoir mettre en tête de ses lettres et au bas de ses cartes :

CHATEAU DU VIGNAL, PRÈS SALVIAC.

De chaque côté du portail, à l'entrée du parc, deux hommes se tenaient impatients, prêts à happer la voiture au passage. Le Terrible appuyé sur ses deux bâtons, tremblant de joie plus encore que de vieillesse ; et ce Julien dont on venait de parler, un gas superbe, au teint chaud, à l'œil vif qui, sous son débraillé de paysan, avait cette élégance mâle, cette distinction toute spéciale que donne l'harmonie parfaite des formes.

— *Eh ! t'é bagui Pitchouno (1) !*

Thérèse était déjà dans les bras de l'aïeul qui lui piquait les joues avec sa barbe de huit jours. Et elle lui donnait l'accolade distraitement, ses lèvres éloignées de cette peau rugueuse de vieillard et ne baisant que le vide.

Puis quand elle se retrouva devant Julien, avec une dignité froide, elle lui tendit la main.

Elle semblait vouloir créer un précédent, fixer une ligne de démarcation, renier quelque chose ou quelqu'un ; et lui, la regardait, très étonné, croyant à une espièglerie de sa part, ne songeant même pas à prendre cette main qu'elle lui offrait.

— Comment ! Thérèse, tu ne m'embrasses pas ?

Elle feignit de ne pas entendre, prit sa course vers la maison comme si elle n'eût pu maîtriser plus longtemps son impatience de se retrouver chez elle, et tandis que le jeune gars, soudainement pâli sous son hâle, restait là, cloué sur place, le regard trouble, Dupourquet passa doucement son bras sous le sien, l'entraîna du côté des champs comme pour inspecter en sa compagnie les travaux de la journée.

Et il l'exhortait d'une voix onctueuse et basse où l'on sentait son désir de le convaincre sans le froisser :

— Il ne faut pas faire attention, vois-tu !... C'est que les situations sont bien changées... Thérèse a toujours de l'affection pour toi, c'est sûr, mais la voilà grande fille à présent, — elle a fini son éducation ! — alors, tu comprends, elle est tenue à une certaine réserve ; parce qu'enfin d'un jour à l'autre... et les prétendants pourraient trouver à redire à ces familiarités entre vous deux... aussi tu dois faire semblant de la traiter en demoiselle... Je crois même qu'il sera bon que tu ne la tutoies plus.

(1) Eh ! te voilà petite !

De pâle qu'il était, Julien devint pourpre; sous les bosses velues de ses sourcils rejoints ses yeux flambèrent :

— Nous sommes cependant de la même famille,.. murmura-t-il.

— Oui, si on veut, cousins à la mode de Bretagne; et c'est bien pour cela du reste que j'ai consenti à me charger de toi. A dix ans, tu étais déjà tout seulet dans la vie; ta mère, morte d'un « sang glacé, » plus tard ton père enseveli sous un éboulement aux carrières de Meïme; et quand je suis arrivé chez vous à l'annonce du malheur, je t'ai trouvé tapi dans un coin du grenier, ramassé en boule comme un mulot pris au piège; tu ne voulais pas me suivre, il a fallu t'emmener de force,.. depuis, je ne crois pas que tu aies jamais eu à te plaindre de nous?..

Dupourquet parlait avec un affectueux abandon, le sourire aux lèvres, son bras imprimant de légères saccades à celui de Julien comme pour l'engager à se souvenir; alors le jeune gars radouci, un peu honteux, déclara :

— Oh! pour ça non; même que je vous dois bien de la reconnaissance.

— Parlons pas de ça, mon garçon; j'ai fait mon devoir, voilà tout; puis, il faut dire aussi... j'y trouvais mon compte.

Julien redressa la tête :

— Votre compte? fit-il, je ne vois pas...

— Bien simple pourtant. Malgré ta sauvagerie, je t'avais jugé en un clin d'œil. Je te devinais intelligent, *dégourdi*, et pas boueur à la besogne. J'ai compris que tu deviendrais avec moi « un quelqu'un » de capable à qui je pourrais plus tard, quand je serais trop vieux, confier la direction du bien... Je me suis dit encore autre chose : Thérèse épousera à coup sûr un homme sortant du commun, sa situation le lui permet, un avocat, un médecin ou un fils de famille qui aura été élevé dans les villes, et ne connaîtra rien à la terre; que feront-ils alors du Vignal s'ils n'ont pas sous la main une personne entendue et sûre, comme qui dirait un intendant?

— Ou un premier domestique, n'est-ce pas? conclut Julien avec un amer sourire.

Puis se dégageant brusquement dans une explosion de révolte :

— Ça, jamais, entendez-vous, ils pourront en chercher un autre que moi ou que le diable me brûle! J'accepte bien de vous rendre à vous tout ce que je vous dois; commandez, de nuit et de jour, vous me trouverez prêt à vous rendre service; mais quand il viendra au Vignal un étranger qui aura le droit de se dire le maître, de me donner des ordres et d'exiger des comptes, celui-là, je ne le gênerai pas longtemps, je vous le jure!

Dupourquet sursauta. Cette sortie lui causait une stupéfaction



pénible: il était désorienté, abasourdi comme un pion qui se verrait défier sans motifs par le plus soumis des élèves.

— Et pourquoi cela, s'il te plaît? Tu ne comptes pas cependant que pour te faire plaisir Thérèse va rester fille: il faudra bien qu'il y ait un jour ou l'autre un gendre à la maison, que ce soit ou non ta volonté, à moins que...

Un soupçon lui venait tout d'un coup, qu'il voulait éclaircir sur l'heure. Sa voix si douceuse d'ordinaire se fit méprisante et dure, cinglante comme un coup de fouet:

— A moins que tu n'aies rêvé pour toi cette chance et que tu ne réserves à ma fille la surprise et l'honneur de demander sa main.

Julien haussa les épaules.

— Pouvez-vous dire cela! — Mais sa voix tremblait, la sueur perlait à son front.

Après l'avoir dévisagé en dessous, Dupourquet reprit:

— Dame! on a vu plus fort que ça, tu sais. C'est égal, tu n'aurais pas trop mal choisi ta place, mon garçon; tu pourrais porter du linge fin et des lévites, espérer après moi la présidence de la fabrique et l'écharpe de maire à Salviac.

— Mais bon sang de bon Dieu! puisque je vous dis que vous vous trompez.

Le jeune homme s'emballait, agacé par cette ironie qui le blessait au vif dans sa fierté et dans son cœur.

— Et puis quand vous m'aurez bien fait sentir que je suis pauvre, que c'est grâce à votre charité ou à vos calculs, si je ne suis pas devenu un mendiant ou un voleur, si je n'ai pas crevé la faim comme un chien sans maître...

— Là, là! doucement, je te prie; je n'aime pas qu'on me parle sur ce ton. Ça me chauffe les oreilles, entends-tu, petit?

Alors par un violent effort Julien s'apaisa, se contraignit à sourire:

— C'est vrai, j'ai tort, balbutia-t-il, mais aussi vous me dites des choses... puis faut m'excuser, voyez-vous; j'ai été contrarié tout à l'heure; ces façons de Thérèse, je ne m'y attendais pas, vous ne m'aviez rien dit; alors comme ça, tout d'un coup, ça m'a été sensible...

## V.

Maintenant, sur la campagne silencieuse aux lointains ombreux, tombait en voile impalpable la grisaille du crépuscule.

Au couchant, un reflet mourant du soleil disparu, tombé de l'autre côté de la terre, un blanchissement qui tenait tout ce côté

du ciel, en faisait une large nappe à la fois lumineuse et terne qu'on eût dit éclairée de loin à travers d'immenses glaces dépolies.

À l'orient, au contraire, l'azur se plombait, se brouillait en s'obscurcissant toujours, puis se fixait nettement en un bleu sombre, où de distance en distance, comme des brillans sur du velours, scintillaient les premières étoiles.

Bien qu'il fût presque nuit, la chaleur était accablante encore. Des cigales enragées depuis midi continuaient leur stridente musique dans les arbres comme si elles eussent toujours reçu sur leurs ailes l'excitant baiser du soleil. Au bord des mares, dans les profondeurs herbeuses des fossés, enhardies par le grand silence des champs déserts, des grenouilles échangeaient leurs croassemens courts; et de la plaine, comme quelque chose de formidable et de très doux, montait en crescendo la chanson des insectes.

Au sortir du parc, Dupourquet et Julien avaient pris à droite par un chemin charretier qui desservait toute cette portion des terres, bifurquant, se ramifiant pour les besoins de l'exploitation dans les *talveres* qui sont le cadre obligé des pièces en labour, et soudain ils se trouvèrent face à face avec les journaliers qui, leur râteau de fer sur l'épaule, rentraient au Vignal.

Alors par la force de l'habitude, le visage de Dupourquet se tendit, s'harmonisa en ces lignes bienveillantes, en ce sourire poli et bon, qui lui donnaient l'air d'un prêtre bénisseur dont la sainteté est surtout faite d'indulgence.

Les paysans saluèrent gauchement, la main au bérêt :

— *Aditias, moussu Dupourquet et la compagno* (1).

Et lui toujours sa même phrase flatteuse, aux intonations cordiales :

— Bonjour, mes amis, bonjour ! Eh bien ! en avez-vous beaucoup secoué de ce maudit chiendent aujourd'hui ?

L'un d'eux se hasarda à répondre en français au nom de tous :

— Cette couçonnerie ! n'en reste bien assez encore, mais n'avons fini tout de même au clos du Cérigier.

— Ah ! tant mieux ! un bon tiers du travail de fait alors. Puisque le temps pare, il faudra vous attaquer demain aux « cances » de Mazot.

Et les congédiant d'un geste large :

— Allons, bonjour, mes amis, bonjour !

Mais ils restaient là plantés comme des bornes, l'air gêné et bêtait tout à la fois. Celui qui avait déjà parlé reprit :

— Comme ça mademoiselle Thérèse est *dé retour*.

(1) Bonsoir, monsieur Dupourquet et la compagnie.

— Oui, mon brave, la voilà revenue près de nous, et pour toujours s'il plaît à Dieu.

— Est en bonne santé, bien *fiérotte* ?

— Oh ! pour ça oui, par exemple, une mine superbe.

— *Ta miliou pécaïre* (1) ! Que le bon Dieu y fasse la grâce de se maintenir dans ce biais-là pendant longtemps.

Ils s'éloignaient maintenant à pas lents et lourds, leurs sabots grinçant sur le cailloutis du chemin, écorchant la terre, et ils échangeaient à voix haute des réflexions élogieuses sur Thérèse, la proclamant :

Jolie, comme il faut, « charmantoune, » avec des jurons enthousiastes qui vibraient comme des malédictions.

Alors Dupourquet, redevenu très froid, se tourna vers Julien, et brusquement, le regardant de près dans les yeux :

— Donc, je m'étais trompé, demanda-t-il, tu ne songes pas à ma fille ?

Le gars eut un mouvement d'impatience :

— Mais puisque je vous dis que non ; c'est un peu fort ! je vous ai expliqué...

— Pour lors, voilà qui est bien, touche là, et n'en parlons plus.

Et tandis qu'ils se serraient la main :

— C'est que, vois-tu, mon garçon, nous nous serions brouillés ; tu es plein de bonnes qualités, je le reconnais ; vaillant, avisé, honnête ; tu connais le travail comme pas un, et tu ne ferais pas tort d'un centime à personne, mais tu seras toujours pour moi comme pour tous l'orphelin de la Grèze, le petit paysan sans feu ni lieu que j'ai recueilli chez moi, et tu as beau être un peu notre parent, je n'aime pas les mésalliances.

Ils reprirent à leur tour le chemin de Vignal, appelés par la cloche qui sonnait pour les maîtres le repas du soir.

Et ils causaient maintenant avec une indifférence affectée de l'ordre à observer dans les travaux, du nettoyage des terres à finir tout d'abord tant que la saison y était, du binage des vignes, et des dépiquaisons qui gagnaient toujours à être retardées, le blé achevant de se durcir, et de prendre son poids dans le tassement chaud des gerbières.

## VI.

On ne pouvait pas dire de Thérèse qu'elle fût jolie ; belle fille tout au plus, bien campée, les épaules tombantes, la taille droite

(1) Tant mieux.

et suffisamment longue, mais tout d'un bloc, pas débourrée encore, la gorge et les hanches aplaties par un corset de couvent.

Les extrémités étaient lourdes, des pieds larges et courts aux chevilles trop grosses, des mains très soignées toujours et très blanches, mais d'une masculine ossature, rappelant de loin l'énorme patte, la redoutable poigne du Terrible.

Elle était paysanne de lignes et paysanne d'allures, bien plutôt faite, semblait-il, pour porter le caraco d'indienne et la jupe *d'étoffe* que son costume à pèlerine-éteignoir des Feuillans, ou ses toilettes par trop panachées et voyantes de demoiselle endimanchée.

La tête seule avait du charme : un front dont on ne pouvait au juste deviner l'étroitesse, envahi, débordé qu'il était par un flot de cheveux bruns mousseux qui papillotaient aux tempes, dévalaient jusqu'aux sourcils en boucles légères. Des yeux largement fendus et très noirs sur un teint d'une pâleur inhabituelle, passagère, où le séjour des Feuillans avait plaqué un peu de la cire blanche des anémies claustrales. Un nez proéminent, bien charpenté et de courbe aquiline, le nez du père, mais en très affiné, perdant son caractère de sensualité bonasse, donnant au contraire à ce visage trop large un certain cachet de distinction altière qui pouvait de loin passer pour de la race. La bouche était grande, bien meublée, avec des lèvres amincies par l'habitude qu'elle avait prise de les pincer en parlant. Mais quand elle s'oubliait un instant, redevenait elle-même, l'enfant qu'elle avait été jadis pour bavarder et sourire, c'était comme deux branches massives de corail enchâssant des perles, un éclatement rouge de fruit mûr sur le blanc laiteux d'une amande.

Dès le lendemain de son arrivée au Vignal, Thérèse fut prise d'une fièvre d'activité qui émerveillait tout le monde, fixait à jamais dans le sens d'une admiration sans bornes l'opinion toute de contradictions et d'incertitudes, et toujours excessive, que Dupourquet avait gardée jusque-là de ces dames des Feuillans.

Aujourd'hui, il s'avouait à lui-même et proclamait bien haut qu'elles étaient les seules capables de comprendre et de parler ainsi une éducation, développant à un égal degré chez leurs élèves et les usages du monde et les qualités de foyer, les seules capables de réserver aux parens cette récompense ineffable de se sentir un jour, devant leurs enfans grandis, d'une intelligence et d'un esprit bien secondaires, d'une essence bien inférieure.

Par le fait, Thérèse semblait avoir pris à cœur de mettre en pratique, pour la plus grande édification de ceux qui l'approchaient, tout ce qu'on lui avait appris.

Elle continuait au Vignal sa vie de la pension, ayant prévu dans un tableau de travail sévèrement compris, et calligraphié sur une ardoise accrochée à la tête de son lit, l'emploi de toutes les heures de la journée, depuis la prière du matin jusqu'à la lecture spirituelle dans laquelle elle donnait le soir, avant de s'endormir, sa dernière pensée à Dieu.

Elle avait disposé sa chambre en cellule, multipliant autour d'elle sur les murs des images de piété qui semblaient le triomphal cortège de deux grandes gravures se faisant face et représentant, l'une la nativité de Notre-Seigneur, l'autre les saintes femmes au pied de la croix; la première entourée du cordon bleu des enfans de Marie, la seconde d'un chapelet de Lourdes dont les grains fouillés d'un jaune ivoirin ressemblaient à de petites têtes de mort représentant les dizaines.

A la grande satisfaction de M<sup>me</sup> Dupourquet, dont l'embonpoint avait amolli les forces, et qui maintenant se laissait vivre, n'ayant plus qu'à balancer affirmativement sa tête, souriante à la façon des magots d'étalage, Thérèse avait pris en mains le gouvernement de la maison, commandait les repas, rangeait les armoires, tenait la correspondance, et inscrivait toutes les opérations au *grand livre*.

Autour d'elle ce n'était plus de l'admiration, mais du respect. Les domestiques, matés par ses exigences, désarmés par sa douceur, allaient partout chantant ses louanges, les sœurs de Salviac la comparaient à leur mère supérieure du couvent de Saint-Lié, et l'abbé Roussillhes, curé de la paroisse, en parlait à ses confrères dans les dîners de conférence, la citait comme la pénitente la plus remarquable, l'âme la plus blanche qu'il eût jamais été appelé à diriger.

— Un ange véritablement, messieurs! modeste et simple malgré sa fortune, comme une de ces prédestinées très humbles qui sont un jour devenues des saintes. Elle fait plus de bien par son exemple que moi avec mes sermons de toute une année!

Pieuse, elle l'était à coup sûr et sincèrement, mais par éducation, d'une façon presque machinale; ne voyant dans la religion que l'asservissement des pratiques, l'observance fidèle des lois ecclésiastiques, incapable de comprendre la sublimité des enseignemens, d'avoir vers Dieu un de ces élans de cœur, un de ces embrasemens d'âme qui sont la vraie foi.

On l'avait élevée ainsi à courber la tête et à murmurer des prières auxquelles elle ne s'était jamais avisée de changer un iota, les récitant par habitude; des mots ajoutés à des mots, et qu'elle bredouillait à la longue dans un recueillement qui ne soupçonnait rien de l'extase.



Seulement, depuis qu'elle était revenue des Feuillans, elle courbait la tête davantage, se pliait en une prostration qui durait tout le temps des offices. Et les éloges, les bénédictions montaient autour d'elle comme autour d'une statue de la Vierge des vapeurs d'encens. Son imagination ne rêvait que bonnes œuvres retentissantes, la création d'un ouvroir à Salviac sous la présidence de l'abbé Roussillhes, la fondation d'une société dite de *Bon secours* pour les veuves chargées d'enfans et les petits infirmes, des distributions de pain le dimanche à l'issue de la première messe, des visites à domicile, où, tandis qu'elle se penchait avec des douceurs d'ange descendu du ciel sur les grabats puans où râlaient des souffrantes, la famille se précipitait en rond à ses pieds, et baisait le bas de sa robe.

Elle ne songeait pas à entraver cet élan d'adoration, le trouvant naturel en somme, parfaitement justifié par la grandeur si touchante de sa conduite.

Le frôlement de ces mains rudes, le bruit de ces baisers goulus qui mordaient l'étoffe lui allaient au cœur délicieusement, et elle savourait ces démonstrations reconnaissantes avec une majesté aimable, faisant le bien comme elle priait, par ostentation surtout et par pose, pour attirer l'attention de Dieu et forcer l'estime publique.

## VII.

Un soir, comme elle rentrait au Vignal, après une longue tournée de bienfaisance du côté de Vire, Julien, qui, sous prétexte de surveiller les gens qui fauchaient la bruyère, s'était embusqué dans un bois taillis bordant la route, se dressa soudain devant elle.

Depuis son retour, il y avait quinze jours déjà, elle le fuyait, détournait les yeux quand il passait près d'elle, ne lui adressait la parole qu'à de rares intervalles pendant les repas, et pour des détails de service qui se rapportaient à sa gestion intérieure.

Selon les désirs de Dupourquet, ils ne se tutoyaient plus. Elle l'appelait Julien tout court avec une nuance d'autorité, une intonation brève de femme qui s'adresse à un domestique, et lui, la bouche crispée, le rouge au front, comme un pauvre honteux que l'on rudoie, l'appelait docilement mademoiselle.

— Eh! mon Dieu, rassurez-vous, voilà que je vous fais peur à présent!

En effet, Thérèse surprise avait bondi de côté dans un champ de trèfle, comme si elle eût essayé de fuir; mais en reconnaissant Julien, elle s'arrêta, revint près de lui. Sa respiration était

courte. Ce fut comme une flambée rose d'aurore sur ses joues pâles.

— Rectifions, s'il vous platt, balbutia-t-elle très émue encore, mais déjà hautaine, vous m'avez fait peur, voilà tout, il n'y a que les malfaiteurs pour aborder les gens de la sorte.

— Ou les amoureux, riposta Julien d'une voix mordante.

Thérèse eut une révolte de dévote courtisée au passage par un soudard.

— Laissez-moi passer... Je ne veux pas en entendre davantage, vous êtes ivre!

Mais lui se tenait toujours devant elle, les bras croisés, semblant barrer la route de toute la largeur de sa carrure.

Personne autour d'eux; pas un bouvier ni une pastoure dans la plaine.

C'était l'époque où l'on dépique le blé dans les termes, où sur la campagne lasse, aveuglée de soleil, passent comme la puissante respiration de la terre endormie, les mugissemens sourds des batteuses; et plus tard, après la collation, de quatre heures jusqu'à la nuit, le claquement des ventilateurs qui lancent dans la limpidité du soir la cendre blonde des moissons.

On les entendait de toute part à de grandes distances, ces ventilateurs, se répondant, caquetant dans la monotonie scandée de leurs palettes, secouant les grillages et les tringles; à Salviac, à Vire, tout le long de la rive, à Lacroze et au Pech. Et plus près alors, un autre bruit qu'on n'aurait su définir sans en connaître la cause, un sifflement soyeux de feuillage que l'on brandit, d'herbe haute que l'on foule, et parfois, un coup sec et mat de cognée frappant au cœur d'un arbre, — les gens du Vignal qui fauchaient la bruyère et renouvelaient pour les dépiquaisons et les regains la provision de fourches.

— Il est pourtant nécessaire que nous causions, reprit Julien très calme. Je n'ai pas bu plus que de raison, et j'ai toute ma tête, mais la situation devient impossible pour moi. Je veux en finir.

Alors elle comprit que toute protestation serait inutile, qu'elle devait se résigner. Aussi bien cette explication, il aurait fallu la lui donner tôt ou tard. Autant valait tout de suite, après tout, et n'y plus penser après, être débarrassée, être libre.

— C'est une gageure, n'est-ce pas? Eh bien! allez, je vous écoute, seulement faites vite, il est tard; je devrais être rentrée déjà.

Le jeune gars eut un sourire triste.

— Il fut un temps où vous n'étiez pas si pressée que ça? répliqua-t-il, où vous n'auriez pas mieux demandé que de parler avec moi, seule à seul dans la campagne à soleil court.

Elle haussa les épaules d'un air de suprême indifférence.

— Je ne sais pas ce que vous voulez dire...

Alors Julien éclata :

— Peste! comme vous avez perdu la mémoire en pension! C'est à croire que ce que vous avez appris a fait tort à ce que vous saviez. Il faut donc vous rappeler que nous nous sommes connus d'une façon plus amicale, et que de frère et de sœur que nous étions censément dans le principe, nous sommes plus tard devenus des promis!..

Thérèse ne répondit pas. Elle s'était adossée à un arbre, et par contenance chassait des graviers du bout de son ombrelle.

Julien reprit :

— Je n'avais pas demandé à venir au Vignal, moi. On m'y a porté de force. Je criais, je pleurais, j'aurais voulu rester dans notre maison de la Grèze où mes parens étaient morts... puis, quand je suis arrivé, vous m'avez sauté au cou, vous m'avez entraîné à jouer, à courir dans le parterre! et tout de suite mon chagrin s'en est allé... On s'aimait alors comme des enfans; plus tard, on s'est aimé d'amour... Oh! vous avez beau secouer la tête, c'est pourtant vrai, et vous le savez bien. On grandit comme ça l'un près de l'autre, sans y prendre garde, et voilà qu'un jour à propos de rien, on se transforme tout à coup, et les idées changent... C'est moi qui le premier ai parlé, j'en conviens, mais je n'ai pas eu de peine à me faire entendre; l'âge y était; vous aviez vous aussi le cœur gonflé comme un bourgeon à la *prime* (1), et la tête lourde, brûlante de la soleillade de vos quinze ans. Plus de goût au jeu ni pour la promenade, seulement un désir de vous écartier avec moi, pas bien loin, dans un coin tranquille du château, sous les figuiers de la puisarde, et nous nous tenions embrassés pendant des heures comme des innocens qui n'en savent pas davantage...

Il y eut près d'eux dans le fourré comme un craquement de brindilles sèches sur lesquelles on marche. Thérèse se redressa toute frémissante :

— Il y a là quelqu'un qui se cache; on nous écoute.

Mais le gars la rassura d'un geste.

— Laissez donc! un lapin *barthassier* que nous gêmons et qui délale.

Puis comme elle insistait, exagérant ses craintes avec l'évident désir de briser là, de s'enfuir pour tout de bon cette fois, il la saisit par le bras rudement, et d'un ton d'autorité qui la courba devant lui :

(1) Printemps.

— Il faut pourtant que vous m'écoutez jusqu'au bout, ordonnait-il, qui sait quand je pourrai vous parler de nouveau !.. Donc, nous nous aimions. La veille du jour où vous êtes partie, nous sommes allés partout, dans le château, dans le chai, dans la *journal*, dans la grange ; une visite d'adieu, disiez-vous ; derrière la chambre des outils, sous les pins, vous avez eu comme une faiblesse ; vous vous êtes renversée sur moi toute blanche avec un sourire... A ce moment j'aurais pu commettre une lâcheté, nos désirs couraient de front comme un attelage emporté... Je n'ai pas voulu. Je me suis contenté de vous dire : Quand tu reviendras de la pension, nous nous marierons si tu veux. — Et vous m'avez répondu, la main levée pour prendre Dieu à témoin : Oui, à partir de maintenant, nous sommes des promis...

Thérèse surmonta son trouble pour répondre :

— Est-ce que je pouvais savoir, comprendre toute la portée... Voyons, réfléchissez un peu, Julien, la différence des positions...

— Oui, je sais, vous êtes riche et je suis pauvre, et puis après ? Croyez-vous donc que je vous veux pour votre argent et pour vos terres ? Eh ! mon Dieu, que votre père me mette en possession du bien de la Grèze qu'il jouit depuis mon entrée au Vignal ; il y a là de quoi vivre pour deux en allant à l'économie...

Puis, voyant les lèvres de la jeune fille se plisser en un dédaigneux sourire :

— Ah ! je comprends, ce qui vous rebute, c'est le paysan que je suis, n'est-ce pas ? Allons, avouez-le franchement, je m'y attendais du reste ; c'est pour vous l'entendre dire que je suis ici !

Mais Thérèse, redevenue grave, essayait de biaiser, appelait à son secours la préciosité susurrante de son langage des grandes occasions. Non, elle n'avait pas honte de Julien, elle lui gardait de l'affection, au contraire, et se reportant au passé, à leurs bons souvenirs d'enfance, elle n'eût pas demandé mieux que de devenir sa femme, l'humilité même de cette condition n'était-elle pas faite pour la séduire ! Et son sentimentalisme de fausse modeste se donnait carrière là-dessus... Oui, certes, elle n'eût pas mieux demandé. Malheureusement voilà ; son père ne voudrait jamais, lui ; chacun a ses idées, et elle était fille trop respectueuse...

Julien l'interrompit brutalement :

— Ne vous donnez donc pas tant de peine pour mentir ! Je ne crois ni à votre désintéressement, ni à votre humilité. Tout ça des manières pour tromper le monde... Alors c'est non ?

Elle se cabra piquée au vif, une flamme aux yeux.

Comment, c'était Julien qui lui parlait ainsi, à elle Thérèse Dupourquet ! Julien, un rustre doublé d'un gueux que l'on pouvait jeter dehors quand cela plairait, comme un valet infidèle. Ah ! déci-

dément, il le prenait de trop haut, et de quel droit, en somme? Parce qu'ils avaient gaminé ensemble, et joué comme tous les enfans à bout d'inventions à cette parodie des fiançailles! Et elle avait eu cette patience de l'entendre, cette complaisance de paraître s'excuser pour ces vétillies qu'il lui rappelait d'un ton de goujat qui se croit le maître! Cela passait les bornes en vérité.

Elle le regarda fixement, de très près, un regard qui disait son intraitable orgueil de petite bourgeoise exclusive, de fille ambitieuse, et d'une voix sèche, sans plus de faux-fuyant :

— En effet, répliqua-t-elle, c'est non!

Il ne songea même pas à la retenir cette fois. Elle s'éloignait parfaitement calme en apparence, avec une certaine afféterie d'allures, en se dandinant la tête haute, comme elle eût marché dans l'en-avant-deux d'un quadrille; et lui la suivait des yeux, stupide, les bras retombés, dans un découragement de tout.

Alors, à la lisière du bois, entre deux genévriers, s'encadra la tête branlante et ridée du Terrible, et dans cette verdure claire qui s'étagait en vagues comme le bouillonné d'une étoffe riche, sa peau semblait plus parcheminée, plus craquelée qu'à l'ordinaire.

Il contempla longuement Thérèse déjà loin, puis Julien qui restait là à la même place, abêti par ce dénoûment brusque, et un sourire malicieux lui renfonçait encore la bouche, une lézarde étroite et longue qui s'ouvrait entre les deux pans solides de son menton et de son nez.

— Hé, Julien!

Le gars se retourna tout d'une pièce.

— Voilà le soleil qui baisse, *mon gouyat* (1), la bruyère est en piles, il serait, ma fê, temps de charger les charrettes.

Puis, devant cette mine piteuse tournée vers lui, il eut un accès de rire, une gaité croissante de vieux qui s'amuse aux dépens d'un jeune.

— Et quand tu resteras là à me regarder, ça n'avancera pas tes affaires au moins! vois-tu, toi et moi nous sommes de la même espèce; des paysans qui se connaissent à la terre plus qu'aux beaux discours, et savent mieux faucher une prairie ou tracer un sillon que causer avec les demoiselles!

### VIII.

Depuis le retour de Thérèse, chaque dimanche après vêpres, les visiteurs affluaient au Vignal, tous avec une arrière-pensée qui

(1) Mon garçon.

se lisait dans l'obséquiosité de leur sourire. Certains, par curiosité malveillante, pour acquérir le droit de critique, les Lacousthène de Mazerat, le père, la mère et deux grandes filles sentimentales, posées déjà en points d'interrogation devant l'éventualité tardive du mariage; les Pidancier de Guiteronde, des embryons de bourgeois, presque des paysans, qui parlaient patois entre eux, s'enrichissaient de leur avarice, et venaient faire au Vignal des enquêtes jalouses, tout en recommandant à leurs enfans de prendre exemple sur Thérèse, dont l'éducation les confondait.

Puis, c'étaient des *partis* qui s'avançaient en rôdeurs, sondant le terrain sans avoir l'air, avec de suffisans prétextes.

M. Octave Boutarel, un notaire de la nouvelle école, vêtu de complets de cheviotte et fleurant le lubin, qui venait proposer à Dupourquet des acquéreurs sérieux pour certains lots enclavés dans d'autres héritages.

Le docteur Bosredon, un praticien extraordinairement négligé et barbu, très jeune sous sa toison de carabin poseur, situation exceptionnelle, clientèle chaque jour grossissante, avenir indiscutable, et qui prolongeait ses soins désintéressés à un valet de charrue pour une fracture du bras depuis longtemps réduite.

Le fils de M. Brassac, le receveur de l'enregistrement, entré déjà lui-même dans l'administration et visant pour plus tard les emplois supérieurs, qui profitait de ses fréquens voyages à Puy-l'Évêque pour transmettre à Génulphe les rabâcheuses amitiés, les éternelles promesses de visite d'un de ses vieux camarades de collège remis à Cahors, dans une maisonnette, au bord de l'eau, près du faubourg Saint-Georges.

C'étaient là les trois prétendans sérieux, ceux dont la rumeur publique commençait à dénoncer l'humble ténacité et les rivalités sournoises, les proclamant élus à tour de rôle avec une conviction toujours pareille.

Et Dupourquet, flatté dans son amour-propre de ces avidités groupées autour de sa fille, exploitait habilement la situation, se servait de ces premiers englués pour en attirer d'autres, prolongeait avec leur concours la parade, battait le rappel sur leurs épaules ployées.

A chaque visite faite, pendant la semaine, par le docteur, le notaire ou le futur inspecteur des finances, l'entrée en matière, le formalisme de l'entretien étaient pour tous les trois le même.

Cela débutait par une exclamation d'étonnement qui sonnait la vue comme une fanfare de chasse :

- Ah ! monsieur Boutarel !
- Té ! monsieur Brassac !
- Eh ! vous voilà, docteur !



Et tandis que le nouveau-venu ànonnait pour la centième fois le prétexte jugé nécessaire, Génulphe lui broyait la main dans un encouragement muet, M<sup>me</sup> Dupourquet lui souriait largement comme « au fils » qu'on espère, tous deux le poussaient vers le salon de cérémonie plongé dans une obscurité profonde.

La servante qui les précédait se précipitait aux fenêtres, se colletait avec les ferrures grinçantes, tapait du poing le bois gonflé qui raclait la pierre; et quand le grand jour entrait dans la pièce froide comme un parloir de couvent avec ses murailles nues, ses vases de fleurs sous globe et ses meubles symétriquement posés, Dupourquet ordonnait d'un ton grave :

— Catissou, prévenez mademoiselle qu'il y a du monde au salon.

## IX.

L'entrée de Thérèse était toujours d'une modestie, d'une réserve suprêmes; une glissade furtive pour aller s'asseoir près de sa mère après un salut que sa pudeur écourtait.

Elle ne se mêlait jamais à la conversation, dont les variations de température et les questions agricoles faisaient immanquablement les frais, non qu'elle en dédaignât le sujet ou que les infirmités de la terre la laissassent indifférente, mais parce qu'elle pensait que, chez une jeune fille, le silence qui sourit et approuve est le dernier mot du maintien.

Parfois, le visiteur en veine d'audace lui adressait la parole, alors, de sa voix la plus douce, elle répondait une banalité quelconque que la mère soulignait d'un rire claqueur, tandis que Dupourquet, la face rayonnante, se renversait sur sa chaise pour juger de l'effet produit.

Puis comme, après ces attaques directes, chacun éprouvait le besoin d'écouter battre le cœur des autres et de se recueillir, M<sup>me</sup> Dupourquet proposait gentiment :

— Minette, si tu nous jouais un petit morceau?

— Oui, c'est cela; un petit morceau, appuyait rondement Génulphe en se tapant sur la cuisse, ce que tu voudras, *la Prière d'une vierge* par exemple; moi c'est ce que je préfère à tout... ou *Malborough s'en va-t'en guerre* avec les variations; ah! c'est ça qui demande de l'agilité dans les doigts!

Et dans l'envolée des arpèges, dans le bredouillement des traits que la pédale changeait en tonnerre, les auditeurs se regardaient très émus, avec leur pensée bien franche, écrite dans le plissement de leurs yeux, et la courbe extatique de leurs lèvres.

Le triomphant sourire des Dupourquet semblait dire :

— Hein ! quelle femme, quelle perle ! toutes les qualités, tous les talens !

Et l'obséquieuse grimace de l'autre semblait répondre :

— Oui, je le sais, je le vois, et c'est moi qui suis un indigne, mais comme je la voudrais mienne cette femme ! Comme je l'apprécie à sa juste valeur capitalisée, cette perle !..

Au point d'orgue final, après un léger moment d'hésitation, les braves éclataient aussi bruyans qu'unanimes, et aussitôt Dupourquet prenait son chapeau, faisant mine de se couvrir pour lever la séance.

Avec son instinctive habileté de Barnum et de metteur en scène, il comprenait que les succès les plus vifs sont toujours ceux qu'on abrège, ceux qu'on arrête en plein essor ; parce qu'à l'admiration qui n'a pas eu le temps de s'exhaler tout entière, s'ajoute l'impression plus profonde et plus durable d'un regret.

## X.

Il y avait encore d'autres épouseurs qui se hasardaient au Vignal, mais ceux-là d'allure bien plus louvoyante et de condition très inférieure, des fils de paysans aisés, des voisins de terre qui venaient tenter une chance impossible, ils le sentaient bien, mais sur laquelle pourtant ils s'entêtaient de toute la chaleur de leur sang à fleur de peau, de toute la vigueur de leurs muscles d'hercules champêtres, comme s'il se fût agi d'une besogne à la fois délicate et dure.

Ils venaient le dimanche, mêlés à la bande des visiteurs ordinaires, l'air gauche sous leurs habits neufs, la face nimbée d'un chapeau à petits bords planté bas sur la nuque, les mains embarrassées, les pieds lourds ; et Dupourquet les accueillait avec une familiarité gracieuse, affectant vis-à-vis d'eux l'attitude un peu lâchée, le ton bonasse, les formules pittoresques qu'il savait devoir leur plaire, les tutoyant pour les mettre à l'aise, mais aussi pour leur montrer l'infranchissable distance.

Et soit découragement, soit fausse honte, ils ne franchissaient jamais le seuil du salon, massés dans le corridor avec la valetaille pour entendre Thérèse jouer sur l'éternelle proposition de Dupourquet chaudement appuyée par tous : *la Prière d'une vierge* ou les *Variations sur Malborough*.

Ils recherchaient plutôt d'instinct la société du Terrible et de Julien qui leur ressemblaient, pensaient comme eux et parlaient leur langue, et à leur exemple, se tenaient à l'écart, l'un par respect de la situation des siens, pour ne pas nuire à leur prestige, l'autre par fierté de soi, pour ne pas recevoir et exécuter devant tout ce monde les ordres qu'on n'eût pas manqué de lui donner.

Quant à Thérèse, elle ne les voyait même pas. Son attention se concentrait exclusivement sur ceux qui avaient droit d'accès auprès d'elle, sur ce triumvirat de prétendants qui se partageaient ses regards coulés en dessous et ses mièvres sourires.

Et même au milieu d'eux, aucun trouble ne lui venait. Son cœur battait paisiblement à coups réguliers, comme le balancier d'une horloge impeccable; son imagination restait calme, ne voyant rien au-delà des œuvres de charité et des pratiques pieuses. Cette éducation de surface, cet esprit de pose qu'elle rapportait du couvent, avaient étouffé en elle les confuses rêveries, les velléités sentimentales qui passent comme un frisson sur l'eau dans l'âme inquiète des vierges.

Elle était sans tristesse comme sans désirs, d'une placidité de femme bien portante pour qui la vie ne doit être qu'une longue série de bourgeoises satisfactions et de devoirs faciles.

## XI.

Plusieurs fois, le soir en famille, on avait discuté d'un choix à faire, chacun émettant, longuement motivées, ses antipathies ou ses préférences.

Dupourquet tenait, en attendant mieux, pour le docteur Bosredon, dont la tignasse inspirée, les manières à la fois brusques et rassurantes et le jargon technique lui causaient une admiration craintive.

Pas beaucoup de fortune, à vrai dire, et aussi peu « d'espérances, » les Bosredon s'étant saignés aux quatre veines pour pousser leur fils dans les classes et faire de lui ce qu'il était; mais, en revanche, une situation unique dans la région, une vogue qui s'étendait aux limites extrêmes de l'arrondissement, forçait toutes les portes et frappait au plus épais des clientèles anciennes.

Un parti convenable en somme, et avec lequel il fallait compter, un homme qui tenait tout le pays dans sa trousse, et dont l'influence bien manœuvrée le porterait quelque jour à une position très haute.

— Tu sais, Minette, il sera conseiller-général aux élections prochaines. M. Durou a fait son temps, pécaire!.. et de là à la députation, vois-tu, il n'y a qu'un pas.

Alors Thérèse se dressait dans une attitude rêche, prenait ses grands airs de bourgeoise prude :

— Je reconnais que le docteur Bosredon a des qualités, de la considération, un bel avenir, mais c'est un païen, un athée, qui ne met jamais les pieds à l'église, approuve bien haut la laïcisation

des écoles congréganistes, et évite de saluer l'abbé Roussillhes. Cela seul suffirait à m'éloigner de lui irrévocablement.

M<sup>me</sup> Dupourquet hochait la tête :

— Zénulle, crois-moi, la petite a raison, ne cherche pas à l'influencer. Moi je conçois son aversion, ses répugnances ; être sous la domination d'un être qui ne croit à rien, d'un matérialiste, comme on les appelle !

Et doucement, avec une maternelle éloquence, elle parlait de son préféré à elle, du jeune Brassac dont la mère était sa meilleure, sa plus vieille amie ; une amitié de pension qui s'était gardée fidèle à travers les années et les distances. Et réunies aujourd'hui par la nomination récente de M. Brassac au bureau de Puy-l'Évêque, elles voisinaient assidûment, se confiaient avec des tutoiements enfantins leurs secrets de ménage et leurs recettes culinaires, entre deux chapelets récités à voix haute.

Tout à fait comme il faut ! le jeune Brassac, sérieux et sage, des principes solides, une foi robuste qui défiait les fréquentations malsaines, et les rapports en haut lieu de la police régionale.

Mais Thérèse se récriait encore. Quitter Salviac, se lancer dans cette existence nomade des employés que les caprices administratifs ballottent en tous sens, s'enfouir de trou en trou pour aboutir à la suprême récompense d'une conservation des hypothèques dans une morne sous-préfecture, cela lui serrait le cœur par avance comme une menace d'exil. Non, jamais elle ne pourrait s'y résoudre !

Et tandis que M. et M<sup>me</sup> Dupourquet se taisaient, émus à cette idée de séparation, le Terrible, lui, de sa voix aigrette, avec son langage imagé du rustre, célébrait l'aménité et la rondeur de M. Boutarel le notaire, sa science profonde des affaires, la florissante prospérité de son étude où l'on venait de très loin prendre « conseil » et limer des contrats.

Et avec cela si charmant en société, faisant à volonté pleurer ou rire le monde avec ses romances sentimentales et ses monologues extra-fantaisistes.

Et les autres approuvaient tout d'abord en dodelinant de la tête :

— Oui, charmant à coup sûr ! très bon air, un prétendant sortable en principe. Mais voilà : un peu vieux peut-être, un peu chauve aussi... puis deux de ses oncles étaient morts de la poitrine et une de ses cousines avait jeté sur la famille un discrédit fâcheux en se faisant enlever par l'instituteur de Boursan !

Tout cela faisait qu'à l'exception du Terrible, les Dupourquet le repoussaient avec une fermeté souriante, mais implacable, et, comme on tourne dans un cercle vicieux ou non, se remettaient à parler du docteur Bosredon ou du jeune surnuméraire.

## XII.

Un jour, ce piétinement sur place s'arrêta; ces indécisions se calmèrent.

L'abbé Roussillhes se présentait au Vignal avec une majesté cérémonieuse qu'on ne lui avait jamais vue. Il semblait apporter dans les plis sombres de sa soutane, dans la mystique froideur de sa face glabre quelque révélation de majeure importance qui allait décider de l'avenir.

Et de par le fait, aux premiers mots, M<sup>me</sup> Dupourquet refoula difficilement un cri de joie; Génulphe eut aux joues une poussée de sang qui, en se retirant, lui laissa dans les yeux comme un scintillement de larmes.

Le baron et la baronne d'Escoublac, du château de Laroque, demandaient pour leur fils George la main de Thérèse, et cela, après tous renseignements pris, sans qu'on eût à courir les risques d'une enquête.

La première faiblesse passée, Dupourquet se redressait, cherchait à se ressaisir, hésitait pour la forme, pour voiler d'une apparence de réflexion cet immense orgueil qui le gonflait.

Certes, il était très sensible; cette recherche des d'Escoublac l'honorait infiniment... Mais il fallait voir, discuter en famille, élucider d'abord la question d'intérêt.

Et l'abbé Roussillhes lui coupait brusquement la parole, lui faisait honte de ses hésitations devant l'inespéré de cette alliance.

Mon Dieu! les d'Escoublac n'étaient pas des Crésus, il l'avouait. Leur patrimoine, de génération en génération, s'était amoindri, émietté en frais de représentation et en bonnes œuvres. Noblesse oblige, n'est-ce pas? Et ils avaient derrière eux tout un passé grandiose de fidélité à Dieu et au roi. Le drapeau de la réaction, ils le tenaient haut et ferme depuis vingt ans, correspondaient avec le comte de Paris, lançaient des souscriptions, organisaient des comités, sacrifiaient leur temps, leurs intérêts à secouer, au profit du prétendant légitime, l'égoïste indifférence des campagnes.

Le nom de d'Escoublac n'était-il pas à lui seul la plus pure des garanties, le plus précieux des apports!

— Sans doute! sans doute! bredouillait Génulphe littéralement aveuglé; mais nous qui n'avons pas de titres, il faut bien qu'on sache ce que nous avons, la loyauté exige...

L'abbé Roussillhes eut un large sourire, ponctué d'un clignement d'yeux.

— On s'en est remis à moi du soin de préciser votre fortune; alors vous comprenez...

Mais Dupourquet s'entêtait par excès de contentement à soulever des objections :

— Les d'Escoublac se sont peut-être bien avancés ; ils ne nous connaissent ni les uns ni les autres ; ils n'ont jamais vu ma fille., elle pourrait ne pas leur plaire.

Il disait cela avec une emphase modeste qui chantait victoire. Alors le sourire du prêtre s'éteignit, les lignes de son visage se figèrent en une gravité recueillie, et les mains jointes, par habitude :

— Rassurez-vous, mon brave ami, la réputation de votre demoiselle est allée jusqu'à eux. Ils s'inquiètent peu de ses avantages physiques, ne voient en elle que sa parfaite éducation, ses qualités exceptionnelles. Le bien qu'elle fait, le concert de louanges qui l'accompagne, parlent plus haut à leur cœur que la grâce de ses vingt ans.

Cette fois, Dupourquet était vaincu. Il échangea avec sa femme un regard furtif où se fondait leur mutuelle félicité, et d'un ton solennel, comme il eût proféré un serment, il répondit :

— Je ne voulais faire à Thérèse que cinquante mille francs le jour de son contrat, mais la confiance qu'on nous témoigne... ces procédés si flatteurs... chacun a sa dignité, que diantre ! Je parfaierai le compte rond, j'irai jusqu'à cent mille !

Et l'abbé Roussillhes, qui sur ses mots se levait vivement, comme poussé par un ressort, répliqua d'une voix joyeuse et pleine d'alléluia :

— Bien ! très bien ! Parfait, j'en prends acte ; les d'Escoublac n'attendaient pas moins de votre courtoisie.

### XIII.

George d'Escoublac arrivait de Paris, où il avait étudié le droit, et décroché la licence à coups de manuels.

Nature indolente et faible, capable seulement de plaisir, il s'était vite laissé entraîner, malgré les recommandations maternelles et la surveillance occulte d'un vieil ami de sa famille qui habitait trop loin, du côté de Passy.

Et ses fredaines d'adolescent emballé s'étaient chiffrées par un total imposant. La note à payer avait semblé aux d'Escoublac, déjà gênés sérieusement, bien lourde pour un aussi mince résultat acquis ; ce titre de licencié en droit, qui ne vaudrait à George que l'ennui des consultations forcément gratuites aux époques où le paysan, n'ayant plus à tourmenter sa terre, se retourne agressivement contre ses voisins.

Le domaine de Laroque avait subi des morcellemens successifs ;



les pièces isolées s'étaient vendues les premières, puis d'autres, plus rapprochées, qui faisaient partie du « noyau. » Et le cercle était allé se rétrécissant sans cesse, ne comportant plus maintenant, autour du castel en ruines, que quelques hectares de friches sur lesquelles, comme un vol de corbeaux, s'étaient abattues les hypothèques.

Et cependant, par une sorte de fierté courageuse, de résignation hautaine, les d'Escoublac gardaient encore leur prestige. Le dimanche, à l'entrée de l'église, la baronne passait entre une double haie de têtes inclinées, et le baron, d'une maigreur d'ascète, avec ses souliers de chasse éculés, son chapeau de paille battant d'une aile et ses vieilles redingotes cirées aux omoplates et à la taille, le baron restait, malgré le républicanisme ambiant, le monsieur de l'endroit, le seigneur indiscuté de ses vassaux émancipés et de ses terres vendues.

Quelques exaltés tenus en haleine l'accusaient bien, à chaque période électorale, de vouloir rétablir la dîme et le droit « de jambage ! » Mais il faisait si largement l'aumône de ses derniers écus, paraissait si peu en état d'abuser à son profit du second privilège, que les paysans, rassurés, le portaient à peu près tous en tête de leur liste, se disant, avec une infailible logique, que, par esprit d'opposition, il défendrait mieux leurs intérêts, se gendarmerait, lui monarchiste, contre la liberté obligatoire, lui besogneux, contre l'augmentation des impôts.

À l'arrivée de George on tint conseil. La vie, si difficile déjà, si restreinte, allait devenir impossible. Les créanciers s'agitaient sourdement, réclamaient, avec des menaces d'expropriation, les intérêts arriérés. On allait avoir à subir toutes les vexations de la procédure en pareil cas : la visite officieuse de l'huissier qui « avertit, » puis la mise en demeure, et finalement le coup de massue de la vente publique.

Il fallait à tout prix sortir de là, trouver de quoi se retourner et faire face : l'honneur des d'Escoublac, la dignité de leur cause en politique l'exigeaient. Alors, tous ils avaient conclu à un mariage riche qui les sauvât, même au prix d'une mésalliance, et le curé de Laroque, un ami de l'abbé Roussillhes, mis au courant de la situation, leur avait aussitôt signalé les Dupourquet de Salviac.

George ne songea ni à protester ni à se défendre. Cette misère entrevue l'effrayait, puis il était dans cette période de nonchaloir et de lassitude que laissent trois années consécutives passées en fête. Et lorsqu'on lui avait parlé de Thérèse, une sorte de curiosité s'était éveillée en lui, mélange confus d'illusions encore vivaces à l'endroit de la femme et d'attrance purement physique, d'un im-

périeux besoin d'aimer après ces quelques mois d'isolement et de tristesse.

## XIV.

La première entrevue fut pour lui un triomphe.

Il entra au Vignal comme en pays conquis d'avance, et l'embarras des Dupourquet, prosternés, la rougeur charmante de Thérèse, sincèrement émue cette fois, chatouillèrent agréablement sa vanité de hobereau et de joli garçon.

Il fut d'un enjouement discret, d'un esprit facile, et tandis que Génulphe, à bout de moyens, incitait M. d'Escoublac à des révélations curieuses sur un nouveau parasite de la vigne : *vespa vitis*; que M<sup>me</sup> Dupourquet, accaparant la baronne, mettait dans son sourire tout le sucre dont elle prétendait additionner ses confitures; il éblouissait Thérèse par son bagout de provincial retour de Paris, lui contait les merveilles de la capitale, l'initiait à ses élégances, citait les personnalités du jour en homme qui a vécu dans leur intimité, touchait un mot des femmes qui, là plus que partout ailleurs, sont femmes, et finissait par le coup droit du compliment vulgaire, de l'hommage banal rendu à la jeune fille en qui il retrouvait, disait-il, comme un air de parenté avec toutes ces silhouettes gracieuses et fines.

Effarouchée par ces tentatives de flirt, Thérèse s'agitait nerveusement sur son siège, jetait du côté de sa mère de suppliants regards; alors, galamment, avec une souriante ironie, George parla d'autre chose, des Feuillans, de l'éducation religieuse, du rôle de la femme dans la famille, des points de repère qui doivent guider l'homme dans son choix :

— La femme, la vraie femme de foyer, mademoiselle, celle qui sait et fait tout dans le ménage, supplée au besoin sa cuisinière et joue du Chopin le soir, celle qui s'entend aussi bien à faire éclore des poulets qu'à tenir son rang dans le monde, celle-là il faut la chercher chez nous, dans nos campagnes, au sein des familles bourgeoises, qui ont seules gardé le secret de l'union et du bonheur...

Plus à l'aise, maintenant, Thérèse essayait de coqueter :

— Mais pourtant les Parisiennes, monsieur!

— Ah! bien oui! les Parisiennes; des poupées, en somme, pas autre chose. Charmantes et futiles, toutes de plaisir, tandis que...

A ce moment, la voix du baron d'Escoublac s'éleva solennelle, avec une pointe d'autorité qui rétablit le silence :

— Monsieur Dupourquet, voilà que nous en avons fini avec la

*vespa vitis*, permettez-moi donc d'aborder le véritable but de notre visite : j'ai l'honneur de vous demander pour mon fils la main de M<sup>lle</sup> Thérèse... George n'apporte, à peu de chose près, que son nom, son titre, l'histoire glorieuse des nôtres, et j'estime que c'est assez...

Génulphe l'interrompt, confondu en protestations reconnaissantes :

— Monsieur le baron, je vous en prie; trop d'honneur, vraiment ! l'abbé Roussillhes m'avait bien dit, et je n'ai pas hésité un instant !..

Maintenant, les d'Escoublac se levaient, brusquant avec une hâte visible les expansions de la fin, affichant une belle insouciance au sujet de cette dot, qu'ils étaient venus chercher, et dont Génulphe, très excité, s'évertuait à préciser le chiffre.

— Voyons, cher monsieur, c'est moi qui vous supplie de ne pas insister; nous avons toute confiance... Puis, il serait malséant d'entamer devant ces enfans une discussion d'affaires; restons-en là, s'il vous plaît !

Il saluait cérémonieusement pour prendre congé; alors, les Dupourquet, devenus familiers, se récrièrent :

— Mais vous n'allez pas partir ainsi, tout de suite, que diantre ! C'est à peine si on s'est vu,.. il faut bien laisser aux fiancés le temps de faire connaissance, Thérèse va nous jouer un petit morceau.

Et Génulphe, penché vers George, lui glissa tout bas, dans un clignement d'yeux confidentiel :

— Demandez-lui donc *la Prière d'une vierge* !

## XV.

C'était un mois plus tard, en octobre.

Dupourquet et Julien arpentaient lentement l'avenue, les yeux à chaque instant portés au loin, sur la route.

Le jour tombait. Là-bas, vers l'ouest, c'était un embrasement rouge des coteaux de Duravel et de Touzac, dont les masses touffues de châtaigniers et de chênes se doraient aux splendeurs du couchant.

— Donc, mon garçon, c'est irrévocable, tu persistes à vouloir nous quitter ?

— Il le faut, répondit Julien nettement, ma place n'est plus ici. Dans le principe, j'ai cru que ça pourrait marcher, que M. d'Escoublac suivrait votre exemple à tous, aurait pour moi quelques égards, mais il faut en rabattre. Je ne suis et ne serai jamais pour lui qu'un valet mieux appris que les autres, à qui il s'adresse de

préférence pour lui jeter la bride de son cheval quand il arrive, et lui demander sa canne et son chapeau quand il repart.

Dupourquet eut un geste violent.

— Voyons, sacredieu ! tu ne veux cependant pas qu'il te saute au cou ! il y a entre vous trop de distance...

— Cette distance-là, je l'apprécie mieux que lui, et c'est pour cela que je le trouve méchant et sot de me traiter de la sorte.

— Julien !

— Oh ! vous ne m'empêcherez pas d'aller jusqu'au bout, j'en ai trop lourd sur le cœur ; il faut que ça sorte. Je n'aurais demandé à M. d'Escoubiac qu'un peu de bonté et de délicatesse ; et cela devait lui être facile, puisqu'il a reçu une si belle éducation, puisqu'il connaît si bien les convenances. Mais il y a une chose qui le gêne, voyez-vous, c'est que, plus que tout autre ici, avec mes habits d'étoffe et mes mains calleuses, je lui rappelle qu'il entre dans une famille de bourgeois de campagne où l'on a peiné par tous les temps et sué sang et eau pour ramasser le magot qu'il convoite.

Dupourquet était devenu très rouge. Ces derniers mots de Julien le frappaient au visage comme un soufflet. Il le saisit par le bras, et, d'une voix brève :

— En voilà assez, n'est-ce pas ? tu n'as jamais été qu'un orgueilleux et un jaloux ; tu me montres aujourd'hui que tu n'étais aussi qu'un ingrat. Non content de te recueillir au Vignal, je t'ai fait donner quelque instruction. J'ai payé pendant cinq ans ta pension chez les frères, alors qu'il m'eût été si simple de t'adjoindre un *labrit* pour garder les moutons. Plus tard, j'ai prié l'abbé Rous-sillhes de compléter tes connaissances ; je t'ai laissé faire des devoirs, lire des journées entières, alors que nous manquions de bras à la terre, et c'est ainsi que tu m'en récompenses ! Eh bien ! mon ami, fais ton paquet et file ! J'ai joui jusqu'à présent de ton lopin de la Grèze, reprends-le. C'est ce soir la signature du contrat, demain la noce, et j'exige que tu y assistes ; mais, aussitôt après, je te rendrai mes comptes de tutelle, et tu iras voir chez toi si l'herbe pousse.

Julien, maintenant, semblait accablé. Tout son emportement se changeait en une soumission douce. Il répliqua :

— Vous avez tort de me parler si durement. Personne plus que moi ne vous est attaché. Gardez mon bien ; c'est encore trop peu pour vous payer de ce que je vous dois, je ne demande pas de comptes de tutelle, et ce n'est pas à la Grèze que je veux aller, c'est plus loin. L'an qui vient je devais tirer au sort ; mon intention est de devancer l'appel, de partir tout de suite.

Dupourquet s'arrêta tout interloqué, radouci à son tour par cette voix triste où vibrait l'écho d'une vraie douleur.

Puis il avait naguère planté dans cette propriété de la Grèze un stock de cépages français qui faisaient l'admiration du pays ; commencé par cette terre d'alluvion, à la fois légère et profonde, ses travaux de reconstitution viticole, sa campagne de routine contre « l'américanisme » envahissant. Et ce désintéressement, cette renonciation de Julien, lui allaient au cœur. Il resterait le maître de « ce lopin, » comme il l'appelait, il continuerait à démontrer victorieusement l'excellence de ses principes, à dérouter les innovateurs imbéciles, à les railler de l'abondance de ses récoltes ; aussi ce fut avec une brusquerie indulgente qu'il demanda :

— Allons ! plus de finesses ; tu aimes Thérèse, pas vrai ?

Et devant le silence affirmatif de Julien, il continua gravement :

— Alors, tu as raison, mon pauvre ; il faut partir. Si les gens venaient à se douter, ce serait « des plats » à n'en plus finir... Je te conduirai moi-même au recrutement, pour te recommander à Éliacin de La Chambonne, qui est sergent aux écritures... Et puis, sois sans crainte, pars tranquille. — Sa voix prenait des inflexions attendries. — Tes intérêts sont les miens, entends-tu ? Je veux qu'à ton retour tu trouves tout en ordre, que tu puisses te vanter d'avoir avec la Grèze le premier article du canton... Seulement, tu sais, quand on s'en va, on n'est jamais sûr... un accident... il n'en faut pas davantage... Tu as les Gimmel de Loupiac qui sont à la rigueur plus *près parens* que nous ; pour lors, avant de nous quitter, deux mots de testament en faveur de l'un de nous... Hein ! qu'en penses-tu ?

— Ce n'est que justice.

Dupourquet très ému lui serra la main ; et pendant quelques instans, ils marchèrent côte à côte, silencieux, absorbés, comprenant qu'ils s'étaient tout dit, qu'il n'y avait plus rien à ajouter ni à reprendre.

Maintenant, le soleil avait disparu, et comme il arrive en automne, la nuit tombait brusquement, sans crépuscule, embrumant les collines qui formaient une barre noire à l'horizon.

Sur la route, des grelots tintaient, scandant un roulement de voiture dont les roues crépitaient par intervalles sur les empièremens fraîchement étendus. Puis, au fond de l'allée apparut une masse informe qui avançait lentement, roulant et tanguant dans les ornières comme un navire en détresse.

— La calèche des d'Escoubac ! s'écria Dupourquet, en se découvrant d'instinct, bien qu'il ne distinguât pas encore la silhouette du cocher. — Je reste ici pour les recevoir ; toi, Julien, va prévenir les dames, et dire qu'on dispose tout au grand salon !

## XVI.

On signa le contrat avant dîner, dans l'intimité la plus stricte; deux notaires, les témoins et l'abbé Roussillhes, les Dupourquet l'ayant décidé ainsi par délicatesse à l'endroit des d'Escoublac, pour que George n'eût pas à souffrir dans sa fierté de gentilhomme pauvre, prétendaient-ils, mais en réalité pour s'éviter à eux-mêmes de blessantes critiques, le venin des regards échangés, la morsure profonde des sourires devant cet aveu naïf de leur orgueil.

On avait également écarté le Terrible, comme un aïeul gênant, rappelant trop les origines de la famille, au moment où Thérèse allait « entrer dans la noblesse. »

Et relégué dans la cuisine, vêtu quand même de ses plus beaux atours, le vieux exultait comme s'il eût occupé là-bas, au salon, la première place.

Tout son bonheur se manifestait en une curiosité respectueuse, à distance, en de furtifs regards coulés au travers des portes entrouvertes, laissant voir l'appareil sévère du contrat; la table flanquée des deux notaires et tout autour, des gens en noir, l'air macabre, écoutant leur récitation nasillarde. — Puis quelques instans plus tard, le coup d'œil joyeux et vivant du dîner, le couvert étincelant, les faces rougeaudes et gourmandes des convives, encadrées dans les fleurs.

C'était pourtant à lui, le Terrible, que l'on devait tout cela, à son énergie, à sa sobriété et à sa sagesse; et il n'en tirait vanité aujourd'hui que devant cette valetaille affairée qui le coudoyait, lui rapportait entre deux plats les réflexions gracieuses de la baronne, l'appétit obligeant de M. d'Escoublac ou les bénédictions réitérées de l'abbé Roussillhes.

Quant à Julien, lui, bien plus stylé, il mangeait à un bout de table tout contre la porte, pour être plus à même de veiller au service et de déboucher les vins.

On en était à l'entremets, une crème frite qui valut à M<sup>me</sup> Dupourquet d'unanimes éloges lorsque Catissou vint annoncer en sourdine que les invités pour la soirée commençaient à arriver. — Aussitôt, pour se concilier toutes les sympathies, le baron proposa de lever la séance. On se rattraperait le lendemain, prétendait-il, au vrai repas de noces qu'il voulait pantagruélique et très long avec des chansons au dessert, selon les vieux usages.

Et tous l'approuvèrent chaudement, ravis de le trouver si simple et si « bon enfant » malgré ses grandes manières.

Au salon, il y avait déjà la famille Brassac, cérémonieuse et triste, portant le deuil de ses espérances déçues, et les Pidancier



de Guiteronde, ramassés en un coin, collés les uns aux autres, formant un groupe ébaubi et muet.

On attendait encore les Lacousthène de Mazerat, le docteur Bosredon et quelques notables de Salviac, conseillers municipaux ou membres de la fabrique.

Après de sommaires salutations, les hommes s'éclipsèrent allant fumer dans le vestibule, à l'exception du baron et de Génulphe que leur vice discret de priseurs laissait auprès des dames ; et, tandis que d'un côté on parlait agriculture, chasse ou polémiques locales, le baron, très en veine, entamait une conférence politique, révélait à son auditoire féminin le comte et la comtesse de Paris, la pureté de leurs intentions, la grandeur de leurs vues, s'indignait contre cette proscription inique qui les jetait hors du pays, comme des traîtres, les frappait jusque dans leurs enfans, privés du droit de servir la France.

Génulphe dissimulait avec peine son inquiétude. Cette apologie de la royauté chez lui, Dupourquet, qui ne devait son écharpe de maire qu'à l'élasticité de ses principes, à son joli talent d'équilibriste sur la corde raide de l'opinion, le gênait extraordinairement. Il se hasarda à dire, à cause des Pidancier qui étaient de méchantes langues :

— Oui, sans doute, mais c'est une mesure de paix intérieure, une loi de tranquillité...

— Eh ! monsieur, quelle est donc la loi qui puisse empêcher un Français qui n'a pas déchu, d'être en France ! on amnistie bien les canailles, pourquoi garderait-on rancune à ceux dont les ancêtres ont fait glorieuse notre histoire ! Tenez, prenons ces dames à témoin, les femmes sont meilleurs juges que nous, en matière de justice nationale...

Elles se récusèrent gauchement, M<sup>me</sup> Brassac par prudence professionnelle, les autres par modestie ; seule, M<sup>me</sup> Pidancier ahurie, mais conquise, murmura poliment :

— Pardi, c'est bien sûr !

Maintenant les hommes effectuaient leur rentrée, attirés par les liqueurs, que Thérèse offrait gentiment, en consultant les goûts : *Cognac, chartreuse, cacao* ?

Et tous, à contre-cœur, par politesse, demandaient de la *Crème d'estragon*, une pommadeuse invention des Dupourquet, qui leur valait chaque fois des appréciations étranges :

— Excellent ! Parfait ! on a le parfum du géranium-rosa dans la bouche...

— Tiens ! c'est particulier ; moi je trouve que ça a plutôt un arrière-goût de basilic !..

George s'était déjà rapproché de Thérèse et l'aidait à faire les

honneurs comme s'il eût été déjà de la maison. Il éprouvait du plaisir à être près d'elle, à la frôler, à marcher dans le sillage ondoyant de sa robe. — Cette nature saine de vierge rustique l'attirait. Il la trouvait plutôt belle fille que jolie, très désirable, avec cette réserve pudibonde, cette pruderie d'allures qui lui étaient un piment de plus, aiguisaient au dernier point sa curiosité d'amour.

D'elle, il ne voyait que les diamans noirs de ses yeux, tranchant sur la matité des joues, le casque sombre de ses cheveux crépelés sur le front, prolongés à la nuque par une fine raie de duvet frissonnant, suivant la ligne médiane du cou, la courbe harmonieuse de sa gorge... Et son désir impatient se manifestait parfois par des allusions brutales à l'avenir prochain, quand ils seraient unis.

De la porte, un invité qui savait les usages annonça à voix pleine :

— Monsieur, madame Lacousthène et leurs demoiselles !

Alors Thérèse posa là sa crème d'estragon, alla se jeter dans les bras des nouvelles venues, qui lui rendaient ses baisers froids, les traits figés en une anxiété jalouse.

— Eh ! mon Dieu, ma chère, quelle expansion ! prends donc garde, tu nous décoiffes.

— Ah ! c'est que je suis heureuse, si heureuse !

Elles avaient arboré des toilettes de circonstance, les demoiselles Lacousthène ; des robes de mousseline blanche agrémentées de larges ceintures mauves qui les pâlassaient, leur donnaient un air triste de victimes qui espèrent vainement des sacrificateurs. L'une d'elles répliqua méchamment :

— Tu te presses bien de te réjouir ? Attends au moins de mieux connaître celui qui t'épouse... sait-on jamais ce que l'avenir nous réserve !..

Tandis que sa femme se glissait dans le cercle des dames, Lacousthène avait accaparé M. d'Escoublac, l'accablait d'offres gracieuses :

— Venez donc nous voir à Mazerat, monsieur le baron.

— Mais je ne dis pas non, cher monsieur, on prétend que la situation est charmante...

— Mon Dieu ! j'ai arrangé cela de mon mieux. La maison est bâtie sur l'emplacement jadis occupé par une commanderie de templiers. Il y a même encore une tour aux trois quarts démolie, dont nous avons fait le poulailler.

M. d'Escoublac eut un léger froncement de sourcils :

— Vous vous occupez de viticulture ; vous avez, m'a-t-on dit, de jeunes plantations...

Lacousthène approcha une main de ses lèvres, et lançant un baiser dans le vide :

— De toute beauté, monsieur le baron, c'est curieux ! curieux !

— Des jacquez Saint-Sauveur, et des herbemonts d'Aurelle, n'est-ce pas ? Le fruit est-il aussi remarquable qu'on veut bien le dire ?

On les chuta vigoureusement, — Thérèse, installée au piano, attaquait les premières mesures des *Variations sur Malborough*, tandis que George, assis près d'elle, se disposait à lui tourner les pages.

Ce fut, après quelques phrases relativement calmes, un grondement d'orage qui secouait le clavier sur ses rondelles de cristal, le tonnerre se répercutant d'échos en échos dans les cordes graves, les plaintes aiguës du vent gémissant à la partie haute, une pluie de notes qui tombaient pressées, innombrables et confuses, dégoulaient les unes sur les autres dans un clapotis monotone d'averse.

Et au plus fort du vacarme, les auditeurs redressaient la tête, se regardaient avec une stupeur admirative. Des exclamations se croisaient :

— Eh bé ! parlez-moi de ça au moins !

— Elle remue les doigts bien à mon aise !

Après le dernier accord et comme les applaudissemens s'apaisaient, Pidancier déclara rondement :

— Vous me croirez si voulez, mais je serais bien en peine d'en faire autant !

Maintenant, c'était M. Boutarel qui se faisait traîner au piano avec des timidités mignardes, les habituelles hésitations d'une modestie souvent mise à l'épreuve.

Appelé à rédiger le contrat de Thérèse, il avait fait contre mauvaise fortune bon visage, s'était exécuté en garçon pratique qui, d'amoureux déconfit, se retrouve parfait notaire.

L'ainée des demoiselles Lacousthène, son accompagnatrice ordinaire, le pressait de choisir dans la musique éparse, faisait successivement défiler sous ses yeux toutes les chansonnettes de son répertoire comique ; alors d'un geste las, il désigna une romance dont la gravure représentait un monsieur assis sur un rocher, l'air rêveur, regardant en lui-même le passé symbolisé par une forme vague qui planait au-dessus de sa tête ; et d'une voix profonde, il annonça le titre : *Elle est au ciel !*

Il avait choisi ce morceau à dessein, voulant par une inspiration délicate exprimer ainsi ses regrets ; et sur la dernière note expirante de l'introduction, il chanta :

Quelle est donc cette fête au sein de la nature?..

Il y avait là de la stupéfaction et de la colère. Avec un hoche-

ment de tête et un sourire navré qui semblaient dire : Ah! oui! très bien! J'y suis; il continua :

C'est que le froid hiver a fait place au printemps.  
Dans les prés, dans les bois, j'aperçois la verdure,  
Le soleil rend joyeux les vieillards, les enfans.

Puis, la phrase classique des découragemens et des doléances :

Moi seul, j'ai dans le cœur une douleur profonde;  
La vierge que j'aimais dort au fond du cercueil,  
Sans amour maintenant que ferai-je en ce monde!  
Ma vie est sans espoir, et mon âme est en deuil!..

Et le refrain qu'il accentuait avec le geste rageur de renier la nature en fête, de se garer de toute cette joie insultante :

Chantez, petits oiseaux! Chantez dans le bocage.  
Prodiguez aux amans vos concerts les plus doux.  
Moi je suis insensible à votre beau ramage;  
Fleurs, malgré vos parfums, je m'éloigne de vous!

Il y eut un murmure flatteur. M. d'Escoubac émit discrètement un bravo qui s'alluma comme une trainée de poudre, fit le tour du salon pour finir par une explosion formidable dans le coin des Pidancier.

M<sup>lle</sup> Lacousthène s'écria entre deux accords :

— A la bonne heure, monsieur Octave! Jamais vous n'y avez mis tant d'expression.

Il y avait entre eux communauté de dépit et d'amertume. Leurs yeux se rencontrèrent; ils eurent tous deux aux lèvres le même sourire, la grimace maçonnique des malchanceux.

Thérèse était émue de son côté. Elle avait parfaitement saisi l'allusion et savait gré à Boutarel de cet hommage posthume qui devait rudement lui étreindre le cœur à en juger par le tremblement de sa voix.

Elle se pencha vers George, le visage rayonnant, très fière :

— N'est-ce pas qu'il dit bien?..

— Qui ça? le notaire... Allons donc! ce n'est pas un homme, c'est une musette!

Et devant le dédain blagueur de son fiancé, avec sa mobilité de femme, elle se reprit brusquement, trouva soudain cet homme imbécile de larmoyer ainsi, de jouer à l'inconsolable avec sa figure poupine, et ses velléités précoces d'embonpoint. Elle eût été vexée outre mesure que George devinât en lui un prétendant de la veille, et elle ne regarda plus une seule fois de son côté,

souffrant de lui entendre soupirer des niaiseres pareilles, lui gardant rancune de ce ridicule dont il se couvrait et qui pouvaitrejaillir sur elle.

Le docteur Bosredon, entré silencieusement sur ses pointes tandis que Boutarel reprochait à Dieu de lui avoir enlevé son amie, l'assurant qu'il aurait bien su garder « la chère créature, digne d'entrer plus tard au séjour des élus, » le docteur donna à son tour, débita, avec ses vibrations gasconnes se pliant mal au grasseyement de Marseille, le monologue de Barbassou repêchant son camarade Rémy dans le ventre d'un crocodile.

Le rire maintenant ouvrait toutes grandes les bouches, éteignait les yeux dans la bouffissure remontée des joues. Les domestiques groupés dans le couloir à l'entrée du salon se tordaient de rire, littéralement stimulés par le Terrible qui chevrotait sa phrase favorite :

— Lui et M. Octave sont impayables tous deux quand ils font la *pantomime* !

La soirée se prolongea jusqu'à minuit, personne parmi les invités n'osant donner le signal du départ, malgré la fatigue qui les tenait là, engourdis, les lèvres tiraillées de bâillemens contagieux.

À la fin pourtant, le baron se décida, alléguant les dix kilomètres qui séparaient le Vignal de Laroque et la nécessité d'être levé à l'aube, le mariage civil devant avoir lieu à huit heures.

Alors ce fut une débandade, une poussée vers le porte-manteau du vestibule où pendait la friperie hors d'usage que l'on met le soir par esprit d'économie, des fichus en loques, des chapeaux bosselés, des pardessus teigneux...

Et comme la dernière voiture s'engageait dans l'avenue, Thérèse courut s'enfermer chez elle pour se recueillir dans une méditation dernière et demander à Dieu le bonheur.

## XVII.

— Enfin, mes chers amis, s'écria le baron d'Escoubiac, et c'est à vous tous maintenant que je m'adresse, je bois à la concorde et à la prospérité paisible de nos campagnes, à votre amour du travail, à la fermeté de vos principes, à votre fière indépendance d'hommes qui relèvent seulement de Dieu et de leur conscience. Vous traversez une période funeste, féconde en calamités de toute sorte depuis l'inclémence des saisons et l'ingratitude de vos terres jusqu'aux taquineries mesquines de certains hommes qui voudraient étouffer votre libre arbitre sous l'égoïsme impérieux de vos besoins...

— Vive monsieur le baron ! hurla Génulphe, désireux de couper court à cette péroraison qu'il jugeait agressive.

Et devant le hurra prolongé qui accueillit cette motion, M. d'Escoubac, désespérant de se faire entendre, fut obligé de se rasseoir.

Aussi bien, à l'un des bouts de la table, les chansons commençaient; des hauts faits de guerre et d'amour célébrés en un français barbare, et sur un rythme lent aux dernières notes interminables comme des aboiemens de chiens à la lune.

Les conversations s'engageaient par petits groupes, s'isolant pour mieux s'entendre; et dans cette vaste salle aux murs tapissés de verdure, du buis tressé en couronnes, des branches de sapins et de chênes encadrant le chiffre des époux en chrysanthèmes blancs piqués sur des coussins de mousse, c'était comme une rumeur discordante de champ de foire, chacun parlant très haut par contentement d'estomac plus encore que par habitude.

M. Brassac racontait ses bureaux successifs dans toutes les régions de la France; le docteur Bosredon mimait des dissections avec un effrayant sourire, et tandis que Lacousthène, Boutarel et Pidancier discutaient sur la nécessité d'un nouveau classement des terres d'après leur valeur actuelle de rapport, l'abbé Roussillhes narrait à quelques bourgeois lettrés une histoire dont il riait lui-même aux éclats, bien qu'il l'eût apprise au séminaire et répétée bien souvent depuis.

Il s'agissait d'un curé de campagne admis certain jour à la table de monseigneur. Le bonhomme était fin sous ses dehors vulgaires, gourmet bien plus que gourmand, et sachant d'un claquement de langue résumer son avis.

Il dégusta longuement la première bouteille fine, l'œil agrandi, les lèvres en cul de poule, n'en finissant plus de glousser.

— Eh bien! mon cher curé?

— *Bone vinum*, monseigneur!

Sa grandeur avait sursauté devant l'énormité du solécisme; mais en même temps une inquiétude l'avait pris. Le vin était piqué affreusement; des remords lui venaient.

On apporta une seconde bouteille, et le bonhomme, après l'avoir humée et susurrée à la façon de la première, déclara dans un demi-sourire de politesse :

— *Bonus vinum*, monseigneur!

Pour le coup l'évêque y perdait lui-même son latin. Il pensa : voilà un curé qui peut être un saint, mais qui à coup sûr est un âne! Il doit dire sa messe sans la comprendre, comme on récite du volapück.

Puis il goûta à son tour, et un nuage assombrit son front, ses joues se crispèrent puis rebondirent en une contraction rapide de grimace. Cette deuxième bouteille, du Mercuès authentique pour-



tant, avait le bouchon au point de ressembler à du roussillon douteux qui se serait mêlé de vieillir.

Monseigneur était mécontent de sa cave, de son hôte et de lui-même; il n'avait pas voulu se mettre en frais pour un si petit personnage, et de même que le vin lui laissait au palais une amertume, ce latin fantaisiste l'énervait, l'irritait, comme si, dans cette approbation obséquieuse, il eût démêlé un petit rire moqueur.

— Et celui-ci, monsieur le curé? prenez bien votre temps, recueillez-vous, c'est du château-grézels 71. Ma réserve de derrière les fagots, entendez-vous?

Le curé souleva son verre à deux mains, comme un calice, le renifla alternativement des deux narines en lui lançant de côté des ceillades profondes; puis il le porta à ses lèvres dévotement, les yeux clos, le visage ennobli par cette communion.

Il y eut un silence pendant lequel on n'entendit qu'un furieux rincement de bouche. Puis quand la gorgée eut rendu son bruit mat de pierre qui tombe dans un gouffre, les traits du dégustateur se détendirent, un large sourire très franc montra toutes ses dents dans l'épanouissement rouge de sa lippe, et d'une voix forte, cette fois, sans aucun souci d'étiquette :

— Ah! celui-ci, monseigneur, *bonum vinum!*

Maintenant la tablée devenait bruyante. On parlait patois dans les coins; cette langue étant à peu près pour tous plus familière et plus sonore, et les verres se heurtaient à chaque propos pour témoigner d'une cordialité grandissante à mesure que le vin chauffait les têtes. Les uns disaient en trinquant :

— *Anen! à la bostro* (1)!

Et ceux qui se piquaient de belles manières répondaient en français :

— Monsieur, je vous salue!

Celui qui servait choquait généralement de la bouteille, comme pour donner plus de poids à sa démonstration amicale, et après chaque lampée, le diapason des voix montait, devenait une cacophonie de cuivres claironnant des phrases baroques.

Un chanteur debout, avec des gestes gauches, disait les tristes amours d'une pastoure séduite, puis abandonnée par un fils de roi; et cette simple histoire oppressait à l'entendre comme le récit d'une cruauté sans nom, d'une monstrueuse injustice; on y parlait de prison, de tortures, d'échafaud. C'était comme une vision rouge des temps passés, quelque souvenir terrifiant gardé à travers les âges.

(1) Allons! à la vôtre!

Mais soudain, à l'autre bout de la table, une chanson éclata, alerte et pimpante celle-là, une rengaine de cabarets avec des mots crus et des allusions égrillardes. Alors M<sup>me</sup> Dupourquet fit signe à Thérèse de se lever; il était déjà tard, du reste, bientôt minuit.

Et toutes deux, se tenant par le bras, sans que personne y prit garde, dans un frou-frou discret de jupes, elles sortirent.

### XVIII.

Elle était seule à présent dans le sanctuaire nuptial, attendant l'époux.

Elle ne savait rien de l'amour, n'y avait jamais songé, croyait-elle, étant de tempérament paisible, d'imagination paresseuse, malgré les confidences de ses amies de pension qui froissaient des billets dans leurs mains et rêvaient sur des photographies de lycéens imberbes. Elle avait seulement compris aux sanglots convulsifs de M<sup>me</sup> Dupourquet lui disant adieu, qu'elle était sous le coup d'une catastrophe prochaine, et les grands mots de sacrifice, de résignation, d'obéissance et de courage lui tintaient aux oreilles comme les sons mornes d'un glas.

Elle n'aimait pas George, bien qu'elle le trouvât beau, séduisant surtout, avec ses allures un peu raides d'anglomane, et ses façons railleuses, le scepticisme léger avec lequel il traitait toutes choses. Elle ne retrouvait en elle pour lui aucune de ces émotions passagères et vives comme des brûlures, aucun de ces tressaillements de son être qui l'avaient jetée jadis dans les bras de Julien, toute pâmée, en son inconscience de fillette. Mais de cela, elle ne s'en souvenait même plus, le dépaysement l'ayant guérie de ces ardeurs précoces, l'uniforme sévère du couvent lui ayant serré la poitrine au point d'atrophier son cœur.

George la flattait surtout dans son orgueil; il était bien l'élu de ses ambitions bourgeoises, l'époux tant désiré qui l'élèverait jusqu'à lui dans une sphère plus haute, mais malgré cela, il restait pour elle l'homme, l'ennemi que la vierge instinctivement repousse dans la détresse de sa pudeur.

Et une terreur la tenait là, blottie dans un fauteuil, la traîne de son peignoir ramenée autour de ses jambes.

En bas, juste au-dessous de sa chambre, la noce faisait rage. Des clameurs montaient impérieuses, grossières comme des défis, et l'on reprenait en chœur le refrain des chansons en tapant sur les verres.

Elle se sentait abandonnée, sans défense, devant l'inconnu, et ce vacarme d'orgie redoublait ses angoisses, lui semblait féroce.

Des idées étranges de profanation et de meurtre passaient dans son imagination affolée; elle songeait aux vierges chrétiennes martyrisées, offertes aux trépignemens furieux des foules romaines... et une sueur froide lui montait au front à l'idée qu'il allait venir là un homme qui était son maître, qui avait le droit de lui imposer sa volonté, de la plier à son caprice.

Elle se leva vivement avec l'intention de fuir, d'appeler à son secours, mais la crainte du ridicule l'arrêta, et elle revint se pelotonner dans son fauteuil, la tête dans ses mains, récitant tout bas des prières.

C'est ainsi que George la trouva, lorsqu'après avoir frappé plusieurs fois à la porte sans obtenir de réponse, il se décida à entrer.

Lui non plus, ne l'aimait pas. Ses parens avaient conclu en son nom un mariage d'affaires, et il n'avait trouvé en Thérèse aucune de ces qualités qui font naître l'amour; au contraire, une intelligence étroite, bornée au terre à terre de la vie provinciale, une dévotion excessive qui l'enserrait comme dans un fourreau de bure, en faisait une religieuse bien plus qu'une femme; un charme de paysanne robuste, tout au plus, qui n'appelait que le désir.

Et il entraît là, dans cette chambre où elle l'attendait, délibérément, le geste vainqueur, la voix haute, en homme qui apporte au foyer ses façons joyeuses de viveur, son égoïsme insoucieux de garçon habitué aux vulgaires bonnes fortunes.

Il ne s'aperçut seulement pas qu'elle pleurait, les larmes s'évaporant comme une rosée à la chaleur de ses lèvres. Il ne comprit ni son douloureux effarement, ni la résistance muette qui la pliait en deux, les membres tendus en une révolte. Et de ce moment surgit entre eux cette ombre fatale qui plane ensuite sur toute la vie de deux êtres, cet obstacle au bonheur, d'une violence sans excuse, cet irréparable malentendu des premières étreintes que l'amour n'a pas faites doucement enveloppantes et très tendres. .

. . . . .

Le lendemain à l'aube, après une nuit passée à courir comme un fou dans la campagne, à sangloter sa jalousie aux étoiles, Julien, accompagné de Génulphe, allait à Cahors où il devait contracter son engagement.

Toutes formalités remplies, il partit de là pour rejoindre le corps, sans rentrer au Vignal.

EUGÈNE DELARD.

(La deuxième partie au prochain n°.)

---

LA

# COMÉDIE EN FRANCE

## AU MOYEN AGE

---

I. *Les comédiens en France au moyen âge; la Comédie et les mœurs en France au moyen âge; Répertoire du théâtre comique en France au moyen âge*, par M. L. Petit de Julleville. Paris, 1885-1886; Léopold Cerf. — II. *Le Théâtre en France*, par le même auteur. Paris, 1889; Armand Colin.

Lorsque, il y a quinze ans, M. Charles Aubertin publia le premier ouvrage français offrant dans un tableau complet le résultat des travaux poursuivis, depuis le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, sur l'histoire de notre littérature au moyen âge (1), ce livre trouva un accueil très différent près des deux classes de lecteurs auxquelles il s'adressait. Les simples lettrés le reçurent avec empressement : ils pouvaient enfin se faire une opinion motivée sur une époque dont l'admiration leur était prescrite d'un ton impérieux, mais sans preuves suffisantes à l'appui, par les érudits qui en avaient fait leur domaine. Ceux-ci, au contraire, loin de savoir gré à l'auteur de ses efforts pour mettre leurs études en lumière, laissèrent percer quelque mauvaise humeur et le critiquèrent avec rudesse. Le livre, blâmé par ceux-ci et loué par ceux-là, était aussi bien fait qu'utile; fruit d'un vaste labeur, il résumait une quantité confuse

(1) Charles Aubertin, *Histoire de la langue et de la littérature françaises au moyen âge*, 1876-1878.

de travaux partiels avec une science et une justesse fort rares à ce degré et dans cet ordre d'études ; professé à l'École normale supérieure avant d'être écrit, il se distinguait par un caractère de clarté et de méthode dont un auditoire d'élite avait fait à l'auteur une loi. Sans doute, il y avait des erreurs de détail et assez nombreuses, mais elles étaient inévitables, car, dans un sujet aussi vaste, il eût fallu un spécialiste par chapitre, et somme toute, elles ne diminuaient guère la valeur de l'ensemble.

La sévérité des purs médiévistes envers ce travail tenait à plusieurs causes. L'érudit n'aime guère qu'un simple lettré domine le sujet où lui-même s'absorbe et il est porté à voir en lui un plagiaire ; il est peu lu et il a quelque rancune contre celui qui s'adresse à de nombreux lecteurs. Dans le cas particulier, les fervens du moyen âge, très complaisans pour l'objet de leurs études, s'en exagéraient l'importance ; or, le nouveau-venu, esprit juste et bien muni de comparaisons, ne pouvait partager leur enthousiasme ; par le fait même d'une exposition impartiale, il ramenait cet objet à sa valeur, considérable au point de vue historique, beaucoup moindre au point de vue littéraire. Les intéressés regardaient cette critique indépendante tout à la fois comme une irrévérence envers l'érudition, une erreur de jugement et une faute contre le patriotisme.

L'accueil fait à M. Aubertin n'a pourtant pas découragé un autre lettré, M. Petit de Julleville. Dans le sujet traité d'ensemble par son prédécesseur, il a repris une partie pour l'étendre dans des proportions considérables. Ce qui, dans l'*Histoire de la littérature française au moyen âge*, ne forme qu'un cinquième environ de l'ouvrage, a fourni, cette fois, la matière de trois volumes, uniquement consacrés au théâtre comique, et précédemment M. Petit de Julleville avait déjà publié un ouvrage complet sur les mystères. Le sujet est assez vaste pour se prêter à un pareil développement et il n'y a qu'à se féliciter de cette concurrence. D'autant plus que le nouvel auteur a les mêmes qualités d'esprit que l'ancien : absence d'engouement, méthode et clarté.

Je voudrais, sans oublier ce que nous devons à M. Aubertin, examiner les conclusions essentielles que M. Petit de Julleville tire de son enquête, c'est-à-dire rechercher ce qu'elle nous apprend sur le développement du génie comique dans notre pays. J'aurai à les contredire tous deux, car, si dégagés qu'ils soient de préjugés sur leur sujet, une étude aussi complaisante leur en a forcément laissé quelques-uns. Simple lecteur, il m'a suffi de me faire une opinion d'après les pièces du procès, rassemblées et éclaircies par eux. Au demeurant, cette divergence de vues n'enlève rien à ma recon-

naissance et elle ne semblera pas, je l'espère, diminuer la valeur des travaux qui l'ont provoquée (1).

## I.

M. Aubertin regarde avec raison comme « fort vagues et fort lointaines, » les ressemblances que l'on peut, à la rigueur, découvrir entre la vieille comédie et celle du xvii<sup>e</sup> siècle. Cependant il accorde que, si les soties et les moralités finirent complètement avec le moyen âge, la farce traversa la Renaissance pour se combiner, dans la première moitié du xvii<sup>e</sup> siècle, avec la *commedia dell'arte*, et que son esprit, « perpétué à travers la série des imitations et des essais par où débuta pendant un siècle la comédie moderne, passant des formes gothiques aux formes savantes et les animant, tour à tour, de sa verve originale, » vint inspirer « la vraie comédie française, nationale et classique tout ensemble, » et « qu'on peut le reconnaître, dans les chefs-d'œuvre qui la représentent, à côté de l'influence antique et de l'élément étranger. » Cela est vrai, mais en partie seulement et avec de sérieuses réserves. Reprenant une idée déjà exprimée par Génin (2), M. Petit de Julleville, lui, est beaucoup plus affirmatif : « L'histoire de la comédie en France, dit-il, n'est pas, comme celle du drame sérieux, compée par la Renaissance en deux moitiés distinctes. Entre le mystère et la tragédie, il n'y a véritablement rien de commun... Au contraire, l'histoire de la comédie, quoiqu'on puisse y distinguer des périodes et des tendances successives, ne présente pas une seule interruption bien tranchée de la tradition

(1) Je reprends ici, au seul point de vue du théâtre comique, une question déjà traitée de façon générale, pour tout le développement poétique du moyen âge, par M. F. Brunetière, dans ses *Études critiques sur l'histoire de la littérature française*, 1880 (*l'Érudition contemporaine et la littérature française au moyen âge*), et ses *Nouvelles questions de critique*, 1890 (*la Poésie française au moyen âge*). Je renvoie le lecteur à ces deux travaux, qui posent la question avec une singulière précision et qui me semblent la résoudre avec une égale justesse. Le second répondait, en l'appréciant à sa grande valeur, au livre de M. Gaston Paris, *la Poésie au moyen âge*, 1885, qui résumait, avec toute l'autorité nécessaire, la thèse la plus favorable à l'originalité, à l'importance historique, à l'intérêt moral et à la valeur littéraire du moyen âge. Il est désormais impossible d'aborder le même sujet sans suivre les deux auteurs sur le terrain qu'ils ont nettement circonscrit et il n'est que juste d'en prévenir le lecteur.

(2) « C'est de la farce, disait Génin, qu'est sortie la gloire réelle et durable du théâtre français, la comédie d'intrigue aussi bien que la comédie de caractère. Je doute un peu que le *Cid* et *Cinna* descendent du mystère de la Passion; mais je suis bien sûr qu'il y a filiation directe entre la *Farce de Patelin* et le *Légataire et Tar-tufe*, et même le *Misanthrope*. » Introduction à la *Farce de Patelin*, 1854.



originale. Depuis le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, on peut suivre, dans cette histoire, l'éclosion, puis le développement et les modifications nombreuses, mais lentement ménagées, d'un même genre littéraire toujours identique à lui-même, sous des formes diverses, pendant six cents ans. Ainsi s'explique, en grande partie, l'incomparable perfection où s'est élevé le genre comique en France. » Ceci me semble erroné, mais cela est spécieux et partant digne d'être discuté de près.

Si l'on peut admettre, avec M. Aubertin, que l'esprit de l'ancienne comédie, c'est-à-dire le genre d'observation auquel elle s'appliquait et le genre de ridicule qu'elle en faisait sortir, ont passé dans la comédie classique, il n'en résulte pas que cet esprit soit l'inspiration principale de celle-ci. Il semblerait, au contraire, que, comme tendance et comme objet, la comédie classique s'écarte complètement de celle du moyen âge, qu'elle agrandit le champ de l'observation primitive au point de la déplacer, et que, en fin de compte, l'esprit du moyen âge ne fut qu'une part, et la moins considérable, comme la moins bonne, de son inspiration. Quant à la forme de la comédie classique, elle ne doit rien à celle du moyen âge; or la forme d'un genre, c'est-à-dire ses limites et ses moyens, n'est-elle pas ce qui lui donne son existence et sa raison d'être? Mais loin d'admettre, avec M. Petit de Julleville, que la comédie du moyen âge a traversé la renaissance pour se continuer au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle et devenir la comédie classique par une série de modifications qui n'ont pas altéré son essence, je crois que la réforme de Ronsard et de ses amis n'a laissé passer qu'une part de l'ancienne comédie; que, s'il n'y a pas eu ici comme ailleurs rupture complète avec le passé, il y a eu, du moins, transformation radicale; enfin que le genre, au lieu de rester identique à lui-même, n'a survécu qu'à la condition de devenir tout autre chose que ce qu'il était. Ce qui revient à dire que la perfection où s'est élevée la comédie dans notre pays, au lieu de s'expliquer par la fidélité de ce genre à ses vieilles origines, se mesure au contraire à l'énergie avec laquelle il s'en est séparé pour se rattacher à un autre point de départ.

Pour établir ce que j'avance, il me suffira d'examiner, avec MM. Aubertin et Petit de Julleville, ce qui constitue l'esprit, la nature d'observation et les formes de la comédie au moyen âge, et de rechercher ensuite ce qui en est resté dans la comédie du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Si je trouve que celle-ci n'a rien retenu de ce qu'il y avait d'essentiel dans ces divers élémens et qu'elle l'a remplacé par des élémens non-seulement nouveaux, mais différens, non-seulement différens, mais opposés, ma démonstration sera faite.

L'inspiration de la comédie au moyen âge est sensiblement la même, dans les trois formes principales de cette comédie : moralités, soties et farces, et nous pouvons déjà remarquer, en passant, que si le théâtre est fait d'invention et de variété, il n'y en eut jamais de plus pauvre que celui de ce temps-là. C'est un esprit de raillerie grossière, inspiré par un lourd bon sens, et dont l'obscénité est un des moyens d'expression favoris. Le sentiment de la délicatesse et de l'élégance, comme de la poésie, y est absent, ou peu s'en faut : il n'y a guère que deux pièces dans tout ce théâtre, *le Jeu de la Feuillee* et *Robin et Marion*, d'Adam de la Halle, qui accusent un effort heureux pour s'élever au-dessus des basses trivialités; encore ces deux pièces sont-elles une exception par leur date, comme par leur objet. Elles remontent, en effet, au milieu du *xiii<sup>e</sup>* siècle, alors que toute l'évolution comique du moyen âge est comprise dans les limites du *xv<sup>e</sup>* et du *xvi<sup>e</sup>* siècle (1). Dans tout le reste, l'observation comique se borne à décrire ce qu'il y a de plus bas dans la vie et dans les mœurs, dans le fond permanent de l'homme et dans les habitudes particulières de son existence en ce temps-là. Quant aux idées morales qui inspirent cette observation, elles sont courtes, pauvres et laides. La comédie, forme particulière de la satire, repose, comme la satire elle-même, sur un double contraste : celui qui est dans les choses et celui qui existe entre les choses et notre esprit. Un vice s'ignore, agit et parle comme s'il était une qualité : contraste plaisant dans l'objet de la comédie; mais ce contraste n'est saisi qu'au moyen d'un autre contraste, savoir le mépris que nous avons pour ce vice et qui est un sentiment élevé, en opposition avec la bassesse de ce vice. De là vient que la peinture exacte d'un vice bas peut dénoter chez celui qui l'a tracée une âme généreuse; telle est même l'expression que produisent sur nous les vrais et grands comiques, comme un Aristophane ou un Molière. Il peut arriver, au contraire, que, tout en se moquant d'un vice, un auteur dénote, par les sentimens qui inspirent sa raillerie, une âme médiocrement élevée au-dessus de son objet. Dans les deux cas, comédie à inspi-

(1) Il importe de dire que, d'après les meilleurs historiens de notre ancienne littérature, le vrai moyen âge finirait dans les premières années du *xiv<sup>e</sup>* siècle. M. Gaston Paris dit expressément (*la Littérature française au moyen âge*, avant-propos) que la littérature du moyen âge « s'arrête à peu près à l'avènement des Valois (1327), au moment où va s'ouvrir la guerre de cent ans; » dès lors, « le fond et la forme se sont plus les mêmes : une longue période de transition s'ouvre, qui va du vrai moyen âge à la renaissance. » Par là se trouve encore appauvrie, au point de vue qui nous occupe, une littérature qui n'est déjà pas trop riche, si la richesse consiste plutôt dans la qualité que dans la quantité.

ration supérieure et comédie simplement imitatrice, le spectateur est solidaire de l'auteur, c'est-à-dire qu'il se laisse juger lui-même par le genre de spectacle auquel il se plait; ainsi le public qui a fait la fortune d'une pièce nous donne, par cela même, sur ses propres idées morales, des renseignemens qui ne trompent pas. Or, comédies, auteurs et spectateurs du moyen âge rentrent, malheureusement, dans la seconde catégorie; ils dénotent une moralité très médiocre, lorsqu'elle n'est pas répugnante.

Le moyen âge eut des sujets permanens auxquels il revenait toujours, et d'autres accidentels. Parmi les premiers, les plus fréquens sont la satire de l'amour, des femmes, du mariage, des divers états et conditions de la société; parmi les seconds, la satire de l'organisation sociale elle-même et celle des vices ou travers généraux.

Ce qui ressort, avant tout, de ces deux catégories de sujets, c'est la singulière dureté de cœur et d'âme avec laquelle ils sont traités. Les mésaventures dans lesquelles peuvent nous entraîner nos erreurs volontaires ou involontaires, les vices du caractère, les difformités physiques, la souffrance, n'excitent guère, au moyen âge, la pitié de l'auteur comique, même lorsqu'elles sont excusables. Il en rit d'autant plus fort que la victime est plus malheureuse; c'est la cruauté inconsciente des enfans et des êtres sans réflexion. M. Petit de Julleville essaie d'expliquer et d'excuser cette infériorité morale: « L'époque, dit-il, sans être plus méchante qu'une autre, était dure à la souffrance et peu accessible à l'attendrissement. Cette facilité à rire des misères de l'homme, le moyen âge l'a transmise, adoucie, mais non diminuée, d'abord à la Renaissance, ensuite au *xvii<sup>e</sup>* siècle. Il y a chez Molière, il y a chez Regnard des situations comiques qui, sur la scène, dans notre siècle, deviendraient purement pathétiques. Est-ce à dire que nos cœurs soient plus sensibles, ou notre sensibilité plus emphatique? » La première alternative serait, je crois, la plus acceptable. Entre le moyen âge et notre temps, il s'est produit un grand progrès intellectuel et moral; nous avons plus d'esprit et plus de cœur que nos aïeux, et notre comédie s'en ressent, comme bien d'autres choses.

Dès le *xvi<sup>e</sup>* siècle, en effet, cette cruauté n'est déjà plus ce qu'elle était au moyen âge; au *xvii<sup>e</sup>* siècle, elle s'est si bien transformée qu'elle a disparu. Lorsque Rabelais nous montre Panurge faisant noyer Dindenaut, pour se venger de simples railleries, il n'y a que plaisanterie pure; outre qu'il s'agit ici de fantaisie et non de comédie, l'auteur s'amuse et amuse le lecteur, mais l'exagération est si évidente, que personne ne prend l'aventure au sérieux. De même pour l'histoire des Chicanoux et celle du sacristain écar-

telé par Villon, sur laquelle s'appuie M. Petit de Julleville; de même, à divers degrés, mais de façon encore plus évidente, le tour joué par Panurge à la dame de Paris, la noyade des badauds parisiens au pied de Notre-Dame, la mort du prêtre Tappecu, etc. Au demeurant, la pitié et l'humanité, le respect de la souffrance et le sentiment de la solidarité humaine, absents au moyen âge, sont déjà dans Rabelais et assez sensibles. S'il y a, dans Molière, des spectacles dont il ne songe qu'à rire et qui sont vraiment pénibles pour nous, d'abord, ils sont assez rares : je ne vois guère en ce genre que l'aventure d'Amphitryon et celle de George Dandin. Mais, pour Amphitryon, l'éloignement mythologique et l'évidente vraisemblance du sujet, comme aussi la délicatesse de l'exécution, atténuent considérablement l'impression pénible qui pourrait en résulter. Quant à George Dandin, il est malheureux et il souffre; mais, outre que son malheur est mérité par sa sottise, nous sentons, derrière la raillerie, quelque pitié pour le pauvre diable, assez nettement indiquée pour que, de nos jours, l'acteur croie servir la pensée du poète en s'efforçant de la faire sortir et, pour cela, de tourner le sujet à la tristesse. Quant à Regnard, il s'amuse et nous amuse avec des invraisemblances, qu'il ne prend pas au sérieux et que nous n'y prenons pas plus que lui : la persécution barbare infligée par Lisette et Crispin au vieux Gêronte, qui en meurt, dans le *Légataire universel*, n'est qu'imagination plaisante et si, en ne s'arrêtant pas devant la mort, elle accuse une faute de goût, elle ne dénote pas un manque de cœur, car le poète n'a cru un instant ni à la réalité, ni à la possibilité de son sujet; c'est de la fantaisie plus ou moins délicate, mais de la fantaisie pure. Ainsi, cette dureté du moyen âge, cette cruauté dans l'observation comique, que rien n'atténue ou n'explique, lui est-elle bien propre, et lui est-elle restée. Nous ne la retrouvons ni au xvi<sup>e</sup> siècle, ni au xvii<sup>e</sup> siècle, encore moins au xviii<sup>e</sup> siècle, le siècle de l'humanité.

Il en est de même pour la grossièreté de l'amour, le mépris des femmes et la satire du mariage. Est-il même possible de trouver l'amour dans la littérature comique du moyen âge? Il y a certes, et largement, l'exercice de la bonne loi naturelle, presque toujours poussée jusqu'à l'obscénité dans les idées, sinon dans les actes qu'il inspire, et encore plus dans les termes qui le désignent et les plaisanteries qu'il provoque; mais l'amour lui-même, c'est-à-dire ce que, pour son honneur, la nature humaine tire de son esprit et de son cœur pour l'ajouter à l'instinct, c'est-à-dire le choix et la tendresse, ne se trouve pas plus dans les farces que dans les moralités et les soties. Quant aux femmes, le moyen âge ne les voit guère d'un autre œil que le

vieux Caton; c'est toujours pour lui l'animal indomptable, trompeur, malfaisant, incapable de raison, dont on ne vient à bout, relativement, que par la contrainte et les coups. Il n'est pas de mon sujet de rechercher si, vraiment, les chansons de gestes et les romans les idéalisent, comme l'amour, autant qu'on l'a dit; il me suffit de constater qu'au total la littérature épique ou sentimentale du moyen âge, lorsqu'elle n'est pas subtile et pédante, est singulièrement positive et grossière. Quant à la comédie, elle est d'avis, et très sincèrement, « que les femmes ne valent rien. » *Faire-bien* n'en peut rien tirer, leur seul maître est *Fol-conduite*. Incapables de science, « vérité est leur adversaire; » intarissables bavardes, aigres, avides de divertissement, inconstantes, dépensières, elles réservent à leurs maris querelles, fausseté, jalousie, ruine, et les malheureux ne tirent de leur sort que cette réflexion mélancolique, éternellement justifiée : « Mauldit soit l'heure que jamais mariez je fus! » S'ils se résignent et acceptent l'amant, il y aura peut-être pour eux tranquillité, et profit par surcroît; c'est le conseil que semble donner, de façon toute naturelle, l'auteur de « Colin qui loue et dépite Dieu en un moment à cause de sa femme. » Entre une femme honnête et acariâtre et une coquette enjôleuse, mieux vaut la coquette, avec laquelle il suffit d'être complaisant. Foncièrement rusées et perfides, tout chez elles, paroles aimables, bons procédés, caresses, n'est que piège et doit mettre en défiance. Dans la *Pipée*, une des rares pièces de ce théâtre qui s'élèvent au-dessus de la platitude et dénotent quelque finesse d'invention, l'héroïne de la pièce, Plaisante-folie, n'a qu'un but : prendre et plumer les oiseaux qu'attirent ses chansons.

Tel est, pour la comédie du moyen âge, le rôle éternel des femmes, et la morale présentée ici d'une façon ingénieuse, quantité d'autres pièces la présentent de façon grossière. Si le mari se soumet, par faiblesse de caractère ou amour de la paix, le plus souvent son existence devient un enfer; les exigences de sa femme lui font de la vie le plus intolérable et le plus humiliant des martyres; ainsi, pour le Jaquinot du *Cuvier*. Mieux vaut les battre, car, si le bâton ne parvient pas à changer leurs défauts en vertus, du moins les maintient-il dans une soumission relative. A peine si M. Petit de Julleville peut relever, dans tout ce répertoire comique, quatre ou cinq exceptions à cette philosophie pessimiste des femmes et de l'amour. La tendresse maternelle et la reconnaissance qu'elle doit inspirer aux hommes sont décrites en cinq jolis vers, sans plus, dans la farce *le Vieil amoureux et le Jeune amoureux*. Il signale encore une gracieuse idylle de jeunesse, à la fois railleuse et sincère, plaisante et doucement émue, dans le dialogue



des *Deux amoureux récréatifs et joyeux*, de Clément Marot; mais n'est-ce pas sortir à la fois du domaine de la comédie et de celui du moyen âge? Avec *Maistre Mimin*, qui appartient encore au xvi<sup>e</sup> siècle, la farce avoue que l'amour vaut mieux qu'une science pédante pour faire l'éducation d'un homme et le polir. C'est encore au temps de François I<sup>er</sup>, chez Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre, que l'on trouve une fine et profonde apologie de l'amour qui, dit-elle, ne donne jamais le bonheur espéré, et qui passe vite, mais dont les souffrances mêmes sont délicieuses, et des femmes, qui, dans leurs fautes, sont plus à plaindre qu'à blâmer.

On le voit, c'est surtout le xvi<sup>e</sup> siècle qui ménage les transitions pour amener la littérature comique à une autre conception de l'amour. Telle que nous la trouvons au siècle suivant, de Scarron à Regnard, à travers Molière, cette conception est radicalement différente. L'amour, qui tenait si peu de place dans les pièces du moyen âge, est maintenant le cadre obligé, souvent le fond de toute comédie. Il intéresse par lui-même ou prête son intérêt aux autres sentimens. Dans chaque comédie nouvelle, il y a une intrigue amoureuse, indiquée dès le début, développée à travers l'action et vers le dénouement de laquelle marche toute la pièce : l'amour est contrarié ou favorisé par les autres sentimens, mais toujours il exerce sur eux son action, au moins autant qu'il reçoit la leur. Il s'agit de nous faire connaître deux amans, de nous intéresser à eux, de nous faire désirer leur bonheur; les passions diverses qui s'agitent autour d'eux reçoivent d'eux leur raison d'être et leur intérêt. Non-seulement le rôle et l'importance de l'amour ont changé, mais sa nature même. L'instinct qui le dominait est réduit à un rôle secondaire par le sentiment, c'est-à-dire par la passion et la galanterie. Il est délicat, respectueux, ingénieux, source de toute élégance et de toute politesse. Les femmes qui l'inspirent conservent les traits permanens de leur nature, la finesse ou même la ruse; elles ne sont pas toujours très franches, mais elles ont de la délicatesse, une réserve relative, souvent de la sincérité. On les flatte, on les respecte, on les adore, et elles sont dignes de ces égards. Avec leurs traits communs, ces amoureuses forment une galerie variée et charmante de figures féminines, vraie d'une vérité générale ou particulière, riche de types généraux et de physiognomies individuelles, alors que celles-ci sont tout à fait absentes de la littérature comique du moyen âge, qui n'a su peindre aucun caractère de femme; ingénues ou coquettes, sentimentales ou hardies, elles représentent vraiment la femme française, à une époque déterminée de son histoire et de notre civilisation. Dans le mariage, beaucoup d'entre elles sont déplaisantes et vicieuses, puisque la



comédie est consacrée surtout à la peinture des ridicules et des vices, mais un aussi grand nombre présentent la vie avec elles comme supportable, ou même agréable, parfois délicieuse, malgré le mot de La Bruyère. Elles ont des qualités sérieuses, le dévouement à leur famille, le ferme bon sens, la dignité du caractère et de la conduite, relevés de charme ou d'agrément par leur esprit naturel de finesse, d'habileté et de mesure, par leur sentiment de l'élégance et le charme qui se dégage d'elles. Aussi n'est-il plus besoin de les rudoyer ni de les battre, sauf exceptions assez rares et qui, dans *le Médecin malgré lui* par exemple, n'atteignent que la femme du villageois resté vilain et grossier.

Cette notion nouvelle de l'amour, des femmes et du mariage n'est-elle pas complètement opposée à celle du moyen âge, et peut-on dire, à ce point de vue, qu'il soit rien resté de la comédie de ce temps dans la comédie du *xvii<sup>e</sup>* siècle, bourgeoise, populaire, ou aristocratique?

## II.

Pour la satire des conditions sociales, il y a lieu d'abord de remarquer qu'elle est singulièrement pauvre, et il est difficile d'admettre, avec M. Petit de Julleville, que l'on y trouve le « tableau animé et vivant » d'une société. Il estime d'abord qu'elle nous offrirait, en rassemblant les traits épars dans les moralités et les soties, « le mot de l'opinion nationale, ou, du moins, de l'opinion publique, sur les choses de l'État. » Certes, ce serait là une originalité inconnue de l'époque classique, partant une supériorité du moyen âge. Essayons cependant de rassembler les élémens de ce témoignage.

Dans la « farce morale de Métier, Marchandise, le Berger, le Temps, les Gens, » représentée aux environs de 1440, — c'est-à-dire peu de temps après la guerre de cent ans et aussitôt après la révolte de la Praguerie, dirigée par les grands seigneurs ayant à leur tête le dauphin Louis, le futur Louis XI, contre Charles VII et ses utiles réformes (organisation nouvelle du parlement, pragmatique sanction, réunion des états-généraux, création d'une armée permanente), — Marchandise se plaint que le commerce ne va pas et Métier fait chorus, le Berger porte sa misère en chantant, le Temps annonce, par son costume et quelques mots à double entente, qu'il y a des troubles et des tempêtes dans l'air, et, tout en s'étonnant qu'on se plaigne de lui, ce qui est illogique, il se plaint lui-même

des *Gens*, c'est-à-dire de tous les esprits faux, brouillons et ambitieux. On peut supposer que ces *Gens* désignent les conspirateurs ligués contre le roi, mais ils ne sont pas autrement spécifiés. Les *Gens*, toutefois, changent assez vite d'humeur et de costume : « Dieu et le roi » les ont transformés, ils vont rester tranquilles et travailler au bonheur commun. Ils prennent donc sur leurs épaules Métier, Marchandise et le Berger, et les élèvent en l'air ; « pensée démocratique, » dit M. Petit de Julleville. Et c'est toute la pièce ; bien faible d'invention, comme on le voit, et singulièrement pauvre en renseignements sur l'état des esprits. Pas un détail topique, pas un trait frappant dont un historien puisse faire son profit ; pas une allusion claire et nette à un événement déterminé. J'en dirai autant de la bergerie *Mieux-que-devant*, qui se rapporterait aux vexations exercées sur les paysans par les gens de guerre ; de « la farce nouvelle de Marchandise, Métier, Peu-d'acquêt, le Temps-qui-court et Grosse-dépense, » provoquée par les nouveaux impôts qu'exigeaient les réformes de Charles VII ; du monologue du *Pèlerin passant*, qui raille innocemment les travers de Louis XII, bon, mais avare ; de la sotie du *Nouveau-Monde*, dirigée contre la pragmatique sanction, et qui est un pur galimatias ; de la farce de la *Résurrection de Jenin Landore*, et même de la grande sotie de Pierre Gringore, le *Jeu du prince des sots*, inspirée, sinon commandée, par le roi lui-même, pour préparer l'opinion à la guerre contre le saint-siège. Dans tout cela, avec la pauvreté ordinaire de l'invention, l'observation est si superficielle, qu'elle ne nous apprend rien que nous ne sachions par ailleurs ; ou, plutôt, au lieu que ces pièces éclairent pour nous l'histoire, c'est par l'histoire seule que nous parvenons à les comprendre.

Mais, si peu qu'il y ait de satire politique dans la comédie du moyen âge, la comédie classique n'en devait rien prendre, sauf avec Beaumarchais, si peu classique lui-même, bien qu'il appartienne à l'ancien répertoire, et fort peu préoccupé du moyen âge. Il est trop certain que, à part cette exception, se voyant interdire tout sujet de ce genre par l'autorité de plus en plus répressive des rois de France, elle ne nous a donné rien de semblable à la comédie d'Aristophane ; même aux époques de trouble et de révolte, c'est par d'autres moyens, — la chanson et le pamphlet notamment, — que la satire politique s'exerçait dans notre pays.

La satire des simples conditions, abstraction faite du pouvoir, devait forcément être moins timide. Que nous apprend-elle et s'est-elle continuée aux siècles suivants ?

« La plus célèbre et la plus piquante » des soties, le *Monde, Abus, les Sots*, nous présente Abus, faisant naitre Sot dissolu,

habillé en homme d'église, Sot glorieux, habillé en gendarme, Sot corrompu, habillé en juge, Sot trompeur, habillé en marchand, Sot ignorant, qui ne vise expressément aucune condition, mais représente, bien entendu, la sottise ignorante, et Sotte-Folle qui personnifie les femmes. Ce n'est rien moins que la traduction sensible et complète d'une idée philosophique, qui avait donné naissance aux confréries de sots et à leurs pièces, savoir que la sottise mène le monde; idée trop générale et insuffisamment justifiée, au moins comme preuves tirées des sujets, par cette part de notre ancien répertoire comique. L'ambition d'un tel sujet ne se justifie pas davantage; les personnages ainsi dénommés agissent et parlent sans intérêt (1); ils multiplient les abstractions et les entités dont ils sont sortis eux-mêmes, bâtissant un nouvel édifice social avec les vices et les travers que chacun d'eux personnifie jusqu'à ce que ce Monde-Nouveau s'écroule sur leurs têtes et qu'ils disparaissent pour rentrer dans le sein de la Confusion, laissant au Vieux-Monde le soin de relever l'édifice primitif et de tout remettre en place. Je n'insisterai pas sur l'absence de vie, de mouvement, d'action, partant d'intérêt, qui est la même pour tous ces pâles fantômes; avec eux rien ne monte sur le théâtre que la subtilité stérile et la puérilité d'esprit, qui sont les deux vices intellectuels du moyen âge. Remarquons seulement que l'inspiration d'où ils sortent disparaît aux siècles suivans ou ne s'y retrouve que transformée. D'abord, la conception des soties, trop générale à la fois et trop simple, sur la sottise fondamentale du monde, fait place à une notion plus réfléchie et plus variée de l'homme et de la vie. Scarron, Molière et Regnard exaltent la nature, chacun à sa manière, et montrent le ridicule de ceux qui veulent la contrarier ou l'altérer; Le Sage, Marivaux, Beaumarchais s'attachent de préférence à quelque vice, comme la cupidité, aux complications ou aux déviations d'un sentiment naturel, comme la lutte de l'amour contre lui-même, à la satire générale de l'organisation sociale, comme celle de l'ancien régime finissant. Mais si le XVIII<sup>e</sup> siècle a sa conception *a priori* de la nature humaine, comme la sienne est différente! Il n'y a de sots que les gens en place, selon Beaumarchais; il considère ses contemporains et lui-même comme pleins de raison et capables d'exercer immédiatement tous les droits que cette qualité suppose.

Les pièces moins ambitieuses d'objet ne nous apprennent guère

(1) M. Petit de Julleville estime qu'ils lancent « cent traits acérés » contre la société du temps: je n'en vois pas un seul à relever dans ce qu'il cite, pas plus que dans ce que j'ai lu moi-même.

plus et ne se survivent pas davantage. Soties, farces et moralités donnent une large place à la satire non de la foi, universellement respectée, mais de l'Église et de ses dignitaires avides, de ses curés licencieux, surtout de ses moines paresseux et gourmands. Ainsi dans la moralité de *l'Église, Noblesse et Pauvreté qui font la lessive*, dans les farces des *Trois brus*, des *Pauvres diables* et du *Meunier*. Elle raille les faux braves dans les farces de *l'Aventurier*, de *Colin fils de Thenot le maire*, du *Franc archer de Bagnolet* et du *Franc archer de Cherré*; les chevaliers d'aventure dans le dialogue de *Messieurs de Mallepays et de Baillevent*; les gueux populaires, dans les farces du *Pâté et de la Tarte*, du *Porteur d'eau*; les charlatans, dans le monologue de *la Fille batière*; les valets vicieux et facétieux, dans le monologue du *Clerc de Taverne*, et la parade de *Maître Mimin le Goutteux*; les avocats faméliques et les marchands peu scrupuleux, dans *la Farce de maître Patelin*. Partout du très petit monde et de très petites gens; on a justement remarqué que cette comédie ne donne, pour ainsi dire, aucune place aux classes élevées ou moyennes, et cette lacune n'est pas une des moindres causes de sa bassesse (1). Dès le xvi<sup>e</sup> siècle, ces sujets disparaissent ou se transforment en s'élargissant. Ainsi, la satire contre les gens d'église ne produit plus guère que *Tartufe*, soit que fortement appuyée sur la royauté, qui s'appuie également sur elle, l'Église jouisse de la même immunité, commandée par le respect ou la crainte, soit que, par la réforme de sa discipline, elle ne prête plus aux mêmes attaques. Quant à *Tartufe*, c'est un chef-d'œuvre unique, auquel rien ne se peut comparer, à aucun point de vue, dans la littérature dramatique, jusqu'au Basile du *Mariage de Figaro*, autre exception, dont la hardiesse annonce des temps nouveaux; et, tout au moins dans *Tartufe*, l'inspiration de la satire est non-seulement différente de ce qu'elle était au moyen âge, mais opposée : en effet, c'est moins aux vices des personnes qu'elle s'attaque, quoi qu'elle en dise ou en pense, qu'au dogme et à la morale. Pour les autres sujets, s'ils subsistent, c'est qu'ils sont le fond permanent et éternel de la comédie, comme de la nature humaine elle-même; mais ils ne sont plus traités de la même manière ni au même point de vue. Le faux brave du xvi<sup>e</sup> siècle, moitié Espagnol, moitié Français, n'a point le même genre de vantardise ou de peur, la même allure, le même langage que le franc archer ou le routier; les chevaliers d'aventure sont devenus des chevaliers de cour ou d'antichambre

(1) Voir Ernest Renan, *la Farce de Patelin*, dans ses *Essais de morale et de critique*, 1859.

et parlent le langage du bel air; les gueux populaires se sont transformés en valets à la façon latine ou italienne; les gens de loi ne sont plus des friponneaux en quête d'une robe, mais des hommes d'affaires étourdissant leurs dupes par leur jargon de basoche.

Si les caractères généraux ont été employés par la comédie du moyen âge, c'est toujours pour la même raison : ils font partie du fonds nécessaire et permanent de la comédie, qui sans eux cesserait d'exister; celle du moyen âge eut donc des avares, des jaloux, des envieux, des hypocrites, etc. Mais quelle pauvreté constante dans l'invention comme dans l'observation, dans les sujets comme dans la mise en œuvre! Le *Sermon joyeux des fous*, reprenant l'idée favorite de la sotie, que tous les hommes sont fous, énumère les diverses sortes de fous et cherche à les caractériser : il y a les fous par jalousie qui ont « femme honnête, plaisante et mesnagère fort diligente », innocente surtout, et qui, cependant, la soupçonnent; il y a les amoureux qui errent la nuit, par les rues, affrontant la pluie, le vent et le froid, pour entrevoir leurs belles à travers une fenêtre; il y a des fous de contrée et de région, les Allemands et les Angevins qui sont ivrognes, les Picards, coureurs de femmes, les Gascons, fous légers, les Poitevins, fous rusés, etc.; enfin les fous de profession. Aucune espèce, du reste, n'est caractérisée en traits plus expressifs ni plus profonds, et c'est à cette sèche nomenclature que se borne l'observation comique du moyen âge. La farce des *Bâtards de Caux* combine la comédie de caractère avec la comédie de mœurs; elle met en scène le droit d'aînesse, mauvaise loi, qui « à l'un donne tout le bien », et aux autres « rien trétous »; d'où l'avarice chez l'aîné, qui, libre de pourvoir ses frères et sœurs à sa guise, les traite de façon dérisoire : de l'un il fait un marchand d'allumettes; à l'autre, qui veut être prêtre, il dit des injures; à sa sœur, qui veut s'établir, il donne quelques légumes, une ceinture, deux couteaux et deux chemises. Et voilà une étude de l'avarice, déterminée par un milieu et des institutions particulières. La sotie de la *Folle Bombance* met en action cette vérité qu'il ne faut pas tout sacrifier au luxe, au plaisir et à la bonne chère, et nous donne, par surcroît, comme une esquisse du *Bourgeois gentilhomme*, avec le marchand qui vend ses bœufs pour s'habiller à la mode, « vestir le velours, porter robes fourrées, des pourpoints de satin à grandes manches, des chemises blanches de Hollande et des collets à la mode napolitaine. » C'est tout, et tel est le degré d'exactitude, de relief et de finesse avec lesquels, au temps de Louis XII, la comédie prétendait représenter un ancêtre de M. Jourdain.

Ces informes essais nous sont pourtant offerts comme les pre-

miers essais, sinon les premiers modèles de la grande comédie en France. Mais il est d'autant plus difficile de partager cette opinion qu'elle s'appuie sur des analyses exactes et détaillées, qui sont chacune autant de preuves à l'appui de l'opinion contraire. Par là, M. Petit de Julleville nous conduit à cette conclusion que, les sujets étant les mêmes, parce qu'ils ne pouvaient pas être différents, et la comédie puisant autrefois, comme aujourd'hui, dans le fonds de nos vices et de nos travers, la comédie classique n'a laissé des œuvres intéressantes et durables que parce qu'elle traitait ces sujets et exploitait ce fonds tout autrement que la comédie du moyen âge. Ce que le moyen âge se contentait d'apercevoir et indiquer d'un trait vague et mou, l'époque suivante l'a profondément étudié et reproduit avec vigueur ; où il s'appesantissait, elle passait ; où il ne s'arrêtait pas, elle insistait longuement ; mais surtout, où il ne savait ni inventer, ni combiner, répétant à l'infini des types élémentaires, elle a créé des formes et des genres, avec leurs règles nécessaires, et se développant avec une force personnelle et durable de vie et de fécondité ; c'est-à-dire qu'elle a fait œuvre littéraire.

### III.

Mais c'est justement ici et sur le sens de ce mot « littéraire, » que porte le vif du débat. En effet, une opinion volontiers reprise par les historiens de la littérature française au moyen âge, pour en tirer un éloge de leur objet, c'est la spontanéité et l'absence de réflexion propres à cette littérature, en opposition avec l'artifice et les procédés voulus de l'époque classique. M. Petit de Julleville n'est pas, sur ce point, d'un autre avis que la majorité des médiévistes : « Nos farces, nos moralités, nos soties, dit-il, ne sont pas des œuvres littéraires. La comédie, au moyen âge, composée pour plaire au peuple, non pour plaire aux lettrés, s'est développée au hasard, sans nul souci de style et d'arrangement. » D'où l'absence de cette convention, chère aux époques classiques, la distinction des genres : « La distinction absolue des genres, ajoute-t-il, est une conception, je n'ose dire fausse, mais factice, qui n'appartient qu'aux époques de littérature polie et savante. » La Renaissance et le *xvii<sup>e</sup>* siècle auraient donc fait perdre ces précieuses qualités à notre littérature dramatique ? M. P. de Julleville ne le dit pas expressément ; il regrette toutefois, en se défendant d'exprimer un regret, que la conception dramatique du moyen âge ait été rem-



placée par une autre, et justement à propos de la Renaissance, il écrit : « L'entreprise de fonder en France un théâtre national animé, pathétique, original, qui ne dût rien à l'antiquité (1), rien aux nations voisines, avait, dès lors, définitivement échoué. Sans doute, la perfection de notre théâtre classique ne laisse place à aucun regret ; mais qu'on n'oublie pas qu'entre la moralité de *l'Empereur qui tua son neveu* et le *Cid*, il s'est écoulé plus de cent ans ; un long siècle, tout plein d'inutiles efforts, de tentatives avortées ; et vide, ou bien peu s'en faut, d'œuvres dramatiques dignes de mémoire. » Voici qui est encore plus explicite : « La comédie du moyen âge n'avait jamais imité ; elle est souvent médiocre, mais elle est toujours elle-même. Au contraire, la comédie de la Renaissance (et c'est par là surtout qu'elle se distingue de ceux à qui elle succède) a puisé largement aux sources anciennes ou étrangères, surtout chez les Latins et les Italiens. Ces derniers lui ont fourni tout l'*imbroglio*, inconnu au moyen âge ; déjà complexe, mais encore monotone à l'époque de la Renaissance. Un peu plus tard, la comédie croyant avoir épuisé Plaute, Térence, l'Arioste, empruntera aux Espagnols ; et ce procédé avoué d'imitation, de traduction, autorisé par d'heureux exemples, régnera sur la scène française et dans le roman, jusqu'à la fin du *xvii<sup>e</sup>* siècle. » Ce qui n'empêche pas M. P. de Julleville de reprendre, aussitôt après, la thèse sur laquelle repose son livre et de redire que les traces de la comédie du moyen âge se retrouvent « persistantes, quoique affaiblies, en pleine Renaissance, et jusqu'au plus beau temps de la comédie classique ; » que « la farce, la sotie, la moralité, se survivent à elles-mêmes, sous des noms nouveaux, sous des formes rajeunies ; » que « les plus illustres de nos auteurs comiques modernes doivent quelque chose à la comédie du moyen âge, qu'ils n'ont jamais lue peut-être, » car « l'analyse des caractères nous vient des moralités, l'esprit frondeur nous vient des soties, mais avant tout, la franchise comique et cette naïveté, cet effort vers le vrai dans la peinture du ridicule, qui sont les meilleures qualités de nos bonnes comédies, nous viennent en partie des farces. »

J'ai tenu à présenter au complet toute cette argumentation, parce que, à mon sens, elle contient deux ou trois des plus graves erreurs qu'une faveur excessive pour la littérature du moyen âge ait mises en circulation, et qu'il importe grandement de les réfuter,

(1) Ceci serait à examiner de près. M. Aubertin remarque qu'il n'y eut à aucun moment du moyen âge une interruption complète de la culture et de la tradition latines.

si l'on tient à la juste appréciation de notre développement littéraire, comme au maintien de nos justes admirations et à la sûreté de notre goût; le goût, faculté gênante dont les médiévistes nous recommandent de nous débarrasser pour mieux admirer l'objet de leurs préférences et qui n'est autre chose en littérature que la justesse du sens et la liberté du jugement. Il me semble, au contraire, que ce qui empêchera toujours le théâtre du moyen âge de prendre dans l'histoire de notre littérature la place réclamée pour lui, ce qui le maintiendra toujours à l'état d'objet d'étude pour les érudits, c'est justement cette absence de réflexion dans les œuvres et de distinction dans les genres dont on lui fait un mérite; que son originalité ne vaudrait quelque chose qu'à la condition de représenter des qualités et que ces qualités n'existent pas; que la Renaissance et le *xvii<sup>e</sup>* siècle, en remplaçant ce théâtre qu'ils n'ont pas tué, mais qui est mort de lui-même, ont rendu le plus grand service à la littérature française; que, s'il y a eu cent ans d'efforts entre les dernières moralités et le *Cid*, ces efforts n'ont pas été stériles, puisque le théâtre classique en est sorti; que l'imitation de l'antiquité, de l'Espagne et de l'Italie par la comédie classique fut heureuse, puisqu'elle nous donna une valeur littéraire qui nous manquait; enfin que la persistance des genres comiques du moyen âge à travers la comédie classique ne se trouve pas à l'examen.

La littérature ne doit pas son intérêt et sa durée simplement à ce qu'elle est une fonction de l'esprit humain, et, à ce titre, toujours digne d'être étudiée, quelle que soit la valeur de ses résultats: à ce point de vue, elle ne relève que de l'histoire naturelle, de la physiologie, de la psychologie, c'est-à-dire de la science, mais non de la critique littéraire. Elle n'existe que lorsque l'activité intellectuelle, dont elle est le produit, réalise certaines qualités de force ou de grâce, d'émotion ou de charme, de beauté plastique surtout. Là où il n'y a point d'arrangement et de style, il n'y a pas de littérature; il n'y a style et arrangement que lorsqu'il y a réflexion, et dès qu'il y a réflexion, il y a distinction et classification (1). Peu importe que l'œuvre littéraire s'adresse au peuple ou

(1) A propos de la *Farce de Patelin*, la seule, à tout prendre, des pièces du moyen âge qui ait mérité de durer. M. l'abbé de Julleville écrit: « *Patelin* est une des rares œuvres du moyen âge qui ait une valeur proprement littéraire au sens où nous entendons ce mot aujourd'hui, c'est-à-dire une œuvre dans laquelle un auteur très expérimenté se propose de produire certains effets par des moyens choisis et calculés. Rien n'est naïf dans *Patelin*; mais la profondeur du comique y est égale à l'habileté de la mise en œuvre: tout y est naturel et vrai; mais tout y est prévu avec intention, et, comme on dit aujourd'hui: voulu. » Il est difficile de reconnaître plus nettement, quoique de façon indirecte et sans intention, l'irréflexion et l'inexpérience propres au

aux lettrés, elle doit valoir par elle-même et sa valeur littéraire ne dépend pas de la culture intellectuelle de ceux qui s'y plaisent. *L'Iliade* et *l'Odyssee*, œuvres puissantes et gracieuses, s'adressaient au peuple et elles le charmaient, parce que ce peuple était capable de les goûter; de même, les moralités, les soties et les farces, œuvres grossières et de médiocre valeur, plaisaient au public du moyen âge, peuple ou seigneurs, parce qu'il était grossier comme elles. Le style, est-on forcé de le redire? c'est le degré d'énergie et de clarté, de couleur et de justesse auquel le génie ou le talent peuvent élever nos pensées, indifférentes en elles-mêmes et qui, sans lui, seraient comme si elles n'existaient pas; l'arrangement, c'est l'ordre et la lumière mis dans le résultat confus de notre activité morale, dans l'expression de nos sentimens et de nos passions, semblables comme essence, partant indifférentes, chez tous les hommes, jusqu'à ce que l'originalité d'une nature ou d'un talent, chez celui qui agit ou chez celui qui raconte, leur ait valu l'intérêt. Et c'est justement parce que le moyen âge n'a pas eu le don du style et de l'arrangement qu'il a fait si rarement œuvre littéraire; c'est lorsque, par hasard, il les a rencontrés qu'il a laissé quelques vers, quelques phrases dignes de durer et de faire que, somme toute, il a une littérature et une existence littéraire. La distinction des genres, c'est la notion que la littérature prend d'elle-même, de ses moyens et de son but, par l'expérience et la réflexion; c'est la forme littéraire de l'ordre et de la méthode, sans lesquels il n'y a pas plus de littérature qu'il n'y a de science. Et cette conception n'est ni fausse ni factice; résultat de l'activité de l'esprit, elle est d'autant plus rigoureuse que cette activité est plus puissante et plus heureuse dans ses résultats; elle atteste en se produisant, que l'esprit prend notion de lui-même et que la virilité succède à l'enfance. Si le *xvi<sup>e</sup>* siècle a pu nous rendre le style, l'arrangement et la distinction des genres, c'est que l'esprit français s'émancipait enfin, à la notion pleinement retrouvée de l'antiquité. Ne regrettons pas, au point de vue du théâtre, l'effort séculaire de la Renaissance pour trouver une forme nouvelle, durable et féconde, puisque cette forme elle l'a trouvée, et que, ici comme en tout, ce n'est pas la durée de l'effort qui importe, mais le résultat. Sans doute, la littérature nouvelle n'est pas sortie seule de notre sol; il a fallu que ce sol fût fécondé par des germes étran-

moyen âge, comme aussi l'indispensable nécessité des procédés contraires pour faire œuvre littéraire. *Patelin* condamne tout le reste de la littérature comique du moyen âge, car s'il est excellent, c'est uniquement parce qu'il en est le contraire.

gers ; mais l'essentiel était que ce sol fût fécondé, que cette littérature naquît, qu'elle fût riche en œuvres et que ces œuvres fussent belles. Triste originalité que celle qui consiste à demeurer stérile, à ne rien réaliser de complet et de durable, à ne présenter que le contraire de la beauté et de la force. Si, à l'action de l'antiquité, pour faire naître une littérature dans notre pays, s'est jointe celle de l'Italie et de l'Espagne, c'est que ces deux pays nous avaient précédés dans le renouveau littéraire et qu'il fallait nous mettre à leur école pour apprendre ce qu'ils savaient avant nous, les égaler d'abord, les dépasser ensuite. Car, tel a été le résultat : nous avons fini par ajouter aux œuvres antiques, modèles des nôtres, des œuvres qui les valaient ; élèves des Italiens et des Espagnols, nous sommes bientôt devenus leurs maîtres et ceux de l'Europe. Enfin, la littérature sortie de cette triple imitation est pleinement originale ; elle réalise une conception de la beauté littéraire qui n'existait pas avant elle ; si elle était supprimée, l'esprit humain perdrait quelques-uns de ses plus nobles titres. Et l'on veut que son avènement laisse place à quelque regret ; on lui oppose le bavardage enfantin ou sénile du moyen âge ; on demande pour celui-ci tantôt la préférence et tantôt l'égalité, tout au moins beaucoup de place et d'attention. Il y a là une erreur et qui ne saurait durer.

#### IV.

Voyons, enfin, ce que le moyen âge avait trouvé comme formes comiques et si la littérature classique en a retenu quelque chose.

Ces formes se ramènent à trois principales : la moralité, la farce et la sotie. La moralité est, comme son nom l'indique, une pièce à intention morale ou didactique qui met en scène des abstractions personnifiées représentant des vices, des vertus, des caractères et des conditions sociales. La farce ne se propose que d'exciter le rire par une satire joyeuse, encadrée dans une anecdote dialoguée, une actualité, un fait scandaleux. La sotie est une farce jouée par une confrérie de sots, c'est-à-dire de bouffons organisés en société et s'amusant à traduire l'idée de la sottise universelle avec une hiérarchie, des emplois et des costumes traditionnels. A ces trois genres principaux se rattachent d'assez nombreuses variétés dont les principales sont le sermon joyeux, parodie des prédications d'église, et le monologue, genre très ancien et très fécond, qui a reparu dans ces dernières années et dont chacun de MM. Coquelin

s'est cru le père avant de l'adopter en commun (1). Ces formes sont à la fois fixes et flottantes, indécises et très déterminées ; elles empiètent les unes sur les autres et se confondent souvent au point de rendre malaisée la classification de telle ou telle pièce ; mais, en somme, il n'est pas une pièce comique au moyen âge qui ne rentre dans une de ces trois catégories ou dans les trois à la fois. C'est donc à cela que s'est bornée l'invention comique du temps ; que vaut en elle-même chacune de ces formes ?

Sortie du *Roman de la Rose*, né lui-même de l'esprit scolastique, la moralité a tous les caractères de monotonie, de froideur et de sécheresse propres à cet esprit. Les passions et les caractères, qu'elle se propose de peindre, elle ne sait pas les incarner dans des personnages vivans, à la fois typiques et individuels ; elle se contente de produire sur la scène des entités, toujours désignées par un nom commun, jamais par un nom propre, figures métaphysiques et abstraites qui parlent beaucoup, agissent peu et dialoguent sur des abstractions. D'intérêt personnel, ce genre de pièces ne saurait en avoir ; quant à l'intérêt général, la psychologie du moyen âge est si élémentaire, si timide, si étroitement attachée aux mots, faute d'indépendance et de pénétration pour aller jusqu'aux choses, que l'ensemble des moralités ne nous apprend rien sur la nature et le fonctionnement de notre activité. Il se peut que le souvenir d'Aristophane et de la vie intense qu'il savait donner aux êtres abstraits nous rende exigeans pour les moralités ; mais juger c'est comparer, et une œuvre littéraire n'a de valeur que lorsqu'elle supporte les comparaisons. Qui connaît une moralité les connaît toutes, et le procédé est toujours le même ; c'est la même façon d'imaginer, de nommer et de faire parler des personnages de même nature. Quant à l'action et à la progression de l'intérêt, à la marche régulière vers un dénouement prévu, il n'y en a trace ou peu s'en faut : la pièce se compose d'une série de dissertations plus ou moins longues et plates qui commencent et s'arrêtent sans autre raison que l'auteur l'a voulu ainsi et que le temps normal d'une représentation était écoulé. Pas de sujet, à propre-

(1) « J'aurais d'autant plus de peine, si le monologue menaçait de mourir, à lui dire le dernier adieu, que je le considère un peu comme mon fils. » (Coquelin aîné, *la Défense du monologue*, 1883.) — M. Coquelin cadet, plus modeste, partagerait volontiers sa gloire avec un autre : « Il faut avouer vraiment que le monologue entre de plus en plus dans nos mœurs. Je parle du monologue dont M. Charles Cros est la mère et moi, si j'ose m'exprimer ainsi, la sage-femme. » *Le Monologue moderne*, 1881. — Enfin, nous devons à la collaboration de MM. Coquelin aîné et cadet *l'Art de dire le monologue*, 1884.

ment parler, c'est-à-dire une action ayant un commencement, un milieu et une fin, mais un prétexte à dissertations; pas d'intrigue, c'est-à-dire une complication d'aventures, déroulée suivant une certaine logique, mais des allées et venues sans lien nécessaire; pas de dénouement, c'est-à-dire de conclusion acceptable, mais un arrêt quelconque de la pièce.

M. Petit de Julleville estime pourtant que ce genre est devenu « la grande comédie de mœurs, la comédie classique par excellence, où le poète s'efforce d'incarner, dans un personnage unique, un type entier, un caractère universel. » Il y aurait ici lieu de distinguer, car la comédie de mœurs et la comédie de caractère ne sont pas, il s'en faut, une seule et même chose; mais il suffit, pour le moment, de signaler cette confusion. M. Petit de Julleville essaie donc de justifier son avis par la comparaison suivante : « Prenez le *Misanthrope*, et supposez qu'Alceste, au lieu de porter un nom d'homme, s'appelle *Misanthropie*; que Célimène s'y nomme *Coquetterie*; Philinte, *Optimisme*; Arsinoé, *Prudence*; les deux marquis, *Sottise* et *Fatuité*; le *Misanthrope* serait-il autre chose qu'une pure moralité? » Il y a un inconvénient à cette hypothèse : c'est qu'aucun des personnages du *Misanthrope* ne peut se changer en abstraction sans devenir inintelligible et cesser d'exister : chacun d'eux, en effet, n'est pas le misanthrope idéal, la coquette abstraite, etc., mais un être déterminé, dont la nature se compose de plusieurs élémens particuliers, entre lesquels il en est un de dominant, mais qui ne supprime pas les autres et qui reçoit à son tour leur action. Par suite, si Alceste n'est pas un homme mûr, non-seulement misanthrope, mais ardent, amoureux, fier, brusque et maladroit, si Célimène n'est pas une jeune femme non-seulement coquette, mais rusée, spirituelle, égoïste et fausse, etc., le *Misanthrope* disparaît tout entier; il restera peut-être dans le sujet matière à moralité, mais l'essence même et la raison d'être d'un chef-d'œuvre se seront évanouies. Toute comédie, par ce procédé, peut devenir une moralité, à la condition de supprimer d'abord ce qui la constitue; mais, restant ce qu'elle est et par le simple changement de noms que propose M. Petit de Julleville, elle refuse absolument de devenir une moralité. En effet, aucun des élémens de la comédie ne peut entrer dans la moralité, et réciproquement. Outre un sujet, une action, une intrigue, un dénouement, la comédie exige des personnages particuliers, une époque déterminée, des conditions sociales : introduisez ces élémens dans une moralité, et la moralité disparaît. De même la moralité, avec ses abstractions et ses entités, n'admet ni action, ni intrigue, car des personnages sans existence personnelle ne sauraient agir en vue



d'un but déterminé; ils ne sauraient être jetés dans une complication d'aventures, car ils manquent d'activité propre; ils n'ont ni âge, ni sexe, ni humeur, ni fortune, ni d'autre condition que celle de leur titre et de leur costume : introduisez ces élémens dans une comédie et la comédie disparaît.

« La farce, continue M. Petit de Julleville, est devenue la petite comédie en un acte, preste, vive, amusante; cadre restreint, mais commode, où Molière a peint ses *Précieuses* et sa *Comtesse d'Escarbagnas*. » Au premier abord, ceci paraît plus acceptable. Je ne crois pas cependant qu'à y regarder de près l'assimilation subsiste. La farce du moyen âge, fort pauvre de fonds, avec cinq ou six sujets auxquels elle revient toujours, est une petite pièce rapide et libre, comme aussi la farce du *xvii<sup>e</sup>* siècle, mais là s'arrête la ressemblance entre les deux genres. Il manque, en effet, dans la première, ce qui est la loi générale du théâtre classique, c'est-à-dire une intrigue et une action marchant vers un dénouement. Les farces sont de simples anecdotes, des faits de la vie courante, des aventures plaisantes, des scènes de ménage ou de carrefour traduites sur la scène par le dialogue; les comédies classiques en un acte sont des sujets dramatiques, c'est-à-dire une combinaison d'événemens imaginés et présentés dans des conditions particulières d'invention, de personnages, de développement et de terminaison. Si le nom de la farce s'est conservé pour ce genre de comédie, c'est que, au temps de Molière, on jouait encore des farces à l'hôtel de Bourgogne, et que le public, trouvant dans les comédies nouvelles la même gaîté et la même liberté que dans ces farces, appelait d'un même nom les deux genres, celui qui achevait de mourir et celui qui venait de naître. Mais, aujourd'hui que nous n'avons plus les mêmes raisons de nous abuser, comparons les *Précieuses ridicules* ou la *Comtesse d'Escarbagnas* à la meilleure des farces du moyen âge, *Maitre Patelin*, ou à l'une des plus amusantes, *le Cuvier*. Combien peu d'analogies! Il n'y en a guère qu'une : c'est que ces quatre pièces sont courtes et gaies. Pour le reste, tout est changé : l'action de *Patelin* raconte, en vers, comment un avocat dupa un drapier et fut dupé à son tour par un berger; celle du *Cuvier*, en vers également, comment le mari d'une méchante femme en vint à bout; Molière raconte, en prose, l'aventure de deux « pecques » abusées par le jargon à la mode et celle d'une dame de province qui voulait singer le bel air. Ainsi le champ de l'observation s'est agrandi et déplacé : là une simple anecdote, ici une peinture de mœurs. Dans les deux farces, pas d'autre intérêt que celui du dialogue; dans les deux comédies, le triple intérêt du sujet, des caractères et du dénouement. Et si l'on

était d'avis que, dans *Patelin* tout au moins, cet intérêt se trouve, il serait juste de répondre que, si *les Précieuses ridicules* et *la Comtesse d'Escarbagnas* sont des comédies et non des farces, l'excellence de *Patelin* s'explique parce que c'est moins une farce qu'une comédie dont l'auteur, devançant son époque, a trouvé, par un coup de génie, un cadre que ne lui fournissaient pas ses contemporains.

Il n'y a pas lieu d'insister sur la sotie, qui, par son cadre permanent, ses personnages immuables, avec leurs costumes, leurs noms et leur genre de plaisanterie, comme aussi et surtout par son inspiration uniforme de satire politique et sociale, a complètement disparu avec les confréries de sots et la liberté relative dont jouissait le moyen âge. Pourtant, je me demande si, dans la voie de comparaison où s'engageait M. Petit de Julleville, il n'aurait pas dû avancer, pour l'honneur de son sujet, que la sotie, perdant son inspiration, mais retrouvant un cadre du même genre, avait reparu avec la comédie italienne, où les sujets, les personnages et les costumes sont toujours les mêmes. Cette opinion n'eût guère été plus hasardée que le rattachement de la moralité à la grande comédie de caractères. En revanche, je ne fais aucune difficulté de reconnaître que le monologue, lui, a reparu, semblable à lui-même après plusieurs siècles, mais il se doutait si peu de son origine qu'il l'a ignorée, et pas plus aujourd'hui qu'autrefois il n'appartient à la littérature dramatique : avec son uniformité, sa platitude, souvent sa niaiserie, où l'admiration du comédien pour lui-même et pour lui seul se donne librement carrière, en lui procurant la scène entière, et en diminuant le plus possible la part de l'auteur pour augmenter dans la même proportion celle de l'interprète, il ramène le théâtre vieillissant aux jours de son enfance.

Serait-ce, enfin, le genre de style propre à la comédie du moyen âge qui aurait fourni assez d'éléments à la comédie classique pour établir entre les deux époques cette filiation que nous n'avons trouvée jusqu'ici ni dans l'esprit, ni dans le genre d'observation, ni dans les formes ?

On peut d'abord se demander s'il y a vraiment un style dans la comédie du moyen âge. Pour qui accepte la définition de Buffon, d'après laquelle « le style n'est que l'ordre et le mouvement qu'on met dans ses pensées, » la réponse n'est pas douteuse. Dans la façon d'écrire de nos vieux auteurs comiques, aucune préparation dans les développemens, aucun rapport dans l'importance relative des parties, l'idée essentielle noyée dans les détails. Comme dans les récits d'enfans, pleins à la fois de redondances et de lacunes, il semble qu'aucun auteur du moyen âge n'ait vu clair

dans sa pensée et dominé son sujet, qu'il n'ait jamais arrêté d'avance les bornes de sa composition et distribué d'après un plan réfléchi ce qu'il se proposait de dire. Comme conséquence, une longueur et une diffusion fastidieuses ; si les farces sont généralement courtes, à la fois étriquées et lâches dans leur développement, en revanche moralités et soties se déroulent à travers des milliers et des milliers de vers. Il faut aujourd'hui pour les lire une grâce d'état, une patience d'érudit, qui veut, sans aucune considération d'agrément littéraire, défricher laborieusement son champ, pour aride et stérile qu'il puisse être, se constituer maître et propriétaire de son sujet, et fonder justement cette maîtrise, comme sa tendresse pour son objet, sur la peine qu'elle lui aura coûté. Dans les allégories surtout, lorsque ce n'est pas un flux intarissable de mots sans relief, c'est un galimatias inintelligible.

Défaut d'autant plus pénible que tout cela est écrit en vers, c'est-à-dire le genre d'écrire auquel l'art classique nous a justement habitués à demander le plus de précision, de plénitude et de relief. Ce mètre éternel de huit syllabes, en son allure sautillante et sa courte haleine, ou bien ne rend que par petites touches maigres une poésie courte comme lui, ou se trouve trop étroit pour contenir un enchaînement suivi de propositions. Au demeurant, ce qui manque le plus dans ces vers, c'est la poésie, c'est-à-dire une grâce ou une force supérieures à celles de la prose, une fantaisie plus libre, une raison plus élevée, un choix de mots plus expressifs. Jamais on n'écrivit autant de vers qu'au moyen âge, et jamais il n'y eut moins de poètes. Un des seuls en faveur de qui l'on pourrait faire une exception, c'est Pierre Gringore. La plupart de ces rimeurs mettent dans leurs compositions l'élégance, la richesse et la précision que déploient encore aujourd'hui les auteurs de complaintes. Ces défauts enfin sont d'autant plus pénibles qu'ils s'étalent dans des pièces de théâtre, où, par cela seul que l'auteur nous rassemble sous prétexte de satisfaire notre intérêt, il nous rend plus exigeants et plus sensibles à l'ennui. Dans le style dramatique, la concentration du sens et le relief de la forme sont des nécessités du genre, et c'est parce qu'ils ne se trouvent pas dans le style du moyen âge que la vertu dramatique lui a manqué.

Les historiens du théâtre français au moyen âge savent tout cela et, pour peu qu'ils se piquent de littérature, ils sont les premiers à le reconnaître. Cependant ils plaident les circonstances atténuantes, et, à force de les plaider, ils arrivent à des conclusions inacceptables. Ils veulent nous faire passer sur cette incapacité de composition, cette platitude, cette impropriété, ce manque de précision et de relief, pour nous amener à reconnaître que,

malgré tout cela, ces pauvres écrivains sont des auteurs à lire, ces rimeurs sans rimes des poètes et ces pauvres faiseurs de dialogues des auteurs dramatiques. C'est vraiment trop demander. Quant à voir en eux les devanciers et les inspireurs des vrais poètes du siècle suivant, il n'est pas nécessaire de reprendre une fois de plus le parallèle si souvent institué jusqu'ici; il serait oiseux, après ce qui précède, de recommencer la démonstration.

## V.

Platitude, insignifiance, stérilité, tels sont les mots qui, par la nature des choses et la force du sujet, viennent à chaque instant sous la plume, lorsque l'on s'occupe de la comédie du moyen âge. Malgré la complaisance d'usage pour leur objet, les historiens de cette littérature ne peuvent faire autrement que de les employer eux-mêmes; à plus forte raison les simples critiques, dégagés de cette complaisance et à qui l'on ne saurait demander autre chose que des impressions sincères. Et pourtant ces historiens expriment à chaque page le regret que cette comédie n'ait pas survécu; ils insistent sur ce point qu'elle était originale et nationale, tandis que la comédie du *xvii<sup>e</sup>* et du *xviii<sup>e</sup>* siècle fut imitée et d'origine étrangère; ils s'efforcent de trouver une filiation entre les deux périodes, et de relever dans la plus récente quelques imitations de détail.

Il y a là une contradiction singulière et inacceptable. Si la comédie du moyen âge est morte, c'est qu'elle méritait de mourir, car elle n'avait rien de ce qui constitue la vie, et, stérile, comment aurait-elle pu laisser une postérité? Qu'elle ait été originale et nationale, il importe vraiment assez peu et cela ne saurait changer grand'chose au jugement d'un lecteur impartial. En littérature comme en toutes choses, les origines et les points de départ n'ont, en eux-mêmes et pour eux-mêmes, qu'un intérêt médiocre; ce qui importe, c'est la carrière suivie et les résultats. Que la vraie comédie française, celle qui nous intéresse et qui nous donne une leçon continue d'observation et d'expérience, source toujours jaillissante d'esprit comique et de gaieté, soit italienne et latine d'origine, qu'elle ait commencé par l'imitation et lui ait toujours donné une grande place dans le choix de ses sujets et de ses moyens, en quoi cela peut-il augmenter ou diminuer sa valeur propre? Comme aussi d'être française et née sur notre sol, cela peut-il donner à la comédie du moyen âge l'invention, la fécondité, l'intérêt et le style qui lui manquent?

A vrai dire, cette façon de juger ne constitue pas une exception; nous la connaissons trop pour nous en étonner. Elle est de règle, chez les historiens de la littérature et de l'art au moyen âge; elle a été reprise et formulée par presque tous. Ne pouvant nous faire trouver beau ce qui est laid, riche ce qui est pauvre, et intéressant ce qui n'excite que l'ennui, ils s'efforcent d'intéresser notre patriotisme à la question et de nous placer dans cette alternative, de forcer notre admiration ou d'être de mauvais Français. Ainsi à Rome, au temps d'Horace, les partisans de l'ancienne littérature latine condamnaient, au nom du patriotisme, ceux qui demandaient aux Grecs des leçons de composition et de goût. C'est là vraiment un procédé inacceptable de critique littéraire ou artistique. Nous y résistons lorsque Viollet-le-Duc plaide avec tant de science et de volonté pour l'architecture française, improprement appelée gothique, contre l'architecture d'origine italienne, alors que l'une et l'autre ont eu leur raison d'être et que la seconde a légitimement succédé à la première (1), lorsque M. Gaston Paris, avec une méthode si sûre et une dialectique si vigoureuse, veut nous montrer dans les chansons de gestes, — où la beauté et l'intérêt existent, certes, mais à l'état d'exception, et s'y font si péniblement gagner, — une suite d'épopées aussi attachantes que l'*Illiade* et l'*Odyssée*, lorsque M. Léon Gautier expose la même thèse avec un enthousiasme chaleureux, lorsque enfin M. Petit de Julleville consacre tant de travail et de conscience à nous exposer les deux formes de la littérature dramatique en ce temps-là et s'efforce d'établir que l'une des deux au moins n'est pas complètement morte. Ils déplorent tous que la civilisation française ait dévié au xv<sup>e</sup> siècle, et ils estiment que, sans l'influence de l'antiquité retrouvée et de l'Italie, notre littérature et notre art auraient eu un développement aussi riche et plus original, aussi fécond en belles œuvres et plus flatteur pour notre patriotisme. Jusqu'ici, ils n'ont pas réussi à nous convaincre; mais que le fait soit regrettable ou heureux, c'est un fait, et ils sont obligés eux-mêmes de le reconnaître : une littérature et un art nouveau ont commencé avec le xvi<sup>e</sup> siècle. Quant au patriotisme, exige-t-il que l'on renonce à la justesse d'esprit et est-il inconciliable avec la critique littéraire? Consiste-t-il à se préférer et à se complaire dans les infirmités de sa race et de son

(1) Je n'assimile pas l'art français du moyen âge, qui a laissé des œuvres admirables, quoique fort mêlées, à la littérature, beaucoup moins heureuse dans ses résultats; je me contente de réclamer contre une théorie artistique qui prétend nous imposer l'admiration exclusive et complète de son objet, alors que le laid et le déplaisant y abondent, et surtout qui fait à la Renaissance le plus injuste procès.



pays ou à reconnaître ce que cette race et ce pays ont dû à l'éducation et à la culture venues de l'étranger? Pour la France, le patriotisme consiste surtout, je crois, à l'admirer dans le riche développement artistique et littéraire qui commence avec le xvi<sup>e</sup> siècle et se continue encore; le dédain de cette période et le regret de celle qui l'a précédée méconnaissent l'histoire de notre pays; ils diminuent ses plus beaux titres. Le moyen âge a, du reste, assez de grandeur et de beauté dans le domaine de l'action, et nous y trouvons assez à admirer, pour qu'il soit inutile de lui reconnaître par surcroît une valeur littéraire qui lui a manqué et d'intéresser notre amour de la France à diminuer ce qu'elle eut dans des temps voisins de nous pour lui attribuer ce qu'elle n'eut pas dans des temps plus reculés.

Âge classique du théâtre, le xvii<sup>e</sup> siècle ignore tranquillement et complètement le drame et la comédie du moyen âge, et c'est parce qu'il les ignorait qu'il ne leur emprunta rien. Ses modèles furent, avec le théâtre grec et latin, le théâtre italien et espagnol; ils lui donnèrent les formes qui lui manquaient et il perfectionna si bien ces formes qu'il les fit siennes. Au moyen âge, il n'emprunta que son esprit de satire et de raillerie, ou plutôt cet esprit était celui de la nation française, qui, toujours semblable à lui-même, devait durer et se retrouver. Cet esprit balbutiait des puérités durant son enfance; il parla net et ferme, lorsqu'il eut grandi et atteint la maturité. Là se bornent les analogies que l'on croit saisir entre les deux époques. Dans tout le reste, il n'y a que rencontre, il n'y a pas imitation volontaire, et lorsque, dans *George Dandin*, on est tenté de voir un souvenir de George Le Vau, dans la Beline du *Malade imaginaire* une reprise de la Cornette, dans Thomas Diafoirus une imitation de maître Mimin, c'est aller trop loin : les mêmes ridicules, les mêmes vices, les mêmes travers se sont retrouvés, à plusieurs siècles de distance, comme inhérents à la nature humaine et constituant toujours le domaine de l'auteur comique; le dernier venu, les rencontrant sur son chemin, se les est appropriés; mais, jusqu'à preuve du contraire, il est permis de croire que, s'il a suivi en les traitant l'exemple de ses lointains devanciers, ç'a été à son insu. Il y a eu, dans d'autres genres que le théâtre, des écrivains du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle qui, par une reprise plus ou moins volontaire et consciente des mêmes sujets, mais, en somme, reconnaissable, s'inspiraient du même esprit que le moyen âge, ainsi Marot et La Fontaine; mais on ne saurait souhaiter exemple plus probant pour montrer par leur comparaison tout ce que cet esprit avait à faire pour s'élever à la dignité littéraire. Ce qui a passé du moyen âge dans la littérature du



xvii<sup>e</sup> siècle, chez La Fontaine lui-même, semble bien n'y être venu, déjà transformé, qu'à travers tout le travail de la Renaissance sur les mêmes sujets, en France et en Italie.

Reste la langue. Ici enfin nous pouvons accorder au moyen âge sa part, et cette part est assez large pour lui constituer un titre considérable dans les origines et l'histoire de notre comédie. Pendant des siècles, l'observation comique, impuissante à peindre des caractères et à créer des sujets, réussit du moins à trouver des mots justes et des façons de dire expressives, tout un langage énergique, vivant, coloré, qui alla toujours en se perfectionnant, — surtout en s'épurant des obscénités qui y tenaient une si large et si répugnante place, — jusqu'à ce qu'il fût recueilli par les comiques du xvii<sup>e</sup> siècle ; nouveau par l'emploi qui en était fait et les idées qu'il revêtait, mais semblable à lui-même comme vocabulaire et comme syntaxe, persistant dans ses caractères généraux, assez riche et assez fort pour suffire à de grandes œuvres. La langue de Molière est vraiment la même que celle des anciennes farces, précisée, épurée surtout, mais formée des mêmes mots et des mêmes tours ; entre la façon dont s'expriment les personnages de *Patelin* et ceux du *Bourgeois gentilhomme*, il n'y a que des différences de degré et de tour, mais le fond est le même. A ce titre, s'il n'était d'ailleurs très intéressant pour l'histoire littéraire, le théâtre comique du moyen âge mériterait pleinement l'étude attentive dont il est l'objet ; il importerait même de pousser plus avant dans cette voie et de renoncer à une vaine exaltation littéraire, — tout en se défendant avec quelque dédain d'y voir de la littérature, — pour s'attacher surtout à marquer la manière dont s'est formé l'admirable instrument d'expression dont se servirent plus tard Scarron, Molière, Regnard, et qui, s'adaptant aux modifications de la langue et des mœurs, est toujours celui dont se servent encore nos auteurs dramatiques contemporains. En attendant, M. Petit de Julleville nous présente pour la première fois le développement complet de cette littérature comique, avec une précision où les spécialistes n'ont qu'à louer, et un agrément auquel les simples lettrés sont très sensibles. Son livre fournit à ceux-là mêmes qui répugnent le plus à ses conclusions les meilleurs argumens dont ils ont besoin pour les combattre. Ainsi ses contradicteurs sont eux-mêmes ses obligés.

GUSTAVE LARROUMET.

---

LES

# ANGLAIS EN BIRMANIE

---

## I.

### CONQUÊTE. — PACIFICATION (1).

---

Il n'y a pas, du moins chez nous, de sujet plus obscur et plus embrouillé que la politique coloniale. Dans la masse des hommes qui s'en occupent, ceux qui le font avec conscience sont fort rares, et avec compétence, presque introuvables. Nous n'avons, en cette matière, aucune règle reconnue : ni règle de langage, ni règle de conduite. Si bien qu'une étude des choses coloniales devrait toujours débiter par des définitions : à fixer le langage, on gagnerait peut-être de pouvoir plus tard fixer la conduite.

Par politique coloniale, on n'entend trop souvent que ceci : extension du domaine colonial. Elle est encore, elle est surtout autre chose : elle est la mise en valeur de ce domaine. Ainsi conçue, la politique coloniale n'admet ni aventure ni improvisation, elle relève de la politique et de l'administration, elle im-

(1) L'étude qu'on va lire nous a été grandement facilitée par l'obligeance extrême de lord Lytton et de lord Dufferin, de M. Austin Lee, secrétaire d'ambassade à Paris, de M. Herbert, de l'*India office*, enfin de M. Harmand, ministre plénipotentiaire, qui a été longtemps consul-général de France à Calcutta; nous tenons à leur en exprimer à tous notre profonde reconnaissance.

plique l'utilité de l'expérience et la nécessité de l'étude; elle est une science, ou plus exactement un art, elle a une méthode, elle comporte un certain nombre de procédés raisonnés, qui ont pour but de conduire le plus rapidement et le plus sûrement possible les colonies à la prospérité.

## I.

Quand on cherche quels sont les élémens indispensables de la prospérité des colonies, on en trouve trois principaux : de bons colons, de bonnes lois, de bons fonctionnaires. Les bons colons sont les hommes vivant ou aptes à vivre en famille, robustes et sains, riches d'énergie et d'initiative, doués de patience et munis de quelques capitaux. Les bonnes lois sont les lois modestes dans leurs prétentions, libérales dans leur esprit, souples dans leurs formules, qui réglementent peu, n'ambitionnent pas de tout prévoir et se gardent également d'entraver l'action des colons et de restreindre la responsabilité des administrateurs. Enfin, les bons fonctionnaires sont les administrateurs aux idées larges et aux intentions élevées, à l'intelligence compréhensive et au jugement droit, jaloux des seuls intérêts des colons et de la colonie, interprétant les lois et au besoin les élargissant de façon à en faire une force, non une gêne pour la communauté. Cet idéal, bons colons, bonnes lois, bons fonctionnaires, je doute qu'il se rencontre nulle part; je suis sûr qu'il ne se rencontre pas dans les colonies françaises. Nos colons, pour la plupart célibataires, sont, à beaucoup d'égards, inférieurs à la moyenne de la population de la métropole. Notre législation, trop touffue et trop changeante, est, malgré cela, ou surannée ou rigide à l'excès. Nos fonctionnaires, en dépit de ce que tente l'administration centrale, trop nombreux, recrutés au hasard, avancés par caprice, n'ont trop souvent ni compétence ni responsabilité. Ainsi tous ces élémens de prospérité, que nous déclarions indispensables, nous font défaut à la fois. Et pourtant la France les a chez elle à profusion et les a eus autrefois dans ses colonies.

On ne connaît pas assez la politique coloniale de l'ancien régime; sa politique européenne lui a fait tort. Cette politique coloniale a eu un vice capital : elle a manqué d'esprit de suite. Mais, pour ce qui nous occupe ici, elle a, dès ses débuts et durant deux siècles, montré dans la conception de ses plans une sagesse et dans l'exécution une ingéniosité qui ne seront jamais surpassées. Je n'insiste pas sur les lois. L'ancien régime n'avait pas, à vrai dire, de lois coloniales. Les colons s'en allaient fonder au-delà des mers, dans des pays sans habitans, une nouvelle

France à l'image de l'ancienne, et ils pouvaient emporter avec eux les lois de la patrie, ou plutôt de la province qui était la vraie patrie de ce temps-là. L'action législative du pouvoir se manifestait donc surtout dans les chartes de concession, et ces chartes, signées des Richelieu et des Colbert, nous paraissent encore aujourd'hui, étant donnés les préjugés du temps en matière de gouvernement et de commerce, de tout point impeccables. Impeccables aussi étaient les procédés qui ont si vite et si excellemment peuplé nos colonies. La population des colonies, en effet, valait presque celle de la métropole : elle était empruntée à toutes les classes de la nation, à toutes les catégories de citoyens. Toutes, on les sollicitait à coloniser précisément par ce qui pouvait le mieux les séduire : les nobles, par l'espoir de bénéfices ; les bourgeois et les magistrats, par les titres de noblesse ; les marchands, par les monopoles ; les agriculteurs, par les concessions de terres ; les pères de famille, par les exemptions d'impôts ; les célibataires, par l'abrégement des formalités du mariage. Et ce sont ces colons, représentants fidèles de la société française, qui nous ont donné plus tard la société polie et exquise de la Réunion et de l'Île de France, la société robuste et florissante du Canada. Enfin les fonctionnaires étaient dignes du reste. Les procédés administratifs de cette époque et de la nôtre ne sauraient se comparer. On était alors moins paperassier et moins autoritaire ; partant, on se souciait infiniment plus qu'aujourd'hui de la valeur des agents de conception, les gouverneurs et les commandans-généraux, et infiniment moins de celle des agents d'exécution, les secrétaires et les commis. Un régime de faveur, — plein de périls, mais aussi de facilités, — permettait au roi d'aller chercher là où ils étaient les hommes de mérite, et des traditions, fruit d'une longue expérience, lui enseignaient, une fois trouvés, à les garder.

C'est à cette méthode coloniale de l'ancien régime que la France a dû tant de possessions magnifiques qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle encore, faisaient douter qui, d'elle ou de l'Angleterre, serait la grande nation colonisatrice. Malheureusement, et ce merveilleux domaine, et ces colons inappréciables, et cette sagesse qui, malgré tout, se perpétuait dans les conseils du roi, tant de biens payés si cher et si lentement conquis, rien ne nous en est demeuré. Le domaine s'est émietté et les traditions se sont obscurcies avec la royauté finissante ; puis tout a sombré dans le grand bouleversement de la fin du siècle, et notre splendeur passée n'est plus attestée que par la gloire de rivaux riches de nos dépouilles.

Aujourd'hui, et malgré tant de désastres, nous avons, par vingt années d'efforts, pu reconstituer notre empire colonial. Mais quand nous voulons le mettre en valeur, nous cherchons en vain et les méthodes à suivre et les hommes pour les appliquer. La chaîne

brisée des traditions ne peut plus se renouer; les exemples de nos devanciers, interrompus dans leur évolution nécessaire, ne peuvent plus nous guider parmi les difficultés présentes, et, pour refaire notre éducation, c'est auprès de l'étranger que nous devons nous instruire.

Il est beaucoup de gens à qui l'aveu de notre infériorité paraîtra sacrilège, comme la prétention de nous en relever par l'étude paraîtra ridicule. On aurait tort de les écouter. « Je blâme également, a dit Pascal, et ceux qui prennent le parti de louer l'homme, et ceux qui le prennent de le blâmer, et ceux qui le prennent de le divertir, et je ne puis approuver que ceux qui cherchent en gémissant. » Nous ne voulons ni critiquer notre pays en exaltant ses rivaux, ni le décevoir en lui cachant leurs mérites; nous prétendons chercher et ne pas taire la vérité. Notre but est de comparer et notre ambition serait d'instruire. La France, dans les méthodes plutôt que dans les entreprises coloniales, s'est laissé distancer par ses émules, et la tâche est pénible, mais urgente, de lui dire la sagesse et le succès de ceux dont, autrefois, elle était et méritait d'être le modèle.

Toutefois, décidés à étudier, sachons diriger nos études et ne nous exagérions pas le profit à en retirer. Nous n'allons pas trouver chez l'étranger des lois, des réglemens, une conduite à imiter soudain et sans y rien changer. La politique coloniale d'aucun peuple n'est exempte de fautes, même grossières. Toutes les métropoles se sont montrées imprévoyantes, ignorantes, injustes; tous les gouvernemens insoucians, indifférens, maladroits. L'Angleterre elle-même a, tout le long de son histoire, commis des erreurs monstrueuses. Elle possède toutefois deux biens dont elle pourra nous faire part : le premier, une expérience trois fois séculaire, ininterrompue et contemporaine, dont on pourrait, après des tâtonnemens, dégager certaines règles de conduite aujourd'hui peu contestables; et le second, une juste défiance du fonctionnaire improvisé et le sentiment, cent fois confirmé, que ni les réglemens « tutélaires » ni même ces dons admirables qu'on appelle bon sens, puissance de travail, force d'assimilation, et facilité ne sont, à eux seuls, des guides suffisans dans la conduite des affaires coloniales, ne peuvent suppléer l'expérience acquise, ou seulement l'étude de l'expérience d'autrui.

Voilà peut-être tout ce que la première puissance coloniale du monde aura à nous apprendre. Si peu que ce soit, tâchons du moins de bien l'entendre. Ce n'est déjà pas si aisé.

Les études comparées, en général si fécondes, sont en même temps grosses de dangers; aucune peut-être ne l'est davantage que l'étude comparée des méthodes coloniales. Des facteurs nom-

breux et complexes doivent entrer en ligne de compte : puissance de la métropole et aptitudes des colons, climat et ressources de la colonie, caractère et institutions des indigènes. L'expérience de l'Angleterre risque de n'être pas profitable à l'Espagne ; les résultats obtenus en Afrique n'autorisent pas à rien préjuger en Asie. Les mots eux-mêmes ont leur influence. Une colonie diffère plus qu'on ne le croit d'un protectorat. Ouvrez le *Colonial Office List* de l'Angleterre : l'Inde n'y figure pas. Pourquoi ? C'est que l'Inde n'est pas une colonie, c'est une vice-royauté, ou d'un terme plus énergique si on en comprend tout le sens, un *vice-état*. Elle a ses organes distincts et indépendans, et son conseil de Londres, tout-puissant sur elle, ne peut rien sur les Antilles ou sur le Canada. Donc, si nous voulons nous former aux leçons de l'étranger, choisissons bien nos maîtres. Ces maîtres ce seront ou les Hollandais, ou de préférence les Anglais. Mais les Anglais d'Australie, par exemple, n'ont rien à nous enseigner pour notre Algérie ou notre Sénégal, ni ceux d'Amérique pour Madagascar. Si nous souhaitons nous instruire avec eux des choses de l'Afrique, allons au Cap ou sur la côte occidentale. Si nous voulons, — et c'est ce que nous nous proposons, — faire tourner nos études au profit de notre Indo-Chine, c'est en Asie qu'il nous faut les poursuivre, sous des latitudes voisines et dans des conditions comparables : à Singapour, à Hong-Kong, en Birmanie.

L'histoire de Singapour nous révélerait les secrets d'une politique économique clairvoyante. Singapour a dépendu de l'Inde avant d'être rattaché aux *Straits Settlements*. L'Inde s'était donné, depuis des années, un régime douanier fiscal et même protecteur. Elle soumettait presque tous les objets à des droits d'entrée ou de sortie ; elle avait même conservé les douanes intérieures : à l'imitation de la muraille de Chine, une barrière, une barrière réelle, faite d'une immense haie impénétrable d'arbres à épines, que renforçaient des murs et des fossés, s'étendait, à travers l'Inde tout entière, d'un point situé sur l'Indus, au nord d'Attock, jusqu'au Mahanadi, à la frontière de Madras, durant plus de 2,500 milles, la distance de Moscou à Gibraltar. Cette barrière, qui ne pouvait se franchir que sur des points déterminés, le gouvernement de l'Inde l'entretenait avec un soin jaloux : il y voyait un rempart et une source de richesses. Or ce même gouvernement, devenu maître des destinées de Singapour, en faisait, dès le premier jour et sans hésiter, un port franc, lui assurant ainsi tout le bénéfice de la situation privilégiée à laquelle il doit aujourd'hui un commerce annuel de plus de 600 millions de francs.

L'histoire de Hong-Kong, il y a cinquante ans île déserte, roc dénudé, refuge ordinaire de pirates, conquise et colonisée parmi



l'enthousiasme universel, bientôt dédaignée et presque désertée, conservée seulement parce qu'un gouvernement sage ne se déjuge pas si vite, puis revenant à la vie, grandissant par des causes imprévues et s'élevant au rang des plus grands ports marchands et des plus agréables cités, cette histoire nous démontrerait une fois de plus cette vérité, aujourd'hui banale, que les entreprises de colonisation veulent une inépuisable patience, une forte dose d'entêtement, parfois même une négation obstinée et naïve de ce que le vulgaire appelle évidence et que, suivant un joli proverbe anglais, *where ignorance is bliss it is folly to be wise*. Elle nous ferait voir encore la quantité d'erreur que peuvent renfermer les plans les mieux conçus, la part qui, dans le succès des hommes, revient à la seule fortune, et que peut-être toute la sagesse humaine consiste, sans jamais compter sur elle, à toujours être en état de profiter de ses faveurs.

La Birmanie, et avec elle l'Inde, dont elle n'est qu'une province, nous fourniront d'autres leçons.

On pourrait étudier la Birmanie de plus d'un point de vue.

On pourrait s'en tenir à la Birmanie anglaise, c'est-à-dire à la province de l'Inde qu'on appelait, avant 1885, *British Burmah*; y analyser la politique des Anglais envers les indigènes, démontrer le mécanisme de leur administration, en constater les effets et déterminer ce qu'il convient et d'imiter et d'éviter. Ce serait un travail instructif, mais incomplet, puisqu'aujourd'hui la Birmanie anglaise a, depuis 1885, plus que doublé sa superficie, qu'elle s'étend de la mer à la frontière de la Chine et du Siam, et que tout l'intérêt de son entreprise est dans ses relations avec ses sujets authentiques, mais encore mal soumis, de la Haute-Birmanie proprement dite, et avec ses problématiques tributaires, appelés *Shans* par les Anglais et par nous Laotiens.

On pourrait aussi faire le tableau des difficultés périodiques des Birmans et des Anglais, le récit des guerres de 1824, de 1852 et de 1885 et des démembrements qui ont suivi les premières, de l'absorption totale à laquelle la dernière a conduit. Ce serait, surtout pour la période la plus récente, un joli chapitre à ajouter à l'histoire des provocations cherchées et des conquêtes involontaires, avec une morale toute prête pour la fable du *Pot de terre et du Pot de fer*.

On pourrait enfin décrire les rivalités de la France et de l'Angleterre, rivales en Indo-Chine au XIX<sup>e</sup> siècle, comme elles l'ont été dans l'Inde au XVIII<sup>e</sup>. On y montrerait l'Angleterre, il y a plus de soixante années, s'emparant, « à son corps défendant, » d'une partie de la Birmanie; la France, après elle, convoitant tour à tour l'Annam, le Cambodge et peut-être la Birmanie elle-même, négli-

geant les occasions propices, perdant des parties superbes, et se laissant si bien distancer que, dans cette Indo-Chine qui lui semblait presque tout entière dévolue, il est à peine temps pour elle de se réserver une part légitime en procédant à une délimitation des influences respectives. Ce travail, non plus, ne manquerait pas d'intérêt et pourrait emprunter une épigraphe à une fable également célèbre : *le Lièvre et la Tortue*.

Mais, outre que tout cela a été fait, ou à peu près (1), ce n'est pas cela, c'est autre chose que nous cherchons. Nous voulons, en vue d'une comparaison qui s'impose entre la Birmanie, qui est à l'Angleterre, et la partie de l'Indo-Chine qui est à la France, rechercher quelle a été la conduite des Anglais dans leur nouvelle possession, et comment, au milieu de difficultés et en face de besoins qui sont presque les mêmes dans les deux pays, ils ont su, — non pas en mener à bien, trop peu de temps encore s'est écoulé, — mais en préparer la pacification, l'organisation administrative et l'exploitation économique.

## II.

La Birmanie, encore aujourd'hui, n'est qu'imparfaitement connue. Sa population est évaluée à environ 8 millions d'habitans, 4 millions et demi dans la Basse-Birmanie et 3 millions et demi dans la Birmanie supérieure; mais ce chiffre est des plus incertains, cela pour deux raisons : la première est que, pour de nombreux districts, il repose sur les bases d'estimation les plus vagues, — consommation du pétrole, rendement de l'impôt foncier; — la seconde, c'est qu'en dépit de la mer et des montagnes qui lui font des frontières naturelles, les limites de la Birmanie ne sont pas encore exactement fixées. La conquête les a souvent déplacées (2). Telle que l'ont faite les événemens de 1885, la Birmanie, sans

(1) Sur les trois ordres d'idées indiqués au texte, on trouvera les renseignemens les plus complets dans les trois ouvrages suivans : 1<sup>o</sup> *A narrative of the mission sent by the governor general of India to the court of Ava, in 1855*, by Captain Henry Yule, 1 vol. in-4<sup>e</sup>. Londres, 1858. Ouvrage plein d'informations sur la géographie de la Haute-Birmanie, l'histoire et l'organisation de l'ancien royaume d'Ava; l'éloge n'en est plus à faire, son auteur ayant très justement acquis une réputation universelle; 2<sup>o</sup> *The British Burma Gazetteer*, travail dû à l'administration anglaise de Basse-Birmanie et qui contient tous les renseignemens désirables sur l'histoire, la géographie, l'histoire naturelle, l'organisation administrative de cette province, 2 vol. in-8<sup>e</sup>. Rangoon, 1850; 3<sup>o</sup> *la Chute des Allompra ou la fin du royaume d'Ava*, dont la pensée est suffisamment indiquée par ce sous-titre : « Extrait d'un ouvrage sous presse, la France et l'Angleterre dans l'Indo-Chine, » 1 vol. in-8<sup>e</sup>. Paris, 1890; Challamel.

(2) On trouve dans le remarquable ouvrage, cité plus haut, du capitaine (mort général) Yule, p. 263, quatre cartes montrant la grandeur et la décadence de la domination birmane de 1500 à 1852.

épithète, province de l'Inde, héritière de tous les droits du royaume d'Ava, se compose de quatre parties. L'une, au sud, formait l'ancienne Birmanie britannique, appelée aussi quelquefois Pegou, du nom d'un royaume indigène que les Birmans avaient conquis et qu'en 1826 les Anglais annexèrent, avec d'autres districts, au gouvernement de l'Inde; les trois autres formaient le royaume indépendant de Birmanie. Ce sont : au centre, la Birmanie proprement dite, habitée en majorité par des Birmans et par les descendants de races aborigènes, au nord et au nord-ouest, la Birmanie septentrionale, habitée par des populations variées et clairsemées, qu'on appelle Singphos, Shans, etc., plus ou moins soumises à la domination birmane; et enfin, à l'est et au nord-est, dans la direction du Siam et du Cambodge, les états tributaires appelés Laotiens ou Shans. Ces états, et par leur étendue et même par leur population, sont un morceau considérable : les Anglais, sans scrupule, s'en adjugent la part du lion; mais d'autres peuvent en revendiquer une partie. Voilà pourquoi l'on ne saurait décrire, d'une façon exacte et définitive, les limites de la Birmanie. En latitude, pas de doute : elle s'étend environ du 10° au 27° degré de latitude nord, et les quelques hésitations du cartographe peuvent être facilement dissipées : c'est une question de levers géographiques. En longitude, elle part du 92° degré de longitude orientale (Greenwich) et s'arrête à un degré encore indéterminé vers l'est, que les négociations diplomatiques fixeront un jour, à coup sûr, entre le 95° méridien et le 98°, mais qu'elles seules peuvent fixer. Même les moins favorables de ces positions assurent encore à la Birmanie une superficie de plus de 30 degrés carrés : c'est presque celle de la France.

Au point de vue géographique et hydrographique, ce pays présente des particularités assurément dignes d'attention; mais ce qui fait son intérêt pour l'Europe, c'est la situation qu'il occupe entre l'Inde et la Chine. Il est, en effet, contigu à toutes deux, et, quoique séparé de l'une et de l'autre par des montagnes puissantes, relié à la première par la mer et par des passages à travers monts, et à la seconde par les fleuves à pente modérée qui sortent des hauteurs du Thibet, province chinoise.

Si, sans entrer dans le détail infini des chaînes et des monts, on examine le système orographique de cette région, on voit que de la péninsule gangétique à l'Empire du Milieu, séparant l'Inde du Thibet, et le Thibet lui-même du Szu-Chuen (autre province chinoise), règne une ligne ininterrompue de montagnes qui s'appelle, au nord de l'Inde, Himalaya, et, en Chine, monts Yunlin. Au sud de l'Himalaya court vers l'est, puissante encore, mais moins formidable, une autre chaîne, presque parallèle à la première, qui

prend les noms de monts d'Assam, monts de Patkoï, monts de Langtang, etc. Or de ces monts d'Assam et de Patkoï, et des monts Yunlin, se détachent vers le sud une série d'éperons qui donnent à cette région son caractère. Elles séparent la Birmanie, à gauche, de l'Inde et, à droite, de la Chine; et d'autre part, leurs rangées doubles et triples de chaînes parallèles traversent dans sa longueur presque toute l'Indo-Chine et la divisent en autant de vallées par où les fleuves s'écoulent vers la mer. C'est de là que descendent tant de cours d'eau : le Kyendwen au Chindwin, l'Iraouaddy, le Sittang, la Salouen, le Mei-Nam, le Mékong; et, plus loin vers l'est, les fleuves d'Annam et le célèbre Fleuve-Rouge.

Baignée par la mer, sillonnée de fleuves nombreux et la plupart navigables, enfermée dans un cercle de montagnes qui étaient à la fois une limite à son ambition et une protection contre l'ambition d'autrui, la Birmanie, riche de la fécondité de son sol et des trésors de son sous-sol, semblait destinée à vivre paisible et heureuse : diverses circonstances, du fait de la nature et du fait des hommes, en décidèrent autrement.

On peut dire de la Birmanie ce qu'on disait de l'Italie : c'est une expression géographique. Le domaine a été fait de morceaux rapprochés et la population de races associées par violence. La race birmane, proprement dite, est noyée parmi des tribus aux appellations les plus diverses, qui la dépassent notablement en nombre. Tandis que ces tribus, Karens, Kachens, Shans, etc., habitent la montagne, les Birmans occupent les plaines.

Ceux qui vivent dans les plaines, au pied des monts, ont l'humour curieuse. Le rideau éternel qui les sépare du monde les irrite. L'au-delà les tente. Les montagnes de Birmanie qui partagent le pays en couloirs longitudinaux durent éveiller la curiosité des habitants. Cette curiosité pouvait trouver à se satisfaire. Ces montagnes, en effet, — témoin celles d'Aracan, qui s'en vont tomber à la mer pour se prolonger, à travers les îles Andaman et Nicobar, jusqu'à Sumatra et Java, — ne sont pas rigoureusement continues. Les espaces qu'elles limitent forment moins des vallées à la pente régulière qu'une série de plateaux se déroulant et s'abaissant par bords successifs. Les plaines présentent ainsi des ressauts, et les monts qui les enserrant des fissures. Par ces fissures on peut passer d'un bassin à un autre. Les Birmans n'y manquèrent point.

Ils franchirent successivement tous les sommets, explorèrent toutes les vallées, soumettant les populations, et suivant les circonstances, les annexant ou leur imposant des redevances. Parmi elles, quelques-unes habitaient à l'ouest ou au nord-ouest : celles d'Assam, par exemple, séparées des Birmans par les monts Patkoï. Les Birmans, à maintes reprises, pénétrèrent sur

leur territoire. Quand, plus tard, l'Assam devint une province de l'Inde, les Anglais n'oublièrent pas que, par-dessus le Patkoï, on pouvait de Birmanie pénétrer chez eux, et qu'à l'inverse, de chez eux, on pouvait pénétrer en Birmanie. Le même fait se produisit à l'ouest, du côté du Chittagong, du Tipperarah et du Bengale. Les Birmans eux-mêmes se chargeaient d'enseigner à leurs voisins que la porte de la maison était mal close.

Voilà déjà une circonstance fâcheuse pour eux. En voici une seconde.

Une portion notable de leur territoire est, nous l'avons dit, baignée par la mer, et des fleuves considérables viennent s'y jeter : l'Iraouaddy, qui, par ses bouches multiples, forme un vaste delta ; le Sittang, à qui son embouchure immense a fait attribuer une importance excessive, et enfin la Salouen. Ces fleuves, depuis un demi-siècle, on a bâti sur eux une légende. A voir leur cours tumultueux, leur énorme débit d'eau, on les a crus tous navigables, même pour de grands bateaux. On s'est persuadé qu'ils conduiraient fort avant dans l'intérieur des terres, peut-être même jusqu'au voisinage de leurs sources, et ces sources, on estimait, — car on a longtemps été réduit aux conjectures, — qu'elles devaient se trouver, pour les uns, près de la frontière anglaise, dans la région d'où sort le fleuve indien, le Brahmapoutra ; pour les autres, par-delà la frontière chinoise, dans le Thibet, peut-être même dans le Yunnan, ou encore au nord du Szu-Chuen. Si cela était, il devenait évident que ceux qui posséderaient et ces rivages si proches du Bengale et ces fleuves, grandes routes de l'Inde ou de la Chine, pourraient, ou inquiéter les Anglais dans leurs possessions de l'Inde, ou s'assurer un chemin privilégié, — le plus court et le plus facile, on le croyait alors, — vers les belles provinces méridionales du Céleste-Empire, dont l'Europe n'a que depuis peu soupçonné l'importance, mais que l'Angleterre a dès longtemps convoitées pour son commerce.

Si l'on y joint que la Birmanie est riche en ressources de toutes sortes : coton, bois de teck, pierres précieuses, gisemens miniers, et que le riz du delta est une des réserves de l'extrême Orient ; qu'elle faisait, bien avant le *xv<sup>e</sup>* siècle, le commerce avec toute l'Asie méridionale et la Malaisie ; qu'elle possédait jusqu'en Europe, grâce aux récits des voyageurs, une réputation exagérée de richesse, qu'enfin elle prétendait contre une foule de tribus des droits contestables, assurément, mais qui, dévolus à une grande puissance, pourraient devenir incontestés, on comprend que l'Angleterre dût souhaiter de s'emparer de la Birmanie.

Deux raisons toutefois la firent longtemps hésiter. La Birmanie avait, même auprès des nations européennes, une réputation



de puissance aussi exagérée que l'était sa réputation de richesse. Quand on put la voir de près, le prestige fut vite dissipé. Mais vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, au moment où les Anglais commencèrent à suivre de près les choses de ce pays, il subsistait encore presque intact. Or, précisément vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre avait assez de difficultés, dans l'Inde et l'Amérique, pour n'en pas vouloir chercher d'autres. Il était donc et de son intérêt et dans ses intentions de ne pas porter avant le temps la main sur la Birmanie.

Elle eut néanmoins quelque mérite à garder ses résolutions. Car si elle s'obstinait à ne pas toucher à la Birmanie, c'était évidemment à la condition que personne autre ne le fit à sa place. Or, précisément encore, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on pouvait croire, sans trop de crédulité ni de mauvaise foi, que les Français cherchaient en Birmanie la revanche de l'Inde. Dès 1751, Dupleix avait envoyé un ambassadeur au roi de Pégou et obtenu une concession à Sérjan. Naturellement, la tentative de Dupleix avait été, après lui, abandonnée; mais plus tard, en 1769, notre compagnie des Indes orientales s'était efforcée de rétablir et de développer le commerce avec la Birmanie. En 1794, le bruit se répandit que les Français songeaient à prendre pied en territoire birman, « ce que, dit un contemporain, tous ceux d'entre eux qui se connaissaient dans les affaires de l'Inde avaient grand désir de faire. » D'autre part, le gouvernement birman qui, dès cette époque, se sentait menacé par les Anglais, s'efforçait de gagner l'appui de la France. En 1802 arrivaient à Rangoon quatre aventuriers soi-disant français : l'un, véritablement Français, s'était enfui des prisons de Calcutta; un autre, d'origine américaine, était subrécargue d'un navire de commerce; les deux derniers avaient dans les veines du sang birman. Ils n'avaient à aucun titre qualité pour parler au nom de la France et déclinaient formellement de le faire. Mais le roi de Birmanie insistait pour voir en eux des ambassadeurs et les traitait comme tels. Il les appelait à Mengoon et les recevait au palais en audience publique, tandis qu'un envoyé de lord Wellesley, vice-roi de l'Inde, le colonel Symes, restait là plus de deux mois sans qu'on parût même soupçonner sa présence. En même temps, les Birmans prenaient vis-à-vis de leurs puissans voisins une attitude décidément hostile. En 1794, c'étaient des démonstrations menaçantes sur la frontière du Chittagong; en 1811, commençaient dans la province d'Aracan toute une série de troubles et d'incursions.

L'Angleterre, pendant plus de trente années, absorbée par les événemens d'Amérique et d'Europe, s'émut à peine de ces rodомontades. Elle affecta au contraire de se rapprocher davantage des Birmans, multipliant les missions et les ambassades, cherchant



à accréditer des résidens, etc. Elle attendait son heure, et son apparence longanimité ne faisait illusion à personne. « Il est certain, dit un voyageur français, Sonnerat (*Voyage aux Indes Orientales*, 1774-1781), que les Anglais chercheront un jour à s'emparer du Pégou. » Et en effet, dès que l'Europe leur laissa quelque répit, à la première incartade de cette royauté birmane qui a dépassé en orgueil et en folie toutes celles de l'Asie, et sous prétexte de donner au Bengale une frontière plus scientifique, elle abattit sur la proie dès longtemps guettée sa main puissante. Sans parler de divers avantages qu'elle obtint, elle se fit céder les provinces d'Aracan, de Yeh, de Tavoy, de Mergui, de Tenasserim, s'établissant ainsi, avec cette habileté et cette prévoyance dont elle a donné tant de preuves, du premier coup sur deux points d'une importance capitale, et fermant deux des avenues qui pouvaient conduire vers l'Inde ou vers la Chine (expédition de 1825, traité de Yandabo, 24 février 1826).

Cela la mit en appétit. Plus tard, après un délai jugé suffisant, et comme l'imprudente cour d'Ava, au mépris du traité signé, continuait ses bravades et ses vexations, une nouvelle expédition lui enleva le reste de ses provinces du sud, la sépara définitivement de la mer et reporta sa frontière méridionale au-dessus du 19° degré de latitude nord (expédition commencée en janvier 1852; annexion proclamée le 20 décembre de la même année).

De ce moment, le royaume d'Ava ne pouvait plus échapper à cette formidable étreinte. Sa nouvelle frontière, simple ligne tirée sur le papier, ne pouvait plus le protéger : il était à la merci de l'ennemi. L'Angleterre, tout en continuant à se défendre de toute idée de conquête, n'attendait qu'une occasion. Nul n'en doutait. En 1880, un colonel de l'armée anglaise, M. W.-F.-B. Laurie, auteur de *Our Burmese Wars*, écrivait : « Il se peut qu'avant longtemps, il n'y ait plus de roi de Birmanie. » Une fausse démarche de ce roi le livra enfin à ses ennemis. Depuis quelques années, il voyait le danger grandir, et, comme son ancêtre du siècle dernier, cherchait partout non plus même des alliés, mais des protecteurs. Cette attitude suspecte inquiétait l'Angleterre. Il avait envoyé en France et en Italie une ambassade : cette ambassade négligea de se rendre à Londres. Il signa avec la France un traité purement de commerce et d'amitié : on voulut y voir un traité d'alliance. Un agent français fut installé dans la nouvelle capitale : on s'écria qu'il allait diriger la politique du royaume. Dès ce moment la conquête fut décidée. Le fruit d'ailleurs était mûr ; il n'y avait même pas à le cueillir : il tombait. Depuis longtemps déjà, les Anglais de Basse-Birmanie, notamment la chambre de commerce de Rangoon, faisaient près du gouvernement anglais les plus vives instances pour

l'amener à intervenir dans les affaires du royaume. Le massacre odieux de presque tous les membres de la famille royale, la fuite affolée d'une population immense, enfin d'imprudentes chicanes à une compagnie anglaise qui exploitait des forêts, la *Bombay Burmah trading corporation*, fournirent l'occasion cherchée. Le gouvernement de l'Inde envoya au roi Thibau un ultimatum, qui ne pouvait être que repoussé. Aussitôt les troupes anglaises franchirent la frontière (1885).

L'expédition fut menée avec une rapidité presque sans exemple. Le 25 septembre, il n'y avait encore à Rangoon ni troupes ni bateaux, et le *chief commissioner*, M. Bernard, prévoyant des complications prochaines, devait prendre sur lui de retenir une canonnière qu'un ordre rappelait vers l'Inde. Le 17 octobre, le secrétaire d'État télégraphiait à Londres au vice-roi qu'il ferait sagement, en adressant son ultimatum au roi Thibau, d'expédier en même temps des troupes à Rangoon. Le 10 novembre, le général Prendergast marchait sur Mandalay; le 1<sup>er</sup> décembre, il pénétrait dans la capitale et s'emparait du roi; le 2, il l'envoyait captif à Rangoon d'où on le dirigeait vers l'Inde. Le pays tout entier était ouvert au vainqueur; l'antique royaume de Birmanie avait vécu. L'expédition proprement dite avait duré trois semaines.

### III.

Le 1<sup>er</sup> décembre, la reine Victoria envoyait au vice-roi des Indes un télégramme ainsi conçu : « Je vous prie d'exprimer mes chaleureux remerciemens au général Prendergast et mon admiration pour l'habileté avec laquelle il a conduit toute l'expédition. » Ce message de la reine impliquait la conviction que, l'ennemi battu, l'armée débandée, le roi fait prisonnier, tout était terminé. Et cette conviction, presque tout le monde la partagea au moins un instant. Mais bientôt à cet optimisme « succéda, dit un témoin oculaire, l'opinion que les choses étaient encore dans un fâcheux état d'incertitude. » Et les hommes d'expérience virent, comme l'écrivait plus tard le lieutenant-colonel A.-R. Gloag (1), que la soumission du pays serait longue et que la prise de Mandalay était un commencement, non pas une fin. La guerre de 1824 avait duré deux ans, mais le rétablissement de l'ordre dans les provinces annexées n'avait pas exigé moins de cinq années. Celle de 1852 avait été moins longue : commencée en janvier, elle était terminée en décembre; mais il avait fallu huit années pour pacifier le pays.

(1) Lettre au *Times*, 12 septembre 1888.

Que faudrait-il de temps, cette fois, après une campagne de trois semaines? Même les gens d'expérience, même ceux qui jugeaient les troubles possibles, voire inévitables, n'assignèrent pas à l'œuvre d'apaisement une durée suffisante. Lord Dufferin, esprit sage cependant et éloigné de l'optimisme, estimait qu'il fallait deux ans pour ramener dans le pays une tranquillité « raisonnable... » Cinq années se sont écoulées et presque chaque jour voit encore se produire des actes de piraterie.

Au début, grâce à des mesures, en général bien conçues, on avait espéré localiser les troubles dans la Haute-Birmanie, et pendant quelque temps on y réussit. Mais pour contenir la Haute-Birmanie, il fallut dégarnir de troupes la Birmanie inférieure. Cela y rendit facile l'action des malandrins. Et il n'y avait pas seulement les malandrins à redouter. Pour un grand nombre de Birmans sujets anglais, le roi de Mandalay était demeuré un être sacré; ceux qui osèrent porter la main sur lui leur parurent des sacrilèges dont c'était un devoir de secouer le joug et de punir l'insolence. Aussi, tandis que, dès 1886, les Anglais se flattaient en Haute-Birmanie d'avoir dégagé le pays central et acculé les bandes hostiles dans la province des mines de rubis, vers les états shans et sur la frontière chinoise, ils virent, à la fin de cette même année et en janvier 1887, des troubles éclater dans deux districts de la Basse-Birmanie, ceux de Prome et de Tharrawady et gagner bientôt d'autres districts plus éloignés de la frontière commune. On n'y ramena une tranquillité toute relative qu'au prix des mesures les plus énergiques: expéditions contre les bandes, mise à prix des têtes des chefs, répression impitoyable; et encore n'est-ce qu'en mai et juin 1887 que l'amélioration se dessina, qu'à la fin de 1888 qu'elle devint sensible.

Les Birmans anglais, pliés de longue date à une domination dont ils connaissaient la puissance et dont les misères d'une vie d'aventures venaient d'ailleurs fort à propos de leur remémorer les bienfaits, furent en somme assez facilement ramenés à résipiscence; bientôt ils cessèrent de passer la frontière pour aller se joindre aux insurgés du Nord, et, vers le milieu de septembre 1888, on constatait qu'aucun des prisonniers ne parlait plus anglais: c'était donc tous des Birmans des nouvelles provinces. Mais tandis que la révolte se calmait dans le sud, au nord elle semblait s'exaspérer. Après trois ans d'efforts, en 1888, les bulletins officiels, tout atténués qu'ils fussent, étaient plus alarmans qu'ils ne l'avaient jamais été. Tout le district de Mandalay était à feu et à sang; durant trois mois, des incendies s'y allumaient presque chaque soir; les fils télégraphiques étaient arrachés; les travaux de la voie ferrée de Toungoo à Mandalay menacés; le chemin de

fer même de Basse-Birmanie (Rangoon-Prome) était coupé à Zee-gou, à quelque cent milles au-dessous de Prome; les bandes de pirates se reformaient; elles prenaient l'offensive; elles attaquaient avec succès des postes occupés par la police et des troupes régulières. Et les « affaires » de ce genre étaient si nombreuses que le correspondant du *Times* lui écrivait (5 mai 1888): « Il est impossible de donner en détail l'histoire des nombreuses rencontres qui ont eu lieu récemment avec les *dacoits*. »

Ces *dacoits* sont exactement ce que les Français appellent au Tonkin des pirates. Ils ne forment pas dans la population une classe à part; ils se recrutent dans toutes les classes: ils sont la population même. Ce ne sont à proprement parler ni des brigands ni des patriotes, quoique parmi eux on rencontre des uns et des autres. Ce sont généralement des paysans qui, à l'ordinaire, cultivent paisiblement leurs champs, bien qu'ils n'aient certes pas pour ce genre de travail un goût immodéré, mais qui, en temps de trouble, appauvris quand ils ne sont pas ruinés, jugent bon et trouvent agréable de courir les aventures, de batailler et de piller. Ils attaquent et ils dépouillent, sans y regarder de trop près, les nationaux aussi bien que les étrangers. Et, à vrai dire, ils donnent la préférence aux premiers, moins bien armés et moins redoutables. Ils y ont du reste tout profit: dénuées de tout, menacées de mourir de faim, leurs victimes d'hier n'ont d'autre ressource que de devenir leurs auxiliaires de demain. La bande des vainqueurs se grossit donc de la bande des vaincus. Ces vaincus, d'ailleurs, ne montrent aucune répugnance à échanger la houe contre la pique. La piraterie, la *dacoity*, comme disent les Anglais, n'est pas chez eux chose déshonorante: elle leur paraît naturelle et à tout le moins, en temps de guerre civile, excusable; et un jeune homme qui refuserait de s'y livrer passerait pour manquer non-seulement de courage, mais encore de sens commun (1).

Cette conception, qui nous étonne, repose sur le sentiment, poussé à ses conséquences extrêmes, des droits du plus fort. Dans ces sociétés asiatiques, on reconnaît les forts et les puissans surtout à ceci, qu'ils exploitent les faibles. Quiconque a le pouvoir en use. Les opprimés gémissent, mais ne s'indignent pas: ils attendent leur tour. Tout fonctionnaire utilise ses fonctions à son profit. Quand, en Haute-Birmanie, on organisa la police contre les *dacoits*,

(1) « Rien, écrit lord Dufferin au ministre de l'Inde à Londres, n'est plus fréquent que ceci: Un jeune homme qui hier labourait ses champs, avec toutes les apparences d'un cultivateur respectable et ami de l'ordre établi, quitte sa maison et s'en va, pendant quelque temps, se joindre à une bande de pirates de profession. Simplement, parce qu'il veut voir du nouveau et goûter à cette vie d'attaques aventureuses contre les villages dans un district voisin. » (17 février 1886, *Burmah*, 1886, n° 3, p. 24.)

on la recruta, partie dans l'Inde et partie dans le pays : à maintes reprises, les *policemen* birmans ne purent résister au désir de « dacoiter » eux-mêmes les villages qu'ils devaient protéger.

Voilà, pour l'ordinaire, ce que sont les « dacoits » de Birmanie et les « pirates » du Tonkin. Quelquefois, sous l'influence de chefs plus distingués ou dans des circonstances particulièrement solennelles, ils s'élèvent du rôle de pillards au rôle de patriotes. Cela s'est produit dans l'Annam proprement dit. L'insurrection y prit presque immédiatement un caractère national; conduits par les hauts mandarins, les pirates (car on tenait à leur maintenir ce nom) se proposaient avant tout de chasser les Français hors du sol national; ce qui ne les empêchait pas, entre temps, de pressurer les populations sur leur passage. Il en advint de même en Birmanie. A une certaine époque, la résistance, qui n'était guère jusqu'alors qu'une entreprise de pillage, devint une œuvre politique et patriotique. Les dacoits se groupèrent en bandes importantes, conduites par des chefs considérés; la lutte prit le caractère d'une guerre de *guerilla*; la *dacoity* devint « un mouvement hostile de la population, » « une résistance populaire à la domination anglaise, telle qu'on n'en rencontra dans aucune autre partie de l'Inde et qui devait nécessiter pendant de longues années la présence de fortes garnisons (1). »

Les dacoits, en effet, constituent un genre d'adversaires particulièrement, je ne dirai pas dangereux, mais gênant pour des troupes européennes. Rien de moins régulier, rien de plus insaisissable. Un district, par exemple, celui de Tavoy, administré à souhait et depuis deux ans fort tranquille, se soulève tout à coup, sans prétexte connu (février 1888). Un autre, où régnait une certaine fermentation, prend les armes et court sus aux Anglais : deux officiers sont tués. Une colonne, aux ordres d'un colonel (colonel Symons), accourt pour les venger : elle ne découvre pas les coupables; elle ne trouve même pas une trace d'agitation; pendant six semaines elle bat le pays inutilement et se retire sans avoir rien fait. On avait imaginé de constituer des bandes de 50 à 100 hommes, avec mission de poursuivre ou même de chercher les dacoits. Presque invariablement, recherches et poursuites étaient stériles. Les dacoits s'enfuyaient, coupaient au plus court, se réfugiaient ou dans des lieux inaccessibles, ou dans des villages peuplés d'amis : là, ils jetaient leurs armes, se mêlaient aux habitants, prenaient part à leurs travaux; nul n'aurait pu les distinguer et nul ne se fût risqué à les trahir.

Quand les pluies cessaient, immédiatement le dacoitisme aug-

(1) Charles Dilke, *Problems of Greater Britain*, II, 6.

mentait. Les bandes fusionnaient ; le chef le plus renommé prenait le commandement. Quelques-uns de ces chefs furent célèbres : par exemple, le Boshway, pris et tué en octobre 1887, et qui fut en quelque sorte le dernier des grands chefs. Ils exerçaient sur la population un invincible prestige. A leur appel, les jeunes hommes accouraient en masses. L'ancienne famille royale exploitait cet enthousiasme. Presque en même temps, cinq ou six princes authentiques couraient la brousse. D'autre part, le premier venu, un ambitieux, prenait le nom d'un prince quelconque, et sans peine soulevait son district. C'est ce qui advint dans le district de Chindwin. Le *Chief commissioner* venait de le parcourir ; il y avait reçu l'accueil le plus favorable et le quittait sous la meilleure impression : survint un imposteur éhonté, le prétendu prince Bayingan, et le district se lance dans une insurrection ruineuse.

Tel est, esquissé à grands traits, le premier ordre de difficultés que, de 1885 à 1888, les Anglais rencontrèrent en Basse et surtout en Haute-Birmanie et qu'ils eurent d'abord à vaincre. Ils ne pouvaient songer à organiser le pays et à le mettre en valeur avant que la sécurité et la paix y fussent rétablies, et que les gens paisibles fussent libres de ne pas se révolter sans exposer leur vie ou leurs biens. A l'heure présente, l'œuvre n'est pas encore parfaite. Presque toute l'année 1889, la fin de 1890 et le commencement de 1891 ont vu plus de troubles et d'expéditions qu'on n'eût pu le supposer en 1888. De telles entreprises ne s'achèvent pas en un jour, et d'ailleurs, plus d'une fois les Anglais ont, par des fautes de conduite, dont nous citerons plus loin des exemples, compromis des résultats acquis. Néanmoins d'importants progrès ont été réalisés, et il est intéressant et utile de voir par quels procédés et suivant quelles méthodes.

Mais avant d'en aborder le détail, il importe de se souvenir que les Anglais allaient, dans l'accomplissement de leur tâche, rencontrer des facilités exceptionnelles. La Basse-Birmanie était déjà, depuis soixante ans pour certaines parties, depuis trente ans pour d'autres, possession anglaise, et organisée suivant les principes de l'administration indienne. C'était le même commissaire qui avait sous son autorité les deux fractions de la province : il pouvait disposer pour la nouvelle de toutes les ressources de l'ancienne (1). La Birmanie d'ailleurs était une province, comme le commissaire était un agent, non pas de l'Angleterre, mais de l'Inde. Et l'Inde était là toute proche, riche en ressources, en troupes, en fon-

(1) Cela n'a pas empêché bien des déficiences dans l'exécution. Le service, notamment de l'intendance, du commencement à la fin, et jusqu'en mars 1891 (voir le *Times*, 14 mars), a prêté à des critiques qui paraissent justifiées.



tionnaires. A sa tête était un conseil investi de pouvoirs étendus, plus étendus encore, grâce à l'esprit libéral des secrétaires de l'Inde à Londres (1); enfin, présidant ce conseil, en sa qualité de gouverneur-général et de vice-roi, se trouvait un homme d'une grande largeur d'esprit, d'une justesse de vue et d'une promptitude de décision rares, lord Dufferin, à qui les succès de Birmanie valurent le titre de marquis d'Ava. Toutes ces circonstances, dont assurément la plus importante est que les décisions étaient prises, non pas à Londres, mais à Rangoon ou à Calcutta ou à Simla, et par des hommes qui connaissaient la situation et ce qu'elle exigeait, toutes ces circonstances qu'aucune autre puissance n'aurait rencontrées réunies, rendirent plus aisée l'œuvre de conquête, de pacification et d'organisation, sans que pourtant elles doivent, à nos yeux, en diminuer le mérite.

Un pays ne se conquiert et ne se pacifie ni à coups de canon seulement, ni seulement à coups de décrets. Il y faut des uns et des autres et tout ensemble et successivement. Leur effet se mêle et se combine, et dans le résultat définitif, il est souvent téméraire de prétendre discerner ce qui revient à l'homme de guerre et ce qui revient à l'homme d'État. Mais pour la facilité et l'utilité de nos études, il importe de séparer les mesures d'ordre politique et les mesures d'ordre militaire.

Quand du seul point de vue militaire on examine les mesures auxquelles les Anglais ont demandé la pacification de la Birmanie, on voit qu'elles se réduisent à ceci : avoir, au moment voulu, beaucoup de troupes de la nature et de la qualité qui conviennent, et mettre à leur tête des chefs ayant le genre d'expérience que le pays requiert. Ici encore, remarquons-le, les Anglais avaient beau jeu. La plus grande partie des forces employées en Birmanie, ils les tirèrent de l'Inde. Or, d'une part, l'Inde était, à cette époque, absolument calme, et pouvait, de son effectif normal, distraire autant de troupes qu'on le jugerait utile; d'autre part, ces troupes de l'armée des Indes avaient ordinairement vécu sous un climat et manœuvré sur un terrain semblables à ceux qu'ils rencontrèrent dans les vallées de l'Iraouaddy et de la Chindwin, ou sur les pentes des monts birmans. Enfin, les généraux qu'on mit à leur tête avaient, eux aussi, fait leur carrière dans l'Inde et, pour la plupart, y exerçaient un commandement au moment où on les

(1) « Le gouvernement de Sa Majesté désire laisser à Votre Excellence une grande liberté quant aux méthodes précises qui vous sembleront convenables pour réorganiser le gouvernement de la Haute-Birmanie. Votre Excellence aura, dans le cours du temps, à déterminer le nombre des troupes qui peuvent être nécessaires pour maintenir la paix et réduire les bandes de *dacoits*. » (Dépêche de lord Randolph Churchill à lord Dufferin, 31 décembre 1885.)

envoya en Birmanie. Tout cela facilitait la tâche (1). Toutefois, ce n'est pas déjà un talent si commun que de se décider, en temps utile, aux sacrifices nécessaires et de savoir placer les hommes au poste même qui leur convient. Les Anglais, à ces deux égards, furent, malgré quelques erreurs de détails, habiles ou heureux.

Plusieurs généraux se sont succédé en Birmanie : j'ai déjà cité le nom du général, aujourd'hui sir Henry Prendergast ; on en pourrait citer d'autres : le général White, le général Gordon, le général Faunce, le général Wolseley. Tous, et notamment le général White, qui resta longtemps à la tête des troupes, rendirent des services éminents. Mais il en est un qui eut sur la pacification une influence décisive : ce fut le général Roberts. Sir Frederick Roberts occupait alors la haute situation de commandant en chef des armées de l'Inde et de membre du conseil du vice-roi. Lord Dufferin lui demanda de la quitter temporairement pour aller prendre le commandement en chef du corps expéditionnaire : il accepta. Cette double décision dénotait un certain courage. A ce moment, et en Angleterre et dans l'Inde, on était las des affaires de Birmanie, on estimait et l'on disait tout haut qu'il n'y avait rien à faire de cette conquête, et le poste de général en chef en devenait plus dangereux. Ce n'est pas tout. Les Anglais ont toujours redouté de subordonner le pouvoir civil au pouvoir militaire. Or, si l'on mettait en présence un personnage considérable comme sir Frederick Roberts et un commissaire (*chief commissioner*) même comme M. Bernard, il était évident qu'en dépit de tous les textes et de toutes les instructions possibles, la grande autorité morale appartiendrait au général et qu'en cas de conflit, le dernier mot lui resterait. Malgré ce que ces circonstances pouvaient avoir de grave, lord Dufferin n'hésita pas à offrir, ni sir Frederick à accepter le commandement en Birmanie. Ce choix, qui pouvait avoir de gros inconvénients, n'en eut aucun. Et toutefois, quand la mission de sir Frederick eut pris fin, on se sentit comme soulagé. Il avait d'ailleurs réalisé tout ce qu'on attendait de lui. « Il a, écrivait le correspondant du *Times* (8 février 1887), justifié l'exception à la routine, qui l'a fait envoyer en service spécial loin du théâtre habituel des fonctions d'un commandant en chef de l'Inde. »

Le plus grand service que le général Roberts ait rendu, — et il

(1) La proximité de l'Inde rendait encore d'autres services. Contre les tribus voisines de la frontière, comme les Chins ou les Louchai, qui habitent la contrée entre le Chittagong et les monts Cachar, on envoyait à la fois deux expéditions : l'une partant de Birmanie, l'autre partant de l'Inde. Le phénomène inverse s'est produit récemment lors de l'incident de Manipour, dans l'Inde : cette fois, c'est la province qui est allée au secours de l'Empire : tandis que des forces étaient expédiées du Bengale, d'autres l'étaient de Birmanie. L'effet moral fut énorme.

n'avait pas attendu pour le rendre d'être appelé en Birmanie, — c'est d'avoir, d'accord avec lord Dufferin, donné aux généraux sous ses ordres autant et même plus de troupes qu'il ne leur en fallait. Ce n'est pas qu'on n'ait commis, en plusieurs occasions, et jusqu'en 1890, la faute de dégarnir certains districts où l'insurrection était à peine réprimée. Toutefois, les erreurs de ce genre ne pouvaient être et ne furent en général que de peu de conséquence.

Pour l'expédition même, quelques milliers d'hommes avaient suffi. Au lendemain de la prise de Mandalay et de la capture du roi, on avait espéré pouvoir en rappeler une partie. Mais lord Dufferin, qui dès le jour où il entra en Birmanie eut une vision extraordinairement nette de ce qu'exigeait la situation, loin d'en diminuer, en augmenta le chiffre. Il restait, en effet, à marcher sur Bhamo, à poursuivre les *dacoits*, à occuper tout le pays; l'occupation allait nécessiter de petits corps expéditionnaires, des colonnes volantes, des postes fixes. En conséquence, l'armée fut tout de suite portée à 11,000 hommes et un peu plus tard à 14,000 hommes. Vers le milieu de 1886, il y en avait en Haute-Birmanie 17,000 et dans la Basse-Birmanie 7,200. Et cela ne paraissait pas encore suffisant. « Il est évident, écrivait au conseil de l'Inde le général Roberts, d'après les dispositions qu'indique le général White, qu'il n'y a pas en Birmanie un homme de trop; il me semble même que certains districts sont faiblement occupés. Il n'est pas possible à cette époque de l'année (30 juillet) d'envoyer des renforts; mais j'insiste fortement pour qu'on prépare et des renforts et des transports, de façon qu'ils puissent arriver à Rangoon vers le 15 octobre, époque où le général White aura vu ses forces diminuer et par le fait de la guerre et par les maladies. »

Cela fut fait, quoique, par suite de la création de la police, les effectifs de l'armée régulière ne dussent jamais dépasser ni même atteindre les chiffres de 1886. En avril 1887, on comptait en Birmanie Haute et Basse 20,000 hommes de troupes actives; un peu plus tard, on en comptait 22,600 : 10,700 Anglais et 11,900 Indiens; à quoi il faut ajouter des forces auxiliaires importantes. Cela entraînait un mouvement extraordinaire des troupes. Il fallait, en effet, à chaque instant, rapatrier les unités les plus éprouvées, transporter les volontaires qu'on engageait pour la police, et combler les vides trop fréquents qui se produisaient parmi les officiers de grade moyen, obligés trop souvent de payer de leur personne. Mais nul sacrifice n'arrêta ni l'armée, ni le gouvernement de l'Inde. Ils redoutaient par-dessus tout, — sans néanmoins y avoir toujours échappé, — des réductions d'effectifs prématurées qui pouvaient avoir un double effet : amener les indigènes à douter de la permanence de l'occupation anglaise et ainsi affermir leur

constance dans l'opposition; harasser les troupes, ruiner leur santé et gêner les mouvemens des chefs.

Toutefois, à l'heure où nous écrivons, les forces régulières, soit indiennes soit européennes, sont réduites à moins de 10,000 hommes, dont quelques milliers seulement sont des Européens. Mais cette diminution considérable n'est ni une condamnation des errements suivis jusqu'ici, ni une imprudente concession aux exigences de l'opinion.

Il s'est en effet produit en Birmanie ce qui s'est produit ailleurs, notamment au Tonkin. Avec le temps et les progrès des vainqueurs, la lutte a changé de caractère et d'allures. Les grandes bandes se sont dispersées ou fragmentées. Tout ce qui était combattant sérieux, tout ce qui tenait devant les forces anglaises a été refoulé loin des centres habités et acculé soit aux frontières, soit à quelques régions d'accès difficile. Dès lors, à l'intérieur, on a pu réduire les postes fixes de troupes régulières. En 1887, il y en avait 150; on en a maintenu une trentaine. Ces troupes régulières, on ne leur demande plus guère qu'un rôle d'observation. Casernées dans les villes ou sur des points choisis pour leur valeur stratégique, elles agissent surtout par leur présence et leur prestige. Quant aux pillards et aux maraudeurs, aujourd'hui les seuls adversaires à redouter et redoutables seulement à cause de leur nombre, ce sont des forces d'une autre catégorie qu'on leur oppose : l'infanterie montée et la police.

L'infanterie montée, qui un moment a compté 1,800 hommes, en compte aujourd'hui environ 1,200 : son nom explique son rôle.

La police date de 1886, mais elle n'a été sérieusement organisée qu'en 1887. Vers le commencement de cette année, il devint évident que les adversaires habituels de l'armée régulière n'étaient plus dignes d'elle. Il n'y avait plus désormais à faire œuvre de guerre, mais œuvre de gendarmerie; il ne restait qu'à assurer contre les *ducoits* soit isolés, soit réunis en bandes, la sécurité et le bon ordre. Pour cette besogne, l'armée est inutile; elle y est même manifestement impropre. Les *ducoits*, à ce moment, ne sont plus des combattans, ce sont des maraudeurs et des fuyards, et les troupes régulières sont absolument impuissantes à les prévenir ou à les joindre. C'est affaire à la police; et nos régimens européens la suppléeraient aussi efficacement qu'une batterie d'artillerie ferait à Paris les agens de la sûreté. « Le soldat, écrivait lord Dufferin, n'est que le pionnier de l'ordre; le gardien permanent de la tranquillité publique est le policeman (1). » En conséquence, on organisa la police.

(1) Lettre au secrétaire d'État, 19 octobre 1886, *Burmah*, 1887, n° 1, p. 106.

Chose digne de remarque et qui montre à quel point nos voisins ont le sens des nécessités de gouvernement, les militaires dont on diminuait l'importance non-seulement tombèrent d'accord de l'utilité de cette création, mais en prirent l'initiative. « A moins, écrivait le général Roberts (6 février 1887), qu'on n'organise en Birmanie une police solide, la pacification désirable de ce pays est encore loin de nous. » Et un autre document constate que les autorités civiles et militaires convinrent en même temps que « le moment était venu où la police devait graduellement occuper de nombreux postes en Haute-Birmanie et prendre charge du pays. »

Cette police devait être de deux sortes : une police civile que l'on mettrait aux ordres de fonctionnaires indigènes pour assurer la sécurité de la région où ils commandent, — ce qui n'allait pas sans quelques difficultés du fait de certains officiers ; — et une police militaire fortement encadrée par des Européens, dont la mission serait d'occuper les postes de l'intérieur, d'empêcher la concentration des dacoits, en un mot de nettoyer le pays. L'une et l'autre, on les recruta pour la plus grande partie dans l'Inde parmi certaines tribus d'humeur guerrière (1), et pour le reste, après bien des hésitations, parmi les Birmans, malgré la défiance où l'on tenait et leur intégrité et leur solidité. En 1887, on estimait qu'il en faudrait environ 16,000 ; mais on n'en eut d'abord que 9,000 et un peu plus tard 11,000 ; en 1888, à la fin de l'année, on avait dépassé l'effectif prévu ; on en avait 20,000, et le général Stedman, qui les commandait en Haute-Birmanie, écrivait qu'il n'en avait pas encore assez. Si bien qu'en 1889 la police comptait 35,000 hommes : 15,000 hommes de police civile et 20,000 de police militaire. Ensemble, ils occupaient au-delà de 600 postes. Aujourd'hui, la police civile, encore assez mal organisée d'ailleurs, ne compte pas plus de 6 à 7,000 hommes, la police militaire n'en compte pas plus de 16,000 ; elle occupait dans l'intérieur, en 1888, 175 postes, en 1889, 192 ; au début de 1890, 173. Détail à noter : elle a à sa tête un simple capitaine, le capitaine Peile, qui, du temps du général Stedman, était déjà sous-inspecteur.

Si l'on voulait non pas être complet, mais dire l'indispensable sur les mesures d'ordre militaire tentées dans l'intérêt de la pacification, il faudrait décrire les essais de colonies militaires chargées de contenir les indigènes et de mettre en valeur les districts qu'elles occuperaient. Il faudrait parler encore de la grande me-

(1) Au cours de l'année 1891, il avait été question de la recruter presque uniquement parmi les tribus birmanes : Karens, Shans, etc. Mais le *chief commissioner*, sir A. Mackenzie, démontra les inconvénients et même le très grand danger que présentait cette mesure : danger pour la sécurité de la province ; inconvénients, à cause d'événements possibles au Siam ; et, grâce à ces deux argumens, la fit ajourner.

sure, diversement appréciée, du désarmement général des villages birmans et karens : on leur enleva plus de 40,000 armes à feu ; c'était leur ôter le moyen d'attaquer les Anglais, mais en même temps de résister aux attaques des *dacoits*. Mais ce ne sont là, en somme, que des points secondaires, et nous avons hâte d'arriver à une autre partie de l'œuvre des Anglais : à celle qui consista à préparer la pacification par des mesures d'ordre politique.

## IV.

En abordant cette partie de nos études, il importe de bien préciser la valeur des mots et de définir ce que nous entendons par « mesures d'ordre politique » et par « pacification. » Il faut se garder de croire, — et dans la pratique d'aucun peuple on ne s'en est suffisamment gardé, — que ces divisions : « pacification » et « organisation, » « mesures d'ordre militaire » et « mesures d'ordre politique, » que nous adoptons pour plus de clarté dans l'exposition d'un sujet compliqué, correspondent dans le temps à des périodes absolument tranchées, et dans la conduite, à des méthodes absolument distinctes. Quand une fois est terminée la conquête proprement dite, et qu'il s'agit de pacifier le pays, on ne traverse pas une période où les militaires agissent avec une liberté entière, par leurs procédés propres et sous leur responsabilité, puis une seconde période où brusquement leur action s'arrête pour faire place à l'action des hommes politiques et des pouvoirs civils. Il n'y a pas davantage des méthodes de pacification absolument distinctes des méthodes d'organisation, pas plus qu'une période de pacification absolument distincte de la période d'organisation. La pacification prépare l'organisation et se lie à elle en lui transmettant ses méthodes bonnes ou mauvaises, en sorte qu'on ne peut trop dire où l'une commence et où l'autre finit et quelle mesure est mesure de pacification, quelle est mesure d'organisation.

Les Anglais, au moins en Birmanie, paraissent avoir entrevu ces vérités ; en tout cas, ils ont agi comme s'ils les voyaient : dès le premier jour, alors que l'armée chassait devant elle les bataillons dispersés des Birmans, ils avisaient aux moyens d'agir administrativement sur les populations, et, à aucun moment, ils n'ont séparé l'action des pouvoirs militaires de celle des pouvoirs civils. Ils ont eu soin, même durant la conquête, d'installer, dans les principaux centres, des fonctionnaires politiques, avec mission, tandis que l'armée y assurait l'ordre, d'y établir, eux, une première et rudimentaire organisation administrative. Et, d'autre part, même après la conquête achevée, ils ont demandé la coopération des troupes et réclamé leur présence dans un dessein purement politique. « Il faut,



écrivait le général Roberts dans ses instructions au général MacPherson, lequel devait succomber à la maladie sans avoir pris possession de son commandement, il faut que les troupes fassent partout sentir leur présence et demeurent dans les principaux endroits assez longtemps pour permettre au pouvoir civil d'établir l'administration sur une base solide, pour inspirer aux populations de ce pays un sentiment de confiance dans la stabilité de notre domination, et pour leur ôter toute crainte d'être plus tard accablés par les *dacoits*. »

Une pareille tâche implique, exige la parfaite entente des autorités civiles et militaires. « J'ai consulté, écrit le général White, qui eut un moment plus de 30,000 hommes sous ses ordres et exerça son commandement avec un rare bonheur, j'ai consulté le *chief commissioner* sur les opérations à venir, et il est d'accord avec moi sur le plan que je viens d'esquisser. » N'allons pas croire cependant que, soldats ou fonctionnaires, les Anglais fussent des philosophes prêts à sacrifier tout de suite leurs rivalités à l'intérêt supérieur du pays. Ils ont, en plus d'une circonstance, laissé percer les plus laides passions de la nature humaine, et leurs jalousies ont entraîné des effets presque aussi fâcheux qu'elles ont pu le faire en aucun autre pays (1). Mais, jamais chez eux, ces attristants conflits, que d'autres nations ont connus, n'ont été révélés au grand public, et ils ne l'ont pas été parce qu'il existe encore des pays où le grand public n'est pas le chef suprême de qui tout relève. Dans l'Inde et dans les provinces qui en dépendent, au-dessus de toutes les coteries et de toutes les rivalités, règne, assez puissante pour les réduire et les discipliner, une autorité indiscutée : celle du vice-roi.

Les Anglais, avec leur sens admirable du gouvernement, ont conféré aux gouverneurs de leurs possessions des pouvoirs assez

(1) Sir Charles Dilke a, dans un passage de ses *Problems of Greater Britain*, II, p. 51, fait à ces conflits une allusion discrète. En Birmanie même, on était moins discret. Voici, par exemple, ce que le correspondant du *Times* télégraphiait le 25 février 1888 : « Le district de Kyouske est dans une situation excellente. Cette situation est due sans aucun doute à la manière cordiale dont les autorités civiles et militaires y ont travaillé ensemble. Une semblable coopération n'est malheureusement pas universelle en Haute-Birmanie. » Au surplus, les conflits n'éclataient pas seulement entre civils et militaires. Il semble qu'en Birmanie (comme d'ailleurs au Tonkin), chacun ait considéré son district ou sa province comme un domaine soumis à son action exclusive. Quiconque empiétait sur son domaine était traité en ennemi, au plus grand dommage des affaires publiques. Un officier, le capitaine Raikes, est chargé, par ses chefs hiérarchiques, d'aller négocier avec une tribu des Chins, située au voisinage du district de Pagay. Le chef de ce district, le capitaine Eyre, apprend cette mission et aussitôt invite les Chins « à se mettre en rapport avec lui de préférence au capitaine Raikes. »

vastes pour que nul de ceux qui légalement leur sont soumis n'ait la possibilité ni même la tentation de discuter ces pouvoirs, encore moins d'y résister. A Hong-Kong, par exemple, le gouverneur, — gouverneur civil, — est le chef de toutes les autorités civiles et militaires, le commandant de toutes les troupes ; et, comme il advient fréquemment que le voisinage de la station navale de Chine amène dans l'île un officier supérieur ou général, ce même gouverneur a, dans la marine, un rang qui le met de pair avec le plus élevé : il est de droit vice-amiral. Dans l'Inde, également, le vice-roi en conseil, représentant de la reine, commande aux autorités de toute nature, soit civiles, soit militaires, et le général en chef de l'armée de l'Inde n'est devant lui qu'un chef de service qu'il admet seulement par courtoisie et par intérêt à discuter ses vues. Dans ces conditions, les rivalités qu'inspire l'esprit de corps ne peuvent pas devenir bien préjudiciables : le vice-roi, chef suprême des officiers et des fonctionnaires, a les moyens de les arrêter et de les prévenir. J'ajoute que sa tâche est assez facile avec des officiers pénétrés de l'esprit de gouvernement, comme le sont presque tous les Anglo-Saxons, et avec des fonctionnaires civils, comme les fonctionnaires anglais, d'une respectabilité et d'un mérite qui imposent.

Pour pacifier un pays, il semble qu'il faille recourir aux moyens pacifiques. Cette énonciation paraît naïve ; cependant, il n'y a pas longtemps qu'elle est acceptée des gouvernemens. Ils ont eu longtemps et peut-être gardent-ils encore une secrète tendresse pour les moyens répressifs. Cela s'explique : les premiers agens de la pacification sont les agens mêmes de la conquête. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui tous les vainqueurs cherchent à se faire accepter des vaincus à force de modération et de bienveillance. Et les Anglais n'y ont pas manqué en Birmanie.

Leur tâche était difficile. Elle l'eût été pour tout le monde, elle l'était surtout pour eux. Leur point d'appui habituel leur faisait défaut. Dans leurs conquêtes, en effet, ils ont toujours cherché à s'appuyer sur une aristocratie, sur les princes, sur les pouvoirs religieux, sur les gouvernemens. Or la Birmanie, — je le dirai plus loin avec quelques détails, — ne possède d'aristocratie d'aucune sorte et elle n'avait plus de gouvernement. Les Anglais ne rencontraient donc devant eux qu'une population éparse, non cohérente et difficile à se concilier.

C'est un axiome, ou du moins, on admet comme un axiome que les peuples d'Orient sont affamés de justice. Quiconque leur apporte ce souverain bien est sûr de s'en faire bien venir. C'était là, à ce qu'il semble, un atout magnifique dans le jeu des Anglais. Ils ont, en effet (et avec eux tous les Anglo-Saxons), le culte de la jus-

tice. A leurs yeux, pouvoir obtenir justice est la première des garanties; rendre justice, le plus sacré des devoirs en même temps que la plus haute des fonctions. Où qu'ils aillent, à peine arrivés, ils érigent un tribunal et installent un juge. Cela fait, ils vaquent en sûreté à leurs affaires. Ainsi ont-ils procédé en Birmanie. Le mode de recrutement de leurs fonctionnaires dans l'Inde leur permet d'en faire à volonté des administrateurs, des financiers, des juges. Ils ont donc eu, même dans l'état le plus rudimentaire de l'administration, des hommes aptes à rendre la justice et soucieux de la rendre, et qui en fait l'ont le plus souvent rendue à tous avec impartialité (1). J'ajoute : et avec courage. Car il n'y a guère pour des fonctionnaires de tâche plus ingrate. Dans ces pays d'extrême Orient, au début de la conquête, les différends s'élèvent surtout entre les vaincus et les vainqueurs. Les vainqueurs impatients dans leurs désirs sont naturellement enclins à donner tort aux vaincus et à condamner le juge qui les absout; et les vaincus, hostiles du fond de l'âme aux vainqueurs, n'espérant d'eux ni protection ni justice, sont, avec les habitudes d'esprit que leur a données un long régime d'oppression, disposés à prendre pour de la faiblesse ce qui n'est que de l'équité. Dans ces conditions, la droiture du juge peut avoir des conséquences, de deux côtés, fâcheuses.

Les commissaires anglais ne se sont pas laissé influencer par ces difficultés. Ils ont à l'ordinaire rendu leurs arrêts conformément au vœu de la loi et non pas aux caprices de l'opinion ou aux nécessités de gouvernement. Je relève, par exemple, deux décisions tout à leur honneur : l'une condamnant aux travaux forcés des *policemen* qui terrorisaient le pays confié à leur surveillance, l'autre qui absolvait un indigène poursuivi pour avoir tué un fonctionnaire de la police anglaise : « Je considère, disait le juge de cette dernière affaire (M. Hildebrand, surintendant des États shans), que le Ngami qui a tué M. Powell peut être excusé d'avoir tiré un coup de fusil pour délivrer son gendre. Même si son gendre n'avait pas réclamé son assistance, le fait que ses deux fils avaient été illégalement et avec la plus grande injustice massacrés sous ses yeux serait de nature à excuser la rapide vengeance qu'il a tirée de leur mort en tuant leur meurtrier. » Ce jugement, remarquable

(1) Dès le 24 janvier 1886, c'est-à-dire six semaines après le début de l'occupation, il y a eu des fonctionnaires civils et notamment des juges dans un certain nombre de districts (V. *Burmah*, 1886, C. 4887, p. 15). Toutefois, dans plus d'un endroit, la hâte qu'on avait d'instituer une administration civile a fait, en attendant, confier des fonctions fort délicates à de jeunes fonctionnaires inexpérimentés, et ce provisoire a duré des années. Pendant ce temps-là, des districts absolument paisibles de la Basse-Birmanie étaient administrés par des hommes d'une expérience consommée et dont la vraie place eût été dans les provinces troublées du nord.

exemple d'impartialité, eut en Birmanie un immense retentissement et provoqua les critiques de presque toute la presse locale : « Cela revient, concluait la *Gazette de Rangoon*, à autoriser tout indigène plus ou moins sauvage à tuer les fonctionnaires anglais toutes les fois qu'il les trouvera en train d'arrêter un quelconque de ses parens d'une façon qu'il estime illégale. »

Il y aurait à de telles craintes quelque fondement si un vainqueur était exposé à pécher par excès de partialité envers le vaincu. Malgré les exemples si honorables que je viens de citer, ce ne fut pas, ce ne pouvait pas être le cas des Anglais. Il faut bien le dire, le culte presque exclusif de la justice qui les caractérise laisse souvent place à l'injustice. Car, à proprement parler, dans la justice, ce qu'aime l'Anglais, c'est moins l'équité que le droit. Il prétend, pour mettre en règle sa conscience, faire reconnaître son droit; une fois ce droit constaté, il le poursuit jusqu'au bout. Or le droit du vainqueur, proclamé par le vainqueur même, risque d'être excessif. Le juge est un homme; il est sujet à l'erreur et à la passion. Aussi, par cela seul qu'à leur droit strict les Anglais n'ont donné d'autre limite que la justice et les sentences de la justice, ils ont commis des légèretés, des erreurs, des cruautés même, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles nuisaient singulièrement à leur propre cause.

Assurément, quoiqu'on fût décidé à se concilier le pays à force de modération, il ne fallait pas attendre la pacification de ce qu'on a appelé le « contrat d'amour. » Une race, depuis des siècles pliée par ses rois au plus dur régime, n'est pas disposée à céder à la seule douceur : elle veut, pour se soumettre, des preuves de force et des exemples de répression vigoureuse. Mais il semble que les Anglais aient, pour mieux administrer ces preuves, dépassé toute mesure.

Je ne mentionne que pour mémoire certains procédés atroces. Un officier, par exemple, soupçonnant un indigène d'un crime capital et ne pouvant en obtenir l'aveu, faisait conduire le prétendu coupable jusque devant le peloton d'exécution et lui arrachait ainsi une confession mensongère. Un autre, amateur de scènes dramatiques, prenait une épreuve photographique du supplice que lui-même ordonnait. Ce sont là des exceptions révoltantes, et l'opinion publique les a condamnées. Mais ce qui était d'une pratique générale, c'était de fusiller sur l'heure et sans jugement tout *dacoit* pris les armes à la main. Mesure très simple, en vérité, mais qui n'avait pas même l'excuse de l'utilité : les Birmans, comme les Annamites, ne craignent pas la mort. Et les Anglais le savaient bien; voici ce qu'a écrit un de leurs historiographes : « Un détachement de la brigade navale, ayant capturé une douzaine

de *dacoits*, se mit en mesure de les fusiller l'un après l'autre. On comptait par là produire sur les esprits une impression plus forte qu'en les fusillant tous à la fois. Le premier d'entre eux fut placé debout, le dos au mur. Une balle conique vint le frapper entre les yeux et enleva toute la partie supérieure du crâne, la rejetant en arrière d'une façon étrange et grotesque. A cette vue, ses camarades qui se tenaient près de là, attendant leur tour, partirent d'un rire inextinguible. Ils en riaient encore tandis qu'ils avançaient, l'un après l'autre, pour se placer devant le peloton. Ils traitaient cela comme une plaisanterie de haut goût. » — Le gouvernement anglais, interpellé dans le parlement, promit de mettre fin à « un état de choses qui était un scandale et pouvait devenir un danger. » Mais les exécutions continuèrent comme devant, et c'est seulement quand lord Dufferin s'embarqua pour la Birmanie, que, le jour même de son départ, le général Prendergast lança une proclamation pour interdire ces « exécutions à volonté. » Depuis lors, la peine de mort devint plus rare et ne put, d'ailleurs, être prononcée qu'après une procédure régulière et par des juges civils.

D'autres fois, c'étaient des légèretés impardonnables. Un groupe de paysans inoffensifs s'était, tout tremblant, réfugié sous un arbre : ce ne pouvaient être que des pirates et on les saluait d'une volée de projectiles. Des villageois, — fait plus récent, — ayant été régulièrement condamnés à la déportation dans un district éloigné, on confia à un entrepreneur le soin de les nourrir. Cet entrepreneur, au lieu de vivres, leur donnait de l'argent. Mais il fut si peu surveillé qu'il put, pour soixante-deux jours, à 47 personnes, n'allouer que 105 roupies, moins de 200 francs. Ailleurs, c'étaient les plus révoltantes injustices : en 1887, un chef de *dacoits* s'était rendu sur la parole d'un fonctionnaire qui lui garantissait la vie sauve ; le gouvernement de l'Inde refusa de faire honneur à cette parole et ordonna de fusiller l'homme. En 1890, — car ce semble être maintenant de jurisprudence, — un *dacoit* redouté, Boh Yanyum reçoit une lettre d'un officier de police qui lui promet la vie sauve ; l'évêque bouddhiste intervient de son côté : Boh Yanyum fait sa soumission au député-commissaire de Myingyan. Celui-ci, sans même nier la promesse, le condamne à mort. Toute la province s'émeut, car Boh Yanyum, chose rare, est peut-être moins un pillard qu'un patriote ; la population, les prêtres, les moines manifestent en sa faveur ; le juge d'appel reconnaît qu'on lui a, en effet, promis la vie et même quelque chose de plus ; il commue, ne pouvant faire davantage, la peine de mort en celle de la transportation à vie et signe un recours en grâce. Mais pendant des mois le gouvernement reste sourd à la justice, aux vœux des indigènes, à l'intérêt même de la domination anglaise : c'est seulement après de longs



mois qu'il fait connaître sa décision dans cette affaire passionnante. Il accepte la commutation de peine, mais refuse de faire grâce, et s'engage seulement à s'en occuper de nouveau quand cinq ans se seront écoulés (1).

A cette conduite déloyale, les Anglais ont gagné que même les cas de force majeure leur sont imputés à mauvaise foi. Dans les premiers temps de l'insurrection, on avait fait une foule innombrable de prisonniers. Les prisons étaient encombrées. On estime que soit en Birmanie, soit dans l'Inde, où on les avait transportés en masse, les Anglais détenaient près de 50,000 indigènes. Lord Dufferin mit un terme à cette épidémie d'arrestations; bientôt même il rendit la liberté à la majorité des prisonniers. Pour les détourner d'aller retrouver leurs anciennes bandes, on leur promit du travail dans les chantiers de l'État, sur les routes, sur la voie ferrée en construction de Toungoo à Mandalay. Malheureusement, leur nombre même ne permettait pas de les employer tous : de là, un renom fâcheux, et cette fois immérité, pour la loyauté britannique et un retard évident pour la pacification. Il se passera longtemps avant que la masse du peuple soit rattachée.

On fut plus heureux du côté de ce que j'appellerais l'aristocratie : les prêtres bouddhistes, les membres du grand-conseil, les chefs les plus considérables furent l'objet de beaucoup de prévenances et d'égards.

Les ennemis des Anglais avaient répandu le bruit qu'ils en voulaient moins au roi Thibau et à sa dynastie qu'à la religion bouddhiste et à ses fidèles. L'accusation était grave. Dans ce pays, presque toute la nation a passé par l'école des prêtres; chacun, au moins une fois dans sa vie, revêt l'habit du moine, et comme les vœux ne sont pas en fait perpétuels, la société civile est pleine de personnes ayant un moment porté le costume religieux. Attaquer la religion, c'était attaquer tout le monde. Pour dissiper les préventions, on usa envers les représentans de la religion des plus grands ménagemens. A l'heure où l'on marcha sur Mandalay, l'archevêque bouddhiste de la Basse-Birmanie fut reçu à Rangoon par sir Charles Bernard, alors commissaire en chef, qui lui donna l'assurance qu'à tout événement rien ne menaçait la religion bouddhiste. Au cours de la campagne et pendant la période de prise de possession du pays, les fonctionnaires et les officiers furent invités à respecter particulièrement les prêtres, les moines et les monas-

(1) Le gouvernement de Birmanie a publié le texte de cette résolution. L'exposé des circonstances est un peu différent de celui que nous donnons; toutefois nous persistons à croire le nôtre absolument exact, et s'il l'est, l'argument du gouvernement, que « seule une personne irresponsable peut conseiller une mesure de clémence, » n'a aucune valeur.



tères<sup>(1)</sup>. Le général Roberts personnellement se montra plein de déférence envers les autorités religieuses. On affecta même de les traiter comme des facteurs considérables de la politique. Quand on sut que le chef de *dacoits* Ala-Oo voulait se rendre, le commissaire du district, M. Colquhoun, lui écrivit que, s'il le préférait, il lui était loisible de faire sa soumission entre les mains de l'archevêque bouddhiste de Mandalay. Tout cela fut du meilleur effet <sup>(2)</sup>.

A la tête du royaume, à côté du roi plutôt qu'au-dessous de lui était un conseil d'État ou *Hlutdaw*, qui rappelle le *comat* de la cour de Hué. Ce conseil se composait des principaux ministres de l'État ou *woongys*, au nombre de quatre et quelquefois de six. On avait espéré un moment pouvoir le maintenir dans son intégralité et gouverner par lui ou du moins avec lui. Pour des raisons que je dirai plus loin, il fallut renoncer à cette combinaison : le *Hlutdaw* fut supprimé ; mais ses membres honoraires ou titulaires furent soigneusement rattachés à la politique anglaise. On donna à cinq d'entre eux des fonctions diverses, moyennant un traitement qui s'élevait au total à 3,250 roupies par mois et à neuf autres des pensions de 1,800 roupies. Dans un *darbar* solennel, tenu à Mandalay en 1887, Kinwoon Mingye, ancien premier ministre du roi Thibau, reçut la distinction enviée de l'Étoile de l'Inde ; d'autres Birmans, moins considérables, qui s'étaient distingués contre les *dacoits*, reçurent des présens proportionnés à leur importance et à leur mérite : chaînes d'or, armes d'honneur, médailles, etc. Dans une autre circonstance (décembre 1888), un juge indigène, Moung-Ohn, fut nommé membre du conseil législatif du vice-roi. Le choix, à ce qu'il paraît, était contestable ; mais le principe seul nous intéresse : rattacher les indigènes à la cause anglaise en leur confiant des fonctions considérables. C'est le principe qui prévaut en Birmanie et dans toute l'Inde anglaise.

Avec les tribus vassales, comme avec les hauts fonctionnaires de Birmanie, les Anglais ont également montré beaucoup de sagesse.

(1) Les monastères sont peut-être les monumens les plus remarquables de l'art birman. Certains d'entre eux sont des merveilles d'ornementation délicate.

(2) Depuis cette époque, on s'est départi de la politique conciliante, inaugurée par sir Charles Bernard et sir Frederick Roberts. Des moines ont été plus ou moins justement emprisonnés. Les autorités les plus considérables sont peu écoutées. L'évêque qui avait négocié la soumission de Boh Yanyum n'a pu obtenir l'exécution des engagements pris. Pour toutes ces raisons, l'élément religieux s'éloigne des Anglais. En même temps une forme nouvelle de protestation se manifeste dans la population. En novembre dernier, elle a procédé au redorage de toutes les pagodes, grandes et petites. Une grande fermentation se révèle dans les esprits. Un moment on a pu redouter l'entrée en territoire birman du prince Myn Goon : et les agens anglais, consultés par le gouvernement local, ont répondu à l'unanimité que cette entrée déterminerait un soulèvement que les prêtres et les moines ne feraient rien pour étouffer.

Au temps de la domination birmane, ces tribus n'avaient avec la cour d'Ava que des rapports assez lâches, variables avec les forces de cette cour, et ne reconnaissaient sa suzeraineté que dans la mesure où elle-même pouvait la faire reconnaître. Il en résultait qu'à mesure qu'on s'éloignait des frontières de la Birmanie centrale, les liens de suzeraineté se détendaient et que les droits prétendus des derniers Alompra n'avaient, dans beaucoup de cas, d'autre utilité que de fournir des prétextes à intervention.

Les Anglais n'eurent garde de faire valoir à la fois des droits si différens et si contestables. Déjà en Basse-Birmanie, aux tribus que les traités de 1826 et de 1852 leur avaient attribuées, ils avaient conservé la même situation que leur faisait la cour d'Ava. Aux unes, comme les Louchaï et les Chiendon, ils avaient laissé leur indépendance; aux autres, comme les Bangi et les Pankho, ils imposaient leur suzeraineté sans lever d'impôts; d'autres enfin, Mroung, Koumi, Mro, ils avaient fait de véritables tributaires. Ils agirent de même dans leur nouvelle conquête. Dans la Birmanie centrale et dans les provinces voisines, ils saisirent le gouvernement d'une main vigoureuse; et encore même là eurent-ils soin de ménager les susceptibilités. Quand un chef, aux allures jusqu'alors indépendantes, semblait jouir dans son district d'une réelle autorité, ils affectaient de le traiter un peu comme un allié et lui fournissaient au besoin des troupes pour l'aider à y maintenir l'obéissance et l'ordre. Avec les provinces plus éloignées, comme, par exemple, ces États shans que disputent à la Birmanie le Siam, la Chine, d'autres encore (1), et qui, en fait, étaient alors presque tous autonomes, ils montrèrent plus de prudence encore. Avec l'un, on négociait pour faire accepter un résident anglais; c'est ainsi que près du tsawbwa (nom du chef local) de Momeit, on envoya, à titre d'auxiliaire et de conseil, M. Colquhoun, avec ses troupes et sa police, chargé de l'aider à lutter contre les *dacoits*. A un autre on donnait, pour faire sa sou-

(1) On trouve dans le livre du général Yule, en appendice, l'exposé des droits indiscutables de la Chine sur les États shans. Quant au Siam, d'après un rapport récent de M. Scott, surintendant des États shans, il revendique tous les États situés à l'est de la Salouen; les Anglais, au contraire, prétendent, comme successeurs des Birmans, à cinq de ces mêmes États. Il y a donc lieu à délimitation. Mais l'opération, commencée il y a deux ans et fréquemment interrompue, menace, pour beaucoup de raisons, d'être difficile. Aussi la presse anglaise locale estime qu'on pourrait s'en dispenser. Elle fait remarquer que cette question de limites entre la Birmanie et le Siam a déjà été tranchée, il y a plus de vingt ans, par une sentence de la *Court of Recorder* de Moulmein, confirmée par la Haute Cour de Calcutta. A propos d'intérêts privés, les juges ont eu à déterminer la limite des deux États, et les Anglais trouveraient commode de soumettre une nation étrangère aux décisions de leurs juges. En fait, le Siam a déjà consenti à évacuer ceux des États shans que les Anglais ont pu prouver avoir autrefois payé tribut à la Birmanie.

mission, des délais toujours allongés; c'est ainsi que le tsawbwa de Woonthou s'étant retiré dans les montagnes avec 2,000 hommes, ses éléphants et ses canons, on lui accorda toute une année pour revenir à résipiscence; et quand on l'y eût amené, on le confirma dans sa semi-indépendance. La prudence, en cette occasion, alla même jusqu'à la faiblesse et la confiance jusqu'à l'aveuglement: l'événement l'a prouvé. Enfin le *Shan states Act*, rendu à la fin de 1888, laissait, comme l'avaient fait les anciens rois birmans, les chefs indigènes administrer eux-mêmes leurs districts sous la conduite et la surveillance du surintendant anglais (1). De même, en 1887, on négocia avec certaines tribus des Chins ou Khyens pour obtenir leur neutralité et arrêter leurs incursions dans les vallées voisines. D'octobre 1886 à mars 1887, près de trente villages de la vallée de Kale avaient été pillés, plus de 80 paysans avaient été tués, 400 faits prisonniers. Un officier anglais, le capitaine Raikes, appuyé d'une forte escorte, fut chargé d'aller conclure avec eux un traité d'amitié. Il y réussit à souhait, et c'est seulement depuis peu que l'abandon de sa politique de conciliation a ramené des actes de violence. On pourrait citer d'autres exemples de cette prudente conduite. Sans doute cette partie de la politique anglaise en Birmanie ne fut pas, plus que les autres, entièrement exempte de fautes. Ce fut une faute, par exemple, que l'expédition contre les Ponkau-Kachins, où les Anglais ont, presque sans profit, subi beaucoup de pertes. Toutefois, dans son ensemble, la conduite du gouvernement envers les tribus vassales ou indépendantes peut être proposée comme un modèle de politique prudente et de sage modération.

Il faut en dire autant des négociations avec l'empire de Chine, qui aboutirent au traité du 24 juillet 1887 (ratification échangée à Londres le 25 août suivant). La Chine avait, de tout temps, élevé certaines prétentions sur la Birmanie. Ses prétentions étaient de deux sortes: d'abord un droit général de suzeraineté sur la Birmanie tout entière; ensuite, spécialement sur le district de Bhamo et certains districts adjacens, un droit de véritable propriété. Elle faisait remarquer, à l'appui du premier droit, que la Birmanie lui avait régulièrement, et jusqu'à ces dernières années, payé un tribut décennal; à l'appui du second, que, du côté de l'est, un angle du Yunnan pénétre profondément dans les territoires contestés; que cette disposition des lieux l'avait, il y a fort longtemps, amenée, pour assurer la sécurité de ses frontières, à

(1) Ce n'est là d'ailleurs qu'un arrangement provisoire. Un jour ou l'autre, on fera des États shans une seule et même province, avec des administrateurs anglais. C'est en vue de préparer ce changement qu'on a rattaché les États shans, non pas au gouvernement central de Calcutta, comme les *native states* de l'Inde, mais au gouvernement local de Rangoon.

occuper Bhamo et ses environs, et que, tout récemment encore, des Chinois en étaient maîtres. Les Anglais, dans leurs documents officiels, faisaient toutes réserves sur le premier de ces droits, admettaient, en revanche, que le second était plus « substantiel. » Néanmoins dans la pratique ils n'hésitèrent pas à reconnaître le premier et à nier le second. Ils s'emparèrent de Bhamo, à qui ils attribuaient une importance capitale. Mais, afin de calmer les susceptibilités de la Chine, ils lui concédèrent une apparence de suzeraineté.

« Si, écrivait lord Dufferin, le secrétaire pour les affaires étrangères ne voit pas d'objections à cette procédure, le gouvernement de l'Inde ne peut de son côté en avoir aucune à ce que son représentant en Birmanie confirme la pratique actuelle d'un échange amical de présens (voyez l'euphémisme) avec le gouverneur du Yunnan, dans les conditions qui pourront sembler convenables. Toutefois, il faudrait méditer avec soin le libellé de l'arrangement à intervenir. » Cet arrangement fut le traité de juillet 1887. L'article 1<sup>er</sup> stipulait que, « en tant que ça a été la pratique de la Birmanie d'envoyer en Chine tous les dix ans des missions chargées de présens de produits du pays, l'Angleterre convient que le plus haut fonctionnaire de Birmanie enverra les missions décennales accoutumées, les envoyés devant être de race birmane. » Moyennant cette concession, — que d'autres pays auraient eu avantage à imiter, — la Chine convenait, dans l'article 2, que l'Angleterre serait, à tous égards, libre de ses actes.

Telle fut la conduite suivie par l'Angleterre, au lendemain de l'occupation, à l'égard des populations birmanes, des autorités religieuses et politiques du pays, enfin des puissances voisines qui pouvaient avoir quelque influence sur la politique intérieure de sa nouvelle possession. Cette conduite, malgré des erreurs de détail et des fautes dues le plus souvent à l'insuffisance de certains agens d'exécution, fut remarquablement conçue pour produire le résultat cherché, c'est-à-dire l'apaisement des esprits. Toutefois, tant de prudence et d'ingéniosité pouvait demeurer entièrement inutile si l'on ne réussissait à remplir celle de toutes les conditions sur laquelle les vaincus se montrent particulièrement exigeants, si on ne leur donnait un régime politique à leur convenance.

## V.

Une fois la conquête terminée, une fois prise la décision de maintenir la Haute-Birmanie sous l'influence anglaise, il n'y avait pas, en effet, à résoudre de problème plus grave que celui-ci : Quel allait

être le régime du pays? Rien n'était plus important, et pour les progrès de la pacification et pour l'avenir même de la possession nouvelle. C'est là un exemple de ce genre d'affaires mixtes que nous avons précédemment signalées, qui touchent à la fois à l'œuvre de la pacification et à l'œuvre de l'organisation. Elles s'imposent dès le premier jour à l'attention du conquérant; il n'est possible d'en retarder ni l'examen ni la solution, et les mesures, qu'il faut prendre d'une façon nécessairement hâtive, ne peuvent manquer d'avoir sur les relations des vainqueurs et des vaincus les conséquences les plus considérables.

Le gouvernement de l'Inde, sur qui pesait la responsabilité de la mesure à proposer, sinon à prendre, n'ignorait ni l'existence, ni la complication, ni la gravité du problème.

Il fut un temps, encore voisin de nous, où les pouvoirs européens ne pratiquaient guère, envers les nations d'Orient, que deux politiques : ou bien ils concluaient avec leurs chefs un traité de commerce et d'amitié qui n'avait d'autre valeur que celle qu'eux-mêmes lui assuraient dans la suite par la fréquence de leurs rapports; ou bien ils s'emparaient du pays, renversaient le pouvoir établi, se substituaient à lui et assumaient, vis-à-vis des nationaux et des étrangers, tous les droits et tous les devoirs. Notre époque, surtout depuis Dupleix, connaît d'autres politiques. Elle a imaginé des combinaisons intermédiaires, et qui visent à assurer au vainqueur autant d'avantages avec moins de charges. Les Anglais, depuis un demi-siècle, les ont presque toutes expérimentées, soit aux Indes, soit dans la péninsule malaise; et, au moment de prendre un parti en Birmanie, ils se trouvaient à même de le faire en connaissance de cause.

Trois partis étaient possibles : le maintien, dans des conditions déterminées, de la dynastie régnante; l'institution du protectorat de l'Angleterre; l'annexion. Lord Dufferin, dans un memorandum déjà cité, les a tous trois étudiés et discutés : nous ne pouvons mieux faire que de le prendre pour guide.

Toutefois, avant d'aller plus loin, remarquons encore, je n'ose pas dire la sagesse, — car dans cette affaire de Birmanie le hasard a eu autant de part que la raison et la prudence humaines, — mais l'efficacité des procédés de l'Angleterre. C'est l'Inde, — laquelle, on ne saurait trop le redire, est non pas une colonie, mais une vice-royauté, vivant de ses ressources et se développant à peu près en liberté, — c'est l'Inde, voisine de la Birmanie et particulièrement instruite de tout ce qui la concerne, qui, avec l'agrément de l'Angleterre, entreprend l'expédition et la dirige. C'est elle qui prépare et achève la pacification; c'est elle,

enfin, qui, dans le choix capital du régime à donner à sa nouvelle province, étudie sur place, par les soins de son chef suprême, les décisions qu'il convient de prendre, et les fait agréer du secrétaire d'État à Londres.

Les préférences de l'opinion publique, sinon dans la Birmanie anglaise, du moins en Angleterre et dans l'Inde, et les préférences mêmes du gouvernement étaient pour ce qui engagerait le moins les responsabilités de l'empire. Se souvenant des difficultés que ses prédécesseurs avaient prévues (1) et rencontrées en 1852 : « J'éprouve, écrivait lord Dufferin, le 17 février 1886, au secrétaire d'État pour l'Inde, une très grande répugnance à augmenter, sans nécessité, les devoirs de l'empire. En conséquence, j'ai tout d'abord envisagé le moyen de réduire notre intervention au minimum, en la bornant à des mesures de précaution simplement suffisantes pour empêcher qu'à l'avenir puissent prévaloir, ouvertement ou secrètement, dans la vallée du Haut-Iraouaddy, des influences étrangères qui pourraient nous gêner. En d'autres termes, je me suis demandé s'il ne serait pas possible de transformer la Birmanie en un état, appelé suivant une expression devenue familière, état-tampon (*buffer-state*). En vertu d'un arrangement de ce genre, la dynastie indigène des Alompra serait restée sur le trône ; le prince régnant aurait, comme l'émir d'Afghanistan, été parfaitement indépendant dans les matières d'administration intérieure ; tout ce que nous aurions réclamé, c'eût été le droit de surveiller ses relations avec l'étranger... Quand j'y ai regardé de plus près et que j'ai eu à ma disposition plus de moyens d'information, ce projet ne m'a pas paru praticable. Le royaume d'Ava ne possède ni l'élasticité ni le pouvoir de résistance qu'un « état-tampon » doit posséder nécessairement. Assurer par des moyens artificiels son indépendance sur la grande ligne de nos communications entre nos possessions birmanes et la Chine était un expédient d'une efficacité plus que douteuse. Cet état aurait certainement été un obstacle à la liberté des relations commerciales ; et sa faiblesse aurait été pour le gouvernement chinois une perpétuelle tentation d'affirmer, d'une façon sérieuse, ces droits nuageux et, je le crois, sans fon-

(1) En 1852, le gouvernement de l'Inde, avant même que la guerre fût terminée, avait annexé purement et simplement la province de Pégou ; mais ceux qui connaissent le pays, notamment sir John Kaye et sir Henry Laurence, dénoncèrent d'avance tous les inconvénients de cette mesure. Lord Dalhousie, qui était alors gouverneur de l'Inde et, en cette qualité, ordonna l'annexion, s'était toujours montré opposé à l'expédition de Birmanie. Le 30 juin 1852, il écrivait : « Dès la première heure, j'ai avoué mon opinion que la conquête de la Birmanie serait une calamité, dépassée seulement par la calamité de la guerre. Aujourd'hui encore, mon opinion n'a pas changé. »



dement, que l'ambassadeur de Chine a mis en avant. Cela étant, un État semi-protégé (*semi-protected*) peut-il être, avec quel-que avantage pour nous, créé sur les frontières de l'empire ? Le principe de la protection, même dans ses formes les plus atténuées, implique des responsabilités hors de toute proportion avec les moyens que nous avons d'y faire face et conduit assez naturellement à mettre aux mains de celui que nous protégeons le pouvoir de nous engager, contre notre volonté, dans une guerre : il n'a pour cela qu'à provoquer ses voisins à des agressions que, justifiées ou non, nous serions forcés de repousser... Dans ces conditions, notre intervention arriverait un jour à être nécessaire, et il nous faudrait l'exercer dans les pires circonstances, le pouvoir militaire et les revenus du pays étant aux mains d'un chef également incapable d'administrer ces revenus et de discipliner ces troupes. Il y a plus ; ce personnage serait, selon toute probabilité, jaloux de notre intervention et se montrerait, juste au moment critique, déraisonnable, ingouvernable et peut-être déloyal (1). Le pays n'est pas assez riche pour suffire, en sus des dépenses de la cour et de l'armée du roi, aux dépenses d'une armée anglaise ; et comme assurément nous ne voudrions pas défendre la frontière avec des hommes à notre solde, elle se trouverait exposée à toutes les éventualités que j'ai indiquées. »

Ces objections venant d'un homme à l'esprit juste et d'une grande expérience firent écarter l'idée d'un « état-tampon. » Mais l'état « tampon, » l'état « semi-protégé » n'est qu'une variété d'un type, en somme, très acceptable, et, dans cet ordre d'idées, une fois admis le principe d'une protection à imposer au royaume birman, qui forçait l'Angleterre à s'arrêter à mi-chemin ? Pourquoi s'en tenir à cette « semi-protection » dont parlait lord Dufferin ? Qu'est-ce qui empêcherait, au lieu d'un *buffer-state*, d'instituer un véritable protectorat, de maintenir et la dynastie régnante et les fonctionnaires indigènes en plaçant à côté d'eux un résident anglais chargé de contrôler et l'administration intérieure et les affaires étrangères ? Cette solution semblait convenir à merveille à la situation. Les Birmans, au moins beaucoup d'entre eux, souhaitaient garder la forme traditionnelle de leur gouvernement. Ceux que l'on consultait disaient presque unanimement qu'un « roi en titre, » un « roi de nom » (c'étaient leurs expressions) rencontrerait de la part de ses sujets une obéissance absolue. La reine et certains mi-

(1) Lord Dalhousie avait coutume de dire que les traités qu'on fait avec des Orientaux sont une pure duperie, les Orientaux n'en retenant que ce qui leur confère des droits et sachant toujours obtenir l'exécution des clauses qui leur sont favorables.

nistres, ceux-là, oui, étaient détestés; mais le roi Thibau ou tout autre de sa race serait populaire. Son avènement ferait tomber les armes des mains des *dacoits* et assurerait la pacification. Quant à l'administration, les Anglais la conduiraient sous son nom, à leur guise, par l'intermédiaire de quelque sage administrateur, comme, par exemple, le colonel Sladen, qui connaissait si bien les choses de Birmanie et aurait une irrésistible influence sur le roi, ses conseillers et ses ministres.

Voilà ce qui se murmurait à l'oreille de lord Dufferin, et quoique ces assertions fussent contredites par certains indigènes considérables, elles ne pouvaient manquer, à cette heure où tant de responsabilités pesaient sur lui, de faire sur son esprit une forte impression. Il était naturellement assez disposé à accepter une combinaison de ce genre. Il l'avait vue, de l'Inde, fonctionner sous ses yeux dans un certain nombre d'États vassaux (*native states*), et, en arrivant à Mandalay, il trouvait, établi à titre provisoire, un système de gouvernement voisin de celui qu'on lui recommandait, sans le roi (qui, dès la première heure, avait été expédié prisonnier sur Rangoon), mais avec son ancien conseil d'État, sous la présidence du colonel Sladen lui-même. Cependant, malgré tant de raisons de se rallier à l'idée d'un protectorat, il crut devoir l'écarter. Un protectorat implique au fond deux pouvoirs distincts capables de suffire à des devoirs distincts : le protecteur, qui sert d'intermédiaire entre les puissances étrangères et le protégé; le protégé qui sert d'intermédiaire entre le protecteur et les populations indigènes. A eux deux, ils doivent assurer la paix extérieure et la paix intérieure. Pour la paix extérieure, les Anglais, certes, offraient à leurs protégés une caution suffisante; en revanche, ils s'inquiétaient de savoir si ces protégés pourraient leur garantir la paix intérieure. Or ils estimèrent à ce moment que ce gouvernement protégé serait incapable de tenir ses engagements. En effet, nul de ceux qui, d'après la définition même du protectorat, seraient appelés à agir sur les populations, n'avait gardé sur elles une influence suffisante.

Il ne fallait plus d'abord compter sur le roi Thibau, qui, par ses cruautés, avait soulevé contre lui une partie du pays, et, par sa soumission trop prompte, s'était aliéné le reste. A défaut de lui, on pouvait espérer trouver un prince de sa maison capable du rôle de roi d'un État protégé et disposé à le jouer : on n'en trouva point. Cette race des Alompra ne comptait plus guère que des princes dégénérés, et ceux qui faisaient exception à la règle étaient ou trop compromis ou trop hostiles à l'Angleterre pour qu'on pût faire fonds sur eux. L'un d'eux était ce prince Myn-Goon, dont tous nos minis-

tres des affaires étrangères ont connu l'histoire et qui vivait alors à Pondichéry des aumônes de la France, attendant, depuis des années, qu'une occasion se présentât à lui de renverser le roi régnant. Les autres, au nombre de cinq ou six, erraient parmi les jungles à la tête de *dacoits* et tiraient moins d'importance encore de leur titre de prince que de leur titre de chef de bande. On manquait donc déjà du roi qui devait être la cheville ouvrière du protectorat ou tout au moins le clou auquel en accrocher l'enseigne ; et, faute de roi, on n'avait pas davantage d'aristocratie qui pût rallier la nation autour d'elle.

En ces pays d'Orient, la naissance et l'hérédité ne suffisent pas à fonder ou à perpétuer une aristocratie : il y faut encore deux conditions, dont l'une, d'ailleurs, suivant les cas, peut à la rigueur suppléer l'autre : la richesse et la science. Or dans cette vaste étendue du royaume birman (il s'agit en ce moment de la Haute-Birmanie), nul n'est riche : la population y est trop clairsemée, trop peu attachée au sol, trop peu travailleuse. Chacun, en conséquence, vit dans la médiocrité. La faveur du roi et la nomination à des postes lucratifs par les concussions qu'ils permettent sont presque les seuls moyens de fortune, moyens trop passagers, d'ailleurs, pour laisser bâtir des fortunes durables. Et, sans richesse assise, nulle aristocratie n'est possible. A la vérité, chez certains peuples, proches des Birmans, l'aristocratie de l'intelligence l'emporte sur l'aristocratie d'argent et même sur l'aristocratie de naissance. Mais en Birmanie, quoiqu'il y ait eu, dans les siècles passés, une belle et puissante civilisation, les lettres ne sont pas autant en honneur ; et l'organisation de l'enseignement fait qu'ici encore règne une égalité qui n'est que l'universelle médiocrité. Presque tous les Birmans ont passé par l'école des prêtres, et ces prêtres eux-mêmes ont un recrutement et une situation qui font d'eux nécessairement des éducateurs inférieurs.

Les prêtres, en effet, ne sont pas, comme en d'autres pays, une classe fermée, un corps constitué, qu'un long passé de gloire astreint à de rudes et nobles travaux : le clergé bouddhiste, je l'ai déjà indiqué, est mêlé à la nation d'une façon si intime que tout homme, au moins une fois en sa vie, doit porter l'habit du *poongi* (moine) et que, réciproquement, tout *poongi* peut quitter cet habit à sa fantaisie. Renoncer aux vœux monastiques se dit même en birman d'un mot caractéristique : « Redevenir homme. » Dans ces conditions, les prêtres birmans n'ont ni l'ardeur orgueilleuse des castes puissantes, ni l'ardeur envieuse des minorités opprimées ; ils n'élèvent guère leurs connaissances, et ils ne s'élèvent pas eux-mêmes au-dessus du niveau moyen de la nation d'où ils sortent et qu'à leur tour ils for-

ment. C'est même cette pénétration réciproque des prêtres et de la nation et cette absence d'une aristocratie religieuse qui n'a pas permis à l'Angleterre, à défaut d'un « tampon » ou d'un protectorat, d'instituer, — ce qui eût été possible dans d'autres pays bouddhistes, — un gouvernement sacerdotal sous l'autorité suprême d'un Llama ou d'un autre grand-prêtre.

Dans un pays où l'on ne possède ni prince à mettre sur le trône, ni aristocratie à qui confier la mission d'agir sur les classes inférieures, on n'a plus en face de soi que la nation : c'est donc à la nation qu'il fallait s'adresser directement, sans intermédiaire. Cela conduisait tout droit à l'annexion pure et simple, à l'incorporation de la Haute-Birmanie dans le grand empire britannique (1).

C'était une grave mesure et qui pouvait être grosse de dangers (2). Il était fort difficile de savoir ce qu'au fond voulait la nation. Les ministres, eux, et les anciens conseillers souhaitaient un roi, dont ils eussent été, comme par le passé, les hauts dignitaires ; mais ils étaient dans le pays, je l'ai expliqué, une majorité sans grande influence. Les prêtres bouddhistes demeuraient indifférents, et, pourvu qu'on leur maintînt leurs privilèges, reconnaîtraient l'autorité établie ; tandis que les musulmans, assez nombreux, désiraient nettement l'annexion par les Anglais, dont leurs coreligionnaires de l'Inde n'avaient qu'à se louer. Le gros de la population n'avait pas d'opinion. Sans doute, par tradition, elle était attachée à ses rois. Mais, en somme, ce qu'elle ambitionnait par-dessus tout, c'était la sécurité et l'ordre, et le gouvernement qui lui assurerait ces deux biens serait pour elle le gouvernement légitime. Enfin, il existait, — et cela rappelle de très près ce que nous-mêmes avons vu au Tonkin, — toute une classe de fonctionnaires moyens, qui, entrevoyant la possibilité de servir fructueusement le gouvernement anglais, désiraient avec passion l'annexion, et qui, interrogés par le vice-roi, répondaient invariablement que tel aussi était le vœu de la nation (3).

(1) Sauf à voir, — et la question fut discutée, — si une fois rattachée à la Basse-Birmanie, on en ferait une simple province de l'Inde, ou une colonie indépendante, ou enfin une annexe du Gouvernement des Détroits (*straits settlements*) et de la péninsule malaise. (Voir dans le *Times* des 27 août, 1<sup>er</sup>, 12 et 17 septembre 1888, des lettres, notamment de M. Chantoon, Birman d'origine, qui demande la séparation de fait des deux Birmanies, l'institution de plusieurs provinces indépendantes gouvernées par des Birmans sous le contrôle de résidents anglais, etc.)

(2) Ces dangers, on était même tenté de les exagérer. On disait, par exemple, que l'annexion de la Birmanie jetterait l'inquiétude dans l'esprit des princes feudataires de l'Inde. Lord Dufferin a, en quelques lignes du memorandum cité plus haut, montré ce que cette crainte avait de chimérique.

(3) Un officier anglais, qui avait visité tout le haut pays, n'était point de cet avis. « On prétend, dit-il en substance, que les Birmans veulent l'annexion parce qu'ils at-

Le vice-roi, on le comprend, était fort perplexe. Il s'enquérât à tout venant. « Je viens de voir, écrit-il au secrétaire d'État, l'évêque catholique romain, qui est un Français et habite ici depuis de longues années. Il déclare que le seul moyen efficace de pacifier le pays est de l'annexer complètement et que toute solution intermédiaire nous serait préjudiciable. J'ai cru bon de signaler une opinion aussi autorisée. » Finalement, l'annexion fut décidée. « Je suis convaincu, disait alors lord Dufferin, que l'annexion pure et simple, avec l'administration directe de la province par les fonctionnaires anglais, nous offre la meilleure chance d'assurer paix et sécurité à la fois à la Birmanie et à nos intérêts politiques et commerciaux. Cette décision, sans doute, entraîne pour nous des charges sérieuses et des responsabilités, et, pendant quelque temps, va nous causer bien des inquiétudes, nous imposer bien des dépenses. Mais aucun autre moyen ne nous reste; et, au bout de cela, je ne doute pas que nous ne soyons indemnisés d'une période temporaire de trouble et d'ennui par l'accroissement de la sécurité dans nos districts de Basse-Birmanie et sur nos frontières de l'est, et par le développement du commerce et des ressources générales de la nouvelle province. »

Une fois la décision prise, la situation était nette. Elle ne comportait plus qu'une tâche unique; à la vérité, cette tâche était difficile et délicate. On se trouvait maintenant face à face avec la nation, c'est-à-dire, dans la circonstance, avec une multitude d'intérêts privés, isolés, distincts. Il n'était plus question de recourir ni à l'intrigue ni à la séduction. Pas de classe à s'attacher par des bienfaits, pas de caste à se concilier par des privilèges; mais quelque chose de bien plus difficile à manier: la masse des sujets birmans. On ne pouvait se la concilier que par une administration juste, sage, progressiste.

Il était permis d'espérer que l'Inde, avec les moyens multiples dont elle dispose, serait à la hauteur de cette mission.

JOSEPH CHAILLEY-BERT.

tendent beaucoup d'une bonne administration comme la nôtre. Mais je viens de parcourir tout le haut pays: leurs routes sont meilleures, leurs maisons mieux tenues que celles de la Basse-Birmanie. Les habitants, satisfaits, ne me semblent pas avoir soupire après notre venue. » Ceci fut confirmé plus tard. (Voir le *Times* du 24 août 1890.) Voyez cependant, en sens contraire, le récit d'un correspondant du *Times* qui, dans le district des mines de rubis, trouve des chemins abominables et des habitants presque dénués de tout. (*Times*, 2 septembre 1890.)

---

LE

GRAND FRÉDÉRIC

AVANT L'AVÈNEMENT

---

LE SÉJOUR A NEU-RUPPIN.

---

- I. — *Friedrichs Briefwechsel mit dem Könige Friedrich Wilhelm I seinem Vater*, au tome xxvii, 3<sup>e</sup> partie, des *Œuvres de Frédéric le Grand*, édition Preuss. — II. *Correspondance de Frédéric avec sa sœur Wilhelmine, margrave de Bayreuth*, *ibidem*, au tome xxvii, 1<sup>re</sup> partie; avec *M. de Camas*, et avec *M. de Grumbkow*, *ibidem*, au tome xvi. — III. *Journal secret du baron Christophe-Louis de Seckendorff*. — IV. *Koser, Friedrich der Grosse als Kronprinz*. — V. *Theodor Fontane, Die Grafschaft Ruppin*, 1<sup>re</sup> partie des *Wanderungen durch die Mark Brandenburg*, 4<sup>e</sup> édition. — VI. *Stadelmann, Friedrich Wilhelm I in seiner Thätigkeit für die Landescultur Preussens*, second volume des *Publicationen aus den K. Preussischen Staatsarchiven*.

Peu d'hommes ont eu autant de souvenirs à repasser à la fin de leur vie, et d'aussi dramatiques, que le prince royal Frédéric, à la fin de sa vingtième année. Sa petite enfance ne lui rappelait aucune douceur, car la maison paternelle était triste et rude. Dès que sa nature avait commencé à se révéler, ses instincts s'étaient trouvés en révolte contre toutes les idées de son père. Ses rares joies avaient été des joies de contrebande, et ses plaisirs, des fruits défendus. Si prudent et si rusé qu'il fût, sa jeune personnalité était trop forte pour ne point transparaître. Son dédain pour les habitudes



et les manies paternelles perçait dans ses mines et dans son silence; et même, il se plaisait à un jeu redoutable; il cachait des qualités qu'il avait et que son père eût aimées : — il donnait de lui l'idée qu'il serait un mauvais soldat, — et il en affectait qu'il n'avait point et que son père haïssait : — il prenait les airs d'un prince libéral et magnifique. — Il choisissait ainsi en toute chose le contrepied du roi, et jouait le rôle de prince héritier chef d'opposition. Par cette attitude, par ses intrigues audacieuses avec des ministres étrangers, mal connues du roi, mais soupçonnées par lui, il inquiétait et exaspérait ce brutal, ce bourreau de soi-même et des autres : il allait au-devant des coups. Mais quel souvenir, celui des humiliations infligées dans le privé devant les domestiques, en public devant des généraux, des princes et des rois, à un jeune homme en qui la conscience de sa valeur doublait l'orgueil d'être né pour commander aux hommes!

C'étaient ensuite les souvenirs de la tragique année 1730 : la fuite préparée comme un épisode de roman d'amour, l'arrestation et les interrogatoires du conseil de guerre; la claustration dans une cellule sinistre, et, par une matinée de novembre, l'adieu de Katte allant au supplice; l'évanouissement pour ne pas voir tomber le glaive; au réveil, le visage de l'aumônier, la conversation sur les choses saintes et les affres de la mort. Après la joie d'être assuré de vivre, ce fut l'ennui de l'existence entre les murs de Cüstrin où il était interné, le déshonneur d'être privé de l'épée, le dégoût d'une éducation d'employé, la gêne et presque la misère, la honte des platitudes et des mensonges qu'il écrivait à son père. Le roi pardonne enfin, mais sur un ton terrible et avec des menaces de malédiction; encore le pardon n'est-il pas complet; l'épée n'a pas été rendue à Frédéric; sa liberté d'aller et de venir est circonscrite à quelques pauvres cantons, et il continue la besogne fastidieuse d'apprenti administrateur et l'hypocrisie de sa correspondance. Peu à peu les lettres de son père se sont adoucies; elles deviennent presque aimables, mais c'est l'annonce d'une nouvelle épreuve, celle du mariage forcé. Il faut que le prince se résigne ou qu'il rallume la fureur du roi. Il adresse à son père des protestations d'obéissance empressée, et à d'autres des confidences pleines de rage, de sarcasmes et d'impiétés. A la fin, il se soumet; il prend l'anneau des fiançailles, mais il y verse une larme de colère, et se jure de faire payer un jour à la princesse royale ce mariage dont elle était innocente et que la politique de l'Autriche avait inventé.

La haine de son père, les mauvais traitemens, les injures, la prison, un mariage contre son gré, le prince royal avait souffert tout cela, et n'avait que vingt ans.

Du moins, il avait acheté par son mariage sa liberté et le droit de ne plus vivre avec son père. Après les fiançailles, le roi l'avait nommé colonel d'un régiment logé à Neu-Ruppin et à Nauen. Quelques semaines après son mariage, Frédéric retournait à la garnison, seul, la princesse étant demeurée à Berlin, parce qu'il était impossible de loger à Neu-Ruppin la cour, si modeste fût-elle, des jeunes altesses royales. Il y demeura quatre années environ, à peu près libre, mais surveillé toujours, et, de temps en temps, ressaisi par le roi. Dans cette période nouvelle de sa vie, nous retrouverons moins violent, il est vrai, le conflit entre le père et le fils. Si celui-ci avait été tout à fait libre, il n'aurait suivi que les penchans de son esprit. Le roi lui imposa des besognes qui lui furent désagréables, mais qui étaient nécessaires. Et c'est dans cette liberté surveillée, par ce mélange d'éducation volontaire et d'éducation forcée qu'achèvera de se former le grand Frédéric.

## I.

Neu-Ruppin avait été longtemps la capitale des sires de Ruppin qui faisaient seuls figure de grands seigneurs parmi la très pauvre noblesse de Brandebourg. Dans les premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, le sire était un jeune homme malade, passionné pour les femmes et pour la chasse. Un jour, il se refroidit en forêt et fut rapporté à la maison, grelottant et frissonnant. Le pays n'avait pas de médecin, c'eût été une trop grosse dépense que d'en faire venir un de Berlin. La fièvre montait; les gens du malade chauffèrent sa chambre comme un four, et le grisèrent d'hydromel et de vin; il mourut, et la seigneurie fit retour à l'électeur de Brandebourg, très médiocre prince alors, pour qui cet héritage fut une fortune. Encore aujourd'hui, dans la longue *titulature* des rois de Prusse, entre *comte princifié à Henneberg* et *comte de Mark*, on lit : *comte à Ruppin*.

Il est impossible de se représenter la ville de Neu-Ruppin comme elle était en 1732, à l'arrivée de Frédéric. Elle a été incendiée à la fin du siècle dernier, et Frédéric-Guillaume II a commis, en la rebâtissant, un de ces péchés contre le goût où beaucoup de princes d'Allemagne sont tombés par naïveté d'orgueil. Il a voulu affubler cette bourgade en style de « ville de résidence. » Des rues très larges, bordées de maisons basses aboutissent à une place, capable de recevoir une grande foule, mais jamais n'y viendra la foule. Quand le collège est en vacances et la garnison aux manœu-

vres, Neu-Ruppin semble une ville dont la population serait en voyage.

Le pays est un canton mélancolique de la région entre Elbe et Oder inférieurs, cette fin de continent dessinée à peine par la nature, qui a jeté là, comme pour finir, des hachures incohérentes. Les cours d'eau ne sont pas sûrs de leur chemin; ils ont tout juste une raison suffisante pour tourner à gauche plutôt qu'à droite, vers l'Elbe et vers la mer du Nord, plutôt que vers l'Oder et la Baltique. Ils s'épanchent en petits lacs où ils prennent un temps de sommeil. Le sol, maigre comme un pauvre homme, est vêtu de pièces et de morceaux disparates. Ici, de petits coins de Sahara sous un ciel pâle; des villages enfoncés dans le sable, entourés de jardins où le vent secoue les ramures malingres de pruniers et de cerisiers aigres; plus loin, des prairies, des cultures, et le charme des étangs encadrés de hauteurs.

Neu-Ruppin est située dans un de ces contrastes. Au midi, s'étend un lac au-delà duquel verdoient des prés et des bosquets; au nord, le sable s'élève en monticules qu'on appelle les *Kahlenberge*, les monts chauves. La tranquillité du pays est profonde aujourd'hui encore; le chemin de fer le touche à peine; les voyageurs et les marchandises circulent à l'est entre Berlin et Stettin, et à l'ouest entre Berlin et Hambourg. Ruppin est sur le chemin de Berlin à des villes mecklembourgeoises qui n'attirent personne.

Aux bords de ce lac sont venus se reposer des héros de guerre. Zieten, le vieux Zieten, l'ancêtre des hussards, y dort dans le cimetière de Wustrau, au pied du château de la famille, qui est devenu le musée de sa gloire. Tout près, à Carwe, le futur maréchal de Knesebeck chantait en 1792 un hymne à la guerre :

« Vive la guerre! Dans la vie sauvage du guerrier, — C'est là que se trempe le courage! — Dans la seule guerre se déploie librement la force. — La guerre, la guerre est bonne!

« Le faux ami qui feint une fidélité hypocrite, — la guerre le dévoile! — Dans la bataille ouverte, l'épée blanche ne flatte pas. — Chaque coup porte vrai. »

Beaucoup plus tard, rentré dans la paix du pays de Ruppin, il écrivait :

« Avec l'épée défends-toi contre l'ennemi; — avec la charrue, augmente les biens de la terre! — Que le bon air verdisse librement dans les bois. — Que le droit et simple honneur habite ta poitrine fidèle. — Fuis le bavardage des villes. — Sans nécessité, ne quitte pas ton troupeau. — Ainsi prospère et croît une famille; — ce sont les mœurs, c'est le vieux droit de la noblesse! »

Dans ces vers de gentilhomme soldat et laboureur, passe un souffle de l'air calme d'une contrée propre au repos, à la rêverie et à l'étude avant ou après l'action.

Frédéric avait besoin de cette tranquillité pour prendre enfin possession de lui-même et se recueillir. Il allait donc avoir son chez soi, « humer l'air de la liberté à grands traits, et mettre à profit les jours que la Parque nous file. » Il allait panser ses blessures, retrouver peut-être ce tempérament qui le portait à la joie, et qui n'était plus « qu'un membre démis qui voudrait en vain faire ses fonctions ordinaires. » Il avait repris son épée, et les soldats qui avaient ordre à Cüstrin de ne point le saluer, lui l'officier dégradé, lui rendaient à présent les honneurs : « Ici, disait-il, je me sens plus honoré qu'ailleurs, » et il lui plaisait d'être honoré. Il était fier de porter sa tenue de colonel. Il avait obtenu du roi pour lui et ses officiers la permission de porter, au lieu de broderies d'or, des broderies d'argent, qu'il trouvait plus distinguées. Quand le nouvel uniforme fut prêt, il réunit ses officiers autour d'un grand feu allumé sur la place, et tous jetèrent le vieil habit dans la flamme et revêtirent le nouveau, sous les yeux des Ruppinois étonnés qu'on pût être un si grand seigneur et si gai.

Il fit ce qu'il put pour embellir aussi sa résidence. Comme il était assez mal logé dans deux maisons qu'on avait accommodées à son usage, il voulut au moins avoir un parc. La ville démolissait ses remparts ; il en sauva une partie et fit dessiner des allées au pied du talus planté de grands arbres. Ce jardin de Frédéric a été conservé jusqu'aujourd'hui ; j'y ai vu, noircis et verdissés, effrités et boursofflés, des satyres porte-corbeilles qui rient et tirent la langue ; des capitans-pachas et des matamores ; des génies qui battent le tambour et soufflent dans des pipeaux. Sur un monticule, six colonnes portent un petit temple. Au plafond est peinte une Vénus qui voyage sur l'onde, en coquille trainée par des dauphins ; des têtes antiques, des joueurs de conque et de trompe, des glaces encadrées d'or et des tentures de soie bleue et rose complétaient la décoration. Tout cela est aujourd'hui fort mélancolique, comme l'aspect des choses qui ont été gaies en leur temps. Et c'était cette gaité qu'avait cherchée Frédéric. Il fuyait les sombres souvenirs de la maison paternelle et voulait un décor qui lui fît oublier le château de Wusterhausen, gardé par des ours et par des aigles, et dont le luxe principal était un chenil. Il se plaisait au milieu de ces images empruntées à la comédie italienne, à la mythologie et à l'histoire de l'antiquité. Il appelait son jardin Amalthée, du nom de la nourrice d'Hercule, déjà porté

par une villa d'Atticus. Les soirs des beaux jours, il allait y souper, et il aimait à manger les melons qu'il cultivait de ses mains. Il se donnait ainsi des airs de la vie noble qu'il rêvait alors de vivre; les melons étaient une rareté dans le pays, une rareté pour prince, comme les statues, le temple et la fresque.

Malheureusement, Frédéric n'avait pas à Neu-Ruppin la société de gens d'esprit qu'il aurait souhaitée, — le roi la lui avait refusée; — il était réduit au commerce des officiers de son régiment. Le roi, qui disait : « Je ne le trouve pas encore en état que je puisse le laisser seul, » lui avait imposé un mentor en la personne du colonel von Bredow, chargé « de veiller sur la tenue de la maison, de donner au prince de bons sentimens par des représentations raisonnables et un bon exemple, et d'inspirer le respect aux jeunes officiers, de façon qu'ils gardent en paroles et en manières beaucoup de ménagemens. » Mais le colonel et ses officiers savaient tromper la vigilance de Bredow, qu'ils appelaient l'Argus. Ils firent ensemble, entre autres escapades, une expédition dont le bruit arriva jusqu'à Berlin. L'aumônier du régiment avait essayé plusieurs fois de se faire inviter à la table de Frédéric; il se présentait à l'heure du dîner, et, pour bien expliquer son intention, il rappelait que, chez le précédent colonel, son couvert était toujours mis. Frédéric supportait les gêneurs obligatoires, mais il était impitoyable pour les autres; il n'invita point le pasteur, qui se vengea de cette impiété en le comparant en plein prêche à Hérode, qui faisait danser Hérodiade et lui envoyait en présent la tête de saint Jean. A quelque temps de là, par une nuit noire, le presbytère fut cerné, les fenêtres brisées, et M. l'aumônier et sa femme, arrachés au lit conjugal, furent portés au milieu de la cour dans une mare d'ordures.

Les officiers du *Régiment kronprinz* n'étaient propres qu'à ces farces de garnison, ou à jouer aux cartes avec le prince, ou bien, quand la poste de Hambourg apportait des « délicatesses, » à souper avec lui, mais alors en petit comité choisi, le prince n'étant pas assez riche, comme il disait, pour rassasier dix personnes de denrées si chères. Frédéric ne trouvait point dans cette compagnie joyeuse un compagnon de son esprit; aussi sa vie était-elle monotone : « Je suis si retiré que l'on peut être; je m'applique aux affaires du régiment; beaucoup d'exercices; ensuite, les commissions économiques que le roi m'a données m'occupent; après, la parole; après, si je ne vais pas voir quelque village, je me diverts à lire ou à la musique. Vers sept heures, je vais dans la compagnie des officiers qui s'assemblent; je joue avec eux. A huit heures, je mange; à neuf heures, je me retire, et voilà comme se passe régulièrement

un jour comme l'autre, hormis quand la poste de Hambourg vient... Tout le divertissement que j'ai est de me promener sur l'eau, ou bien de jeter quelques fusées dans un jardin qui est devant la ville. Je ne vois pas comme, dans un endroit sédentaire comme celui-ci, on peut passer la vie autrement... »

Il partageait en effet sa vie entre ses devoirs officiels et les plaisirs de l'esprit.

Le roi veut qu'il continue à Neu-Ruppin l'éducation économique commencée à Cüstrin; il s'y prête docilement. Il visite les domaines, inspecte les bâtimens d'exploitation agricole, apprend comment se pratique la mouture, revoit les baux, pour en faire de plus avantageux, et obtient ainsi le fameux *Plus*, toujours réclamé par son père. Il envoie des comptes exacts jusqu'au *Pfennig* inclusivement. Le roi lui a commandé de dresser à lui seul un état général des domaines de Ruppin; il se met à l'ouvrage, étudie l'état précédent et fait venir des pièces de Berlin. Il se transporte sur les lieux, consulte les dires des vieux paysans, procède à l'arpentage et surveille lui-même les arpenteurs; bref, il se donne une peine énorme dont il se fait les honneurs auprès du très gracieux père, assurant qu'il se tire d'affaire sans recourir à personne: ce qui n'est pas vrai, d'ailleurs. Ceci est un chapitre de l'éducation forcée de Frédéric, de l'éducation nécessaire à un prince royal de Prusse: sans l'attention donnée au détail pour voir l'argent sourdre de terre et le suivre jusqu'à l'arrivée dans les caisses royales, il n'y aurait pas eu de Prusse. Le prince répugnait à cette besogne qu'il trouvait indigne de lui: « Ce ne sera jamais mon métier que les caméralités. » Heureusement pour lui et grâce à son père, il se trompait: les caméralités seront une partie, où il excellera, de son métier de roi.

Il se moquait aussi de ses fonctions militaires: « Je viens de l'exercice, j'exerce, j'exercerai, voilà tout ce que je puis dire de plus nouveau. » S'il attend l'inspection du roi, il rit de la peine qu'il prend pour donner une figure martiale à sa maison et à son régiment: « Je serai une bête jusqu'à samedi. » Mais il lui plaisait de faire la bête de cette façon-là. S'il raillait le pédantisme des vieux officiers mécaniques épris des beautés du maniement d'armes, il aimait la belle tenue, la précision des mouvemens et la figure martiale d'une troupe, car il était né officier prussien. Il savait que « le militaire » était l'instrument de la grandeur qu'il rêvait pour sa Prusse. Il était résolu à prendre sa place parmi les illustres guerriers de tous les temps dont il lisait l'histoire et dont il admirait la gloire; pour achever cette haute conception de son métier de soldat, il y mettait de la philosophie: il se considérait comme un



éducateur « occupé à faire des hommes avec des créatures qui n'ont d'humain que le visage. » Quelqu'un qui l'observait de très près répondit un jour à cette question que lui adressait le principal ministre de l'empereur : « Le prince royal aimera-t-il le militaire ? » « Oui, et plus solidement que son père ; » il aurait pu ajouter : plus noblement.

Les commissions économiques et les devoirs militaires laissaient au prince de longs loisirs, qu'il employait à la lecture. La passion de la lecture l'avait induit jadis à la première désobéissance : enfant, il se levait la nuit, et, sur la pointe des pieds, retenait son souffle pour ne pas éveiller son gouverneur couché près de lui, il allait lire des romans dans la cheminée d'une chambre voisine. Cette passion, il n'avait pu encore la satisfaire. Ses études d'écolier terminées, il avait été mis tout de suite aux besognes pratiques ; c'est à la dérobee qu'il courait à une maison voisine du château, où son ancien précepteur avait caché des livres dans des armoires. A Cüstrin, le roi ne lui avait permis que des manuels de piété ou des traités d'administration. A Neu-Ruppin enfin, Frédéric s'en donne à cœur-joie : « Je ne bouge quasi pas de chez moi ; je me diverts avec les morts, et leur conversation muette m'est plus utile que toute celle que je puis avoir avec les vivans. » Il lisait avec volupté, assis au coin d'un bon feu, enveloppé d'une belle pelisse, dans la tranquillité des nuits silencieuses. Il ne se mettait au lit que le matin, pour y demeurer jusqu'à la parade « qui ne se fait qu'à onze heures, afin que Monsieur ait le temps de dormir la grasse matinée. » Sa bibliothèque n'était pas riche alors ; il lisait ce qu'il pouvait, et ses lectures n'avaient pas l'ampleur qu'il leur donnera plus tard à Rheinsberg. Il n'était pas encore entré en relations avec les écrivains célèbres : sa grande correspondance littéraire et philosophique n'était pas commencée. Aussi sommes-nous assez mal informés sur le travail de son esprit, mais certainement il travaillait avec intensité et avec joie. Et déjà, en même temps qu'il jouissait de l'agrément infini qu'il trouvait dans la conversation des morts, Frédéric y recherchait « l'utile, » comme il le comprenait. Il demandait aux morts de former en lui l'homme et le prince qu'il voulait être. Entre temps, il quittait son livre, prenait la flûte ou la plume. Il écrivait des vers, ou, pour parler comme lui, il recourait à la douce lyre dont Apollon daignait l'inspirer. Il les jetait au feu souvent, ce qu'il appelle offrir les productions d'Apollon à Vulcain qui les résout. Il ne les a pas brûlés tous, et nous en pouvons lire qui paraissent dignes tout au plus d'envelopper des bonbons ou des mirlitons ; il n'était pas maître encore de sa forme, mais il s'exerçait à le devenir, et il avait de temps en temps des

rencontres heureuses dont il était fier ; il croyait être poète ; cette illusion embellissait encore sa vie.

Il se disait parfaitement heureux, et il exprimait son bonheur en vers et en prose. Avec des réminiscences de poètes anciens et modernes, il compare aux embarras de la cour la paix des champs : « Les soins et les inquiétudes sont bannis de l'esprit... Déchargé du fardeau que vous donnent les soins des affaires, le sommeil vous devient paisible. Des rêves fortunés vous font passer la nuit agréablement. Le sommeil, semant de ses pavots sur vos yeux, ils ne se rouvrent qu'après que le valet de chambre, à force de secousses, vous les fait rouvrir... Un repas frugal, accompagné de bon vin, vous attend toujours prêt, jusqu'à ce que l'appétit dicte l'heure où il doit être servi... Enfin, on se fait un plaisir de tout, et telle nymphe villageoise, embaumée d'odeur de gousset d'aiselle, plaira mieux que la comtesse D... avec tous ses airs précieux. »

Il est en train de se composer un idéal d'existence médiocre et douce, et il écrit l'éloge du juste milieu, l'état le meilleur du monde, où l'homme jouit de la vie sans inquiétude. Il se souvient, à la vérité, qu'il est prince, et se résigne à sa destinée ; mais, quand l'heure sera venue de régner, il s'en tirera au meilleur compte possible, se contentant de s'informer, de diriger la masse entière, et d'être un maître bien servi. De régner, il ne sent pas la plus petite impatience. Il ne s'occupe d'aucune affaire, et méprise le tripotage de la politique : « Je puis vous assurer que je vis comme si le roi était immortel, et je veux mourir sur l'heure si je me suis formé un plan pour l'exécuter après sa mort. »

## II.

Pris au mot, Frédéric serait mort sur l'heure, car il ne pouvait s'empêcher de faire des plans, et déjà les principales lignes de sa conduite future étaient arrêtées dans son esprit. Les belles déclarations philosophiques qu'il multipliait pour qu'elles fussent répétées au roi ne trompaient personne. Grumbkow y voyait l'application du « nouveau système par rapport à papa, » et le père disait à son fils : « Vous n'attendez que ma mort pour avoir comédie et opéra. » Le prince était résolu à se donner d'autres plaisirs encore, de vrais plaisirs de roi. A Neu-Ruppin, il était extrêmement attentif à tous les mouvemens de la politique, et il caressait des rêves de guerre.

En l'année 1732, il espérait la mort de l'électeur palatin et l'ouverture de la succession de Juliers et de Berg, ces duchés sur lesquels le roi de Prusse avait des droits qu'il rappelait en toute occasion. Ces droits étaient contestés, et ni la Hollande, ni l'Angleterre-Hanovre, ni la France, ni l'empereur, ne se souciait de laisser Frédéric-Guillaume entrer en possession de Berg et de Juliers; la guerre semblait donc très probable. Un jour arrive à Neuruppin l'ordre de se préparer à partir; Frédéric le reçoit avec une très vive émotion; il s'amuse à regarder la garnison en remue-ménage et la ville en révolution, chacun courir éperdu, les soldats prendre congé de leurs hôtes et les officiers de leurs maîtresses. Il exécute avec toute la justesse imaginable ses instructions; il fait tendre ses tentes. Il va donc enfin voir agir « la belle armée du roi! » Son regard la précède dans les plaines de Juliers et de Berg, et découvre, aux portes des villes prises, les nouveaux sujets prosternés aux pieds de leur nouveau maître. C'est le premier frisson d'un amour qui s'éveille, l'amour de la gloire.

L'électeur ne mourut point; les tentes furent repliées; les officiers reprirent leurs maîtresses, et Ruppin rentra dans son calme; mais l'Europe, en aucun temps, ne laisse chômer l'espérance de guerre. C'étaient alors les successions qui l'entretenaient; à défaut de celle de Berg et de Juliers, on eut la succession de Pologne. A l'automne de 1733, les Français passaient le Rhin et s'emparaient de Kehl, pour opérer une diversion en faveur de Stanislas Leczinski, élu roi de Pologne, contre qui étaient coalisées la Russie, la Saxe et l'Autriche. L'empire prit les armes avec sa lenteur accoutumée, et le roi de Prusse se mit en devoir de fournir à l'empereur un secours de dix mille hommes qu'il lui avait promis. Le prince royal est repris d'enthousiasme. Cette fois, l'occasion ne manquera point de jouer du moulinet; et ce n'est pas trop tôt, en vérité, car il craignait que la force de son bras ne se perdît dans le repos. Il pensait qu'on peut encore, à vingt-deux ans, devenir écolier militaire, mais qu'il serait trop tard dans quelques années: « Un métier tel que celui de la guerre mérite plus que les applications de la vieillesse. » Et il écrit son éloge de la guerre, comme tout à l'heure l'éloge des champs: « La guerre corrige la luxure et le faste; elle apprend la sobriété et l'abstinence; elle déracine tout ce qui est efféminé. » Elle a toutes les vertus, pourvu qu'elle se fasse sur le terrain d'autrui, « hors de nos confins et limites. » L'occasion qui s'annonçait lui était particulièrement agréable: c'était contre la France qu'il allait combattre. Il aimait la France et les Français au point de ne parler, de ne lire, de n'écrire que notre langue, de s'habiller à notre mode et de mé-

priser comme barbare et grossier tout ce qui n'était pas de France. Il donnait à croire au cabinet de Versailles qu'il serait le meilleur de nos alliés et le plus empressé à nous servir ; mais bien fol qui se fût fié à ces apparences. Voltaire écrira bientôt à Frédéric :

Votre esprit, votre ardeur guerrière  
Des Français se feront chérir.  
Vous aurez le double plaisir  
Et de nous vaincre et de nous plaire!..

Le prince royal tenait au premier de ces plaisirs au moins autant qu'à l'autre. Quand il va se trouver pour la première fois en face de nos troupes, il se flatte de montrer « à messieurs les Français qu'il y a, au fond de l'Allemagne, de jeunes aigres-fins assez insolens qui se présenteront devant toutes leurs armées sans trembler. »

Le 27 mai 1734, après avoir passé la nuit à danser chez la reine au château de Mon-Bijou, il se mit en route. Le roi lui avait donné pour l'accompagner les deux généraux von Schulenburg et von Kleist, et le colonel von Bredow, qu'il avait pourvus d'une instruction en bonne et longue forme, où se retrouve le pêle-mêle accoutumé de ses préoccupations.

Il espère que son fils se conduira comme il convient à un prince du vieux sang de Brandebourg et à un brave et honnête soldat. Il lui recommande par-dessus tout de craindre Dieu et de l'avoir sous les yeux à tout moment, et de toujours garder dans son cœur le seigneur Jésus, base unique du salut de l'homme, et sans l'aide duquel l'homme n'est qu'un airain qui vibre et une cloche qui sonne ; puis d'apprendre comment sont faits les souliers du soldat, et de s'élever ensuite du petit au grand jusqu'aux *dispositiones generalissimi*. Le prince devra regarder, observer, interroger, demander les raisons de tout et raisonner sur ces raisons. Il ne fréquentera que des hommes capables de l'instruire. Dans une armée, se trouvent des gens de toute sorte : fils de princes, jeunes comtes et autres fils de famille, dont la plupart ne valent pas grand chose ; il sera poli avec ces messieurs, mais il se contentera de leur souhaiter bonjour et bon voyage. Il recherchera la compagnie des vieux généraux, et surtout du général en chef, le prince Eugène, qu'il suivra chaque fois que celui-ci sortira pour une reconnaissance, une approche ou une bataille. Avec la plus grande attention, il observera les ordres et les mouvemens, et il demandera des explications, non pas au prince lui-même, car ce serait contre le respect, mais à Schulenburg et à Kleist.

Le roi semble craindre que son fils ne veuille s'émanciper de sa qualité de Prussien. Il lui ordonne de prendre son campement dans le corps prussien. Chaque jour, après avoir été à la parole auprès du prince Eugène, le prince retournera au camp pour y assister aussi à la parole. Le général von Röder, qui commande les dix mille hommes du roi, lui communiquera les ordres, les dispositions de marche, d'attaque et de siège, et le tiendra au courant de ce qui se passera dans les régimens. C'est avec les officiers prussiens que le prince fraiera de préférence; depuis le moindre enseigne, il devra les connaître tous et les appeler par leur nom. C'est au camp de Prusse qu'il apprendra la subordination, ce fondement de l'état militaire : il doit au général le respect et l'obéissance comme au roi lui-même, et ne se permettra point la plus petite immixtion dans le commandement. Les jours de bataille, il demeurera auprès du prince Eugène jusqu'au milieu de l'action, mais il achèvera la journée dans les rangs prussiens. C'est avec les Prussiens qu'il priera Dieu.

Le prince sera un modèle de tenue, de conduite et de vertu; il ne quittera jamais l'uniforme; il ne tolérera aucune parole contre Dieu et sa toute-puissance, sagesse et justice, ni contre son écriture sainte. Il s'abstiendra des filles, du vin et du jeu, et donnera sa parole d'honneur qu'il ne jouera, de toute la campagne, ni aux cartes, ni aux dés, ni à pair ou impair, ni à aucun jeu, de quelque nom qu'il se nomme. Si, par malheur, il tombe dans le péché, Schulenburg et Kleist, après lui avoir adressé des remontrances, avertiront le roi par estafette. Bien entendu, il faudra être « ménageux; » le nombre des plats du diner est réglé pour l'ordinaire, et pour les jours où l'on invitera les généraux (deux plats de plus), ou le prince Eugène (six plats de plus); le soir, un rôti froid suffira. Du reste, le prince dinera souvent chez les autres; ces jours-là, il ne fera pas de feu dans la cuisine, puisqu'il emmènera ses officiers avec lui. Il ne doit pas se mettre sur le pied de devenir le vivandier de l'armée; deux fois cette recommandation est répétée dans les mêmes termes, et pour qu'elle fût efficace, le roi n'avait donné au colonel Bredow que 4,400 thalers pour la table du prince et de sa suite.

Le prince reconnut tout son père à ce mélange du grand et du petit, du sublime et du trivial, et à cette manie de régler jusqu'au moindre de ses mouvemens. Mais que lui importait? Il partait pour la gloire!

Le 7 juin, il se présentait devant Eugène, au camp de Wiesen-thal, près de Philippsbourg, que les Français assiégeaient, et que les Impériaux voulaient délivrer. Il fit très bien son compliment

au vieux général : « Je suis venu voir comment un héros acquiert des lauriers. » Eugène ne cueillit pas de lauriers cette année-là, où les Impériaux, sans bataille, nous laissèrent prendre Philippsbourg, mais ce fut un grand plaisir pour Frédéric de voir la guerre autrement que dans les livres, et des généraux en action, non plus sur le champ de manœuvres ou à la tabagie paternelle. Il se sentit très honoré de faire la connaissance du prince Eugène et de vivre dans la familiarité d'un des héros de la lutte de l'Europe contre Louis XIV. Ce vieillard n'était plus que l'ombre de lui-même, mais il le voyait entouré des batailles et des victoires d'autrefois. Il admirait la simplicité de ce grand personnage à qui on n'osait donner de louanges, et comme Eugène avait l'habitude de parler bref, il se mit à parler bref. Lui, si prompt d'habitude à juger et à mépriser, il est respectueux de ses anciens et se défend de s'ériger en juge et de « prononcer d'un ton doctoral en sentence ce que chacun aurait dû faire. » Il veut n'être qu'un écolier auprès de ces maîtres, instruits à force de services et d'années et de blessures. Et pourtant il voit bien qu'il aurait fallu attaquer les Français, qui ne pouvaient déployer leur armée dans la dangereuse position où ils étaient, et qui auraient été détruits s'ils avaient été vaincus. Il est sévère pour les contingens d'empire et l'armée autrichienne : « La campagne présente est une école où l'on a pu profiter de la confusion et du désordre qui règne dans cette armée. » Le premier jour, il a remarqué l'encombrement des états-majors ; quand il s'est présenté au prince Eugène, « c'était si plein de généraux impériaux autour de lui, qu'on pouvait à peine fendre la presse. » Il se moque de la tenue peu martiale et du luxe des officiers autrichiens. Il a regardé les régimens d'Autriche avec la sûre clairvoyance de l'œil paternel : un seul lui a paru bien tenu ; aussi a-t-il retenu le nom du colonel, le baron de Riesdal, qu'il engagera à son service, l'année d'après son avènement : « Je me souviens, lui dira-t-il, que votre régiment était le seul qui fût en ordre. » Qui sait si l'expérience acquise dans cette campagne, et la certitude de la supériorité des troupes prussiennes, cette certitude que donne le *de visu*, n'expliquent point en partie que Frédéric ait osé, dès qu'il fut roi, ce coup hardi contre l'Autriche ?

Il s'est éprouvé lui-même sous le feu. C'est une vie nouvelle qui commence avec ce métier d'exposer sa vie tous les jours, et la première rencontre s'appelle un baptême. Il arrive aux plus braves de sentir ce jour-là le sang affluer *circum præcordia* ; d'autres, comme Frédéric, sont allés au feu tranquillement, ainsi qu'à un rendez-vous prévu auquel ils ont été destinés par la naissance et préparés par l'éducation. Il écrit très simplement au roi qu'à



peine arrivé, il s'est rendu aux avant-postes pour reconnaître les retranchemens français, et qu'il chevauchera le lendemain le long des lignes. Il note que trois hommes ont été tués dans une redoute où il a passé, tués misérablement, dit-il; parole humaine prononcée devant les premiers morts par un prince qui jettera tant de cadavres sur tant de champs de bataille.

Il est au naturel, point troublé, point excité, ému seulement d'une émotion gaie; il dit de jolies choses sur l'odeur de la poudre; il aime le bruit du canon, et il a été ravi que, pendant son premier repas au camp, la première santé portée par lui ait été accompagnée d'une canonnade française. Un jour, au retour d'une reconnaissance, il passait dans un bois où des boulets coupaient les branches; des officiers autrichiens qui l'accompagnaient remarquèrent qu'il continuait la conversation, et que sa main, sur la bride de son cheval, demeurait tranquille. Il plaisante les camarades qui ne l'ont pas accompagné, comme ce pauvre Natzmer, qui est resté là-bas derrière son poêle, et qu'il appelle un écrivurier. Lui qui n'écrivait en allemand que lorsqu'il y était forcé, le voilà qui fait des vers allemands, comme s'il sentait que la rudesse de la langue maternelle convenait mieux à l'expression de la vie guerrière :

... Wer nicht kann Kartaunenknall' und Stücken hören brausen,  
Dem rathe ich er bleibe zu Haus,  
Und laufe der Mutter den Zipfelpelz aus...

« A celui qui ne peut entendre le bruit du canon et le sifflement des boulets, je conseille de rester à la maison, et de courir derrière la camisole de maman. » *Kartaunenknall' et brausen* rendent mieux que nos mots français l'éclat d'une pièce qu'on tire et le bruit que fait le passage du boulet. Ce rimeur français trouve tout à coup de la poésie de lansquenets. Il célèbre même le noble jus de la vigne, qui lui monte au cerveau et lui fait oublier le cours des étoiles. Il adopte un juron militaire recueilli de la bouche des Hongrois : *ördek teremtete*, c'est le diable qui t'a fait.

La campagne, décidément, n'a pas été perdue pour tout le monde. Frédéric n'y a pu acquérir une expérience complète de la guerre, puisqu'aucune grande bataille n'a été livrée et que tout s'est borné à des campemens, marches et contremarches, mais il a fait une reconnaissance en lui-même, où il a trouvé le jeune héros.

## III.

A la fin de la campagne, le héros fut mis à une épreuve d'une autre sorte, d'où il ne se tira pas si bien.

Le roi de Prusse était allé faire un tour à l'armée. Il y avait montré une assez méchante humeur, à cause du désordre qu'il voyait partout, et s'était beaucoup fatigué, ayant voulu être traité non pas en roi, mais en officier, et coucher sous la tente. Il partit souffrant d'un mal qui s'aggrava en route. Vers la mi-septembre, son état était désespéré. Assis sur son lit ou dans un fauteuil roulant, il respirait à grand'peine, ne mangeait presque plus, mettait de l'eau dans son vin, et, après quelques tentatives, où le souffle lui avait manqué, ne fumait plus. Pour se donner l'odeur du tabac, il faisait fumer des généraux auprès de son lit. Plusieurs fois on le crut étouffé; on le roulait précipitamment auprès de la fenêtre pendant qu'il criait : « De l'air ! de l'air ! » Il avait de rares accalmies; un jour qu'il se sentait mieux, il commanda d'amener dans sa chambre deux cents grands grenadiers, dont le spectacle le réconforta, mais le mal reprenait plus terrible; le corps était enflé jusqu'au-dessus du nombril; quand on le remuait, on entendait l'eau battre les parois. Le visage noircissait. Tantôt, le malheureux querrellait les docteurs, refusait de prendre des médecines et appelait la mort en battant ses pages à tour de bras. Tantôt, il obéissait aux médecins, se purgeait, se faisait suer devant le feu de la cheminée, et disait à un nègre qui le servait : « Prie ferme ! Je ne mourrai pas. » Mais ceux qui l'entouraient attendaient sa mort d'un jour à l'autre.

Le prince royal était encore à l'armée quand il apprit que son père était en danger de mort. Il lui écrivit des lettres touchantes, où il exprimait ses mille inquiétudes et l'espoir qu'il gardait que Notre-Seigneur Dieu laisserait vivre longtemps encore sa majesté pour la consolation de tous. Mais en même temps il laissait voir à sa sœur Wilhelmine sa soumission aux desseins du bon Dieu, qui est le principe de tous les événemens et en dispose selon sa sainte volonté. La margrave s'étant montrée attendrie, il la consolait : « Je suis fort persuadé que, pendant qu'il vivra, je n'aurai guère de bon temps, et je crois que je trouverai cent raisons pour une qui nous le feront oublier assez vite; car ce qui vous attendrit envers lui, c'est, ma très chère sœur, que vous ne l'avez pas vu depuis

longtemps, car, si vous le revoyiez, je crois que vous le laisseriez bien reposer sans chagrin. Consolons-nous donc ensemble, ma très chère sœur ! » Quand les nouvelles deviennent tout à fait mauvaises, il annonce à Wilhelmine que leur père ne passera pas l'année; après avoir décrit l'état du malade, qui a de l'eau dans la poitrine, ni respiration, ni sommeil, ni appétit, et les jambes enflées au-dessus du genou, il avoue qu'il ne peut s'empêcher de pâtir d'une certaine façon : « En revanche, je suis bien aise de me trouver alors dans un état à pouvoir vous servir. »

Le moment était venu pour le prince de quitter l'armée, qui prenait ses quartiers d'hiver. Il demanda au roi la permission de s'arrêter à Bayreuth, où il passa quelques jours chez sa sœur. Wilhelmine se plaint amèrement de cette visite dans ses *Mémoires*. Le prince aurait regardé d'un air moqueur la cour de Bayreuth, turlupinant tout le monde et répétant cent fois le mot de petit prince et de petite cour. Il aurait fait placer à la table des altesses, contrairement à l'étiquette, un simple lieutenant de sa suite en disant que les lieutenans du roi valaient bien les ministres du margrave. Il aurait conseillé à sa sœur de casser toute cette cour aussitôt que son benet de beau-père, le margrave régnant, serait mort, et de se mettre avec son mari sur le pied de gentilshommes, pour payer leurs dettes. Il lui aurait dit nettement qu'il ne fallait pas trop compter sur ses largesses, après la mort « du sire, » et qu'elle pourrait fort bien se contenter des quatre plats avec lesquels elle avait été accoutumée à vivre avant son mariage. Si bien qu'elle n'avait pu retenir ses larmes, et, pour toute consolation, son frère lui aurait dit que, sans doute, elle était mélancolique et qu'il allait lui faire passer cet accès en jouant de la flûte. Dans quelle mesure Wilhelmine exagère-t-elle ici ? Sa correspondance avec son frère, avant et après la visite, semble la démentir, car elle est pleine d'effusions de tendresse, mais elle et son frère excellaient en phraséologie d'affection. Il se peut bien que Frédéric ait montré son mépris des petites cours et aussi sa résolution de tenir serrés les cordons de la bourse. Wilhelmine ajoute que son frère se montra plus obligeant les deux derniers jours qu'il passa auprès d'elle. Ils s'entretenaient assurément alors « du changement » qui allait arriver. La bonne Wilhelmine comptait bien prendre sa revanche des peines et des humiliations d'autrefois. Il lui était doux de penser que sa mère, dont la hauteur l'avait tant fait souffrir, allait descendre au rang de douairière : « La reine doit être au désespoir. Ce sera un furieux coup pour elle, quoiqu'à la vérité elle serait plus heureuse. »

Le prince arriva le 12 octobre à Potsdam. Le roi, qui pensait mourir tout à l'heure, le reçut avec une émotion touchante; il l'appelait petit Fritz, lui ouvrait son cœur et lui faisait des confidences politiques. Comme il était alors engagé dans le parti de l'Autriche, il regrettait les bénéfices qu'il aurait tirés d'une alliance avec la France. Il pestait contre son chien de ministère, qui l'avait mal conseillé, et contre l'empereur qui le traitait, lui, un vieil ami, comme un chiffon. Il conseillait à Frédéric d'exiler un tel, de faire pendre celui-ci et celui-là; il s'habituaient donc à l'idée de transmettre le pouvoir. Par momens, la vieille rancune remontant, il était pris de la peur que Frédéric ne fit un mauvais emploi de l'héritage paternel: « Si tu ne t'y prends pas bien, et que tout aille sens dessus dessous, je rirai de toi dans le tombeau. » Le prince était empressé autour du malade; il s'ingéniait à trouver les moyens de le soulager et de lui procurer un lit commode. Le sentiment filial se réveillait en lui, comme le sentiment paternel dans le cœur du roi, et la mort semblait réconcilier ces deux êtres qui s'étaient fait tant de mal. La vue de son père qui avait deux aunes et quart d'enflure autour du ventre et les pieds ouverts, arrachait des larmes au prince, à qui les yeux sortaient de la tête, mais le roi l'ayant renvoyé à Ruppin, les larmes se séchèrent comme par enchantement. Frédéric se plaint à sa sœur de « cette invention qui a pris au roi, tandis qu'il est à l'agonie; » il ajoute qu'il est touché jusqu'au fond de l'âme des souffrances de son père, mais qu'il se prépare de tout son possible à ce funeste événement.

En effet; à un ami, qu'il a pris pour confident, il dit tout ce qu'il fera le premier moment après que le roi sera mort; en quel endroit il se rendra d'abord; quand il se fera prêter l'hommage; s'il se fera couronner; comment il règlera le deuil et la cour; quelles nouvelles charges il introduira; comment il traitera ses ministres dans les conférences, de quel ton il leur parlera et s'ils seront de ses parties de plaisir; quel accueil il fera aux ministres étrangers, s'il leur donnera des audiences publiques, s'il les fera dîner avec lui ordinairement ou seulement les jours de fête; si, aux jours de cérémonie, il dînera seul; quelles gardes il entretiendra, comment il les nommera, habillera et paiera; s'il gardera les colosses; s'il continuera les levées en pays étrangers, quel règlement il fera dans l'armée et l'administration; quels sont ses sentimens sur la justice et sur la religion; en quel endroit il fera loger la reine et quelle subsistance il lui donnera; ce qu'il fera de ses frères; ce qu'il pense des favoris de son père et s'il leur destine un mauvais sort; à quelles charges il élèvera certaines personnes, qui à présent n'y songent pas; ce qu'il adviendra des

autres, qui se flattent à cette heure d'une grande fortune. Bref, du petit au grand, il a tout prévu et tout résolu. Il disait à cet ami, Alexandre de Wartensleben : « Oui, mon cher petit comte, j'aurai beaucoup de travail un jour, mais j'espère de le surmonter et il y a assez de plaisir d'être l'unique roi de Prusse. » Il considère si bien les affaires de Prusse comme les siennes qu'il recommande à Grumbkow de suspendre toute conversation avec les étrangers, et il commence une très inattendue et très grave négociation avec le ministre de France, La Chétardie.

Cependant le roi Frédéric-Guillaume désenflait. L'eau lui coulant des jambes et des pieds par des crevasses, il se trouva soulagé. Au commencement de novembre, il montrait avec joie son ceinturon diminué d'une main entière. L'appétit revint et le sommeil, mais comme un grand malaise persistait, les médecins doutaient encore de la guérison et le prince royal n'était pas rassuré : « Je souhaite, écrivait-il au roi, que nous recevions de bonnes nouvelles de la maladie de mon très gracieux père. Certainement, l'ardente prière et les vœux de tant et tant de gens obtiendront quelque chose de Notre-Seigneur Dieu. Plût à Dieu que je pusse venir en aide à mon très gracieux père ! Je donnerais volontiers ma vie pour lui. » Dieu ne demanda pas ce sacrifice à Frédéric ; novembre finit, décembre commença et s'acheva ; la mi-janvier, terme ultime fixé par le prince, approchait : « Je vous marque avec le plus grand étonnement, écrit Frédéric à sa sœur, que le roi se remet entièrement, qu'il commence à marcher et qu'il se porte mieux que moi. J'ai dîné avec lui hier, et je puis vous assurer qu'il mange et boit comme quatre... C'est un miracle aussi extraordinaire qu'il y en a eu... et il faut croire que le bon Dieu a de bonnes raisons de lui rendre la vie. » Le changement est si complet que Frédéric ne croit plus que son père ait jamais été malade. Il oublie l'eau dans la poitrine, l'essoufflement, l'insomnie, les jambes enflées et rouges, et les deux aunes et demie de circonférence : « La maladie du roi n'est que politique ; il se porte bien dès qu'il en a envie ; il se rend plus malade quand il le trouve à propos... Vous pouvez compter, ma très chère sœur, que, grâce à Dieu, il a la nature d'un Turc et qu'il survivra à la postérité future, pourvu qu'il en ait envie. » Et cette lettre mélancolique se termine par ce mot de philosophe : « Dégouté du monde de tous les côtés, comme je le suis, je donne extrêmement dans les réflexions qui me font connaître de plus en plus qu'il n'y a aucun bonheur stable et permanent à trouver ici-bas... »

## IV.

Frédéric ajourna donc le plaisir d'être seul roi de Prusse, mais il aurait voulu prendre au moins sa part d'événemens qu'il ne dirigeait pas, — qu'il aurait tout autrement dirigés, — et retourner au Rhin pour y faire la campagne de 1735. Le roi n'était pas disposé à lui accorder cette compensation. Le prince le prie et le supplie de ne pas le déshonorer devant l'Europe, qui ne voudra pas croire qu'il soit retenu par son père, puisqu'elle sait que celui-ci le destine à la vie des braves. Et ce sera pour lui, en même temps qu'une honte, un cruel chagrin, *crueller Chagrin*, de n'être pas à l'armée pour tout voir et profiter de ce qu'il verra, *um zu profitieren*. Le roi faisant la sourde oreille, il s'avise d'un moyen extrême; il prie la princesse royale d'intercéder pour lui. Toute heureuse que son mari daigne espérer d'elle un service, la pauvre femme s'empresse : « Votre Majesté m'a fait la grâce de me choisir pour sa belle-fille, grâce que je reconnaitrai toute ma vie, et lui en serai redevable jusqu'au dernier soupir. Votre Majesté voudra aussi que je sois heureuse. Elle me pourra le rendre par là, puisque le prince royal m'en a tant priée de le faire, et m'ayant écrit qu'il en aurait une reconnaissance éternelle et sans égale. » Le roi répondit affectueusement à Madame sa fille que, si elle était au fait des affaires, elle trouverait elle-même que des raisons très importantes mettaient au voyage des obstacles invincibles.

Il paraît bien que les raisons du roi étaient bonnes en effet. Il ne se souciait pas de s'engager plus avant dans le parti de l'Autriche, en envoyant son fils à l'armée pour la seconde fois, et de dépenser de l'argent, sans profit et sans gloire, car il n'était pas glorieux, disait-il, pour un prince royal de Prusse, d'être le témoin de l'inaction impériale. Frédéric se résigna : « Je suis persuadé que mon très gracieux père a ses raisons ; » mais il écrivait à sa sœur : « Il me dit qu'il a des raisons très cachées. Je le crois, car je suis persuadé qu'il ne les sait pas lui-même... Mon Dieu ! je suis charmé de la conduite du duc de Brunswick. Il a eu la politesse de mourir pour faire plaisir à son fils. Je trouve qu'il n'a pas abusé des grandeurs de ce monde ! »

A la place de la campagne, le roi proposa au prince un voyage d'agrément, ou qu'il croyait tel. Il y mit les formes les plus séduisantes, et il importe de lire avec attention cette lettre, dont il avait pesé tous les termes :



« J'ai à vous demander s'il vous plairait de faire en Prusse un voyage d'agrément de cinq ou six semaines pour examiner et pour apprendre l'économie et la façon de ce pays-là, et pour voir ce qui y manque encore et ce qui fait que cela ne veut pas encore bien aller là-bas. Cela peut vous être très utile de bien regarder ce qui se passe là-bas aussi bien dans les villes que dans les campagnes et dans les offices, puisque vous devez pourtant gouverner ces pays et vous ne vous trouveriez pas bien d'être obligé de vous en fier aux rapports spécieux de gens qui sont très intéressés pour la plupart. Je n'ai que trop éprouvé cela, et, quoique ce pays soit un de mes plus beaux, je dois pourtant avouer qu'il est encore dans un méchant et misérable désordre. Si donc vous voulez aller là-bas, je vous donnerai une instruction complète où vous verrez sur quelles parties vous devez proprement porter votre attention, comment j'ai ordonné là-bas l'administration et ce qui s'y trouve encore à désirer. Vous serez autorisé à vous informer exactement de toutes les circonstances auprès de la chambre des domaines et de guerre et partout où cela sera nécessaire. Les régimens qui sont en Prusse, vous verrez, par la même occasion, s'ils sont en ordre, comme je veux qu'ils soient, et vous pourrez redresser tout ce qui ne sera pas en ordre. J'attends votre opinion là-dessus et je suis toujours, avec la plus sincère affection, etc. »

La Prusse, c'est-à-dire la province lointaine située hors d'Allemagne, au-delà de la Vistule, était un des objets les plus chers et les plus douloureux de la sollicitude de Frédéric-Guillaume. Elle avait été martyrisée par la guerre au temps de son grand-père, le grand-électeur. La Pologne y avait envoyé ses Tartares, qui avaient brûlé 13 villes, 249 bourgs ou villages et enlevé 23,000 prisonniers. La famine et la peste, escorte habituelle de ces sauvages, avaient tué 80,000 hommes. Au cours du demi-siècle qui suivit la paix d'Oliva, le pays s'était un peu refait, mais pendant trois années, de 1708 à 1711, une peste charbonneuse venue d'Orient le ravagea de nouveau; il perdit 235,000 âmes, plus du tiers de la population; dans les seuls cantons lithuaniens de la Prusse, 150,000 hommes, qui faisaient les trois quarts des habitans, moururent. La plus grande partie des villages étaient abandonnés; la campagne en friche se recouvrait de broussailles, et le bétail, errant sans gardiens, nourrissait les loups. Dans cette ruine demeuraient debout les monumens des chevaliers teutoniques, qui jadis avaient conquis le pays sur les Prussiens idolâtres. Leurs églises et leurs châteaux, bâtis en briques sur blocs erratiques, leurs palais d'architecture sarrasine, souvenirs et témoins d'un âge héroïque, semblaient reprocher à ces mo-

dernes d'avoir laissé dépérir la terre conquise par eux pour l'honneur de Marie mère de Dieu. Les paysans qui avaient survécu étaient-ils demeurés chrétiens? Il n'y avait pas si longtemps que les dieux païens étaient encore adorés dans les bois de Prusse, où se cachait un clergé de prêtres et de prêtresses. Un moine franciscain du xvi<sup>e</sup> siècle raconte qu'il tomba un jour dans un conciliabule d'impies et qu'il y aurait trouvé le martyr, s'il n'avait su le prussien et n'avait juré en cette langue, par Perkun, le dieu du tonnerre, qu'il ne rapporterait pas à l'évêque ce qu'il avait vu. Aujourd'hui encore, dans la Lithuanie prussienne, les paysans se souviennent de Perkun, qui tonne au ciel; de Bligullis, qui sème la neige; de Lagema, la déesse de la terre, qui fait pousser les moissons et dont l'arc-en-ciel est la ceinture. Ces pays-là sont bien jeunes en comparaison des nôtres : ils ont reçu le christianisme douze cents ans après nous, un siècle avant que Christophe Colomb le portât en Amérique.

A peine roi, Frédéric-Guillaume avait entrepris de refaire la Prusse. Son premier soin fut de combler les vides, ces *wüste Stellen*, dont la vue lui faisait mal, parce qu'il pensait qu'à cette place déserte un homme pourrait travailler et payer l'impôt. Il répandit dans toute l'Allemagne et en Europe des appels rédigés en allemand et en français, promettant à tous ceux qui viendraient s'établir en Prusse le transport gratuit, la subsistance le long de la route, tant de groschens par jour par tête d'homme et tant par tête de femme; et, à l'arrivée, de bonnes terres, des charrues, des faux, des bœufs, des vaches, des chevaux, de la semence, des années de franchise d'impôt, même la franchise du service militaire. Un assez grand nombre de familles arrivèrent de la Suisse, du Palatinat et de la Franconie dans les premières années du règne, mais c'étaient des gouttes d'eau pour remplir un lac desséché. Frédéric-Guillaume enviait à son aïeul, le grand-électeur, la bonne fortune qu'il avait eue de vivre au temps de la révocation de l'édit de Nantes, qui lui avait procuré tant de sujets et de si grande valeur.

Heureusement, le baron de Firmian, prince-évêque de Salzbourg, seigneur de 200,000 sujets, se mit à jouer les Louis XIV. La réforme avait osé pénétrer dans l'évêché; ses prédécesseurs, après avoir essayé de la combattre, s'étaient résignés à la tolérer, mais lui, dès son avènement, avait entrepris de ramener sous la crosse le troupeau dissident. N'y pouvant réussir, il avait appliqué l'article de la paix de Westphalie qui autorisait les princes à ne tolérer chez eux d'autre religion que la leur, et il avait condamné ses sujets protestans à l'exil. Avant même que l'évêque eût pris sa décision,

Frédéric-Guillaume, flairant la chair d'émigrant, avait fait savoir à ses coreligionnaires de Salzbourg qu'il les recevrait volontiers chez lui. Dès que le décret d'exil eut paru, il publia cette déclaration : « Par charité chrétienne et cordiale compassion, j'ai résolu d'offrir une main secourable à mes coreligionnaires de Salzbourg, vivement contraints et poursuivis, et, à cette fin, de les recevoir et de les transporter dans certains districts de mon royaume de Prusse pour les y pourvoir. » L'appel fut entendu; des agents de Frédéric-Guillaume lui annoncent l'arrivée prochaine de 5,000 à 6,000 Salzbourgeois; il fait ses préparatifs pour les bien recevoir, mais le nombre des exilés qui veulent se rendre en Prusse s'accroît de jour en jour. Un des commissaires envoyés au-devant d'eux pour les guider et les protéger pendant le voyage annonce avec terreur au roi qu'il lui faut compter sur quelques milliers de plus : « Très bien ! écrit Frédéric-Guillaume en marge de la dépêche ! Dieu soit loué ! Quelle grâce Dieu fait là à la maison de Brandebourg ! Car certainement ceci vient de Dieu. » A Potsdam, il voulut voir la première troupe de ces hommes que Dieu chassait de leur pays exprès pour qu'ils allassent coloniser la Prusse, il les fit ranger dans le parc et parut sur le front. Il adressa la parole à quelques-uns, les interrogeant sur la foi, comme s'il passait la revue des consciences. Content des réponses qu'il trouva modestes et conformes à l'Évangile, il cria de sa voix de colonel : « Ça ra, mes enfans ! ça ira très bien ! » Un autre jour, il rencontra en promenade une seconde troupe; il se mit sur le côté de la route, fit défiler devant lui les Salzbourgeois et les invita à chanter le cantique : « C'est sur mon Dieu que je me repose dans le danger ! » Comme ils s'excusaient de ne pas savoir l'air, il entonna le chant à pleine voix, et toute cette foule se mit à chanter avec lui. « Allez, leur dit-il, et voyagez avec Dieu ! *Reiset mit Gott !* »

Ils voyagèrent avec Dieu vers la Prusse, où ils s'établirent au nombre de 15,500, 5,000 d'entre eux étant demeurés dans les pays allemands du roi où il y avait aussi des places à remplir. Ce n'est pas seulement une crue de population qu'ils apportaient; ces 15,000 Salzbourgeois valaient plus que 100,000 Prussiens. Ils n'étaient pas les premiers venus, les hommes qui abandonnaient, pour obéir à la voix intérieure, leur pays de naissance, un des plus charmants du monde. Plus d'un laissait derrière lui des biens considérables, dont la vente obtenue par le roi fit entrer en Prusse quelques centaines de milliers de thalers. Même les plus pauvres apportaient un trésor; ils savaient des métiers; artisans ou laboureurs, répartis entre les villes et les campagnes, ils allaient donner des leçons aux sauvages ruinés de la pauvre Prusse.

Une province à refaire avait besoin d'artisans spéciaux pour telle ou telle besogne. Il fallait partout des ouvriers de bâtiment : charpentiers, maçons, couvreurs, menuisiers, vitriers ; ici des menuisiers, ailleurs de bons directeurs d'exploitation agricole, ou bien des valets de charrue, ou bien des bergers et des vachers. Le roi les prenait dans ses pays d'Allemagne. Il a remarqué, dans un voyage en Lithuanie, que les paysans ne savent pas soigner les vaches et s'est rappelé qu'il a vu dans le pays de Magdebourg d'excellens vachers : ordre au président de la chambre de cette province d'expédier trois pâtres de vaches, connaissant bien le bétail et capables de le soigner. La conclusion de ces ordres était toujours la même, qu'il s'agit de trois vachers, ou de trois directeurs d'exploitation, ou de cinquante valets de charrue, ou de cinquante servantes, ou de quatre cents jardiniers : les présidens des chambres devaient procéder par voies de persuasion envers « les gens exigés pour la Prusse, » mais, s'ils ne se laissaient pas persuader, les lever, *aufheben*, et les envoyer sous escorte au lieu désigné. Le plus souvent, il fallait user de la force ; les volontaires de la transportation étaient rares, à l'étonnement du roi qui disait : « Puisque ces gens-là sont nécessaires où on les demande, je ne parviens pas à découvrir les raisons qui les empêchent d'y aller. »

Sur toute l'étendue de la province, on bâtit, ou plutôt le roi bâtit ; c'est lui qui donne avec le dernier détail les plans des villes, des villages, des maisons, des jardins, et qui choisit les sortes de culture selon les terroirs. Il interdit les grossiers instrumens agricoles, comme la houe ou la meule à la main, et fait fabriquer des charrues et construire des moulins. Les naturels de Prusse ne savent même pas lier leurs gerbes ; ils y emploient la paille fraîchement coupée ; il leur adresse une instruction sur la matière. Il choisit pour leurs troupeaux de bons reproducteurs, les boucs de Kottbus, qui sont vigoureux et portent la meilleure laine. Les cantons de Lithuanie sont riches en prairies naturelles : il y établit en grand l'élevé du cheval afin que ses sujets ne soient plus obligés d'acheter à l'étranger des chevaux de labour. Il fait défricher les broussailles et il ordonne, en grand toujours, des plantations d'arbres : en deux années, 335,219 arbres, dont 120,875 fruitiers, ont été plantés ; il n'est pas satisfait : « Le pays est grand ; doivent encore planter autant d'arbres ! » La Prusse est surtout un pays agricole ; pour y introduire l'industrie, il commande que toute la laine du pays soit ouvrée dans le pays. Comme il a vu les femmes de Königsberg flâner dans les rues, il fonde une école de filerie à leur usage. De bonnes fileuses seront envoyées dans les

campagnes pour y donner des leçons : toute femme qui ne filera pas sera condamnée à une amende.

Les routes étaient défoncées, recouvertes d'eaux et de broussailles : il les dessèche et les défriche, et comble les trous. Les rivières sortaient de leurs lits encombrés de vase : il cure les lits et les y fait rentrer. Il ouvre des routes nouvelles et creuse et rectifie des fleuves pour les rendre navigables. Ici, comme à la bâtisse, l'armée travaille avec les paysans et les ouvriers. C'est qu'il faut tout de suite faire circuler les marchandises et ouvrir les débouchés. Le roi a déjà traité avec une compagnie russe, qui achètera du drap de Königsberg pour l'armée de la tsarine. Il espère que les paysans vont exporter leur bétail et leur beurre, et ne veut pas que le commerce de Prusse demeure aux mains des Hollandais et des Anglais qui « sucent la graisse de son pays. » — « Toutes les nouveautés que j'ai faites pour le commerce, Dieu le sait, dit-il, et que j'ai fait cela pour que le plat pays florisse. »

Il défend sa plantation de Prusse contre les ennemis du travail de l'homme. C'est au retour d'un voyage dans ce pays qu'il a écrit : « Ici, il y a autant de loups que de moutons. » Les paysans, impuissans à défendre leurs moutons, laissaient troupeaux et maisons, et s'en allaient : le roi organise de grandes chasses et offre des primes aux tueurs de loups ; le mal était si grand que la prime monte de 1 à 16 thalers par tête de vieux loup. La même guerre est faite aux ours et aux sangliers, mais les petites bêtes sont aussi méchantes que les grosses ; les moineaux prélèvent plus que la dime sur les fruits de la terre et des arbres : chaque paysan devra présenter chaque année un certain nombre de têtes de moineaux, selon son rang dans la société ; le propriétaire 12 têtes et le berger 6. Par centaines de mille sont massacrés ces malfauteurs.

Le roi se mesure avec un ennemi plus cruel encore, la peste des animaux. Toutes les précautions imaginables, il les a prises, amendées et perfectionnées. Il impose au bétail qui vient de l'étranger des certificats d'origine et des quarantaines. Il ordonne que les cadavres des animaux soient enterrés avec cornes et peaux et saupoudrés de chaux, à cinq aunes de profondeur, afin que l'herbe qui poussera sur ces sépultures ne donne pas la contagion aux chiens et aux corbeaux qui la transporteraient ensuite. Il prescrit la surveillance des bêtes malades et la purification des vêtemens des pâtres qui les soignent, et l'isolement des lieux infectés, d'où ne sortiront ni bêtes ni gens. Pour les contrevenans, il édicte des peines terribles, même la mort, qui ne lui coûtait guère, comme on sait : l'équarrisseur qui sera convaincu d'avoir dépouillé une

bête malade sera pendu. Chaque année, le roi prenait de nouvelles mesures, et, ne sachant plus que faire, il priait tout le monde par affiches de lui donner des conseils.

Frédéric-Guillaume savait que, tant vaut l'ouvrier, tant vaut l'œuvre. Ce despote s'élevait par le sentiment d'un intérêt bien entendu jusqu'à comprendre la dignité de l'homme. Il protège les paysans contre leurs seigneurs, qui les traitaient comme des bêtes. Il supprime les corvées et les redevances abusives, et défend contre l'usurpation des féodaux l'héritage des pauvres. Chez lui, dans ses domaines, il abolit le servage : « Sa Majesté a considéré que c'est une noble chose que les sujets se glorifient d'être, au lieu de serfs, des hommes libres. Ils jouissent bien mieux de ce qu'ils ont. Ils font leur travail et métier avec d'autant plus de zèle qu'ils travaillent pour eux et qu'ils sont plus sûrs de posséder leur champ et propriété, pour eux et pour les leurs, dans le présent et dans l'avenir. »

Comme le servage, la barbarie est improductive ; comme la liberté, l'église et l'école sont fécondes. Frédéric-Guillaume, l'année même de son avènement, avait pris des dispositions pour rendre l'enseignement obligatoire dans ses États. Quatre ans après, il édictait l'obligation, attendu que les parens négligent d'envoyer leurs enfans à l'école, et qu'à cause de cela « la pauvre jeunesse demeure ignorante de la lecture, de l'écriture et du calcul aussi bien que des choses hautement nécessaires à son salut. » Mais comment appliquer la loi en Prusse ? Il n'y restait que très peu d'écoles, et dans un état pitoyable ; aussi rares étaient les églises et les pasteurs : la plupart des sujets du roi étaient obligés de faire de longs voyages pour entendre un prêche. Frédéric-Guillaume demande aux universités de Halle et de Königsberg de lui fournir des maîtres et des ministres de l'évangile, qui sachent la langue lithuanienne, pour être entendus par leurs élèves et leurs ouailles. Il donne pour les constructions le terrain, les matériaux, le charroi, et de l'argent. Il presse de ses ordres répétés les administrations, et s'irrite de leurs lenteurs : « Vous voulez donc maintenir ce pauvre pays dans la barbarie ? Mais si je cultive et améliore le pays et que je n'y fasse pas de chrétiens, toute mon œuvre est inutile ! »

Ouvre chrétienne, œuvre allemande en même temps. C'est d'Allemagne qu'il fait venir les hommes, d'Allemagne les instrumens et les méthodes de travail. Les champs devront être labourés, « sans exception par des charrues allemandes, *absolute mit deutschen Pflügen*. » Ils devront être ensemencés avec de la « semence allemande. » Dans chaque ferme, il veut un maître allemand, et deux principaux valets allemands. Les jardins doivent être établis



« sur le pied d'Allemagne. » Le mot allemand revient à toute minute. On sent qu'il est prononcé avec orgueil, un orgueil de conquérant ; mais à des conquêtes de cette sorte, qui trouverait à redire ?

Frédéric-Guillaume allait très souvent en Prusse. Il y présidait d'interminables séances de commissions, et dictait des ordres sur chacun des points qui lui étaient rapportés. Absent, il envoyait des commissaires munis d'instructions et de questionnaires ; il exigeait d'eux une correspondance abondante, exacte et minutieuse. Il a fait dresser des tableaux avec colonnes pour mettre des chiffres, et pratiqué la statistique dans la perfection. Je ne saurais dire combien de milliers d'ordres il a donnés. Suivant son habitude, il a eu des impatiences, des inquiétudes, et des momens de désespoir. Parmi les colons, se trouvait plus d'un fainéant et d'un vaurien ; même les bons lui donnaient du tracas, quand ils se plaignaient de leurs désillusions à l'arrivée dans ce pays rude, au milieu de ces sauvages. Dès qu'un colon avait épuisé les années de franchise et qu'il lui fallait payer les redevances et les corvées, il criait à l'injustice et à l'oppression. Les officiers du domaine et les chambres voyaient les émigrans de mauvais œil à cause de l'embarras qu'ils causaient, et plus d'une fois ils provoquèrent des révoltes. L'énormité des frais d'établissement étonnait toujours le roi, bien qu'il les eût calculés. En réponse à des demandes de crédit pour payer des dépenses ordonnées par lui, il se soulage un moment en écrivant : « Je n'ai pas le sou, » mais il s'exécute, ajoute sur ses registres la somme aux précédentes, et s'effraie devant le total grossissant toujours. A la fin, il aura rebâti 332 villages, 11 villes et porté la population de la province de 440,000 à 600,000 âmes. Il verra dans ses voyages Allemands et Lithuaniens « entourer de haies les villages et jardins, » et que le pays a bonne mine, et que le bétail n'erre plus sans pâtre dans la campagne. Il mangera du pain lithuanien qui lui semblera bon ; il trouvera dans les chaumières du lard et de la viande et des gens gros et gras. Alors il ne regrettera plus ni peines ni dépenses : « Les millions employés en Prusse, dira-t-il, ne rapportent pas encore de gros intérêts, cela ne fait rien ; avec ces millions, le pays a été mis en culture. » Mais avant d'être arrivé à cette satisfaction, il a passé par des transes terribles : « Je ne suis pas content de mon ménage prussien. Je n'obtiens rien ; au contraire je m'épuise, moi et mes autres pays, en hommes et en argent, et commence à croire que je ne réussirai pas. » Quand il était dans cette disposition d'esprit, la moindre mauvaise nouvelle était une blessure. Un des meilleurs collaborateurs du roi lui écrivait un jour : « Le cœur me saigne,

quand je vois comment, par le grand chagrin et l'altération, la santé et la vie du roi sont mis en danger, alors que la conservation de l'une et de l'autre est de si grande importance. »

## V.

Le roi Frédéric-Guillaume pensait donc qu'au lieu de retourner sur le Rhin pour y regarder l'inaction des impériaux, le prince royal ferait mieux d'aller étudier en Prusse l'œuvre de son père ; mais ces mots : « Vous verrez comment j'ai ordonné là-bas l'administration, » ne laissaient pas soupçonner tant de labeur et de tourmens. Il s'excusait de n'avoir pas mieux réussi : « Je dois vous avouer que ce pays est encore dans un méchant et misérable désordre. » Il éprouve comme l'embarras d'un ouvrier qui a mis dans une œuvre le meilleur de lui, et qui sait qu'il sera jugé sur elle, et qui doute d'elle d'autant plus qu'elle lui a coûté davantage et qu'il en a plus joui et plus souffert.

Sans même prononcer le nom de Prusse, Frédéric répondit que, se sachant né pour l'obéissance, il se soumettait à la volonté de son père, mais il écrivit à sa sœur : « Il veut m'envoyer faire un voyage en Prusse ; c'est un peu plus honnête qu'en Sibérie, mais pas beaucoup ! » Aller en Prusse, c'était, comme il le dit en propres termes, aller à l'étranger. A l'étranger ! Mais cette Prusse, cette Sibérie était le berceau même de la monarchie. Quand le roi disait le *royaume*, ce n'était pas du Brandebourg qu'il parlait, ni des duchés du Rhin ; à Clèves, il n'était que duc ; en Brandebourg, il n'était qu'électeur : en Prusse seulement il était roi. Sa capitale royale était non pas Berlin, mais Königsberg, la ville du sacre. Quelle histoire que celle de ce pays, si Frédéric avait daigné la considérer ! Mais il en était encore à cet état d'ignorance que Hille lui reprochait à Cüstrin, en disant qu'il ne savait pas si ses ancêtres avaient gagné Magdebourg aux cartes ou autrement, et, en vrai fils du XVIII<sup>e</sup> siècle, il méprisait le moyen âge, qu'il ne comprenait pas. Les Teutoniques, ces pionniers de l'Allemagne dans le *far-east* européen, n'étaient pour lui que des fanatiques, des maniaques de la croisade. Plus tard il profanera leurs monumens : dans cette superbe Marienbourg, résidence des grands maîtres, où le moyen âge a si clairement exprimé la philosophie de son histoire, — car la Marienbourg est à la fois une forteresse, un palais, une église et un monastère, — il mettra des bureaux et des casernes. Il dédaigne les ancêtres dont il est l'héritier. Il est

tout au présent, orienté non pas vers la Vistule qui est au bout du monde, mais vers le Rhin, vers la terre classique des batailles modernes, où Condé, Turenne, Guillaume d'Orange, Marlborough et Eugène ont cueilli les lauriers. Son père, il est vrai, ne savait pas plus que lui la vieille histoire, mais je crois bien qu'il avait quelque vénération mystique pour Königsberg où il fut sacré. Qu'importe Königsberg à Frédéric, qui a résolu de ne point prendre la couronne sur un autel, et fera frapper à son avènement une médaille avec cette légende : Frédéric roi de naissance, *Fredericus rex natura*?

Le prince cependant partit pour la Prusse, et il fit admirablement ce qu'il avait à y faire. Le roi lui avait donné une instruction détaillée : il la suit de point en point. Il regarde de tout près les régimens, la tenue, la taille et jusqu'au teint des hommes, qu'il trouve pâles. Il visite les villages et les domaines, goûte du pain de paysan et en envoie des morceaux au roi. Il est choqué de l'inégale répartition des redevances, qui épargne ici le laboureur et ailleurs le ruine. Il prescrit des expériences comparées sur des modes de culture. Il ordonne à la chambre de prendre à cœur l'affaire de l'enseignement, et veut savoir où elle accroche, *woran sich denn die Sache accrochire*. Il lit, lui aussi, des rapports, et il y répond par des notes marginales en style de son père. Le roi est ravi : « Il m'est particulièrement agréable que vous alliez ainsi dans le détail, *ins Detail*, et que vous vous efforciez de trouver le fond des choses ; cela, c'est le meilleur de tout. » Il a la joie d'expédier des ordres conformes aux propositions de son fils.

Le roi ne s'est donc pas trompé, et Frédéric a tiré grand profit de son voyage. Il ne l'avoue pas à tout le monde ; il écrira après son retour à Ruppín, qu'il arrive du fond de la barbarie, où il a été chargé de commissions auxquelles il n'entendait pas grand-chose ; mais il s'entendait à tout dès qu'il le voulait ou qu'il y était obligé. Un Français qui l'a vu à Königsberg admire en lui toute sorte de qualités parmi lesquelles sa « fermeté, » et comme il « sait tout examiner. »

Des choses qu'il a entendues et vues ne lui sortiront plus de l'esprit. Dans ses conversations avec le roi Stanislas et les Polonais réfugiés à Königsberg, il a beaucoup appris sur l'anarchie polonaise. Il a rencontré des dragons du roi de Pologne : les chevaux étaient passables, mais de toutes couleurs, et les cavaliers n'avaient pas bonne mine. Tout autres étaient les soldats de son père. Un jour qu'il a inspecté quatre régimens de cavalerie, il est enthousiasmé, et il lui « démange de se mettre à leur tête pour rabaisser

un peu son voisin, cet impertinent Saxon, qui tranche du roi de Sarmatie. » Il a traversé la Prusse polonaise; le pays avait « un cruel aspect de désert; » il n'y a rencontré que des femmes et quelques enfans. Tout autre était la Prusse de son père : « Les villes sont belles, bien peuplées, et, étant bâties dans toute leur enceinte, la plupart ont été obligées de faire des faubourgs; enfin, le monde fourmille dans les villes et le plat pays, et, dans une huitaine d'années, ce royaume sera mieux peuplé que la Suisse et la Franconie, à cause de la jeunesse de huit, neuf à dix ans qu'on y trouve, et qui tire son origine depuis les établissemens qu'on y a faits. Les Salzbourgeois commencent à se former au génie du pays, et il est certain que ce pays, dans quelques années, sera dans une parfaite culture et à l'abri des malheurs ordinaires. »

Frédéric est sincère dans cette lettre écrite à un ami. Ce n'est donc pas une Sibérie, cette Prusse; ce n'est pas une barbarie; ce n'est pas un pays étranger, c'est la terre royale, refaite par le roi. Malgré lui, il s'est instruit en l'art paternel, qu'il pratiquera plus tard, de « bâtir » une province. C'est peut-être au cours de ce voyage qu'il s'est promis de ne jamais signer un ordre, quand il serait roi, sans s'être demandé si son père l'approuverait. Le père, une fois de plus, lui avait rendu service en forçant ce génie jeune encore, et qui ne se plaisait qu'aux lettres, à la philosophie ou aux grands projets de politique et de guerre, à regarder *in* Detail sa laborieuse façon de régner. Quand Frédéric, après six semaines d'absence, rentra dans la « garnison chérie, » pour y reprendre la belle pelisse et le livre au coin du feu, il avait fait dans la réalité une bonne lecture.

ERNEST LAVISSE.

---

LE

# NÉO-MALTHUSIANISME

EN ANGLETERRE

---

Cet été, à Londres, dans un petit théâtre tout plein d'un public très choisi, quelques sociétaires du Théâtre-Français jouaient *l'Ami Fritz*. Quand le rabbin, c'est-à-dire M. Coquelin aîné, en arriva à son éloquente tirade : « ... Vous autres vieux garçons vous n'êtes que d'inutiles épicuriens. Voyez cette malheureuse race juive, persécutée partout, chassée de partout : c'est à la fécondité de ses femmes qu'elle a dû sa longue résistance, sa prospérité actuelle ! Et les Anglais, les Américains : ils n'ont pas craint de multiplier, et c'est pourquoi ils couvrent la terre de leurs peuples et de leur richesse ! » — quand il eut prononcé ces mots, avec une conviction assez communicative, il y eut dans le public un grand enthousiasme. Les spectateurs français applaudirent, d'un air un peu sceptique, mais les Français prennent facilement l'air sceptique, et surtout quand ils sont émus. Quant aux Anglais, ils étaient flattés, et le manifestèrent avec quelque énergie. Pour nous, nous approuvions leur orgueil. Nous avions encore dans la mémoire de vieux chiffres appris aux écoles, retrouvés depuis partout. Dans l'Angleterre proprement dite, — *England and Wales*, — la population était en 1840 de 16 millions. Elle atteignait 20 millions en 1860, 25 millions et demi en 1880 ; en 1890 elle était de près de 30 millions. L'accroissement a été pro-

portionnel dans le reste du royaume-uni, si on néglige les pertes que l'émigration a fait subir à l'Irlande. Actuellement la population totale y est de 38 millions : si elle continue à grandir ainsi, elle sera de 88 millions en 1960.

Nous voyions ainsi dans l'avenir le flot anglo-saxon grossir, et déborder sur le monde. Le lendemain, les rapports statistiques du *General Registrar* d'Angleterre et de Galles nous tombèrent entre les mains.

Un mot d'abord sur ces rapports, qui sont admirablement faits. Il n'existait pas en Angleterre, avant 1837, de registres de l'état civil. C'était le clergé qui inscrivait les naissances, les morts, les mariages. Aussi, quand en 1836 un acte du parlement attribua ces fonctions à un administrateur spécial, résidant dans chaque district et communiquant ses registres à un office central établi à Londres, ce clergé fit-il entendre de grandes protestations. Il craignait beaucoup que les fidèles, trouvant suffisantes les déclarations de naissances faites au *Local Registrar*, ne se déshabituaissent du baptême ; puis, c'était lui qui jusqu'alors avait bénéficié des sommes versées pour la délivrance des certificats de naissance, de mort, de mariage. L'archevêque de Canterbury déclara inquisiteur une loi qui violait le secret des familles, et dont l'exécution, assurée par de lourdes pénalités (ceci n'était pas exact), serait ruineuse pour les pauvres. Un autre ecclésiastique anglican disait bonnement : « Cela ne marchera jamais, c'est du rêve pur. Comment le bureau central arrivera-t-il à classer les 88,000 papiers séparés qui lui arriveront par an ? » Collationner 88,000 bulletins, cela lui paraissait dépasser la puissance d'un bureau de statistique. Il dut être très étonné : cette même année 1837 le bureau, à peine créé, reçut 958,000 de ces effrayants petits papiers, et les classa fort bien. Il en reçoit le double maintenant, plus de dix-huit cent mille, et s'en tire tout aisément. Les rapports du *General Registrar*, sir Bridges P. Henniker, sont des modèles de méthode et de lucidité : on y découvre des choses fort instructives et faites pour modifier singulièrement certaines idées.

De 1837 à 1878, la proportion des naissances pour mille personnes alla en augmentant. Si on prend la moyenne décennale de 1850 à 1859 cette proportion était de 34 pour 1,000 ; de 1860 à 1869 elle monte à 35,1, de 1870 à 1879 à 35,5. Il faut cependant remarquer dans le dernier tableau un ralentissement du mouvement de croissance : de la première de ces périodes à la seconde, la natalité augmente d'une unité un dixième ; de la seconde à la troisième, d'une demi-unité seulement. C'est que déjà, dans cette dernière période, les naissances ont commencé à diminuer, et ce mouvement de chute continue d'une manière régulière, sans un



arrêt. En 1879 on n'était déjà plus qu'à 34,7, en 1880 à 34,2; cinq ans plus tard, en 1884, à 33,3; six ans plus tard, en 1889, à 30,5 (1).

Dans le reste du royaume-uni le même phénomène s'est produit. En Écosse, en 1878, la proportion des naissances était de 34,3 pour 1,000 personnes vivantes. Elle est tombée en 1888 à 30,5. En Irlande elle est tombée de 32,1 en 1878 à 22,9 en 1888. Pour l'ensemble du royaume-uni, elle était de 33,3 en 1879, dix ans plus tard, elle est de 29,6.

Ainsi le mouvement de chute est continu. Dans le résumé du rapport on lit chaque année: « Cette proportion est la plus basse que nous ayons vue depuis 1837. » La phrase est d'usage maintenant, le compositeur pourrait l'avoir toute préparée dans son cahier.

Le phénomène étant bien constaté, il est intéressant de savoir quelle cause le produit.

Les maladies et la misère ont-elles affaibli la race, la moralité est-elle moins grande? L'Anglais, obligé de peiner plus rudement pour se nourrir, épuisé par une diathèse héréditaire, est-il obligé de garder pour vivre lui-même les forces qu'il consacrait auparavant à perpétuer sa famille? En d'autres termes, est-ce l'animal reproducteur qui a dégénéré? A l'examen cela paraît impossible. La moralité semble avoir gagné, puisque, pour mille naissances, la proportion des naissances d'enfants naturels a baissé de moitié depuis quarante ans. L'instruction s'est répandue. En 1840, 754 personnes avaient déclaré sur les registres de mariage d'Angleterre et Galles ne pas savoir signer. En 1889, on ne retrouve que 168 fois cette mention. Il n'y a pas eu de guerre atteignant directement et douloureusement la nation, la fortune publique a augmenté, le prix des subsistances a diminué. Si l'on répartit par tête le total des comptes liquidés au *Clearing-house* de 1870 à 1879, on trouve un chiffre de 218 livres sterling. Entre 1880 et 1889 cette moyenne s'élève à 226 livres. Le *quarter* de grain, dont le prix moyen était de 51 shillings pendant la première de ces périodes, est tombé dans la seconde à 36 shillings. Ainsi le bien-être général s'est accru de toute façon et la meilleure preuve en est encore dans l'abaissement de la mortalité: la proportion des décès pour 1,000 personnes a baissé de 22,4 pour la période 1841-1850 à 18,8. On a déjà remarqué que les victoires sur la mortalité coïnci-

(1) Voici d'ailleurs les chiffres complets pour cette période: 1880, 34,2 pour 1000; 1881, 33,9; 1882, 33,7; 1883, 33,3; 1884, 33,3; 1885, 32,5; 1886, 32,4; 1887, 31,4; 1888, 30,6; 1889, 30,5.

daient généralement avec une diminution des naissances, mais une simple remarque n'est pas une explication : ce qu'il faut découvrir, c'est comment, par quel mécanisme les naissances diminuent. D'ailleurs, en Angleterre, le mouvement de chute de la natalité va plus vite que la décroissance de la mortalité. Nous avons vu que les freins naturels : maladie, misère, déperdition des forces intimes de la race, n'ont pas eu ici d'action. Toutes les hypothèses ayant été éliminées, il n'en reste plus qu'une : il faut que ce soit la volonté même des reproducteurs qui ait restreint le nombre des êtres humains appelés à la vie. Or, par une coïncidence significative, la diminution des naissances commence un an juste après l'ouverture, en 1877, de la célèbre campagne malthusienne menée par M<sup>me</sup> Annie Besant et M. Charles Bradlaugh. Cette campagne n'a pas créé la situation, mais elle a eu un grand retentissement, précisément parce qu'elle érigeait bruyamment en dogme une coutume qu'on commençait à pratiquer en secret.

## I.

De M. Charles Bradlaugh nous ne parlerons pas. Ses efforts longs et renouvelés pour la diffusion des doctrines athéistes en Grande-Bretagne, ses refus sonores et successifs de prêter, comme député, serment de fidélité à la reine sur la Bible, parce qu'il ne croyait pas au caractère divin du livre, ont fait connaître au public français son nom, et quelques-uns des traits de sa vie. Mais il est peut-être utile de lui présenter M<sup>me</sup> Besant.

Quand, à l'occasion de sa campagne malthusienne, M<sup>me</sup> Besant fut traduite devant les tribunaux anglais, elle n'avait pas trente ans. Elle en a donc quarante-quatre maintenant. Récemment, on le sait, elle s'est convertie au théosophisme, et même, succédant à M<sup>me</sup> Blavatski, elle est devenue le « mahatma, » la papesse de cette nouvelle religion. Ce n'est pas là le moins curieux de ses avatars, et nous en raconterons peut-être un jour l'histoire : nous étudierons alors soigneusement ses antécédents héréditaires au point de vue religieux. Dès aujourd'hui, il est nécessaire de remarquer qu'ils sont très complexes. Sa famille, apparentée à lord Heatherley, est honorable et ancienne. Son père, le docteur Wood, qui habitait Londres, était un homme intelligent, instruit, passionné de lettres, surtout de lettres anciennes, et si parfaitement et solidement sceptique qu'à son lit de mort, il repoussa le prêtre que sa mère, catholique ardente, lui avait envoyé. Ce fut de lui que sa fille hérita l'ardeur de savoir et l'esprit d'examen, mais il ne put la diriger et la guider, car il mourut en 1852, lorsqu'elle était âgée de cinq ans à peine. M<sup>me</sup> Wood demeura veuve, sans fortune, avec

deux enfans, et pour subvenir à leur éducation s'installa à Harrow, où, grâce à la bienveillance du docteur Vaughan, qui était alors *headmaster* du collège, elle prit en pension des écoliers. C'était une Irlandaise protestante, ardente, mystique, visionnaire. « Elle avait, dit sa fille, une forte dose de superstition celtique. » L'affection dont elle entoura ses enfans fut si brûlante et désordonnée que miss Marryatt, la sœur du romancier, rigide évangéliste, et amie de la famille, s'en inquiéta pour la jeune fille et obtint d'être chargée de son éducation. Elle éleva sa pupille avec une religieuse sévérité, lui enseigna l'horreur des bals, des théâtres, des amusemens mondains. Le dimanche, la seule distraction était de deviner des énigmes « bibliques » et de faire l'école aux petits malheureux. Un beau jour, M<sup>me</sup> Wood s'effraya de la roideur de l'éducation donnée à sa fille, et la rappela près d'elle. Elle la fit danser avec les *juniors* du collège d'Harrow, l'adora, et lui laissa la bride sur le cou. La jeune fille en profita pour lire Dante, et aussi les pères de l'église. Même elle se passionna si bien pour le catholicisme que, sans les preuves données par Pusey que l'église anglaise peut être catholique sans être romaine, elle serait devenue papiste. Catholique, miss Wood fût entrée au couvent et aurait pris pour époux Christ, l'époux éternel : anglicane, elle épousa un pasteur « pour se rapprocher de Dieu. » Et ce fut ainsi que le révérend Frank Besant devint son mari.

Or, le révérend Frank Besant était un clergyman anglican, conventionnel et conservateur, mais nullement une créature angélique. Quand M<sup>me</sup> Besant eut fait cette découverte, elle perdit, en même temps que tout amour pour lui, la moitié de sa foi chrétienne. Une grave maladie d'un de ses enfans lui en fit perdre le reste : « Dieu peut tout, il est bon, et il permet la souffrance ! » Cette idée la jeta dans une agonie de doute si terrible qu'elle en tomba malade. Elle s'entoura de livres théologiques pour fortifier sa religion, lut Robertson, Stopford Brooks, Bampton, et n'y trouva que de nouveaux sujets d'inquiétude. Longtemps elle se raccrocha désespérément à cette croyance : « Au moins, il est impossible que Christ ne soit pas Dieu ! » Puis elle la sentit s'écrouler à son tour. Alors, elle alla se jeter aux pieds du docteur Pusey, le vénérable chef du *High Church*. — « Je ne crois plus en Jésus-Christ ! — C'est un blasphème, dit Pusey ; il faut éloigner de vous même l'idée d'un tel doute. Lisez Bampton. — Mais je l'ai lu, et bien d'autres encore. — Ah ! vous n'avez que trop lu, malheureuse, s'écria Pusey, le démon de l'orgueil intellectuel vous possède, vous êtes perdue à jamais. » Le dernier lien qui la retenait au christianisme était rompu. Elle partit pleine de mépris pour ce prêtre qui lui disait de croire aux enseignemens de l'Église, parce

que Jésus l'ordonnait ainsi, quand c'était du droit même de Jésus à donner un tel ordre qu'elle doutait. Elle lut Renan, Strauss, Auguste Comte, évolua rapidement vers l'athéisme. Son mari voulut la forcer à respecter au moins les formes extérieures du culte, il lui donna, écrit-elle, à choisir entre « l'hypocrisie et l'expulsion. » Elle choisit l'expulsion.

Elle partit, emmenant avec elle la fille née de son mariage et pour laquelle elle montra toujours les plus tendres sentimens. Plus tard, son mari lui en fit retirer la garde : elle la réclama àprement et à plusieurs reprises. A travers son existence vagabonde elle conserva toujours un grand instinct de dévouement maternel et féminin ; elle demeura honnête et nul n'accusa jamais sa vie privée. Cependant il lui fallait donner libre exercice à son dévorant esprit. Il existait alors une agitation antireligieuse, connue sous le nom de mouvement séculariste, dirigée par M. Bradlaugh et à laquelle l'arrivée des réfugiés socialistes français, échappés à la répression de l'insurrection communaliste de 1871, avait donné une nouvelle vigueur. M<sup>me</sup> Besant y prit part.

Vous connaissez ces esprits, parfois si séduisants, à qui manque malheureusement la faculté supérieure de direction que le vulgaire appelle le jugement. Ils ne parviennent jamais à accorder leur raison et leurs sentimens. Ils sont religieux d'instinct, car ils ont un très grand besoin d'aimer, c'est-à-dire de croire. D'autre part, leur intelligence très vive, éprise de ce qui est net, bien que se contentant facilement des apparences de la netteté, les pousse à examiner les raisons de leur cœur et à les condamner s'il semble qu'elles le méritent. Ils restent quelque temps dans un état d'équilibre instable entre ces deux pôles moraux, puis sont attirés violemment par l'un d'eux. L'autre cependant continue à agir et fait sentir son influence. Il en fut ainsi pour M<sup>me</sup> Besant. Quand, après une grande lutte intérieure, elle eut rompu violemment, non pas seulement avec le conformisme anglican, mais avec toute idée religieuse, il demeura encore en elle des traces brûlantes de son ancienne foi ; la preuve, c'est qu'après avoir écrit un éloge d'Auguste Comte, elle ne devint pas positiviste, mais athée, ce qui est fort différent, puisque l'athéisme n'est guère qu'une religion à rebours et transitoire à laquelle on ne se tient pas : on le vit bien plus tard quand M<sup>me</sup> Besant évolua vers le théosophisme parce que le surnaturel en est romanesque. Mais du temps même de son athéisme, deux signes montrèrent toujours l'état de son âme : elle poussa au plus haut point l'esprit de prosélytisme et l'esprit de charité. En cela elle diffère de M<sup>me</sup> Ackermann qu'on serait tenté de lui comparer, mais qui se contentait d'exprimer en vers un peu gonflés, et dont la forme n'était pas bien à elle, une haine toute théorique de

la divinité. Elle avait le *go*, comme disent les Yankee; elle alla, publia, prêcha. Elle écrivit d'abord pour une revue libre penseuse un certain nombre d'articles réunis depuis sous ce titre : *Mon passage à l'athéisme*. En 1874, elle fit la connaissance de M. Bradlaugh et collabora sous le pseudonyme d'Ajax au journal qu'il venait de fonder, *le National Reformer*. Puis elle s'associa avec lui pour la direction de la *Librairie de la libre pensée* et devint ainsi l'éditeur responsable de livres qui, dans un pays religieux, devaient paraître parfaitement effroyables. En même temps, elle faisait des lectures. Indomptable et fanatisée, elle courut l'Angleterre, l'Écosse, et devint la conférencière la plus renommée du royaume-uni. Ses ennemis les plus décidés reconnaissent qu'elle a le don de l'éloquence populaire : une parole très facile, très chaleureuse, apte à énoncer des idées déjà connues. Elle avait eu le talent de rester femme, quoique auteur; avec un beau front, des yeux brillants, une bouche souriante et bonne, on sait toujours être jolie. Joignez à cela qu'elle s'habillait d'une façon seyante; sa personne illustrait sa doctrine au lieu de la ridiculiser, chose rare. Elle eut de grands triomphes. Au congrès international socialiste de Paris, elle lutta contre le grand agitateur John Burns, celui qui a la réputation, en Angleterre, de savoir le mieux « empoigner » une foule, et le vainquit. Un autre jour, à Bernsley, lors d'une grève de mineurs, elle monta à la tribune, déclara aux grévistes qu'ils étaient dans leur tort, et, ce qui est presque incroyable, les persuada. Ils applaudirent et le lendemain se rendirent au travail. Voilà pour le prosélytisme. Ce fut aussi un sentiment de charité faussé qui lui fit prendre la direction du mouvement malthusien. Pour un positiviste, la charité chrétienne est une faute, puisque le devoir est de supprimer la misère et non de la pallier par des dons inutiles. M<sup>me</sup> Besant voulut empêcher les malheureux de procréer des malheureux. Il faut remarquer que depuis Malthus un certain nombre de philosophes et de publicistes avaient continué à soutenir ses principes. On peut citer parmi eux Stuart Mill et plus récemment Owen et le docteur Carlyle, auteur du *Livre de toutes les femmes*. Mais M<sup>me</sup> Besant et M. Bradlaugh voulurent s'adresser à un plus grand public, vulgariser la théorie demeurée jusque-là en Angleterre à l'état de pure spéculation. En 1877, ils publièrent une petite brochure intitulée : *les Fruits de la philosophie*, conseils aux jeunes mariés. Le livre n'était pas d'eux, mais d'un auteur anonyme qu'on sut depuis être un certain docteur Knowlton. M<sup>me</sup> Besant le jugeait insuffisant et médiocre, mais quand la justice le poursuivit pour obscénité, elle revendiqua hautement, ainsi que son associé, sa responsabilité d'éditeur. Ils déclarèrent qu'ils partageaient les doctrines énoncées et se laissèrent traduire devant le banc de la reine. Le procès



eut un immense retentissement. Suivant l'usage, les accusés attaquèrent au lieu de se défendre et les journaux répandirent les doctrines incriminées en les exposant. M<sup>me</sup> Besant se défendit elle-même. Invoquant l'exemple de la France, où les familles, affirma-t-elle, sont volontairement restreintes, et où cependant l'amour filial et l'esprit de famille sont des traits caractéristiques de la nation, elle proclama la moralité du but malthusien. Enfin, très maîtresse d'elle-même, elle termina par ces mots : — « Vous ne me connaissez pas beaucoup, je le sais, mais vous pouvez me juger par mes paroles ici, par ma tenue devant vous. Eh bien ! osez-vous dire que j'aie l'air d'une femme corrompue qui veut corrompre ? Condamnez-moi, jetez-moi dans une prison, joignez-moi à ce troupeau de malheureuses dissolues et dépravées dont le langage même me causera une agonie... une agonie telle que je ne trouve pas de mots pour l'exprimer. Dans cette prison, je continuerai mon œuvre, parmi ces femmes dégradées, oui, parmi ces femmes. Est-ce que vous croyez me déshonorer avec votre verdict de culpabilité ? J'ai mon passé pour moi, contre vous... Si vous nous condamnez, nous en appellerons à une cour plus haute, à un plus grand jury, nous en appellerons de vous au monde civilisé, de cette barre à la barre de l'opinion publique, qui, quelle que soit votre décision, dira : « Non coupables. » Nous en appellerons à l'histoire qui nous jugera tous quand nous aurons passé et qui se souciera peu de votre propre jugement. Pesant les choses du fond de l'éloignement des siècles, elle dira que l'homme et la femme debout en ce moment devant vous qui, connaissant la misère de leur temps, les souffrances de leurs frères, unirent leurs mains et leurs vies pour apporter le salut au foyer du pauvre, méritèrent bien de leur époque et de leur génération. Elle dira : « Ils ont bien fait. » Et peu importera ce que vous, vous aurez dit. »

Des applaudissemens éclatèrent. M<sup>me</sup> Besant et M. Bradlaugh n'en furent pas moins condamnés « à être emprisonnés dans la geôle de Sa Majesté à Holloway durant six mois de calendrier qui seront comptés à partir du premier jour qu'ils seront mis en ladite geôle, et aussi à payer à Notre Souveraine Dame la Reine la somme de 200 livres chacun en bonne monnaie légale de Grande-Bretagne. Devant de plus les deux condamnés donner sécurité sur leur propre signature pour la somme de 500 livres, et deux suffisantes cautions pour la somme de 200 livres, le tout devant garantir leur bonne conduite pendant deux ans, lesquels seront comptés à partir de l'expiration desdits six mois d'emprisonnement. » Il faut ajouter bien vite que M<sup>me</sup> Besant donna caution, mais ne fut pas incarcérée.

Aussitôt sortie du tribunal, M<sup>me</sup> Besant, ainsi qu'elle l'avait an-



noncé, continua son œuvre. L'éclat du procès avait fait vendre 100,000 exemplaires des *Fruits de la philosophie*. Malgré cela, elle en arrêta la vente et remplaça cette brochure bâtive par un petit livre écrit par elle et qui se vendit encore mieux. Ce livre était la *Loi de la population*, traduit maintenant en allemand, en italien et en russe, et qui a donné à son auteur une célébrité singulière que sa retentissante conversion a confirmée.

Après avoir rappelé les efforts faits par ses prédécesseurs, Stuart Mill, Carlyle, Knowlton, Owen, M<sup>me</sup> Besant déclare que tout reste encore à faire tant qu'on n'a pas porté la doctrine salutaire à ceux-là seuls qui en ont besoin, aux pauvres, par un livre clair, énergique, et à bon marché. Tel est le but de la *Loi de la population*, prix 6 pence. Et elle pose tout de suite, sans discuter, le principe de Malthus, à savoir que la population ne peut s'accroître au-delà de ce que permettent les subsistances, mais qu'elle s'élève toujours jusqu'à cette limite extrême. Conséquence, la misère. Remarquez cet esprit de foi de M<sup>me</sup> Besant. Elle ne songe pas une minute à se demander si le principe est vrai, à ouvrir une statistique démographique pour examiner si bien vraiment « la croissance des générations humaines suit une progression géométrique. » Cette formule a l'air scientifique, cela lui suffit. M. Dumont (1), dans un récent ouvrage, observe que les familles aristocratiques anglaises, jouissant de revenus énormes, n'auraient aucune raison pour ne pas s'être développées suivant cette loi, si bien qu'une seule remontant à l'an 1000 devrait avoir aujourd'hui 17 milliards de descendants. Or, elles s'éteignent si vite, au contraire, qu'il n'existe plus aujourd'hui que vingt-quatre paires, sur trois cent soixante-douze, dont les titulaires remontent au x<sup>v</sup> siècle. M<sup>me</sup> Besant n'a pas eu l'idée de cette preuve par l'absurde. Elle ne s'est pas demandé non plus pourquoi dans l'empire romain la population avait diminué tandis que grandissait la richesse publique. Elle avait besoin d'une croyance, elle a cru en Malthus, et s'est mise à prêcher son évangile sans lui faire subir un examen trop approfondi.

« Des freins puissans, dit-elle, le vice, la misère, la maladie, arrêtent le flot montant des générations. Mais chaque progrès de la civilisation tend à empêcher ces freins d'agir. Chez les peuples primitifs, la faim, la saleté, l'abandon des vieillards, l'infanticide, la guerre, qui tue les vigoureux jeunes gens, les beaux reproducteurs, arrêtent la croissance exagérée de la population. Mais actuellement, que se passe-t-il ? Des hommes, des femmes, des enfans qui à

(1) Dumont, *Dépopulation et Civilisation* ; Lecrosnier.

l'état sauvage eussent été condamnés à mort, voient leur vie prolongée par la civilisation ; les malades et les vieillards, on les soigne tendrement dans les hôpitaux, leurs parens les sauvent au lieu de les tuer ; les débiles, on les porte ; les boiteux, on leur adoucit la route : à tous, on défend de mourir. La population d'Angleterre croît de 200,000 âmes par an. Elle atteindra 88 millions en 1960.

« Est-ce un bien ? vous vous enorgueillissez de votre fécondité ! mais réfléchissez donc, malheureux ! 200,000 naissances par an ?.. Dans dix ans, là où 100,000 cherchent maintenant de l'emploi, il en viendra 120,000 : là où 100,000 prennent leur nourriture, leur chauffage, leur vêtement, il en viendra 120,000. Le prix de la viande a déjà monté, il montera encore ; le grain coûte aussi plus cher. Et ce n'est pas seulement le prix des choses qui augmente, c'est leur qualité qui diminue. Allez dans les quartiers pauvres de Londres, entrez dans une boutique et voyez : sucre douteux, beurre inquiétant, lait bleu, légumes flasques, sans compter le poisson, répugnant à l'œil et à l'odorat, et les *faggots* vénéneux. Vous étonnez-vous maintenant de la pâleur hagarde des misérables que vous rencontrez ? C'est avec ça qu'ils se nourrissent. Ils boivent ? Il le faut bien, puisqu'ils se nourrissent si mal, mais quelles boissons ! »

Et elle continue son effrayant tableau avec une énergie extraordinaire. Ses argumens sont faux, nous l'avons vu tout à l'heure, puisque le prix des grains a baissé d'un tiers, mais elle se soucie moins d'examiner leur valeur que de les accumuler. Elle montre cette foule blême prenant d'assaut les taudis trop petits, logeant à quarante dans quatre petites chambres, s'empoisonnant de sa propre odeur dans de suffocans ateliers où hommes, femmes, enfans, meurent à demi pour continuer à vivre. Et croyez-vous que les campagnes soient plus favorisées ? Certes, sous la fraîche brise qui souffle, avec ces prairies vertes où les enfans peuvent jouer, la santé est meilleure, mais les salaires sont bas, les maisons encore plus sales qu'à Londres, et plus encombrées. Quant aux mœurs, écoutez l'évêque de Manchester : « La modestie doit être une vertu inconnue, la décence une chose inimaginable, dans une petite chambre où les lits ont été serrés les uns contre les autres autant qu'on l'a pu, où père, mère, petits enfans, adolescents, grands garçons et grandes filles, — deux et quelquefois trois générations, — vivent dans la plus complète promiscuité, où toutes les opérations de la toilette et de la nature, s'habiller, se déshabiller, naître et mourir, sont accomplies par chacun sous les yeux de tous, où des enfans des deux sexes jusqu'à quatorze ans, et

même souvent jusqu'à un âge plus avancé, occupent le même lit, où toute l'atmosphère est sensuelle, où l'homme est descendu plus bas que le cochon. »

M<sup>me</sup> Besant imite d'ailleurs la franchise de l'évêque anglican. Elle décrit les suites terribles des relevailles de couches trop prématurées auxquelles la nécessité de gagner son pain soumet l'ouvrière, et, traduisant les termes médicaux en langage populaire, explique que les grossesses trop fréquentes sont aussi une des grandes causes des maladies féminines... Est-ce donc bien, est-ce donc moral, de ruiner sa santé pour répandre la misère autour de soi ? Non, c'est une perversion qui pousse les époux à fermer les yeux sur les tristes conséquences qu'entraîne l'accroissement indéfini de leur famille. Cette sorte d'intempérance est aussi immorale que l'intempérance dans la boisson. Du reste, trop souvent, les conséquences de la maternité, c'est le crime. Le docteur Lankaster a dit « qu'à Londres seulement, il existe 16,000 femmes qui ont tué le fruit de leurs entrailles ; » et le docteur Atwood, de Macclesfield, a avoué « que fréquemment il avait la preuve, sinon légale, au moins morale, que les femmes se débarrassaient de l'enfant qu'elles portaient, mais qu'à ce point de vue Macclesfield n'était pas pire que les autres villes manufacturières. » — Ainsi la misère, la maladie, le meurtre, tels sont les résultats de cette belle augmentation du nombre des vivans. Au lieu de laisser agir ces aveugles, ces horribles freins qu'on a traités de naturels et parfois de providentiels, ne pourrions-nous trouver quelque chose ? La science ne nous aidera-t-elle pas ! L'homme raisonnable et civilisé doit-il comme la brute s'incliner devant la nature aveugle et méchante ? N'y a-t-il pas de salut pour le pauvre ?

A cette question Malthus a répondu : Attendez pour vous marier d'être en mesure de nourrir vos enfans, et mariez-vous le plus tard possible pour en avoir le moins possible. Étrange remède ! L'homme supérieur, prudent, intelligent, ne produirait qu'une petite postérité ; l'homme imprévoyant et léger ne limiterait pas la sienne. Ajoutez que le résultat immédiat serait d'aggraver la plus honteuse maladie du siècle, la prostitution. L'homme n'est pas fait pour vivre seul. Admettons même pour un instant que la plaie sociale dont on vient de parler n'existe pas, que l'homme et la femme restent chastes. Leur perfection apparente ne sera qu'une monstruosité ; ils sont faits pour être époux, et le célibat est un état inférieur. Les célibataires meurent vite, ils sont maladifs, craintifs, nerveux, ils peuplent les hôpitaux d'aliénés. Ne parlons pas d'autres affections que M<sup>me</sup> Besant nous décrit. Elle ne recule devant rien : le moyen de Malthus est récusé ; reste donc ce qu'elle

appelle la prudence conjugale. Ici il faut renoncer à la suivre : quand elle emploie l'expression gréco-latine, elle la traduit toujours afin d'être comprise de tous, des intelligences les moins exercées, les plus obtuses. Limiter sa famille, dit-elle, n'est pas plus antinaturel que de se défendre de la maladie par la médecine ou de la foudre par un paratonnerre. Et si l'on parle maintenant d'immoralité, il est permis de demander ce qu'est la morale, sinon le devoir de faire le plus grand bien au plus grand nombre. M<sup>me</sup> Besant l'avoue pourtant, dans certains cas, le vice deviendra plus hardi, quelques femmes seront moins chastes. Après ? ne peut-on préférer l'impureté de quelques-unes à la mort de beaucoup ? et d'ailleurs les Anglaises sont-elles tombées si bas que seule la peur des conséquences de la faute puisse les préserver de la faute elle-même ? Non, leur pureté, leur orgueil, leur honneur, toute leur féminité enfin, voilà les vrais gardiens de leur vertu. Toute femme dont l'esprit est noble sait être chaste. Quant à parler d'assassinat, non-sens : on ne peut pas tuer ce qui n'existe pas.

On a dit aussi qu'il était bien inutile de limiter la population, puisque la terre pouvait produire plus qu'elle ne fait maintenant, que la vallée du Mississippi, le Canada, fourniraient bientôt d'abondantes moissons. Plaisante consolation pour les déshérités d'Angleterre, de savoir qu'il pousse du blé dans le Nebraska, puisque ce blé, transporté en Europe, coûte trop cher pour eux. Mais ils peuvent passer la mer, courir à ces moissons, les dévorer sur place et rassasier enfin leur faim héréditaire ? Oui, si vous leur donnez d'abord à chacun trois ou quatre cents livres sterling. Émigrer sans un sou, pour faire de la culture, c'est la misère à l'étranger, au lieu de la misère chez soi, voilà tout. Et non-seulement l'argent leur manquera, mais la vigueur. Un Canadien l'a dit au *meeting* du British Association à Plymouth : « Les colonies n'ont pas besoin des enfans dégénérés de vos pauvres. »

Tel est, très résumé et très adouci, ce livre effrayant, faux et convaincu, horriblement choquant sans intention d'obscénité, écrit avec un très grand talent. Nous avons passé sous silence le dernier argument de M<sup>me</sup> Besant, celui qu'elle considère comme devant écraser ses derniers contradicteurs. Les Français seront-ils flattés d'apprendre que cet argument est tout simplement l'exemple de leur pays ? C'est la prudence conjugale, s'écrie-t-elle triomphalement, qui a sauvé ce pays du paupérisme. La proportion du nombre des adultes au total de la population y est la plus large d'Europe, la proportion des individus au-dessous de trente ans la plus petite. C'est donc là qu'il y a le plus de producteurs de la richesse et le moins de non-valeurs. Il en résulte que le produc-

teur moins pressé vit avec un confort plus grand et jouit plus de la vie. Il n'y existe pas moins de cinq millions de propriétés au-dessous de six acres, chacune est capable de nourrir une famille, à condition que cette famille soit petite. C'est à ces paysans indépendans que M. Thiers a emprunté cinq milliards. Croyez-vous qu'ils auraient pu faire de telles économies s'ils avaient eu des familles nombreuses? Cette aisance générale, que nous souhaitons en vain pour notre patrie, la France la doit à la prudence de ces ménages de petits propriétaires. Cette *vertu* est si fortement enracinée maintenant, malgré les foudres de l'église catholique qui la condamne comme un péché, que le docteur Drysdale affirme qu'un prêtre français a prié le conseil du Vatican de changer sa direction : « Ce n'est pas le péché qui est nouveau, a écrit ce prêtre, mais les circonstances qui ont changé. Cette pratique s'est répandue depuis un demi-siècle par la force des choses... Autres temps, autres mœurs, et les lois doivent changer avec celles-ci. »

## II.

N'est-il pas étrange que l'Angleterre nous envie cette diminution du nombre des naissances au moment même où nous nous en inquiétons? C'est qu'en vérité la famille du paysan français est descendue au-dessous de la moyenne, tandis que celle du prolétaire anglais l'a dépassée. Non-seulement la petite propriété est aussi rare en Angleterre qu'elle est fréquente en France; mais cette grande propriété abonde en pâtures où le travail de l'homme n'a que faiblement à s'exercer, en terrains pour ainsi dire de luxe, uniquement réservés à la chasse. Les paysans ne sont donc pas une classe nombreuse. C'est l'ouvrier, l'homme vivant de ses bras, qui forme le fond de la nation. Or, le régime économique auquel celui-ci est soumis l'empêche d'apprendre la prévoyance. Il n'a pas de responsabilité, il touche chaque quinzaine l'argent qu'il gagne; il ne sait pas ce que c'est que de calculer des échéances lointaines. Chose curieuse, et qu'il serait bon de faire observer à quelques socialistes, il est très disposé à s'en remettre de tout à son patron. Quand il a un enfant de plus, il va bonnement lui demander une augmentation. C'est là un fait dont nous avons souvent été témoins.

Il y aurait même lieu de s'étonner du succès de la campagne entreprise par M<sup>me</sup> Besant et M. Charles Bradlaugh, s'il n'existait en Angleterre une classe dont l'importance grandit chaque jour, celle de la petite bourgeoisie, des boutiquiers, comme on l'appelle



assez dédaigneusement. Ses revenus sont faibles, elle aime le confortable et possède l'instinct de calcul qui manque au prolétaire. C'est elle qui a prêté l'oreille aux conseils qu'on lui donnait. Les condamnés du *Queen's Bench* ne négligèrent rien, du reste, pour entretenir l'agitation. Plus de deux cent mille exemplaires du livre de M<sup>me</sup> Besant avaient été rapidement enlevés : ils lancèrent alors le manifeste de la ligue malthusienne. Le président en était le docteur Drysdale, qui est, jusqu'à ce jour, demeuré à sa tête. En même temps apparut une revue mensuelle dont le but était de répandre les doctrines de Malthus, « le divin protestant. » Ce journal imprima d'innombrables petits traités économiques, coûtant un sou, deux sous au plus. Employant les procédés de réclame religieuse des sociétés bibliques anglaises, il fit même distribuer dans la rue de courtes brochures, des extraits de Stuart Mill faisant l'éloge des petites familles, *le Devoir des parens*, du docteur Drysdale, et un petit traité intitulé : *De la prospérité du paysan français*, par Matthew Arnold. Dernièrement encore, lors du voyage de l'empereur d'Allemagne en Angleterre, le programme officiel de sa visite au Guild-Hall contenait une réclame de la ligue pour la *Loi de la population* et même certains avis d'un caractère plus significatif. La revue reçut une foule de lettres très curieuses. Un quaker, qui semble sincère, lui écrivit pour lui donner son approbation. « Si un jeune homme pauvre, dit-il, au prix de rudes combats, s'est conservé pur jusqu'à vingt-cinq ans, et qu'il connaisse une jeune fille qui lui plaise, mais qui n'a aucune fortune, il pensera : « Si je l'épouse, elle aura six ou même douze enfans. Cette belle femme, la maternité et la misère la flétriront. Voilà qui n'est pas bon. Je ne me marierai point avec elle. » Mais, dès ce moment, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, il cessera de mener une vie honnête. »

On le voit par cette lettre, c'est la bourgeoisie, la classe raisonnable, éclairée, qui prétend avoir des mœurs et de la tenue, celle qui a fait précisément à l'Angleterre son renom de décence, qui a compris les instructions du docteur Drysdale. Quant aux classes pauvres, elles sont plus difficiles à ébranler, mais les petits traités continuent à s'éparpiller dans les rues des grandes villes manufacturières. Certains conseillent à la fois les deux sortes de tempérance : Ne pas boire et ne pas avoir plus d'enfans qu'on n'en peut nourrir, tel est le devoir du sage. D'autres, écrits sur le modèle des livres moraux des écoles du dimanche, vous content l'histoire du mauvais citoyen qui osa commettre une famille nombreuse, et dont tous les enfans ont été pendus, condamnés aux travaux forcés ou mis au *work-house*, tandis que son voisin, un homme rai-



sonnable, a eu la joie de voir ses deux uniques descendans arriver aux plus hautes situations. La masse des ouvriers acceptera la doctrine qu'on lui prêche d'autant plus facilement qu'en vertu même des efforts heureux faits pour élever sa moralité, la différence qui existait entre elle et la classe moyenne tend à s'amoindrir. Le travailleur anglais, surtout quand il est affilié à une petite congrégation protestante dont les membres exercent les uns sur les autres une grande surveillance, tient à passer pour un *gentleman*. « Quand vous avez besoin d'un maçon à Londres, nous disait un propriétaire, vous le voyez arriver le matin avec des vêtemens noirs très convenables et du linge immaculé. Il porte son costume de travail dans un paquet, il exige qu'on lui donne une chambre spéciale où il pourra se changer et se laver avant de sortir. » Entre de tels ouvriers et la petite bourgeoisie, il n'y a plus aucune différence. Ils ont pris à celle-ci ses habitudes tranquilles et propres, et l'instinct du calcul. Beaucoup d'Anglais de la classe aisée se félicitent de les voir se convertir aux doctrines de M<sup>me</sup> Besant. Ils s'imaginent que la diminution des naissances empêchera une crise sociale d'éclater. Il est à craindre qu'ils ne se trompent. Aucune décroissance de la natalité n'empêchera jamais celui qui vit de son travail de chaque jour de se demander « pourquoi il y a des gens qui mangent la ration de mille personnes, » et de trouver qu'il pourrait, avec ces rations superflues, nourrir sa famille, si considérable qu'elle fût.

La vérité est que l'Angleterre commence à être congestionnée et qu'elle essaie de se débarrasser de sa population par tous les moyens. Le rapport préliminaire du *Registrar General*, pour l'année 1891, accuse un mouvement d'émigration plus considérable pour les dix dernières années que celui qui eut lieu dans les précédentes périodes décennales. De 1881 à 1891, plus de 600,000 Anglais ont quitté leur patrie sans esprit de retour. Mais cette saignée n'a pas empêché le *restreint* malthusianiste d'agir. Les naissances ont diminué. Elles sont de 288,000 têtes en dessous des prévisions faites d'après la moyenne de 1881. Il faut ajouter que les rapports précédens signalent un phénomène accessoire intéressant. La proportion des personnes mariées pour 1,000 est tombée de 17 en 1874 à 14,7 en 1889; mais ce dernier chiffre est lui-même un progrès sur les années précédentes, où il était plus bas encore. On dirait qu'effrayés des charges qu'ils auraient à supporter, les timides se sont abstenus du mariage; ensuite, les individus mariés se sont abstenus d'augmenter leur famille; et maintenant que cette habitude s'introduit, on va peut-être entrer en ménage plus hardiment.

## III.

Si un affaissement de la natalité existe en Angleterre, et qu'il soit intéressant de le constater, il n'en faut pas exagérer la portée. La situation n'est nullement là ce qu'elle est en France. Il est bien vrai que la natalité a baissé de 5 pour 1,000 depuis quinze ans; qu'il y a, sur les prévisions de 1881, un déficit de 288,000 naissances pour l'Angleterre et les Galles qui contiennent seulement les trois quarts de la population du royaume-uni. Mais qu'on n'oublie pas qu'il y a eu encore 3 millions de naissances, et c'est là un beau chiffre, surtout quand on songe que, dans la dernière période quinquennale, la France s'est enrichie à grand'peine de 200,000 habitants, dus en partie à l'immigration d'étrangers. Le seul fait est celui-ci : il y a tendance de la natalité anglaise à décroître. Seulement, une fois qu'on a excité les instincts égoïstes de l'homme, il est difficile de les réfréner. Actuellement, l'Angleterre ne court encore aucun danger, mais il y a pour elle menace de danger. Au moment même où nous écrivions ces lignes, M<sup>me</sup> Besant faisait, dans une revue anglaise, une solennelle abjuration de sa foi malthusienne. Elle avoue que les conseils qu'elle a donnés ont été suivis, et que les résultats en ont été nuisibles à l'homme et à la race. Peut-être est-il bien tard pour faire une telle confession, maintenant que son livre a été lu par des milliers de personnes, traduit dans toutes les langues, et la ligue qu'elle a formée en pleine action. Elle a encouru une lourde responsabilité. Nous avons exposé, le plus impersonnellement possible, l'histoire du mouvement qu'elle a dirigé. Nous en avons indiqué les résultats. Qu'il soit permis maintenant de dire à cette âme sans équilibre qu'il est bien difficile de lui pardonner l'effrayante légèreté avec laquelle elle a jeté son pays dans une voie dangereuse. C'est une question trop grave, trop complexe, que celle de la population, pour que nous songions même à la discuter ici; mais c'est une obligation absolue de déclarer qu'avoir prêché de gaité de cœur la stérilité du mariage est une œuvre tout simplement monstrueuse.

Il est évident que ne pas diminuer de population est d'un intérêt vital pour un État civilisé; car il deviendrait incapable de se défendre et serait bientôt envahi par ses voisins. Si par impossible cette invasion n'avait lieu par force, elle aurait lieu par infiltration pacifique, lentement, et les résultats n'en seraient pas moins funestes. A des croisemens nombreux avec des individus d'origine ethnique différente les anciens propriétaires du sol perdraient rapidement leurs qualités morales et physiques : ce ne seraient plus des Anglais

ou des Français qui vivraient sur tel territoire géographiquement déterminé, mais une race nouvelle qui aurait peu de chances de valoir l'ancienne, car on connaît les tristes résultats que donne en général le métissage. Il se pourrait même que la race ancienne disparût complètement, *se laissât mourir*, prise d'une invincible tristesse de voir installés, sur ce sol où naguère elle régnait seule, ces étrangers plus ardents, plus aptes à la vie et au bonheur. L'histoire a vu de ces suicides mystérieux et muets de tout un peuple : ainsi disparurent les Étrusques.

Non-seulement une nation ne doit pas diminuer, mais elle a le devoir d'accroître sa population et de la jeter sur les parties de la terre désertes ou habitées par des races inférieures de façon à faire monter le niveau moral de l'humanité. Ces émigrans vivront mieux, la loi est qu'ils réussissent. Il n'en faut pour preuve que l'extraordinaire fortune économique des colonies anglaises de l'Amérique, de l'Australie et de l'Afrique du Sud. Quoi qu'en ait dit M<sup>me</sup> Besant, les Anglais ont continué à émigrer, et ces fils lointains ne sont pas des enfans perdus. Ils ont emporté avec eux leur langue, leurs besoins, leurs habitudes originelles, ce sont les meilleurs cliens de la mère patrie, ils contribuent à la faire prospérer. Laissons, d'ailleurs, de côté ces considérations économiques qui sont connues; ne parlons pas non plus de l'ordre divin : « Croissez et multipliez. » Mais il est des esprits, et non des moindres, qui pensent que peut-être il est bon pour l'humanité que le plaisir soit compensé parfois d'une douleur. La joie de l'amour, la femme doit la payer par l'enfantement, l'homme, par des préoccupations de chaque jour pour nourrir et élever sa postérité ; et c'est là peut-être la seule chose qui justifie et ennoblisse la volupté. L'homme qui n'a pas d'enfans demeure léger, inconstant. La femme, si elle n'est mère, n'a plus guère de but que le plaisir. Il ne suffit même pas que cet homme et cette femme se contentent d'une paternité limitée. C'est un fait trop fréquent que le fils unique ne connaît pas le respect et qu'arrivé à l'âge d'homme, il manque de virilité et d'initiative. Dans les familles nombreuses, au contraire, les enfans s'élèvent les uns les autres. Les parens, de leur côté, négligent moins leur devoir de direction parce que leur affection est moins folle et moins molle. « N'ayez qu'un enfant, dit très justement M. Dumont, vous en êtes l'esclave ; ayez-en six, vous êtes leur maître. » Et il fait remarquer avec raison que ce serait une triste armée que celle qui serait composée de fils uniques, ayant toujours vu l'intérêt de leur conservation passer avant tout autre, n'ayant ni endurance, ni instinct de la solidarité, ni habitude de l'obéissance. La diffusion des principes de la nouvelle école

anglaise provoquerait donc un grave abaissement de la moralité et de la dignité publiques. Et puis, à côté de la question quantité, il y a la question qualité. Vous nous dites que les enfans, moins nombreux, seront mieux instruits, qu'ils vaudront plus. Admettons-le un instant. Il n'en est pas moins vrai que c'est prendre une terrible responsabilité que de supprimer volontairement une chance de donner le jour à l'être qui peut résumer les qualités de la race en les portant à leur degré suprême : à l'inventeur qui trouvera précisément le moyen de faire vivre un plus grand nombre de ses frères, au médecin qui leur donnera une vie moins douloureuse et plus longue, à l'artiste qui leur fera connaître les jouissances les plus hautes de l'existence, celles qui en sont la raison d'être. On découvre trop facilement des lois sociologiques, et quand on les a découvertes on croit avoir tout fait. C'est ici le moment de reprendre contre elle l'argument de M<sup>me</sup> Besant et de dire que, lorsqu'on a vraiment trouvé une de ces lois, on n'est qu'au début de sa tâche. Il faut s'en servir pour le bien de l'humanité, en modifier les effets si cela est utile, les empêcher même d'agir s'ils sont nuisibles. Or on dit maintenant, et surtout en France, que l'abaissement de la natalité est une loi naturelle. Dans une société où tout le monde peut arriver à tout, où les revenus, l'éducation et même les intelligences tendent à s'égaliser, chacun vit pour soi, consomme toute sa substance. Un homme ayant des goûts d'ambition, de luxe et d'esthétique, dépense naturellement beaucoup plus qu'un ignorant dont les goûts peu élevés sont peu coûteux : celui-ci seul a donc assez de superflu pour nourrir de nombreux enfans. En résumé, dans un pays dont la moyenne intellectuelle est supérieure, la natalité doit être faible ; dans un pays à moyenne intellectuelle basse, et où les classes sont des castes dont on ne peut sortir, la natalité doit être élevée : il en est ainsi en Italie, en Autriche et en Russie. Ceci est vrai, mais par cela même que les démocraties en question sont intelligentes, le jour où vous leur aurez démontré qu'elles se nuisent en réduisant au-dessous d'un certain chiffre le nombre des familles, le jour surtout où elles l'auront éprouvé d'une manière sensible, à la suite d'une guerre, ou même d'un simple *manque à gagner* économique, — et c'est le cas de la France, dont le commerce extérieur doublerait si elle avait dans ses colons, comme l'Angleterre, des cliens naturels, — ce jour-là, vous verriez cette démocratie renverser votre loi : car il y a une chose dont les économistes ne tiennent jamais compte, et qui peut à tout instant modifier les faits qu'ils constatent, c'est la liberté humaine.

PIERRE MILLE.

---

LES

## LIVRES D'ÉTRENNES

---

Lorsque l'on a douze ou quinze fois émis des considérations générales sur les *Livres d'étrennes*, il devient assez difficile d'en dire quelque chose de neuf... La faute en est un peu sans doute aux éditeurs eux-mêmes, et nous pourrions leur reprocher qu'ils manquent d'imagination, qu'ils font toujours les mêmes livres, fabriqués à la grosse, comme les « fondans » et les « marrons glacés, » comme les « jouets mécaniques » et les « bébés Jumeau... » Mais le fait est qu'ils seraient encore plus embarrassés que nous de faire du nouveau; qu'au reste, il ne semble pas que leur clientèle en demande; et qu'enfin ils auraient beau en vouloir chercher, ils n'en trouveraient pas. Que si là-dessus nous leur donnions le conseil de ne faire chaque année qu'un livre, un beau livre, à la perfection duquel ils mettraient chacun tout son effort, assurément ils se riraient de nous. Aussi nous garderons-nous de le leur dire ou de vouloir le leur insinuer seulement; et n'imputant aujourd'hui notre stérilité qu'à nous-mêmes, nous demanderons au lecteur de se contenter des renseignemens un peu sommaires qu'il trouvera dans les notes qui suivent.

Livres d'étrennes, en effet, — ou de quelque autre nom qu'on les nomme, — nos lecteurs savent qu'il y en a toujours plus d'undont nous

aimerions à parler plus librement, avec plus d'abondance, plus à loisir surtout pour l'esprit, ou l'intérêt, ou la beauté de l'illustration, mais encore pour la valeur et, si je puis ainsi dire, pour la solidité du texte. Telle est en premier lieu l'*Histoire de France* (1) de M. Victor Duruy, revue, augmentée, et illustrée de six cent vingt-cinq gravures et de huit cartes. C'est dans ce livre que tous les hommes d'environ quarante à cinquante ans ont jadis commencé d'apprendre l'histoire de la patrie commune; et ils ont lu bien des *Histoires de France* depuis lors; ils en ont lu de sommaires et de développées, ils en ont lu qui flattaient leurs passions, ils en ont lu qui les choquaient: je ne crois pas qu'ils en aient lu de plus rapides, ni de plus lucides, ni de plus impartiales. Historien d'instinct, si M. Victor Duruy n'a jamais caché ses opinions particulières et ses préférences individuelles, il n'en a pas moins toujours su mettre la justice au-dessus d'elles; et quand elle n'aurait que ce seul mérite, c'en serait assez pour maintenir son *Histoire de France* en un rang éminent, pour ne pas dire unique. Mais on sait qu'elle en a d'autres, beaucoup d'autres, qu'il nous serait agréable d'énumérer et de louer ici, si nous en avions la place et que, d'ailleurs, ils fussent moins connus. Faute de le pouvoir, bornons-nous donc à féliciter, ou plutôt à remercier la maison Hachette, de l'heureuse idée qu'elle a eue de nous donner de ce beau livre une édition nouvelle, revue, nous le disions, augmentée et ornée de ces illustrations qui sont devenues de nos jours presque indispensables à l'intelligence de l'histoire. N'était-ce pas jadis aussi M. Victor Duruy lui-même qui s'était avisé le premier de faire servir ainsi l'image, — l'image authentique et documentaire, — à vivifier le texte? son *Histoire des Romains*, son *Histoire de la Grèce*, ne sont-elles pas des modèles de ce genre d'illustration? et n'était-il pas naturel que son *Histoire de France*, illustrée enfin de la même manière, publiée dans le même format, vint prendre place dans les bibliothèques à côté de ses aînées?

Nous aimerions encore à parler des *Poésies complètes* (2) de M. François Coppée, réunies en un seul volume par l'éditeur Lemerre, et illustrées de trois cents dessins de M. F. de Myrbach. Mais, en vérité, ne serait-ce pas une dérision? Et si nous avons quelque chose à dire de M. Coppée, de son œuvre en vers, — que nous ne voulons pas croire encore « complète, » — si nous aimerions à en louer l'originalité tout à fait singulière, le caractère d'exactitude et « d'intimité, » et si même nous voulions, comme c'est notre habitude, parmi tous ces éloges, mêler quelques critiques aussi, ne nous permettra-t-on pas d'attendre une

(1) 1 vol. in-8°; Hachette.

(2) 1 vol. in-8°; A. Lemerre.



occasion meilleure ? Disons donc seulement quelques mots des dessins de M. de Myrbach, et que nous serions étonnés si M. Coppée ne les préférerait pas à ceux que l'on a faits, il y a quelques années, pour une autre édition de ses *Œuvres*. Car il serait difficile de mieux entrer dans l'esprit du poète, et de mieux traduire avec le crayon, d'une manière plus fidèle, mais en même temps plus personnelle, ce que ses vers ont de plus original, — et j'ajouterai, sans la moindre intention d'ironie, de plus parisien, s'il est vrai que quelques salons, quelques cafés, et quelques boulevards ne soient pas tout Paris. Voyez plutôt la série des *Humbles*.

C'est aussi de l'illustration qu'il nous faudrait nous réduire à parler dans la nouvelle édition de *L'Invasion* (1), magnifiquement ornée par MM. Marchetti et Paris d'un dessin à chaque page, de vingt-huit planches en couleurs, et de dix-sept planches en noir. Le moyen cependant de ne pas dire un mot en passant de ces *Récits de guerre* ? M. Ludovic Halévy n'a rien écrit que nous préférons, pour notre part, à ces pages dont nous admirions hier encore, après bien des années, en les relisant une fois de plus, l'air de vérité, la simplicité, l'émotion toujours aussi vive et aussi poignante. C'est aux jeunes gens que nous recommandons ce livre. Nulle part ailleurs, dans aucun autre, ils ne trouveront l'impression plus fidèle de temps qu'ils n'ont point vus, qu'ils ne connaissent que par ouï-dire, et dont au surplus il ne nous siérait pas de parler plus longtemps dans ces notes sur les *Livres d'étrennes*. L'illustration, souvent heureuse, n'a-t-elle pas quelquefois, de loin en loin, je ne sais quoi de plus déclamatoire ou de plus théâtral que le texte ? C'est un scrupule que je ne puis m'empêcher de soumettre à MM. Marchetti et Paris.

Le fort beau livre de M. Arsène Alexandre, *Histoire des arts décoratifs depuis le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours* (2), illustré de quarante-huit planches en couleurs, de douze eaux-fortes et de cinq cents vignettes dans le texte, appellerait des observations d'un autre genre. L'auteur y traite successivement, en effet, des « Arts du bois, » des « Arts du métal, » des « Arts de la terre et du verre, » et des « Arts du tissu, » avec clarté, avec agrément, avec méthode, avec compétence, et au nom d'un principe que nous approuverions encore davantage, si l'application qu'il en fait n'avait trop souvent quelque chose d'inutilement agressif. Il a voulu venger les arts décoratifs, — dentelle et faïence, ébénisterie, serrurerie, — du dédain assurément très injuste, pour ne pas dire un peu ridicule, où les tiennent encore quelques théoriciens intransigeants du grand art, et prouver qu'un meuble de Boulle

(1) 1 vol. in-4°; Boussod et Valadon.

(2) 1 vol. gr. in-4°; H. Laurens.

ou un plat de Bernard Palissy sont des chefs-d'œuvre au même titre que le *Jugement dernier* ou la *Vénus de Milo*? On pensera que c'est beaucoup dire, et qu'en vérité trop est trop. « Votre profession? » demandait jadis un président d'assises au vieux Dumas, témoin dans un procès qui se plaidait à Rouen. « Je dirais auteur dramatique, si je n'étais dans la patrie de Corneille, » répondait-il; mais le président, à son tour: « Il y a des degrés en tout. » C'est ce que M. Arsène Alexandre, et son préfacier, M. Roger Marx, semblent avoir un peu oublié. Quand on leur accorderait que tous les arts « sont sortis du besoin que l'homme éprouvait d'orner sa demeure, » — ce qu'il ne resterait d'ailleurs qu'à établir, — il ne s'ensuivrait pas que pour être conforme à son véritable objet, l'art ne dût jamais ni s'élever au-dessus de son origine, ni au besoin s'en séparer. Ils nous disent encore: « L'art est un, seules ses manifestations sont multiples; » ce qui n'est qu'une naïveté, si l'on entend par là qu'un musicien et qu'un peintre sont également des artistes, mais ce qui n'est qu'un sophisme, si l'on veut dire qu'il y ait autant d'invention dans un service de porcelaine de Sèvres, et de style, et de « pensée, » que dans le Tombeau des Médicis ou dans l'École d'Athènes. Je n'aurais pas de peine à montrer à M. Arsène Alexandre et à M. Roger Marx, si j'en avais ici la place, que leurs exagérations de plume vont tout droit contre leur intention, qui est de lier le renouvellement et la prospérité du « grand art » à la prospérité même des arts décoratifs, en quoi je crois qu'ils ont absolument raison... Mais puisqu'enfin l'intention est bonne et louable même, puisque d'ailleurs le livre est bien fait, puisque les partis-pris de l'auteur ne sont qu'une forme de sa compétence et les garans de sa sincérité, nous n'insisterons pas autrement, et en recommandant à nos lecteurs l'*Histoire de l'art décoratif*, il nous suffira d'ajouter que nous leur recommandons l'un des beaux livres qu'on nous ait donnés cette année.

Nous ne leur recommanderons pas moins vivement le très beau livre aussi de M. Henry René d'Allemagne: *Histoire du luminaire depuis l'époque romaine jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle* (1), ouvrage illustré de quatre-vingts planches hors texte et d'un grand nombre de vignettes qui joignent toutes à leur valeur d'art une valeur ou une signification historique précise. Le livre de M. d'Allemagne est quelque chose en effet, sinon de plus, mais au moins d'autre qu'un livre d'art: c'est un livre d'érudition, et, à de certains égards, presque un livre de science. La distribution, qui ne pouvait manquer d'en être claire, en est strictement chronologique. En vérité, c'est un de ces livres où l'on sent tout le pouvoir de l'histoire, et que, pour intéresser les moins curieux d'entre nous, il suffit de les

(1) 1 vol. in-4<sup>e</sup>; Alphonse Picard.

inviter à suivre d'âge en âge l'évolution de la chandelle ou des chandeliers. La lecture du livre de M. d'Allemagne éclairera beaucoup le grand public, et, en raison du nombre et de la nature des documens qu'il y a patiemment rassemblés, les historiens eux-mêmes y trouveront des lumières.

Ils en trouveront moins, mais ils en trouveront peut-être quelques-unes encore, et les dames en trouveront beaucoup dans la lecture du livre de M<sup>me</sup> de Villermont : *Histoire de la coiffure féminine*, ouvrage orné d'une chromolithographie, de nombreuses planches hors texte et de cinq cent soixante-dix gravures dans le texte (1). « Il y a, nous dit l'auteur, une philosophie dans l'histoire du costume et la coiffure en est le résumé. » Nous le voulons bien, quoique sans doute si l'auteur eût écrit une *Histoire de la chaussure*, il n'y aurait qu'un mot à changer dans sa phrase, et elle serait également vraie, ce qui veut dire également fausse. M. Arsène Alexandre nous avait parlé, lui, de la Physiologie du meuble ! Sans appuyer autrement sur cette inoffensive critique, le livre de M<sup>me</sup> de Villermont, avec les nombreuses gravures dont nous avons dit qu'il était illustré, curieux à feuilleter, ne l'est pas moins à lire, étant riche d'anecdotes et de renseignemens de toute sorte. On ne croirait certainement pas avant de l'avoir lu que les femmes eussent inventé tant de façons d'arranger leurs cheveux ni de se mettre sur la tête tant et de si singulières coiffures : bonnet à la candeur, pouf à la saporité, turbans à la Péruvienne et chapeaux à l'ipsiboë. C'est dommage, en vérité, que le livre s'arrête à la date de 1830 ; et un ou deux chapitres de plus, qui ne l'auraient pas beaucoup grossi, ne l'auraient pas non plus déparé.

Étudier ou raconter le passé selon l'ordre des temps, c'est de l'histoire : le raconter ou le décrire au hasard des lieux que l'on traverse, c'est déjà de la géographie. Dans son beau livre : *Autour de Paris* (2), illustré de cinq cents dessins d'après nature par M. G. Fraipont, M. Louis Barron a fait œuvre à la fois d'historien, de géographe, — et de paysagiste. Rien qu'en le feuilletant, plus d'un Parisien se répètera que, décidément, ce que nous connaissons le moins, c'est ce qui nous touche de plus près, et, s'il veut s'en rendre tout à fait convaincu, il lira le texte de M. Louis Barron. Nous avons déjà plusieurs fois signalé, dans *les Fleuves de France* (3), du même auteur, un art très personnel de renouveler des descriptions tant de fois faites, et, pour ainsi parler, de faire lui-même dans le connu de véritables découvertes. Dans ce voyage d'exploration de la grande banlieue de Paris, il n'a pas

(1) 1 vol. in-4° ; H. Laurens.

(2) 1 vol. in-4° ; May et Motteroz.

(3) 4 vol. in-8° ; H. Laurens.

été moins heureux. Le Valois, le « Tour de Marne, » Fontainebleau, la forêt de Fontainebleau, les « Vallées agrestes, » celle de l'Orge, celle de l'Yvette, celle de la Bièvre, Versailles et ses environs, Rambouillet, Saint-Germain, Saint-Denis et la vallée de l'Oise, l'Ile-de-France, en un mot, pour faire à votre tour les mêmes excursions, vous ne sauriez choisir de guide mieux informé ni plus sûr que M. Louis Barron, ou plutôt, non, vous n'avez même pas à vous déranger, et du fond d'un fauteuil, tout ce qui vous échapperait, si vous ne prétendiez vous en fier qu'à vos yeux, vous le verrez dans son livre.

De dire que nous connaissons prochainement l'Afrique centrale aussi bien que l'Ile-de-France, assurément ce serait exagérer : il n'en est pas moins vrai que depuis déjà quelques années les renseignements abondent sur « les Indes noires, » plus circonstanciés, plus précis peut-être, et plus certains, à ce qu'il semble, qu'aucun de ceux que nous ayons sur le continent jaune. On en trouvera de nouveaux encore dans les deux volumes du capitaine Binger : *Du Niger au golfe de Guinée* (1), illustrés d'une carte d'ensemble, de nombreux croquis, et de cent soixante-seize gravures, comme dans le livre de M. Gaetano Casati, traduit par M. Louis de Hessem : *Dix années en Équatoria* (2), illustré de cent quarante gravures et de plusieurs planches en couleur.

Nous n'avons point, sans doute, à présenter à nos lecteurs le capitaine Binger, non plus qu'à exposer ici des « vues » sur l'expansion coloniale de la France. Il faudrait d'abord que nous en eussions ; et en vérité celles des autres nous ont paru jusqu'à présent si troubles, pour ne pas dire si contradictoires, que nous n'en avons encore pu rien dégager d'assez net. Mais cela ne saurait, comme on l'entend bien, nous empêcher de rendre à tant de courageux explorateurs l'hommage de sincère admiration qu'ils méritent pour leur courage, pour leur ténacité, pour leur confiance, pour les services qu'ils ont déjà rendus, pour les espérances, enfin, qu'ils ont fait naître et qu'ils entretiennent. Le capitaine Binger ne sera certainement compté ni parmi les moins hardis, ni parmi les moins heureux. Bien moins encore méconnaissons-nous l'intérêt scientifique ou même vraiment philosophique de ces grandes, patientes, et pénibles explorations. Quand elles n'habitueraient l'esprit qu'à sortir un peu des frontières où le renferme trop souvent une éducation trop étroite, et de loin en loin à songer que nous ne sommes pas les seuls hommes, ce serait déjà quelque chose. Mais on sait assez ce que la science proprement dite, et notamment l'histoire naturelle, ce que l'ethnographie surtout, ce que la linguistique, ce que l'histoire des religions, — toutes choses liées étroite-

(1) 2 vol. in-4° ; Hachette.

(2) 1 vol. in-4° ; Firmin-Didot.

ment entre elles, — ont tiré déjà de profit, ce qu'elles doivent aux explorateurs du continent noir. Dans les deux volumes du capitaine Binger, les détails de cette nature abondent. Nous voudrions que quelqu'un les y reprît, les joignît à tant d'autres, épars un peu partout, les ordonnât, les discutât et se proposât enfin la tâche, qui serait laborieuse, mais qui ne serait pas sans gloire, d'en former un ensemble et un tout. N'est-ce pas, dira-t-on, ce que M. Élisée Reclus a fait dans sa belle *Géographie de l'Afrique*? Assurément, mais nous voudrions quelque chose d'autre, où la description des lieux occupât moins de place, où l'on mit surtout en lumière ce que la connaissance des races de l'Afrique nous apprend sur les origines de la civilisation, sur l'évolution des langues et des religions, sur la psychologie enfin de l'humanité primitive.

Le livre de M. Gaetano Casati n'y serait pas d'un médiocre secours, si l'on fait attention que l'auteur, ancien officier de l'armée italienne, parti de Gênes au mois de septembre 1879, et de Souakim au mois de janvier 1880, était encore à Bagamoyo au mois de décembre 1889. Cela fait bien dix ans de séjour et d'aventures en Équatoria, pendant lesquels il s'est trouvé presque constamment mêlé de sa personne, selon l'expression de son traducteur, à « de tragiques et retentissans événemens. » Gordon, Stanley, Emin-Pacha, tiennent en effet, dans ce livre une place considérable. Mais que veut dire M. de Hessem quand il ajoute qu'on n'y trouvera point les « émotions multiples des relations habituelles de voyages, » et comment l'entend-il en nous parlant de son importance « au point de vue de l'histoire, de la géographie et de l'ethnographie? » La psychologie du lecteur de relations de voyages a changé, elle aussi, depuis tantôt vingt-cinq ans, et ce que nous attendons des explorateurs, c'est justement ce qu'il y a dans le livre de M. Gaetano Casati. Il ne s'agit plus aujourd'hui de chasses à l'éléphant, ni des danses de l'Ounioro : on demande quelque chose de plus *vu*, si je puis ainsi dire, de moins superficiel, de moins *pittoresque* si l'on veut, en un sens, mais de plus instructif.

C'est le mérite encore du livre de M. Paul de Rousiers sur *la Vie américaine*, ouvrage illustré d'une héliogravure, de dix-sept cartes ou plans, et de trois cent vingt gravures (1). Nous n'avons pu que le parcourir, mais nous serions bien trompés si ceux qui le liront moins rapidement n'y trouvaient pas, — dirons-nous une Amérique nouvelle? — mais à coup sûr une Amérique assez différente de celles qu'ils croient connaître. La disposition y est de quelque chose, et tel est en tout le pouvoir de l'ordre, qu'au lieu de nous promener

(1) 1 vol. in-4°; Firmin-Didot.

d'abord à sa suite par les rues de New-York et de Boston, il a suffi à M. de Rousiers de nous conduire au milieu des réserves indiennes, en plein Oklahoma, pour nous donner, avec celle de la civilisation naissante, la sensation d'une Amérique à peu près inconnue. « La meilleure façon de mettre en lumière la vie américaine, nous dit M. Paul de Rousiers, c'est de décrire d'abord ce Far-west, où elle se montre aux prises avec toutes les difficultés d'une nature inculte, où elle profite aussi de toutes les ressources d'une nature vierge... C'est dans les contrées de l'ouest que se manifestent avec le plus d'énergie les qualités et les défauts de ce peuple extraordinaire; c'est là qu'on peut mieux prendre sur le fait les causes qui ont produit son développement rapide; c'est là qu'on voit agir les éléments qui ont fait l'Amérique ce qu'elle est; c'est là, par conséquent, que se trouve la clef de tout le système social. » Conformément à ce plan, M. de Rousiers nous raconte « comment on ouvre un territoire; » il nous décrit les « ranches du Nebraska; » les grandes « villes de viande, » Chicago et Kansas-City; les grandes fermes, la petite culture, les petites villes, les grandes villes de l'ouest; les villes de blé, comme on les appelle encore là-bas, Saint-Louis, Saint-Paul, Minneapolis; et c'est alors, mais alors seulement qu'ayant ainsi montré la base physique de la vie américaine, si l'on peut ainsi dire, il traite successivement la question industrielle, la question ouvrière, la question politique, pour terminer par un chapitre du plus grand intérêt sur la « situation religieuse aux États-Unis. » Et, pour notre part, nous n'éprouvons pas, nous ne saurions éprouver pour la vie américaine l'évidente admiration qu'elle inspire à M. Paul de Rousiers. Nous ne saurions surtout avec lui voir la « morale » naître du milieu même de cet effort fiévreux et continu vers l'argent, qui semble être celui de tous les Américains; — ou du moins il faudrait s'expliquer sur le sens que l'on entend donner à ce mot de morale. Mais ce n'est pas là le point, et dans ces quelques lignes, il nous suffira qu'on ait entrevu l'intérêt et, comme nous disions, la nouveauté du livre de M. de Rousiers.

L'histoire de la *Charité en France*, telle que nous la retrace M<sup>me</sup> de Witt dans un beau livre, illustré de quatre-vingt-une gravures (1), en nous apprenant ce qui manque à la « vie américaine, » pourrait nous servir ici de transition, si nous cherchions du moins à en mettre quelque une dans ces notes. Mais il faudrait expliquer ce mot de « charité » comme celui de « morale; » il faudrait montrer que les « institutions de bienfaisance » n'en épuisent pas la notion; il faudrait faire voir que ces mêmes institutions, en tendant à la rendre collective et impersonnelle, ne vont peut-être à rien moins qu'à la détruire dans les cœurs... et

(1) 1 vol. in-4<sup>e</sup>; Hachette.



nous serions entraînés trop loin. Contentons-nous donc de louer l'intention de M<sup>me</sup> de Witt. Elle a bien mis en lumière ce je ne sais quoi d'inspiré qui est le propre de la charité, sans lequel elle n'est plus elle, mais la philanthropie, autant dire une espèce d'assurance que nous prenons contre les revendications de la misère... et les dangers de la contagion. Saint Louis et saint François de Sales, saint Vincent de Paul et la sœur Rosalie, voilà les héros de la charité, dont la religion même a bien pu diriger les élans, mais ne suffit pas à les expliquer. C'est leur histoire, ce sont leurs fondations, c'est l'impulsion qu'ils ont donnée jadis à leurs œuvres que M<sup>me</sup> de Witt nous rappelle une fois de plus dans son livre; — et que les lecteurs penseront avec nous qu'on ne saurait trop nous rappeler.

Ce n'est point de charité, mais de justice, et de justice étroite qu'il s'agit dans le *Palais de Justice à Paris, son monde et ses mœurs* (1), par la « presse judiciaire parisienne, » ouvrage illustré de cent cinquante dessins inédits, et précédé d'une *Préface* de M. Alexandre Dumas fils. La *Préface*, nos lecteurs la connaissent sans doute. Pour le livre, nous n'en pouvons donner qu'une idée sommaire. On y trouvera de nombreux renseignements, précis, quoique anecdotiques, et intéressans, quoique d'ailleurs connus, sur le *Palais ancien et actuel*, sur la *Vie judiciaire*, sur la *Justice criminelle*, sur les *Coulisses du Palais*, etc. Mais ce n'en est pas l'unique objet, et mêlés qu'ils sont à la vie de presse autant qu'à celle du Palais, les auteurs « associés » de ce livre ne se cachent pas d'avoir voulu, en l'écrivant, provoquer ou hâter plus d'une réforme utile. Nous ne leur souhaitons que d'y réussir. Oserons-nous ajouter qu'au surplus, si la toque et la robe ne préservent point de tous les défauts, avocats même et magistrats trouveront dans ce livre de nombreux et d'excellens conseils?

Arrivons maintenant aux livres qui s'adressent plus particulièrement à la jeunesse, mais non pas sans dire auparavant deux mots des deux volumes dont s'enrichit cette année la *Bibliothèque des merveilles*. Quand nous disons deux, il y en a trois: le *Forum*, de M. Augé de Lassus, le *Journalisme*, par M. Eugène Dubief, et les *Manuscrits*, par M. Auguste Molinier (2), mais nous n'avons pu parcourir que les deux derniers. Ils nous ont paru, comme aussi bien d'une manière générale tous les volumes de cette *Bibliothèque*, riche aujourd'hui d'à peu près cent cinquante ouvrages, pleins de choses curieuses, toujours précises et souvent neuves. Le volume de M. Dubief intéressera tous les journalistes, et pour nous parler des manuscrits, à qui se fût-on mieux adressé qu'à M. Auguste Molinier? N'oublions pas de dire qu'en même temps que des manuscrits, il y est traité des miniatures aussi.

(1) 1 vol. in-8°; May et Motteroz.

(2) 3 vol. in-18; Hachette.

*Mistress Branican*, de M. Jules Verne; huit des meilleurs récits du capitaine Mayne-Reid, rassemblés en un seul volume sous le titre d'*Aventures de terre et de mer; le Gradué d'Upsala*, — que nous appelons communément Upsal, — par M. André Laurie, pour continuer son intéressante et instructive série de *la Vie de collège dans tous les pays*; les *Contes de l'oncle Jacques*, par P.-J. Stahl; les *Adoptés du Boisvallon*, par M. H. Fauquez, tels sont les principaux ouvrages dont s'augmente cette année la *Bibliothèque d'éducation et de récréation* (1).

Il n'est jamais facile de résumer un roman de M. Jules Verne, et il faut avouer que l'éditeur n'a pas surfait *Mistress Branican* en nous disant que « jamais le célèbre conteur n'entassa plus de situations palpitantes que dans ce récit, qui contient tous les élémens du drame et du sentiment. » Les situations « palpitantes, » ce sont celles que traverse M<sup>rs</sup> Branican elle-même à la recherche de John Branican, son mari, prisonnier d'une tribu d'Australiens nomades « qui parcourt les déserts de la terre de Tasman » L'occasion est toute naturelle de faire à ce propos la géographie de l'Australie, que M<sup>rs</sup> Branican, suivie d'une escorte nombreuse, traverse à peu près de part en part. La note comique est donnée par un collectionneur de chapeaux, Anglais de Liverpool, suivi d'un domestique chinois, qui cherche aux antipodes le chapeau que portait la reine Victoria, quand elle fit visite au roi Louis-Philippe, en 1845... et tout cela, mêlé par l'imagination inépuisable du conteur, forme ensemble un long récit qui ne se lit ni sans intérêt ni sans plaisir. Deux cartes, et quatre-vingt-trois illustrations de M. Benett, dont douze planches en couleur, animeraient encore le texte, si la verve de M. Jules Verne n'était assez capable de se suffire à elle-même. Les planches en couleur valent qu'on les signale pour leur sobriété même de coloration, leur netteté d'exécution, et leur bonheur d'effet.

Si nous faisons encore mention des *Adoptés du Boisvallon*, ce n'est pas précisément que le récit de M. H. Fauquez, parfaitement honnête et parfaitement moral, ait rien de très original dans la forme ou de très neuf au fond. Il n'est qu'intéressant, et sans doute, c'est déjà quelque chose. Mais nous avons ici même si souvent parlé des *contes* ou des *romans* de Stahl, dont la réputation n'est plus à faire, et dont nous voyons tous les jours la popularité se continuer ou grandir; si souvent aussi nous avons parlé des *Scènes de la vie de collège* de M. André Laurie, que, rencontrant un nom nouveau, c'est lui qu'il convenait de signaler aux lecteurs. Quatre autres volumes, *un Heureux malheur*, de M. J. Lermont, *Blanchette et Capitaine*, de M. Anceau, *les Esprits de Mario*, de M. P. Perrault, et *les Joujoux parlans*, de M. C. Lemonnier, complètent cette année la collection Hetzel, sans rien dire des quatre

(1) Hetzel.

*Albums d'usage*, — et des deux volumes du *Magasin d'éducation et de récréation*.

Mais on ne peut parler du *Magasin d'éducation* sans aussitôt songer au *Journal de la jeunesse*, non plus que de la collection ou des collections Hetzel sans songer à la *Bibliothèque blanche*. Et il faut bien croire que plus il se publie de journaux, plus il se trouve de lecteurs pour les lire, et au besoin pour y collaborer, puisqu'il n'y aura pas bientôt une maison d'édition qui n'ait le sien : le *Saint-Nicolas* chez l'éditeur Delagrave, le *Petit Français illustré* chez l'éditeur Armand Colin, la *Bibliothèque de ma fille et de mon petit garçon*, chez Firmin-Didot, que sais-je encore ? Mais ce qui est le plus surprenant, c'est que l'on n'ouvre pas un de ces journaux sans y apprendre quelque chose ni même, assez souvent, sans y trouver un intérêt dont on ne se croyait plus capable aux aventures d'*Yves Kerhelo* ou à l'histoire de la *Famille Hamelin*.

Nous eussions donc été bien inspirés, quand nous en avions le loisir, de lire les *Jumeaux de la Bouzaraque*, de M. Henri Meyer, ou les *Conquêtes d'Hermine*, de M<sup>me</sup> J. Colomb, ou encore une *Poursuite*, de M<sup>me</sup> de Nanteuil, car nous pourrions en dire aujourd'hui quelques mots... Mais le moyen de tout lire en huit jours ? Qu'éditeurs et auteurs nous pardonnet donc et qu'ils n'imputent qu'au manque de temps nos oublis apparens ! J'aurais aimé, sans doute, à lire le *Premier shampoing d'Absalon*, de M. Charles Normand, dans le recueil de ses *Six nouvelles* (1), et j'aurais dû trouver le temps de parcourir *Ennemis d'enfance*, de M. David-Sauvageot, pour voir les débuts dans le roman de l'auteur d'un très bon livre sur le *naturalisme*.

Au moins, quelques livres dont il nous reste à parler, n'avons-nous eu qu'à les feuilleter, comme ce joli récit de la *Neuraine de Colette* (2), dont l'auteur, M<sup>lle</sup> Jeanne Schulz, un peu impatientée sans doute, comme il arrive fréquemment, de voir des personnes, trop amies de la gloire, se faire honneur de sa trouvaille, s'est enfin révélée. M. Émile Bayard l'a illustré de fort jolis dessins. Très jolis aussi, trop jolis peut-être, pas assez « romantiques », ni, si je l'ose dire, assez déclamatoires, ceux dont M. Jazet a orné la *Confession d'un enfant du siècle* (3). Je n'y retrouve pas Néron, ni « le cri de la mouette, l'oiseau funèbre des tempêtes », ni « l'affreuse désespérance, pareille à la peste asiatique exhalée des vapeurs du Gange », quoique d'ailleurs moins dangereuse. C'est pourquoi j'aime mieux les illustrations de M. Toudouze pour la *Chronique du règne de Charles IX* (4), de Prosper Mérimée, et si l'on disait

(1) Armand Colin.

(2) 1 vol. in-8°; Plon et Nourrit.

(3) 1 vol. in-8°; May et Motteroz.

(4) 1 vol. in-8°; Calmann Lévy.

qu'elles rappellent un peu l'opéra comique ou le grand opéra, je répondrais que c'est ce qu'il fallait pour l'ouvrage dont on a tiré le livret du *Pré-aux-Clercs* et celui des *Huguenots* : l'impression de l'un et de l'autre volume suffirait, d'ailleurs, à en faire ce que l'on appelle des publications de luxe.

Le *Richard en Palestine* (1) de Walter Scott, illustré par MM. de Richemont et Parys, est encore un beau livre, dont nous parlerions plus longuement si nous n'avions peut-être assez souvent signalé cette belle édition de Walter Scott dont *Richard* est déjà le vingtième volume. L'illustre baronnet, — dont les bons romans n'ont pas peut-être autant vieilli qu'on le veut bien dire quelquefois, — a-t-il été jamais mieux imprimé dans sa propre patrie et plus agréablement « illustré ? » Je ne le pense pas.

Nous avons gardé pour la fin un dernier livre : c'est celui du duc d'Orléans : *Récits de campagne : Anvers, Mascara, les Portes-de-Fer* (2), publié par ses fils, le Comte de Paris et le duc de Chartres, et illustré de deux cent cinquante gravures. Selon l'expression du duc de Chartres, dans la courte préface qu'il a voulu mettre en tête de ce livre, c'est bien « le journal d'un soldat, » mais d'un soldat qui se préparait jusque sur les champs de bataille à des destinées plus hautes ; et ce mélange en lui de raison politique et d'enthousiasme militaire est sans doute le grand intérêt de ces récits rétrospectifs, écrits de verve, sans apprêt, pour la reine ou pour la duchesse d'Orléans. On raconte que l'empereur Auguste disait un jour à l'un de ses petits-fils, en lui rendant un volume de Cicéron, qu'il avait surpris entre les mains de l'enfant : « C'était un honnête homme, — et qui aimait bien sa patrie ! » Quelles que soient les opinions de ceux qui liront ces pages du duc d'Orléans, c'est une justice qu'ils seront unanimes à lui rendre. Lui aussi fut « un honnête homme » et « qui aima bien sa patrie... » On s'est fait un scrupule de n'illustrer le présent volume qu'au moyen de documens du temps puisés dans l'œuvre des Raffet, des Dauzats, des Decamps, des Vernet, des Scheffer.

\*\*\*

(1) 1 vol. in-8°; Firmin-Didot.

(2) 1 vol. in-4°; Calmann Lévy.

---

## CORRESPONDANCE

---

Monsieur le Directeur,

M. le comte d'Haussonville, de l'Académie française, a publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 novembre un article intitulé *Madame Ackermann, d'après des lettres et des papiers inédits*. Dans cet article il est question de mon père, qui était en correspondance suivie avec M<sup>me</sup> Ackermann, et qu'elle avait pris l'habitude de consulter sur les brouillons de ses poésies. Ce qui est dit de lui appelle une réponse, dont j'attends l'insertion de votre loyauté et de votre respect du vrai.

M. d'Haussonville résume à sa façon certains avis qu'il suppose avoir été donnés à M<sup>me</sup> Ackermann, par M. Ernest Havet, à l'occasion d'un petit poème qu'elle lui a dédié, le *Pascal*. A sa façon aussi, il apprécie ces avis imaginaires : « Ne fût-ce qu'au point de vue de l'art, il était impossible de donner un conseil moins intelligent. » C'est là un écart de langage, mais le fait est faux. Mon père n'a pas donné à M<sup>me</sup> Ackermann le prétendu conseil, et M. d'Haussonville ne saurait appuyer son assertion sur rien. Je puis dire exactement la vérité, car non-seulement la sœur et le neveu de M<sup>me</sup> Ackermann ont bien voulu me communiquer le dossier dont M. d'Haussonville avait fait usage, mais j'ai sous les yeux les lettres de M<sup>me</sup> Ackermann à mon père, et de plus les documents les plus topiques, les lettres de mon père à M<sup>me</sup> Ackermann,

celles où le *conseil* se retrouverait en original, tel qu'il a été donné et reçu, s'il n'était d'invention pure. Ce n'est pas la bonne foi de M. d'Haussonville qui est en cause, c'est son infaillibilité. Ses *papiers inédits* étant pauvres d'informations relatives à mon père, il a essayé de deviner. Il a cédé à l'envie de stigmatiser, en se fiant à deux ou trois indices indirects et à sa propre pénétration, une correspondance dont il ne connaissait pas une ligne.

Voici ce dont il s'agit. Le poème de *Pascal* est formé de diverses pièces, dont une a pour titre *la Croix*. Dans le recueil imprimé, c'est un monologue du poète; mais l'ébauche primitive, que M. d'Haussonville a publiée, était toute différente. Le monologue du poète s'interrompait pour faire place à un dialogue, où Pascal s'adresse à Jésus et où Jésus répond à Pascal; ce dialogue, tant pour la forme que pour le fond, est directement imité du *Mystère de Jésus*. Mon père, à en croire M. d'Haussonville, s'indigna que M<sup>me</sup> Ackermann eût mis son inspiration au service de la foi de Pascal, et il lui persuada de renoncer à la pièce qu'elle avait composée, pour lui en substituer une autre où elle raillerait au contraire sa faiblesse et sa crédulité. C'est là le conseil signalé avec une sévérité si sûre d'elle-même. En réalité, voici textuellement ce que mon père a écrit à M<sup>me</sup> Ackermann, le 11 juillet 1871, après lecture de la *Croix* sous sa première forme : *Le dialogue entre Pascal et Jésus ne l'égale pas* [c'est-à-dire n'égale pas le début de la pièce précédente] : *on a déjà remarqué qu'il semble impossible de mettre en vers l'Évangile, vous avez rencontré là une difficulté semblable. Il semble que la richesse même du vers appauvrit des pensées qui semblent dans leur nudité recouvrir et contenir l'infini. C'est tout; découvrez ici qui voudra l'indignation et l'excitation à la raillerie. Et il n'y a rien de cela non plus dans ce que dit mon père de l'ensemble des trois pièces qu'il connaissait à ce moment.*

M. d'Haussonville ne s'en est pas tenu à un seul trait. Ne pouvant se figurer qu'une femme ait eu la pensée assez ferme pour publier la plus hardie de toutes les pièces, celle du *Dernier mot*, dont lui-même n'ose pas parler en homme de lettres, il affirme que mon père a fait pour M<sup>me</sup> Ackermann la police de sa volonté : *M. Havet était là qui veillait*. C'est encore conjecturer, et la conjecture est encore fausse; j'en ai la preuve en main. Elle est d'ailleurs illogique, car elle jure avec la citation dont M. d'Haussonville la tire. Et enfin elle est d'une critique pour qui les *Poésies philosophiques* sont lettre close, puisqu'il lui échappe que M<sup>me</sup> Ackermann pensait par elle-même. M. d'Haussonville ne peut prendre son parti de ce qu'il appelle *cette diatribe* de M<sup>me</sup> Ackermann; il la lui reprocherait *sévèrement*, dit-il, s'il n'y retrouvait *l'écho d'une inspiration étrangère*. De là une hypothèse assortie aux autres; sans mon père qui veillait, qui sait si M<sup>me</sup> Ackermann n'eût



pas renoncé à la *diatribe*? « Peut-être en serait-elle restée sur cette conclusion mélancolique et sereine. » M. d'Haussonville a la main malheureuse. Là où il montre une conclusion mélancolique, il n'y a jamais eu *conclusion*. La pièce sur laquelle M<sup>me</sup> Ackermann en serait restée n'existait pas à cette date. Elle a été composée plus tard, et intercalée après coup entre la troisième pièce et le *Dernier mot*; elle ne figure pas encore dans le recueil de 1874. M. d'Haussonville a trouvé moyen de synthétiser un bon nombre de contre-vérités et de méprises, sur l'essentiel comme sur l'accessoire, dans une seule des phrases où il s'attaque gratuitement à la mémoire de mon père. C'est ce qu'il me suffit d'avoir établi.

Veillez agréer, monsieur le Directeur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

LOUIS HAVET.

---

Monsieur le Directeur,

Vous m'avez communiqué une lettre où M. Louis Havet se plaint assez vivement du rôle que j'aurais fait jouer à M. Ernest Havet, son père, comme conseiller littéraire de M<sup>me</sup> Ackermann, et où il s'inscrit en faux contre certaines assertions et conjectures de mon article du 15 novembre. Il veut bien cependant reconnaître que ce qui est en cause ce n'est pas ma bonne foi, mais mon *infaillibilité*. Je n'ai aucune prétention à l'infaillibilité; mais j'ai celle de ne point avancer de faits qui ne soient exacts, ni de conjectures qui ne soient plausibles. Or il est certain, — la lettre à laquelle je réponds n'en disconvient pas, — que, sur le conseil de M. Ernest Havet, M<sup>me</sup> Ackermann a renoncé à une pièce où elle traduisait en vers, dont quelques-uns sont très beaux, l'extase religieuse de Pascal, et qu'à cette pièce elle en a substitué une autre, beaucoup plus faible, où elle raille chez lui la crédulité du chrétien. Il est certain également, — un fragment de lettre de M<sup>me</sup> Ackermann cité par moi le dit d'une façon formelle, — que la pièce intitulée *un Dernier mot*, a été refaite par elle sur le conseil de M. Ernest

Havet et que la violence antichrétienne de cette pièce contraste avec d'autres passages des écrits de M<sup>me</sup> Ackermann. M. Louis Havet ne veut pas que la pièce, d'une inspiration toute différente, ajoutée par M<sup>me</sup> Ackermann à son recueil de 1885, soit celle qu'elle avait composée primitivement. Il est au contraire infiniment probable que M<sup>me</sup> Ackermann aura supprimé cette pièce, dans son volume de 1874, par déférence pour M. Ernest Havet, et que, mieux inspirée, elle l'aura rétablie dans celui de 1885. Quant aux mobiles qui ont dicté à M. Ernest Havet ces conseils, suivant moi malheureux, M. Louis Havet affirme que c'étaient des considérations purement littéraires; je crains que ce ne fussent, au contraire, des préoccupations d'un autre ordre, et le ton de certains écrits de M. Ernest Havet pourrait m'aider à l'établir. Mais c'est là une conjecture dont je me sens mal à l'aise pour discuter le bien fondé avec M. Louis Havet, tant je respecte les sentimens d'un fils qui croit devoir défendre, même sur un point tout à fait secondaire, la mémoire de son père. M. Louis Havet relève également, dans mon article, ce qu'il appelle *un écart de langage*. J'en pourrais peut-être relever plusieurs dans sa lettre, mais le même sentiment m'empêche de le faire, et j'aime mieux clore ici la polémique en laissant juges des faits les lecteurs de la *Revue*.

Veuillez recevoir, monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentimens de considération distinguée.

HAUSSONVILLE.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

14 décembre.

A mesure qu'on s'avance d'un pas rapide vers la fin de l'année, nos affaires de France ne semblent pas du tout se dégager et s'alléger. On dirait, au contraire, que tout se réunit pour surcharger et encombrer les derniers jours, que les problèmes les plus délicats, les discussions les plus épineuses se pressent et se concentrent dans le peu de temps qui reste avant d'arriver à une année nouvelle. Ces discussions, qui se multiplient et se prolongent dans nos assemblées, sont certes d'ailleurs de celles où les plus graves intérêts du pays sont en jeu. Par le régime douanier qui occupe encore le sénat, par le budget qui embrasse l'immensité des services publics, elles touchent à tout, à l'avenir de nos industries, à nos finances, à l'organisation et à la force de notre marine, à la politique coloniale, — sans compter les interpellations qui, à leur tour, touchent à la direction de nos affaires morales. Parler de tout à tout propos, c'est fort bien. Seulement, on a trop attendu. On fait trop de discours qui ne sont pas toujours nouveaux; on se laisse trop aller à tout agiter, à tout recommencer sans cesse, et après s'être attardé dans des débats qui peuvent être brillants, instructifs, mais qui sont aussi démesurés, dénués de sanction pratique, on s'expose à ne rien finir ou à tout brusquer au dernier moment. Si ce n'est pas du temps perdu, c'est du moins un travail parlementaire assez mal organisé, décousu, qui met plus de trouble et d'obscurité que de lumière dans la politique du pays.

Le fait est qu'en quelques jours les discussions de toute sorte se sont multipliées, que dans ces discussions toutes les affaires de la France ont été passées en revue, et s'il faut tout dire, cette courte session d'hiver aura démontré une fois de plus le danger des incertitudes de direction et des entraînemens de parole. Elle aura prouvé que, si le régime parlementaire est la plus libérale des garanties, il peut servir

aussi à troubler toutes les situations, à fausser les ressorts du gouvernement, à compromettre les intérêts les plus sérieux par les déclamations, les excitations ou les indiscretions.

Sans aller plus loin, pas plus tard que la semaine dernière, on a passé cinq ou six jours à discuter sur notre marine, sur la nécessité d'une réforme complète de nos institutions maritimes. Les discours se sont succédé. On a fait le procès de tout : de l'administration, des conseils supérieurs de la marine, de la constitution de notre flotte, de nos ingénieurs. Rien n'a été oublié. Un homme d'esprit, ancien ministre tout comme un autre, M. Édouard Lockroy, qui est passé général il y a quelque temps en écrivant sur M. de Moltke, et qui a tenu à passer amiral par un récent discours, s'est chargé d'instruire ce grand procès de la marine française. Oh ! il a tout vu, il sait tout. Il se fait un devoir de tout éplucher, de démontrer que nos constructions navales sont insuffisantes ou mal conçues, que nos navires sont « hors d'état de résister à l'ennemi, » à peine capables de tenir la mer, que nos défenses fixes n'existent pas, que tout le mal vient d'une administration vieillie. Et M. Clémenceau qui est, lui aussi, un grand marin quand il n'est pas occupé à guerroyer contre le cléricisme, M. Clémenceau est intervenu à son tour pour prouver qu'il n'y avait pas sur nos vaisseaux un canon à tir rapide parce qu'on ne veut pas recourir à l'industrie privée. Bref, il n'y a rien chez nous quand les autres ont tout, quand les républiques de l'Amérique du Sud elles-mêmes ont un outillage perfectionné, et au prochain conflit il ne resterait plus à nos marins, à leurs chefs, d'autre ressource que de se faire couler héroïquement devant l'ennemi ! C'est peut-être beaucoup dire, on en conviendra. Qu'il y ait encore des traditions ou des méthodes un peu surannées dans notre administration, que le renouvellement de nos forces navales, ralenti après 1870, n'ait pas été poursuivi avec la même activité que la réorganisation de notre armée de terre et qu'il reste toujours à faire pour notre flotte, cela se peut ; que, de temps à autre, il s'élève quelque voix pour donner un avertissement, pour réveiller la vigilance et le zèle de ceux qui ont la responsabilité de notre marine, soit encore, rien de mieux. Au-delà, c'est une exagération évidente de se livrer à ces peintures, à ces prétendues révélations d'un pessimisme décourageant et décourageant. L'inconvénient de ces démonstrations est de ne pouvoir être réfutées que par des divulgations qui ne sont pas sans danger pour la défense nationale, devant lesquelles la chambre elle-même a reculé, de signaler à l'étranger des faiblesses après tout toujours réparables, et de laisser l'opinion sous cette impression douloureuse que notre marine ne serait pas en état de faire son devoir. On n'en est pas là, heureusement, et ce n'était pas la peine d'accompagner le budget d'un si noir commentaire.

C'est toujours la même chose. On veut et on ne veut pas. On désire

avoir une marine puissante digne de la France, plus que jamais nécessaire pour notre défense nationale; seulement, à l'heure décisive, on se borne à une critique amère de tout ce qui existe, au lieu d'aller droit à la question, de proposer au parlement le vote de nouveaux crédits, pour suffire à l'accroissement de nos forces navales, à cet armement perfectionné qu'on rêve. On veut n'être pas devancé ou dépassé dans ce mouvement d'extension coloniale, auquel cèdent les plus grandes puissances du monde, qui est un des plus curieux phénomènes de ces derniers temps; on tient à avoir sa place sur les mers, dans l'extrême Orient, à Madagascar, dans ces régions inexplorées de l'Afrique où se présentent tous les drapeaux; mais on se réserve de tout contester, de décliner les conséquences et les charges d'entreprises, qui ne sont certainement pas toujours sans péril. Au fond, c'est tout le secret de cette ample et intéressante discussion qui s'est engagée il y a quelques jours avant le débat sur la marine, entre le rapporteur du budget, M. Delcassé, M. Camille Pelletan, l'adversaire passionné des extensions lointaines, le sous-secrétaire d'État des colonies, M. Étienne, M. de Montfort. Elle n'a qu'un malheur, cette vive et éloquente discussion, c'est de recommencer sans cesse les mêmes controverses. Évidemment, si on était encore maintenant à prendre un parti, on pourrait hésiter, on aurait plus d'un doute, au moins sur certains points de cette politique coloniale, objet de disputes toujours renaissantes. Le Tonkin a été et est visiblement resté une conquête peu populaire, d'autant plus que dans ces contrées qu'on dit toujours pacifiées et qui ne le sont jamais, on entrevoit bien des difficultés d'organisation intérieure, bien des complications possibles. En revanche, il n'est pas un esprit clairvoyant qui n'ait immédiatement compris que c'était pour la France une nécessité de prendre position à Tunis, de garder et d'étendre d'un autre côté sa sphère d'influence vers le sud, pour la sûreté et la préservation de son empire africain sur la Méditerranée. En définitive, aujourd'hui il n'y a plus à délibérer, tout cela est fait. On est au Tonkin, on est à Tunis, on est aussi au Soudan, sur le Niger, en plein inconnu.

Eh bien, soit! ce qui est acquis, on ne peut plus l'abandonner. Personne ne proposerait de retirer le drapeau, même du Tonkin où tant de sang généreux a déjà coulé. Malheureusement, c'est ici que commence un malentendu qui peut avoir de singulières conséquences. On admet le fait accompli puisque c'est fait; mais en même temps on ne se défend pas de créer au gouvernement le plus de difficultés possible, de lui mesurer la liberté et l'espace, de lui refuser ou de lui marchandiser les ressources et les moyens d'action. Qu'arrive-t-il alors? On ruse. Le gouvernement s'accoutume à dissimuler, à reprendre sous la forme de crédits supplémentaires ce qu'il n'ose demander sous la forme de crédits réguliers; il déguise sous le nom d'explorations de vérita-

bles opérations de guerre avec les rois nègres du Niger : « Il y a donc encore une expédition ! » s'écriait l'autre jour M. Camille Pelletan d'un air surpris et ironique. Eh ! oui, il y a une expédition au Soudan, il y a toujours des expéditions, parce que dans ces contrées on ne se défend et on ne règne que par la force. Le résultat est cet état équivoque que la dernière discussion a rendu plus saisissable, où le gouvernement se trouve pris dans des opérations qu'il n'avoue pas, qu'il n'a pas été autorisé à entreprendre, et dont on lui demande compte. Le mieux serait certainement de rentrer dans la vérité, de s'avouer que la politique coloniale a des fatalités et qu'elle coûte cher, de savoir aussi se tracer des limites. C'est, après tout, la moralité de ces derniers débats.

Et, maintenant, comme pour donner une physionomie plus tumultueuse à cette fin de session, comme pour compliquer une situation qui naguère encore était assez simple, est survenue cette double interpellation qui vient pour ainsi dire de faire explosion au Palais-Bourbon comme au Luxembourg, au sujet des affaires religieuses. Tout en vérité a singulièrement changé en peu de temps. Depuis six mois, les vieilles luttes semblaient se calmer par degré. Entre les chefs du clergé et les chefs du gouvernement qui se sont rencontrés plus d'une fois cet été, il n'y avait eu que des paroles de modération et de paix. Tout semblait tendre à une conciliation salubre, si bien qu'aux premiers jours de la session on paraissait d'accord pour écarter ou ajourner des discussions qui pourraient troubler ce mouvement heureux. Comment donc tout cela a-t-il changé si vite ? C'est cette triste affaire des pèlerinages de Rome qui a ravivé l'agitation et remis la paix en doute, par la série d'incidents dont elle a été le point de départ. Une circulaire toute simple de M. le ministre des cultes a provoqué une lettre des plus vives de M. l'archevêque d'Aix. La lettre de M. l'archevêque d'Aix a provoqué des poursuites et même une condamnation légère. Poursuite et condamnation ont provoqué de la part d'une portion de l'épiscopat des protestations, des manifestations véhémentes. Aux manifestations des évêques ont répondu les manifestations anticléricales, les hostilités qui n'attendaient qu'une occasion, les interpellations qui avaient été écartées jusque-là et qu'on s'est hâté de reprendre. Tout s'enchaîne, — et voilà la paix encore une fois compromise par des impatiences d'irritation, par une suite d'incidents qui auraient pu être évités pour le bien et l'avantage moral du pays !

Certainement, avec plus de sang-froid ou de liberté d'esprit, le gouvernement aurait pu se dispenser de mettre la justice en mouvement et d'exercer des poursuites. Son autorité et sa dignité n'étaient pas réellement engagées. S'il s'était borné à avertir M. l'archevêque d'Aix, il n'y aurait rien perdu et ce serait déjà oublié. Recourir à une répression un peu extraordinaire, c'était prolonger et aggraver l'inci-



dent, provoquer des manifestations nouvelles, donner pour ainsi dire rendez-vous à l'émotion publique devant un tribunal. Malheureusement aussi, il faut l'avouer, M. l'archevêque d'Aix a montré dans toute cette affaire plus de vivacité et d'inexpérience que de prudente mesure. Il ne s'est pas demandé avant tout si c'était bien le moment de protester contre une circulaire qui pouvait être une nécessité de politique extérieure, de rouvrir avec M. le ministre des cultes une sorte de conflit, une vieille querelle sur les droits de l'État. On a eu le tort de le poursuivre; il a semblé un peu trop pour sa part braver la poursuite, se complaire à l'apparat et au bruit, aux hommages, aux adhésions, au retentissement des polémiques, aux apparences d'une popularité nouvelle pour lui. Avec une naïveté respectable sans doute, mais un peu singulière, le digne prélat s'est cru appelé à représenter l'Église de France persécutée. Il a paru un peu abusé par les adhésions d'une partie de l'épiscopat, et assez flatté d'être l'occasion de protestations, de manifestations sacerdotales contre la prépotence civile, contre des droits de vigilance supérieure que tous les régimes ont exercés. M. l'archevêque d'Aix et les évêques qui l'ont suivi n'ont pas remarqué qu'ils allaient droit à un grand piège, qu'ils comblaient les vœux des esprits extrêmes de tous les partis, impatients d'en finir, comme ils l'ont avoué, avec la politique d'apaisement; ils n'ont pas vu qu'ils allaient offrir aux radicaux un trop facile prétexte de reprendre leur campagne contre l'Église, qu'ils allaient de plus mettre le gouvernement dans un certain embarras en face de l'orage dont il était menacé. Et c'est ainsi qu'on en est venu rapidement à cette situation troublée, artificiellement violente, où l'on vient de passer trois jours au Luxembourg et au Palais-Bourbon, à batailler sur les « menées cléricales, à échanger des récriminations, des défis, — où M. le président du conseil lui-même s'est cru obligé d'accentuer l'attitude du gouvernement, de mettre une vivacité imprévue dans la défense des droits de la société civile.

Oui, vraiment, on a fait du chemin en peu de temps. Il y a quelques mois on ne parlait que de paix, tout au moins de tolérance dans la vie commune de l'État et de l'Église. Il y a quelques semaines, tout au plus, le budget des cultes était voté sans discussion; l'ambassade au Vatican rencontrait à peine quelque contestation isolée, tant on sentait l'intérêt qu'avait la France à garder l'amitié d'un pontife qui reste le représentant d'une grande puissance morale. Aujourd'hui on ne parle que de guerre, on ne rêve que bataille! on réveille toutes ces questions redoutables de la suppression du budget des cultes, de la dénonciation du concordat, de la séparation de l'Église et de l'État; on les discute en plein parlement, on fait ce qu'on peut pour se passionner. Que toute cette agitation, cependant, soit plus factice que réelle, plus calculée que sincère, cela n'est point douteux. Elle est sûrement disproportionnée avec l'incident qui l'a fait naître; elle ne répond nulle-

ment à l'instinct du pays, qui, aujourd'hui comme hier, est pour la paix. C'est un grand bruit à la surface, une échauffourée de parlement dont le dernier mot, à dire vrai, a été et devait être un vote qui ne résout rien, qui ne fait que dévoiler les contradictions et les perplexités des partis. Ce qu'il y a d'étrange, en effet, c'est que de tous ces partis qui se défient, qui se menacent mutuellement d'une séparation définitive, aucun n'a bien sérieusement envie d'en venir à cette extrémité. On sent bien, au camp des évêques, des catholiques, comme au camp des républicains sensés, des hommes du gouvernement, que si le régime concordataire a ses obligations et ses gênes, il a aussi ses avantages, qu'il assure après tout, depuis près d'un siècle, la paix religieuse en France; on sent bien que, pour l'Église comme pour la république elle-même, une rupture éclatante et définitive serait une singulière aventure qui commencerait, dans tous les cas, par une crise redoutable, par une sorte de guerre intestine. On le sent avec raison, et on recule devant cet inconnu que la France n'a pas le temps de braver!

Que reste-t-il donc de mieux, de plus sensé et de plus pratique? il ne reste en vérité qu'à rentrer dans ce concordat dont on parle mal et qu'on n'a pas hâte de dénoncer, à s'arranger pour y vivre pacifiquement, en se supportant mutuellement sans trop se heurter, sans se refuser les concessions nécessaires. Au fond, c'est, à ce qu'il semble, tout ce qu'a voulu dire M. le président du conseil, qui a complété d'ailleurs sa pensée en déclarant que, quant à lui, il ne se chargerait ni de réaliser, ni de préparer la séparation de l'Église et de l'État. C'est là la question qui vient d'être si passionnément agitée dans la confusion de débats plus bruyans que décisifs. Le bruit tombera sans doute, et on reviendra à la réalité, au concordat pratiqué avec intelligence, parce que c'est la seule politique qui, en assurant la paix intérieure, puisse être pour la France un gage d'union morale et de force dans les affaires du monde.

Tout est à peu près dit pour le moment, on peut le croire, sur l'état présent de l'Europe, sur l'influence qu'ont pu avoir les incidens qui se sont succédé depuis quelques mois, sur la direction de toutes les politiques et les intentions des gouvernemens. Les situations ne changent pas tous les jours pour une visite ministérielle, pour une entrevue ou un discours, et il est bien entendu que les alliances qui règlent les rapports généraux du continent restent formées pour la paix. Peut-être cependant pourrait-on soupçonner parfois que dans ces alliances si solides, si habilement nouées, représentées comme la sauvegarde de la paix, il y a des fissures, des sous-entendus ou des réticences. Il y a des points sur lesquelles on s'entend, à condition de ne pas trop s'expliquer. Que l'Autriche et l'Italie soient des compagnes intimes, éprouvées, communiant ensemble avec l'Allemagne dans la triple alliance, qui le nie? On le publie assez haut, on le répète à tout pro-

pos, on tient à ne pas laisser ignorer que les deux armées qui se sont rencontrées pour la dernière fois à Custozza marcheront du même pas au combat dans les prochains conflits ! A tout prendre seulement, l'Autriche semblerait parfois être pour l'Italie une alliée qui garde son indépendance, qui fait ses réserves sur des points délicats, qui ne dit pas son dernier mot sur certaines questions ; l'Italie est pour l'Autriche une alliée qui a ses arrière-pensées, qui oublie par tactique, déguise ses défiances ou ses ambitions, — et de temps à autre, au moment où l'on y pense le moins, le secret de la comédie éclate. Entre Vienne et Rome, il y a une parole de trop, un nuage soudain et passager, un malentendu, — que les diplomates se chargent de dissiper jusqu'à la prochaine occasion.

Qu'est-il donc arrivé depuis peu de jours ? Peu de chose à la vérité, un incident assez simple, qui a suffi toutefois pour remettre un instant les esprits en campagne. Dans une séance des délégations à Vienne, un député, M. Zallinger, s'est fait l'interprète des sentimens, des doléances, des vœux des catholiques autrichiens au sujet de la situation précaire du pape ; il a demandé compte au gouvernement impérial de sa politique, en rappelant que la question de la papauté et de Rome n'était pas seulement une affaire italienne, que c'était une affaire internationale intéressant les catholiques du monde entier. Le comte Kalnoky se serait peut-être bien passé d'avoir à entrer dans des explications toujours délicates ; en bon diplomate, il s'est étudié à tout concilier. Il s'est hâté de déclarer que l'Autriche, alliée de l'Italie, n'avait pas à s'occuper d'une affaire où tous les sentimens italiens étaient engagés. Ministre d'un pays en grande partie catholique, d'un souverain catholique, il n'a pu se dispenser d'exprimer en même temps le vœu que la situation faite au chef de l'Eglise pût lui assurer l'indépendance qui lui est nécessaire, que la paix régnât entre le Vatican et le Quirinal. Ce vœu était certes bien modeste, il a même été probablement atténué dans les conversations diplomatiques de M. de Kalnoky ; mais ce qui était dit était dit, et voilà justement le point vif. M. de Kalnoky avait témoigné son intérêt pour le pape ! Il n'en a pas fallu davantage pour réveiller les susceptibilités italiennes, pour provoquer à Rome une certaine émotion, une petite agitation un peu factice contre l'Autriche, contre le ministère, contre les démonstrations cléricales, contre la loi des garanties. A l'interpellation et aux discours de Vienne ont répondu les interpellations et les discours de Monte-Citorio sur les alliances de l'Italie, sur la politique ecclésiastique du cabinet de Rome. M. Bovio, M. Cavallotti, M. Imbriani, ont parlé. M. Crispi lui-même s'est jeté dans la mêlée avec emportement, avec l'âpreté d'un homme qui regrette et envie le pouvoir, mêlant tout, confondant tout, fulminant contre ses successeurs et contre la loi des garanties. A dire vrai, M. di Rudini s'est tiré de cet assaut qu'il vient d'avoir à subir avec

autant d'habileté et de résolution que de succès. Il a tenu tête à l'orage, sans faiblesse, sans rien livrer d'essentiel, et c'est beaucoup.

Il faut tout voir. Que le marquis di Rudini ait réussi à persuader qu'entre l'Italie et l'Autriche il y a un intime et parfait accord de sentimens, que si l'unité italienne venait à être attaquée, — on ne sait par qui, — les Croates accourraient pour la secourir, c'est une autre question. Il a eu du moins l'art de pallier de vieilles incompatibilités, de vieilles défiances pour l'honneur de l'alliance du jour, et par le fait cette discussion, qui était peut-être plus dangereuse qu'utile, a eu ses résultats. D'abord le ministère, qui pouvait être embarrassé, a fini par sortir plutôt fortifié qu'affaibli de ces débats. Il a rallié une majorité presque inattendue. Vainement M. Crispi a essayé de l'ébranler par ses retours offensifs, par la violence envenimée de ses discours, par ses sorties impétueuses et décousues contre la loi des garanties ; il l'a plutôt servi, il n'a réussi qu'à perdre le peu d'autorité qu'il gardait encore dans le parlement. Il s'est compromis comme chef d'opposition et comme prétendant au pouvoir. Le ministère a vaincu malgré lui, contre lui, et a gardé ses positions. Premier résultat. De plus, il reste acquis après ce nouveau débat, après les déclarations du président du conseil, que la loi des garanties demeure plus que jamais la charte des rapports de l'Italie avec le Vatican. M. di Rudini, avec la résolution et la prévoyance d'un homme d'Etat, n'a point hésité à affirmer la ferme volonté de maintenir et de faire respecter cette loi, de lui laisser toute la valeur d'un acte statutaire. Au fond, c'est évidemment ce qu'il y a de plus habile, puisque c'est le seul moyen d'éviter des complications nouvelles, de détourner toutes les préoccupations.

Chose curieuse, cependant, et singulièrement frappante ! les Italiens ne cessent de répéter que cette question de la papauté et de Rome est désormais résolue, qu'elle a été tranchée souverainement par l'Italie dans un intérêt national, qu'elle n'existe plus, qu'il n'y a plus à s'en occuper. Ils le disent, ils le croient ou ils le désirent, — et on a beau faire, cette terrible question, elle renaît sans cesse à tout propos, le plus souvent ravivée par les Italiens eux-mêmes. Elle renaît tantôt à la suite d'incidens malencontreux trop visiblement tolérés, tantôt pour une simple observation émise dans une assemblée étrangère, tantôt enfin par cette perpétuelle mise en doute d'une loi qui est la dernière garantie du saint-siège. Les Italiens ne s'aperçoivent pas qu'ils feraient beaucoup mieux de parler moins d'une si épineuse question et de commencer par assurer sans subterfuge au pape cette situation libre et indépendante que M. de Kalnoky se bornait l'autre jour à désirer pour le chef de l'Eglise.

C'est le malheur des puissances de l'Europe d'avoir souvent entre elles de redoutables rivalités, d'être divisées d'intérêts, de traditions

politiques, d'ambitions. Elles appartiennent, du moins, à un même ordre de civilisation; elles représentent ou elles devraient représenter, elles ont à défendre les mêmes intérêts, l'ascendant occidental dès qu'elles sont au loin, à l'autre bout du monde, dans ces régions de l'extrême Orient où les Européens sans distinction, les étrangers de toute nationalité, sont traités en ennemis. Ce qui se passe depuis quelque temps en Chine semblerait certes fait pour raviver dans les pays du vieil Occident ce sentiment de solidarité. Il n'est pas douteux que dans ce lointain, dans ce vaste et mystérieux empire, peuplé de 300 millions d'hommes d'une origine, d'un esprit si différent, il y a des choses étranges auxquelles l'ancien monde ne peut rester insensible. On ne peut pas les savoir d'une manière complète et précise par les nouvelles décousues et obscures qui arrivent; on sait seulement que dans les provinces les plus éloignées les unes des autres, au nord et au sud de l'empire, dans la Mandchourie, la Mongolie, comme dans d'autres régions, les séditions, les pillages, les massacres, se succèdent et se multiplient. Depuis quelques mois, cette agitation chinoise paraissait s'être un peu apaisée, on le disait du moins. Elle vient de se ranimer avec plus de violence que jamais et de se manifester par de nouvelles scènes de meurtre et de dévastation. Il est possible que, sur quelques points, les révoltes préparées dans les sociétés secrètes aient un caractère politique, qu'elles soient plus ou moins menaçantes pour l'empire, pour la dynastie qui règne à Pékin. Le plus clair est que ce soulèvement qui agite la Chine se traduit d'abord par le pillage et la destruction des missions, des chrétientés, par le massacre des Européens. Il y a eu, depuis quelque temps, des victimes sans nombre de toute nationalité: Belges, Français, Allemands, Anglais et même des Américains. Au fond, c'est surtout un mouvement dirigé contre les étrangers, dont le fanatisme de race poursuit l'expulsion par le fer et le feu. Or, c'est là justement ce qui est fait pour appeler la vigilance, pour provoquer au besoin l'intervention des puissances de l'Europe, et c'est là aussi la difficulté parce qu'on a affaire à un gouvernement qui sait bien réprimer les mouvemens qui le menacent lui-même, mais qui est beaucoup plus indulgent pour les violences qui ne menacent que les étrangers.

Assurer la protection de ses nationaux en Chine, c'est pour l'Europe un devoir difficile et pourtant nécessaire. Sans doute, pour des cabinets souvent divisés sur notre vieux continent, il n'est point aisé de se retrouver d'intelligence à l'extrémité du monde, de combiner leurs efforts diplomatiques et au besoin militaires pour une défense commune. Il n'est pas facile de pénétrer dans ce vaste empire, de faire sentir le poids de l'ascendant occidental à un gouvernement rusé et subtil qui se dérobe, se réfugie dans une résistance passive, et sait profiter des divisions de la politique du vieux monde. C'est pourtant



une nécessité devant laquelle l'Europe ne peut reculer si elle ne veut pas faire un éclatant aveu d'impuissance. On l'a bien senti, puisque depuis plusieurs mois on a essayé de se concerter. On ne paraît pas avoir encore réussi, les conditions d'une entente restent à trouver. Il y a dans tous les cas une chose certaine que les gouvernemens occidentaux ne peuvent méconnaître, c'est qu'isolément ils ne feront rien. Ce n'est que par une action commune que l'Europe peut peser avec quelque efficacité sur le gouvernement de Pékin et réussir à préserver les intérêts de ses nationaux livrés à tous les excès de la barbarie chinoise.

Au moment où le Brésil en est encore à se débattre entre les séditions et les coups d'État, triste suite d'une révolution mal venue, celui qui fut si longtemps le souverain du jeune empire américain, l'empereur dom Pedro II, vient de s'éteindre à Paris. Il a pu mourir sans trouble et sans remords, enveloppé d'une dignité simple, dans une chambre d'auberge, gardant l'honneur du caractère, quoique déchu du trône, en paix avec lui-même et donnant sa dernière pensée à ceux qui l'ont exilé. Il y a deux ans maintenant qu'il avait perdu la couronne, — il avait régné cinquante-huit ans en prince bien intentionné et bienfaisant. Son histoire, c'est l'histoire presque tout entière du Brésil depuis qu'il est arrivé à l'indépendance. Ce descendant des Bragance, transportés sous l'empire à Rio-de-Janeiro, était né en 1825, dans les premiers orages d'une émancipation encore récente, au moment où ces vastes provinces, détachées de la couronne portugaise, venaient de former un empire nouveau en pleine Amérique du Sud. Il était le fils de dom Pedro d'Alcantara, l'héritier du roi Jean VI de Portugal, le premier empereur du Brésil, et d'une archiduchesse d'Autriche. Par sa naissance, par ses alliances, il tenait aux plus grandes races royales. L'abdication de son père, en 1831, l'avait fait empereur à l'âge de six ans, et son enfance, un peu délaissée, s'était passée sous des régences disputées, souvent changeantes, au milieu des troubles et des agitations d'une minorité prolongée. Il avait grandi et mûri dans les crises publiques, au spectacle des luttes des partis. Ce n'est qu'en 1841 que dom Pedro II, à peine âgé de quinze ans, proclamé majeur avant l'heure, prenait possession du gouvernement. Il entrait dans le règne pour un demi-siècle, et ce règne a été pour le Brésil une ère ininterrompue de paix intérieure, de progrès moral et matériel, de développement libéral sous un régime constitutionnel à peu près incontesté.

Cinquante années durant, dom Pedro II a été le souverain éclairé du jeune empire américain, s'étudiant à pacifier le pays, à concilier les partis, restant dans toutes les phases de son long règne, dans toutes les crises qu'il a eu à traverser, un prince constitutionnel, civilisateur et pacifique. Ce n'est pas qu'il n'ait eu des luttes, des guerres à sou-



tenir. Il a eu souvent des difficultés avec les républiques de la Plata, ses turbulentes voisines du sud. Il a eu surtout, entre 1865 et 1870, cette longue, sanglante et coûteuse guerre avec le Paraguay, où le Brésil avait trouvé dans le dictateur Lopez un adversaire redoutable qui lui faisait acheter cher la victoire. Au fond, dom Pedro II n'avait pas les goûts belliqueux et conquérans; il ne songeait pas à étendre son empire déjà trop vaste. Par son caractère, par ses instincts, par la nature de son esprit, c'était un prince de la paix, concentrant son activité et son zèle dans les œuvres de la paix. Il n'avait d'autre préoccupation que de civiliser son empire, il a passé des années à y travailler en stimulant le commerce, en pressant la construction des chemins de fer, en ouvrant les grands fleuves à la navigation, en multipliant aussi les écoles, en transportant au Brésil les institutions de bienfaisance et d'économie publique. Le plus grand acte de son règne a été cette émancipation des esclaves, depuis longtemps l'objet de ses soins assidus, et définitivement accomplie, il y a trois ans à peine, en 1888. Il avait eu bien des difficultés, bien des préjugés à vaincre jusque dans son parlement, dans le pays lui-même; il avait mis autant de constance que d'autorité persuasive à désarmer les résistances, à préparer ce qu'il considérait comme l'honneur de sa carrière de souverain, et il n'est pas sûr que ce qui aurait dû consacrer sa popularité n'ait contribué à sa chute. Depuis vingt ans, il avait plusieurs fois visité l'Europe, particulièrement la France, où il semblait se plaisir, où il retrouvait toujours une hospitalité empressée. Il s'était fait la renommée d'un prince aux mœurs simples, à l'esprit cultivé et ouvert, fuyant les honneurs, recherchant la société des savans, — d'un prince enfin comme on n'en voit guère.

Pourquoi ce souverain, qui comptait plus d'un demi-siècle de règne et de services, a-t-il été renversé par ce coup de force militaire et nocturne du 15 novembre 1889, si facilement accueilli en apparence dans l'empire? Peut-être cet abandon est-il dû en partie à cette abolition de l'esclavage qui a été la suprême illustration du règne et qui est resté pour les derniers partisans de l'institution servile un grief inavoué. Peut-être cette monarchie, la seule survivant en Amérique, paraissait-elle être désormais une anomalie sur un continent où il n'y a plus que des républiques. Les Brésiliens n'ont pas vu que cette monarchie, qui était pour eux une garantie de stabilité, était aussi la condition la plus efficace de tous les progrès, qu'elle se prêtait à leurs vœux les plus libéraux. Ce qui s'est passé depuis deux ans ne prouve certes pas jusqu'ici la nécessité et l'opportunité de la révolution du 15 novembre. Dom Pedro II, quant à lui, ne tenait pas à la couronne; il tenait à son pays, et, s'il n'a pas quitté le Brésil sans amertume, sans inquiétude pour son peuple, il a subi son destin sans murmurer, sans se livrer à de vaines protestations, sans susciter une difficulté à ceux

qui le condamnaient à l'exil. Il a gardé jusqu'au bout la simplicité d'un cœur droit et fier. Il s'est éteint dans sa chambre de passage sans avoir rien perdu de sa majesté, laissant sûrement un vide dans son pays, restant pour l'Europe, pour la France un prince, dont le malheur a rehaussé le caractère et la dignité.

CH. DE MAZADE.

---

### LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

---

La liquidation de fin novembre a démontré une fois de plus qu'avec l'organisation actuelle du marché de Paris, un mouvement de baisse, sérieux et prolongé, ne saurait être possible, le cas d'un très grave événement, comme celui d'une guerre, étant naturellement réservé.

Il peut se produire une alerte de quelques jours, un coup de spéculation bien préparé, favorisé par les circonstances; mais le mouvement s'épuise en très peu de temps et la réaction a lieu, immédiate, aussi brusque et violente que l'attaque, par le seul fait des rachats de ceux qui ont conçu et mené l'entreprise.

Ces derniers ne peuvent même réaliser les bénéfices convoités, que grâce à l'imprudence des spéculateurs de second ordre qui, intervenant au cours du mouvement pour en profiter, ils l'espèrent du moins, vendent encore alors que les vendeurs de la première heure ne songent plus qu'à racheter.

C'est ce découvert que l'on a pourchassé, traqué, le 1<sup>er</sup> et le 2 décembre, et qui a dû se liquider aux plus hauts cours, ou se résigner à payer d'un fort déport le douteux avantage de rester vendeur pour fin décembre. Ce qui a rendu surtout critique la position de ces spéculateurs est la sérénité avec laquelle les rentiers et les porteurs de titres de tout genre ont laissé passer la crise, sans s'émouvoir et sans sortir aucune valeur de leurs portefeuilles. Au plus fort de la baisse, les agens de change n'ont vu affluer à leurs guichets ni obligations des chemins de fer, de la Ville ou du Crédit foncier, ni inscriptions de rentes. Ils n'ont pas même vu leur clientèle se défaire en hâte de leurs fonds russes ou hongrois, ou de leurs obligations espagnoles.

On ne saurait dire cependant que la baisse qui avait été faite fût complètement dénuée de motifs plausibles. Il est bien vrai que l'emprunt russe avait été émis trop cher, et qu'il était mal classé, que le

crédit de la Russie devait en outre souffrir, dans une certaine mesure, de la terrible disette qui désolait quelques-unes des provinces de l'empire. Il était incontestable que les prix de tous les fonds et valeurs étaient bien hauts, et que les raisons de monter plus haut encore n'apparaissaient nulle part. A Londres, on craignait une tension monétaire; à Berlin, une crise de crédit se préparait, et tout un groupe, puissant et riche, s'acharnait à la baisse sur le rouble. A Rome, on végétait dans une longue continuation du malaise économique. En Espagne, la hausse du change démolissait l'édifice fragile des cours élevés, si longtemps maintenus contre toute raison, sur l'Extérieure. A Paris même, certains faits conseillaient tout au moins la prudence, par exemple le ralentissement forcé des achats de la Caisse des dépôts et consignations pour les caisses d'épargne.

La plupart de ces raisons, si sérieuses qu'elles fussent, ne pouvaient exercer une action profonde sur les marchés. Une seule question devait décider de la hausse ou de la baisse; la paix était-elle assurée ou menacée? Or, le grand mouvement de dépréciation s'est effectué à l'heure même où les assurances pacifiques s'élevaient de toutes parts, à Londres, à Rome, à Vienne, à Berlin, où M. de Caprivi déclarait que jamais l'Europe n'avait eu devant elle la perspective aussi nette d'une longue tranquillité.

Dans ces conditions, la dépréciation ne pouvait être qu'éphémère. Bientôt, en effet, on s'aperçut que les autres motifs de crainte se dissipaient ou s'atténuaient. Non-seulement les grands achats de céréales en Amérique n'ont pas déterminé les envois d'or si redoutés au cours de l'été, mais la Banque d'Angleterre, au lieu d'avoir à élever le taux de son escompte à 5 et 6 pour 100, a dû cette semaine l'abaisser de 4 à 3 1/2 pour 100, phénomène qui ne s'était pas vu depuis près de vingt ans. Les capitaux disponibles surabondent à Londres et chez nous, et ne trouvent plus à s'employer en reports, même à des taux d'infime rémunération.

La hausse a donc repris l'ascendant depuis le 1<sup>er</sup> décembre. Les fonds français se retrouvent au plus haut, le 3 pour 100 à 96 francs, l'emprunt à 94.90, l'amortissable à 96.40, le 4 1/2 à 104.80.

En Espagne, le ministre des finances et le gouvernement préparent hâtivement un emprunt intérieur de 250 millions en rente 4 pour 100 amortissable. L'Extérieure s'est relevée de 1 fr. 50 à 67 francs.

Le Portugais, moins heureux, a reperdu une demi-unité à 33 1/2. Le gouvernement de Lisbonne a fait annoncer cependant, à plusieurs reprises, que les fonds étaient prêts pour le paiement intégral du coupon de janvier sur la dette 3 pour 100.

Les fonds russes ont repris assez vivement : le 1830, de 1 1/2 pour 100 à 93.15; l'Orient, de 1 pour 100 à 62 1/2. Déjà en liquidation, le

Consolidé avait atteint 92.50; il s'est encore avancé de deux points, à 94.50. L'emprunt 3 pour 100 s'est traité entre 78 et 78.50.

L'Italien est en pleine recrudescence de faveur, gagnant 1 1/2 pour 100 à 91.45, de même le Hongrois, porté de 90.25 à 91.50.

Les fonds turcs ont été fort recherchés en vue de certaines combinaisons financières longtemps ajournées et que l'on pense aborder à bref délai.

Le Suez a reperdu à 2,720 environ 30 francs sur les cours repris en liquidation. Le Crédit foncier, le Crédit lyonnais, la Banque de Paris, ont gagné une dizaine de francs depuis le 2 décembre, les Chemins français de 10 à 15 francs, les Méridionaux d'Italie, plus de 40 francs, les Autrichiens, 12.50.

En banque, le Rio-Tinto a reculé à 440 francs sur la faiblesse des cotes du cuivre transmises de Londres et de New-York.

Le 7 du mois courant ont été communiqués aux parlemens d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie, les traités de commerce conclus par ces puissances entre elles et avec des États voisins, la Belgique et la Suisse, et bientôt sans doute avec les États de la péninsule des Balkans. Cette présentation a pris le caractère d'un véritable coup de théâtre; on en a voulu faire la réplique économique de la triple alliance à l'entrevue de Cronstadt. Les concessions de tarifs que se sont faites les puissances signataires de ces traités de commerce ont une réelle importance et réalisent au centre de l'Europe la constitution de ce Zollverein dont on avait un instant menacé les États-Unis au lendemain du vote des bills Mac-Kinley.

Cette fois, c'est contre la France et la Russie que le Zollverein est constitué. Grâce à l'obstination protectionniste de nos législateurs, les nouveaux alliés ne désespèrent point de faire entrer l'Espagne et ultérieurement le Portugal, et même l'Angleterre, dans leur association.

Les membres de notre parlement, hypnotisés en quelque sorte par la pensée obsédante de la protection à assurer à l'agriculture, ne veulent pas voir qu'en s'obstinant dans le système où une politique étroite et de courte vue les a engagés, ils travaillent à ruiner l'exportation française. Nous n'en voulons pour preuve que le tarif que l'on veut imposer à l'entrée des livres étrangers. Ces droits, s'ils étaient établis, provoqueraient des représailles; or la France vend vingt fois plus de livres qu'elle n'en achète, et pour sauver six millions, on risquerait étourdiment de faire perdre cent vingt millions à la production de la France. On peut se demander si l'application d'une telle politique ne nuirait pas très vite au crédit même du pays et à la bonne tenue de ses fonds publics.

*Le directeur-gérant : Ch. BULOZ.*

---

# TABLE DES MATIÈRES

DU

## CENT HUITIÈME VOLUME

---

TROISIÈME PÉRIODE. — LXI<sup>e</sup> ANNÉE.

---

NOVEMBRE. — DÉCEMBRE.

---

### Livraison du 1<sup>er</sup> Novembre.

LA QUESTION D'ÉGYPTÉ, première partie. . . . .	5
LA SARCELLE BLEUE, première partie, par M. RENÉ BAZIN . . . . .	46
LES GUEUX DE MER. — II. — LA TERREUR DANS LES FLANDRES, par M. le vice-amiral JURIEU DE LA GRAVIÈRE, de l'Académie française. . . . .	98
LA SITUATION FINANCIÈRE ET LE BUDGET DE 1892, par M. CUCHEVAL-CLARIGNY, de l'Institut de France. . . . .	124
JOHN MORLEY, CRITIQUE, JOURNALISTE ET HOMME D'ÉTAT, par M. AUGUSTIN FILON. . . . .	154
L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE A REBOURS, D'APRÈS UN PROGRAMME ALLEMAND, par M. G. VALBERT. . . . .	193
REVUE LITTÉRAIRE. — SAVANS ET MORALISTES, A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT, par M. F. BRUNETIÈRE. . . . .	205
REVUE MUSICALE. — <i>Lohengrin</i> A L'OPÉRA, <i>Manon</i> A L'OPÉRA-COMIQUE, par M. CAMILLE BELLAIGUE. . . . .	217
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. . . . .	226
MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. . . . .	237

### Livraison du 15 Novembre.

LA SARCELLE BLEUE, dernière partie, par M. RENÉ BAZIN. . . . .	241
LES GRANDES MANŒUVRES DE L'EST. . . . .	283

M <sup>me</sup> ACKERMANN, D'APRÈS DES LETTRES ET DES PAPIERS INÉDITS, par M. le comte d'HAUSSONVILLE, de l'Académie française. . . . .	318
LA QUESTION D'ÉGYPTÉ, dernière partie. . . . .	353
LA GUERRE CIVILE AU CHILI ET LA CHUTE DE BALMaceda, par M. C. de VARIGNY. . . . .	406
L'ORGANISATION DE LA PIRATERIE AU TONKIN, par M. le colonel FREY. . . . .	436
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. . . . .	465
MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. . . . .	477

Livraison du 1<sup>er</sup> Décembre.

LA BIEN-AIMÉE, par M. GILBERT AUGUSTIN-THIERRY. . . . .	481
LES GUEUX DE MER. — III. — LE DERNIER ASILE DE LA LIBERTÉ, par M. le vice-amiral JURIEU DE LA GRAVIÈRE, de l'Académie française. . . . .	527
AUTOUR D'UNE COLONIE AUTONOME. — I. — LES AFRIKANDERS. — LES ORIGINES DE L'AUTONOMIE DU CAP. . . . .	549
DEUX PETITS TAMBOURS. — RÉCIT DE LA VIE MILITAIRE DANS L'INDE, par M. RUDYARD KIPLING. . . . .	587
LE LANGAGE ET LES NATIONALITÉS, par M. MICHEL BRÉAL, de l'Institut de France. . . . .	615
LES BIOGRAPHES ET LES CRITIQUES DE REMBRANDT, par M. ÉMILE MICHEL. . . . .	640
DON CARLOS, DANS LA POÉSIE ET DANS L'HISTOIRE, D'APRÈS UNE PUBLICATION RÉCENTE, par M. G. VALBERT. . . . .	672
REVUE LITTÉRAIRE. — ALFRED DE VIGNY, par M. F. BRUNETIÈRE. . . . .	684
REVUE DRAMATIQUE. — <i>La Mégère apprivoisée</i> , REPRISE D' <i>OEdipe-Roi</i> A LA COMÉDIE-FRANÇAISE, par M. CAMILLE BELLAIGUE. . . . .	698
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. . . . .	705
MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. . . . .	716

## Livraison du 15 Décembre.

LA PAPAUTÉ, LE SOCIALISME ET LA DÉMOCRATIE. — I. — L'ÉVOLUTION DU SAINT-SIÈGE ET L'ENSEIGNEMENT SOCIAL DE LÉON XIII, par M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU, de l'Institut de France. . . . .	721
LES DUPOURQUET. — MŒURS DE PROVINCE, première partie, par M. EUGÈNE DELARD. . . . .	768
LA COMÉDIE EN FRANCE AU MOYEN ÂGE, D'APRÈS UN OUVRAGE RÉCENT, par M. GUSTAVE LARROUMET, de l'Institut de France. . . . .	814
LES ANGLAIS EN BIRMANIE. — I. — CONQUÊTE, PACIFICATION, par M. JOSEPH CHAILLEY-BERT. . . . .	842
LE GRAND FRÉDÉRIC AVANT L'AVÈNEMENT. — LE SÉJOUR A NEU-RUPPIN, par M. ERNEST LAVISSE. . . . .	882
LE NÉO-MALTHUSIANISME EN ANGLETERRE, par M. PIERRE MILLE. . . . .	911
LES LIVRES D'ÉTRENNES. . . . .	929
CORRESPONDANCE. — LETTRES DE M. LOUIS HAVET ET DE M. le comte d'HAUSSONVILLE. . . . .	944
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. . . . .	945
MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. . . . .	956



4  
3  
5  
7

1

7

0

7

5

0

2

4

8

5

6

21

68

14

42

82

11

99

41

45

56